

Fondation nationale des Sciences politiques
Service d'étude de l'Activité économique

RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

HUBERT FAVIER

17. Décembre 1957

**tableau
économique
du département
de l'Aube**

1963

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

La Fondation Nationale des Sciences Politiques a été créée par une Ordonnance du 9 octobre 1945. Elle a pour objet de favoriser le progrès et la diffusion des Sciences Politiques, Economiques et Sociales.

Son administration et sa direction sont assurées de la manière suivante :

Conseil d'Administration :

Président : M. Pierre RENOUVIN, de l'Institut, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Paris, Professeur à la Sorbonne.

Vice-Présidents : MM. Gabriel LE BRAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris ;
Roger LÉONARD, Premier Président de la Cour des Comptes.

Membres : MM. André ALLIX, Recteur d'Académie honoraire ;
Marcel BABAU, Secrétaire confédéral C.G.T.-F.O. ;
Wilfrid BAUMGARTNER, Gouverneur honoraire de la Banque de France, Ancien Ministre ;
Jean CARBONNIER, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris ;
Jacques CHAPSAL, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université de Paris ;
Bernard CHENOT, Conseiller d'Etat, Ancien Ministre ;
Jean-Jacques CHEVALLIER, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris ;
René COURTIN, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris ;
Henry DAVEZAC, Président du Syndicat Général de la Construction Electrique ;
Henry DEROY, Inspecteur général des Finances, Vice-Président de la Banque de Paris et des Pays-Bas ;
Louis ESTRANGIN, Président de la Fédération Nationale des Centres d'Etudes Techniques Agricoles ;
Pierre FOURNIER, Gouverneur honoraire de la Banque de France ;
François GAZIER, Directeur de l'Ecole Nationale d'Administration ;
Jacques GEORGES-PICOT, Président-Directeur général de la Compagnie Financière de Suez ;
François GOGUEL, Secrétaire général du Sénat ;
Emile JAMES, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris ;
Ernest LABROUSSE, Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Paris ;
Charles MORAZÉ, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes ;
Léon NOËL, de l'Institut, Ambassadeur de France ;
Louis PAPY, Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Bordeaux ;
Alexandre PARODI, Vice-Président du Conseil d'Etat ;
André SÉGALAT, Conseiller d'Etat, Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. ;
Roger SEYDOUX, Ambassadeur de France ;
Louis TROTABAS, Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques d'Aix-en-Provence, Directeur de l'Institut d'Etudes Juridiques de Nice.

Administrateur : M. Jacques CHAPSAL.

Secrétaire général : M. Jean TOUCHARD.

La Fondation assure notamment la publication :

1° du *Bulletin Analytique de Documentation Politique, Economique et Sociale Contemporaine*, répertoire méthodique mensuel des principaux articles concernant les questions relevant des Sciences Politiques, Economiques et Sociales, ainsi que de la documentation sur les problèmes contemporains du même ordre, publiés dans les revues françaises et étrangères. (France : 20 F par an. — Presses Universitaires de France, 1, place Paul-Painlevé, Paris 5^e, C. C. P. Paris 392-33) ;

2° de la *Revue Française de Science Politique*, revue trimestrielle publiée par la Fondation Nationale des Sciences Politiques et l'Association Française de Science Politique. (Abonnement : France : 26 F par an ; Etranger : 28 F par an. — Presses Universitaires de France, 1, place Paul-Painlevé, Paris 5^e, C. C. P. Paris 392-33) ;

3° de *Cahiers* publiés plusieurs fois par an, par la Librairie Armand Colin, et destinés à faire progresser la recherche dans le domaine des Sciences Politiques, Economiques et Sociales ;

4° des *Bibliographies françaises de Sciences sociales* et de la collection *Recherches sur l'économie française*.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SITUATION SOCIALE

La Fondation nationale des Sciences politiques a créé en 1952 un Service d'étude de l'Activité économique et de la Situation sociale qui a succédé à l'Institut scientifique de Recherches économiques et sociales, fondé en 1933 par Charles RIST.

Le Service est placé sous le patronage de MM. L. CAPDECOMME, F.-L. CLOSON, J. COULOMB, G. DAVY, F. DIVISIA, G. DUPOUY, C. GRUSON, P. JACQUINOT, L. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, G. LE BRAS, J. ROCHE, J. SARRAILH, C. VEDEL.

Le Comité de direction est composé de MM. R. BARRE, M. FLAMANT, R. GOETZ, E. JAMES, J.-M. JEANNENEY, G. LEDUC, J. LHOMME, A. MARCHAL, J. MARCHAL, R. MARJOLIN, R. ROY, J. TOUCHARD.

La direction scientifique est assurée par MM. A. MARCHAL, R. BARRE et M. FLAMANT, assistés de Mlle Madeleine LECLER.

Le Service est situé 4, rue Michelet, Paris 6^e, Tél. : ODEon 50 66.

Il a publié chez Armand Colin :

Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques.

J.-M. JEANNENEY, *Les Commerces de détail en Europe occidentale*, n° 61.

M. PERROT, *La Monnaie et l'opinion publique en France et en Angleterre de 1924 à 1936*, n° 65.

J. MORICE, *La Demande d'automobiles en France*, n° 86.

J.-M. JEANNENEY, *Tableaux statistiques relatifs à l'économie française et à l'économie mondiale*, n° 87.

M. MALISSEN, *Investissement et financement*, n° 88.

J.-M. JEANNENEY et M. PERROT, *Textes de droit économique et social français, 1789-1957*, n° 89.

Collection « Sciences politiques ».

J.-M. JEANNENEY, *Forces et faiblesses de l'économie française, 1945-1959*, seconde édition revue et augmentée.

Collection « Recherches sur l'économie française ».

1. N. DELEFORTRIE et J. MORICE, *Les revenus départementaux en 1864 et en 1954*.
2. D. RENOARD, *Les transports de marchandises par fer, route et eau depuis 1850*.
3. J. SINGER-KÉREL, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*.
4. M. PERROT, *Le mode de vie des familles bourgeoises*.
5. F. MARNATA, *Les loyers des bourgeois de Paris, 1860-1958*.
6. N. DELEFORTRIE-SOUBEYROUX, *Les dirigeants de l'industrie française*.
7. J. CAPRONNIER-SPIELHAGEN, *Comptes nationaux et régionaux de l'énergie*.
8. H. FAVIER, *Tableau économique du département de l'Aube*.

Fondation nationale des Sciences politiques
Service d'étude de l'Activité économique

RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

COLLECTION DIRIGÉE PAR J.-M. JEANNENEY ET M. FLAMANT

8

HUBERT FAVIER

chargé de recherche au Centre national de la Recherche scientifique

tableau économique du département de l'Aube

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, boulevard Saint-Michel, Paris-V^e



TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION
ET D'ADAPTATION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS
© 1963 BY LIBRAIRIE ARMAND COLIN

PRÉFACE

Dès le Consulat, Bonaparte, en même temps qu'il adoptait le département comme point d'appui de son administration centralisée, entreprenait de faire établir des inventaires distincts des ressources des divers départements. Extraordinairement « moderne » en ce domaine comme en d'autres, il avait compris l'intérêt de recensements économiques portant sur de petites circonscriptions territoriales. Certes ces dénombrements ne furent que fort mal dressés, compte tenu des conceptions, des moyens de l'époque et — plus encore — des malheurs du temps.

De nos jours, le cadre départemental est utilisé à nouveau comme unité de recensement économique. C'est probablement au développement des applications de la comptabilité nationale que le département doit d'être apparu, en pratique, comme la plus petite unité utilisable : toutes les raisons statistiques et administratives s'ajoutent pour arrêter à son niveau l'échelle maximum du microscope statistique de la comptabilité sociale.

Depuis que les économistes français à la suite de Pierre Bauchet, de René Gendarme, de Nicole Delefortrie et Janine Morice notamment, sont partis à la découverte scientifique de leur propre pays, de nombreux chercheurs se sont efforcés de dresser des comptabilités régionales, voire départementales. Certes le risque était grand que ces efforts ne s'égarent dans des voies particularistes, « folkloriques » même. En général, l'adoption des cadres de la comptabilité nationale, le souci d'utiliser avec rigueur les schémas de l'analyse économique ont évité les écueils auxquels, de par leur objet même, étaient exposées ces études.

Nous disposons maintenant de beaux travaux. Citons, par exemple, les thèses (non publiées) de Bernard Bellanger sur le « Loir-et-Cher » (1958), de Paul Sauvaigo sur les « Alpes-Maritimes » (1960) et de Jean-Pierre Jobard sur le Centre-Est (1962),

L'ouvrage récent de Jean Ousset sur les Comptes du département de l'Hérault, ceux de Max Lévi sur les Comptes du département de l'Aude et de Roland Jouandet-Bernadat sur le tableau économique de la Gironde, la thèse ronéotypée de Gérard Péliissonnier sur l'Yonne, les articles de François Faure-Soulet — dans la « Revue de l'Economie du Centre-Est » — sur les départements de la Bourgogne, etc. Ces études ont apporté les premières pierres d'une analyse par départements des aspects régionaux de l'économie française.

Il était dans la ligne de la présente collection d'accueillir l'étude exhaustive consacrée par M. Hubert Favier au département de l'Aube : ce livre contribue ainsi à l'œuvre d'ensemble qui vise à donner, des aspects de l'économie française, un tableau régionalement détaillé. On sait le rôle discret mais efficace qu'ont eu et qu'auront de plus en plus, en ce domaine, les instituts ou centres d'économie régionale rattachés à la plupart des Facultés de Droit et des Sciences économiques. La liste des travaux en cours ou à paraître étant d'ailleurs beaucoup plus étendue que celle des publications, on voit qu'une notable partie de notre territoire est déjà « couverte ».



Les spécialistes de cette discipline austère qu'est la comptabilité sociale connaissent bien les difficultés conceptuelles et pratiques que l'on rencontre à vouloir dresser des comptes départementaux ; ils apprécieront la manière dont M. H. Favier, aidé par des qualités d'enquêteur méthodique, les a résolues. Ce type de comptabilité a, on le sait, l'intérêt de montrer comment l'activité économique d'un département se relie à celle du pays tout entier ; elle souligne, entre l'une et l'autre, parentés et dissemblances. A ce dernier égard, on rencontre dans le département de l'Aube une activité qui y est particulièrement importante puisqu'elle atteint, par la taille de sa production et de ses débouchés, l'échelle nationale et même internationale ; il s'agit de la bonneterie. Autant grâce à ses origines familiales que par sa propre activité professionnelle, M. H. Favier était en mesure de fournir un excellent tableau « sectoriel » d'une activité qu'il connaît bien. Ainsi souligne-t-il justement que cette branche d'industrie qui emploie principalement des femmes exige, pour qu'un équilibre départemental acceptable soit réalisé, la coexistence d'entreprises à main-d'œuvre surtout masculine.

Ce livre abonde en observations nombreuses sur des domaines variés. Sa parution fournit une nouvelle preuve que les thèses des

meilleurs étudiants de nos Facultés constituent bien une « source » appréciable de documentation, d'informations pour les chercheurs et pour les praticiens. Ainsi ces travaux, limités quant à leurs objets mais rigoureux dans leur méthode, contribuent-ils à affermir les assises concrètes de la science économique.

Ajoutons que M. Hubert Favier fait déjà partie des « animateurs » de Troyes et de sa région. Il est rassurant de constater que, dans son cas, l'action s'appuie sur une préalable et scrupuleuse analyse des faits ; elle se présente donc sous les meilleurs auspices.

MAURICE FLAMANT.

AVANT-PROPOS

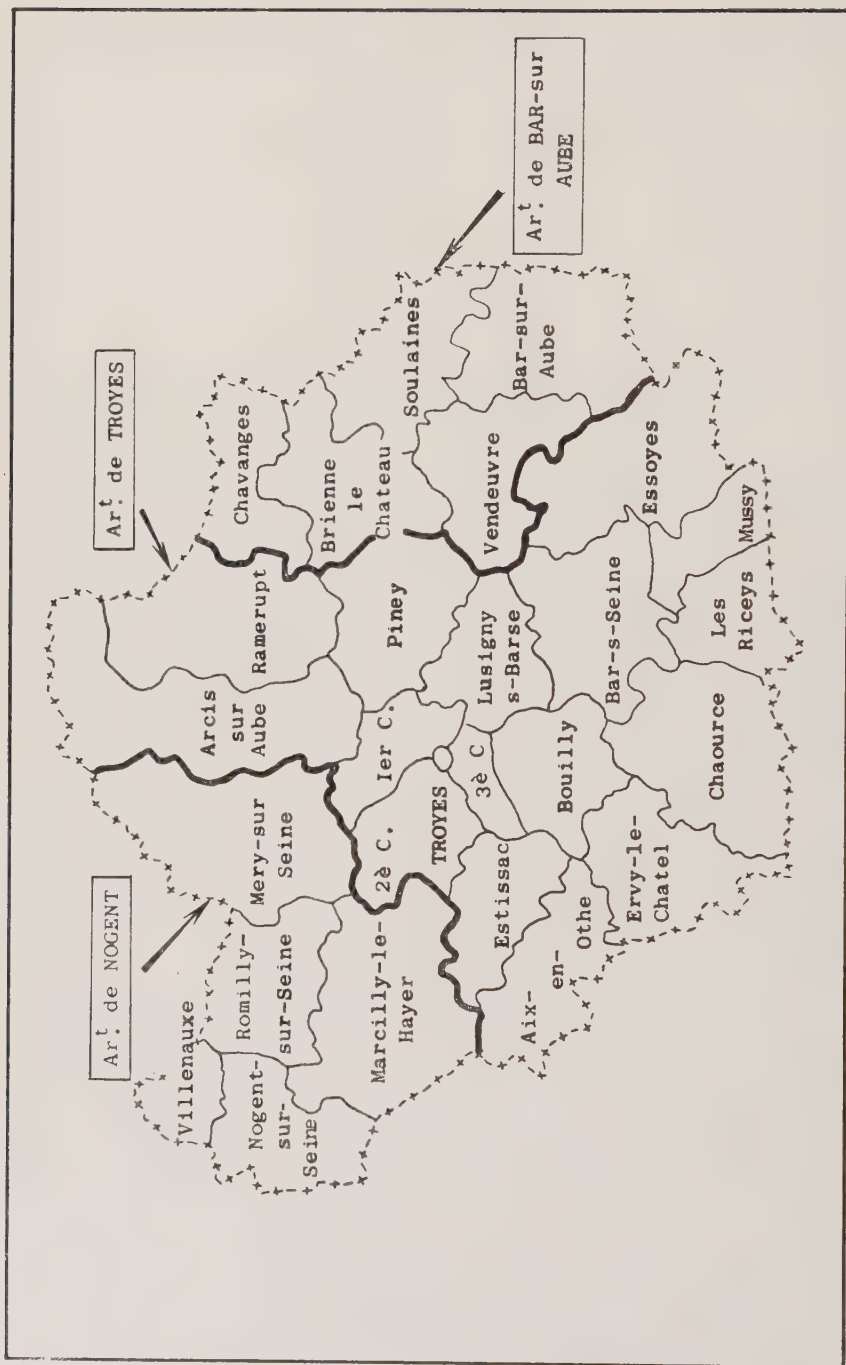
L'ÉTUDE que nous entreprenons est un « tableau économique » du département de l'Aube. Nous nous proposons, dans ce travail, de rendre compte de l'état actuel de ce département tant au point de vue démographique qu'au point de vue économique. L'idée d'étudier un département en construisant un tel tableau n'est pas nouvelle : au cours de nos recherches, nous avons découvert un livre datant de l'an X intitulé « Tableau statistique du département de l'Aube » de M. Bruslé, Préfet du département à l'époque ¹. Cet ouvrage « passe en revue les moyens politiques, physiques et moraux » du département de l'Aube, sur l'ordre du Gouvernement consulaire. On reconnaît l'ordre et la méthode du Premier Consul qui avait l'intention, au moyen d'ouvrages semblables exécutés dans tous les départements, de dresser l'inventaire des ressources de la France de cette époque.

Pour rendre compte de l'activité économique actuelle du département, nous procéderons à une étude statique, puis à une étude dynamique. L'étude statique est la méthode du tableau économique ; c'est le système des tableaux carrés (matrices), qui a été appliqué avec succès par W. Léontieff pour l'étude de l'économie américaine. Ce procédé a été repris en France, notamment pour l'étude de la région lorraine par M. P. Bauchet ².

Le tableau est un moyen d'exprimer certaines relations économiques entre les agents d'une zone déterminée, en l'occurrence un département ; la construction de ce cadre comptable nous permettra de schématiser les relations entre les différentes branches d'activités de notre département, d'une part dans ce département même (relations intra-départementales) et, d'autre part, avec le reste de la France divisé en grandes catégories de régions (relations interrégionales). Nous donnerons, au moment voulu, les détails techniques concernant la construction du tableau.

1. BRUSLÉ (Préfet du département de l'Aube), *Tableau statistique du département de l'Aube*, Paris, Imprimerie des Sourds-muets, An X, 116 p.

2. BAUCHET (Pierre), *Les tableaux économiques : Analyse de la région lorraine*, Paris, M. Th. Genin éditeur, librairie de Médecis, 1955, 182 p.



Carte 1. Division par cantons et arrondissements.

Une fois le tableau construit et rempli nous obtiendrons une photographie du département dans ses activités intra-départementales et interrégionales au cours d'une année de référence : 1954, année du recensement démographique. Les chiffres avancés ne seront certes pas ceux qui correspondent exactement à la réalité ; en effet, l'information statistique sur les activités d'un département laisse trop souvent à désirer, comme nous le verrons ; aussi celui-ci sera plutôt un défrichement de la comptabilité de l'économie du département : nous essayons de façonner un outil de travail pour la comptabilité de l'économie départementale, les méthodes employées ne sont pas définitives et les résultats chiffrés seront imparfaits. Néanmoins le tableau constituera un ensemble assez complet sur la structure du département de l'Aube. Ajoutons d'ailleurs que pour compléter le tableau carré exprimé en termes monétaires, nous construirons quelques tableaux « en nature » pour certains produits essentiels.

Cette méthode d'analyse de la réalité économique est purement statique. Nous découpons une tranche de temps et examinons les relations caractéristiques du département. Afin de rendre plus vivante notre étude, nous tenterons de la « dynamiser ». Dans cette étude dynamique, nous verrons l'évolution récente des activités et nous pourrions dégager les tendances actuelles. Mais avant d'étudier l'économie d'un département, il est instructif d'en faire l'historique et d'en décrire la géographie. Nous aborderons ensuite l'étude des phénomènes démographiques.

***α* - HISTORIQUE**

Le département de l'Aube a été créé par la loi du 15 janvier 1790, dans le ressort de la généralité de Châlons où siégeait l'intendant depuis 1633. Il comprend aussi quelques parties détachées de la généralité de Paris et de celle de Dijon. Son nom lui vient de la blanche rivière (Alba) affluent de la Seine, dont les eaux laiteuses s'expliquent par la nature crétacée des terrains, qu'elle traverse.

Lors de sa création, le département comptait 6 districts (Troyes, Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Nogent-sur-Seine et Ervy-le-Châtel), 60 cantons et 484 communes. La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) substitua au district le terme d'arrondissement ; Troyes demeura le chef-lieu du département, Arcis, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine et Nogent devenaient chefs-lieux d'arrondissement. Le nombre des cantons fut ramené de soixante à vingt-six et quarante communes furent, soit supprimées, soit annexées à d'autres. Lors de la réforme administrative de 1926, Arcis et Bar-sur-Seine cessèrent d'être chefs-lieux d'arrondissement, si bien qu'il ne subsiste plus aujourd'hui que trois arrondissements, ceux de Nogent-sur-Seine, Troyes et Bar-sur-

Aube. Le recensement de 1954 a eu lieu dans le cadre de 3 arrondissements, 26 cantons et 445 communes.

b - APERÇU GÉOGRAPHIQUE

Sur une superficie de 600 144 hectares, soit 1,1 % de la superficie de la France, le département de l'Aube est champenois à juste titre, puisque son chef-lieu est l'ancienne capitale du comté de Champagne. Mais aux terres champenoises s'ajoutent des fragments de l'Île-de-France et de la Bourgogne. Sans doute à suivre la géologie, la Champagne auboise ne comprendrait que des terrains crayeux et marneux, et devrait se réduire à la Champagne sèche (206 000 hectares, soit la moitié du département) ainsi qu'au Pays d'Othe (53 000 hectares) placage d'argile sur la craie et à la Champagne humide (122 000 hectares). Une telle définition excluerait à l'ouest la Brie nogentaise et rejetterait vers la Bourgogne, le Barséquanaise et le Bar-sur-aubois (114 000 hectares).

Qui dit Champagne évoque une absence à peu près complète de relief ; mais bien que modéré, le relief existe pourtant. Au-dessus des plaines alluviales de la Seine et de l'Aube (83 000 hectares) qui forment des rubans dirigés de nord-ouest au sud-est, les plateaux s'élèvent au-dessus des plaines par des lignes d'escarpements tantôt fermes et prenant figures de côtes, tantôt plus molles.

Venant de Bourgogne et du plateau de Langres, la première ligne de relief est celle de calcaire oolithique, suivie après une dépression marneuse de la côte des Bars qui se suit dans l'Aube des Riceys à Bar-sur-Aube. Puis au relief de plateau frangé par les côtes et fragmenté par les vallées encaissées de la Seine, de l'Ource et de l'Aube, succède l'auréole argilo-sableuse de la Champagne humide au relief presque insensible et dans laquelle les vallées de l'Hozain, de la Seine et de la Barse ne tranchent guère sur le paysage que par la ligne continue d'arbres qui les bordent. De la Champagne humide et de son paysage bocager on passe maintenant à la Champagne sèche, jadis dénommée pouilleuse et dont le paysage originel de « steppe » a été fort transformé depuis le xix^e siècle.

Le contact entre les deux zones crétacées s'opère par la côte de la craie faiblement marqué dans le relief et dont la continuité depuis le Sénonais au Pays de Rethel est rompue par la traversée des grandes vallées qui la découpent en tronçons bien délimités. Dans l'Aube, les vallées de la Seine et de l'Aube l'ont ainsi fragmentées en trois parties.

Faisant exception à cette faiblesse du relief, le Pays d'Othe qui domine presque constamment la route d'Auxerre à Troyes s'enlève avec vigueur au-dessus de la Champagne humide et sèche et dessine un relief que souligne l'aspect sombre de la forêt. Les couches superficielles de craie transformées en argile ont pré-

servé de l'érosion le Pays d'Othe et lui ont donné une vocation forestière (le taux de boisement se situe entre 30 et 50 %) et herbagère. Après le Pays d'Othe, l'horizon est libre jusqu'à la côte de calcaire tertiaire de l'Île-de-France que la Seine suit dans la région de Nogent et qu'elle ne perce qu'après son confluent avec l'Yonne en aval de Montereau.

Ainsi deux régions accidentées, le plateau calcaire de Basse Bourgogne favorable à la vigne, mais aussi recouvert de friches, le Pays d'Othe zone de forêts et d'élevage ; une région au relief insensible, la Champagne humide, et où son absence entraîne la quasi-disparition du versant des vallées et la présence des eaux stagnantes, avec de nombreuses forêts et la prédominance de l'élevage sur des terres fortes où la culture est difficile ; une région enfin, la Champagne sèche, de relief modéré au sol crayeux et perméable de vocation steppique et qui n'a été transformée, au profit de la culture et du boisement par les résineux, qu'au XIX^e siècle, tels sont les différents aspects et les différents contrastes que révèle l'examen géographique du département de l'Aube.

Etude démographique

Pour étudier un ensemble démographique, quel qu'il soit, il faut d'abord en mesurer l'importance relative par rapport à la France métropolitaine.

Section 1. **Caractères démographiques du département**

Notons l'importance de la population du département par rapport à la population totale française. Le dernier recensement général de la population en France date de mai 1954, nous y avons relevé le nombre d'habitants suivant pour l'Aube et la France :

	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
Nombre d'habitants	240 797	42 777 000

La part de la population de l'Aube considérée par rapport à la population de la France entière n'est pas très élevée, puisqu'elle n'en représente que 0,54 % ; surtout si nous la comparons avec le pourcentage que représente la superficie de ce département par rapport à la superficie de la France entière ; en effet nous avons constaté que la superficie du département de l'Aube représentait 1,1 % de la superficie de la France entière. La densité de la population est donc faible dans l'Aube, puisqu'elle est de 40 habitants au km². Celle de la France métropolitaine est de 78 habitants au km². La densité de la population dans l'Aube est donc presque moitié moindre de la densité moyenne française. Remarquons cependant, que l'Aube a une densité de population voisine de la moyenne de la province française (région parisienne exclue). Néanmoins, ce fait d'ordre démographique a son importance et quelques conséquences économiques.

D'autre part la composition par âge de la population est instructive, parce qu'elle révèle quel a été le passé démographique et permet d'entrevoir quelle peut être l'évolution future. Le tableau ci-dessous donne pour l'Aube et la France la répartition de la population en pourcentage par grandes tranches d'âges en 1954 ¹.

TRANCHES D'ÂGES	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
0 à 14 ans	24,7	23,3
15 à 24 ans	13,7	13,8
25 à 64 ans	48,5	50,8
65 ans et +	13,1	12,1

La population de l'Aube est légèrement plus jeune que la population moyenne française. Il y a proportionnellement moins d'adultes et plus de personnes âgées dans l'Aube qu'en France. La pyramide des âges, comme nous le constaterons, est donc plus ouverte à la base et moins refermée au sommet. Du point de vue économique, nous remarquons la forte proportion des jeunes et des personnes âgées réunis, car ces deux catégories d'habitants ont de commun de n'être pas producteurs. Mais si l'on considère l'avenir, il faut au contraire bien distinguer, car des enfants nombreux sont une promesse de natalité forte et annoncent des besoins d'emplois importants dans les années futures. D'autre part, cette répartition par âges nous révèle que le département de l'Aube a une forte natalité.

Voyons maintenant quels ont été les taux de natalité et de mortalité, en 1954, pour l'Aube et la France (en pourcentage pour mille habitants) :

	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
Naissances	20,3	18,8
Décès	11,7	12
Excédents	8,6	6,8

Nous constatons que l'ouverture de la pyramide des âges à la base pour l'Aube est bien le résultat d'une forte natalité, puisque l'excédent des naissances sur les décès est plus élevé que celui correspondant de la moyenne française.

Cet excédent est le résultat d'une mortalité infantile assez basse

1. Source : I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France 1954*, 61^e volume, p. xii (pour les données de l'ensemble de la France). I.N.S.E.E., *Recensement général de la population de mai 1954* : Résultats statistiques, population, ménages, logements, maisons. Département de l'Aube, p. 13 (pour les données de l'Aube).

puisque'elle est en 1954, dans l'Aube, de 31 pour 1 000 naissances vivantes ; alors que pour la France elle est de 37 pour 1 000 naissances vivantes. Ces observations nous permettent de dire que la jeunesse du département de l'Aube est en pleine croissance, mais reste à savoir si ce phénomène de croissance démographique est ancien ou récent. C'est ce que nous étudierons plus amplement dans l'évolution démographique.

L'exploitation des chiffres du dernier recensement nous donne d'autres renseignements concernant la répartition de la population de l'Aube. Rappelons que l'ensemble du département compte 240 797 habitants ; l'agglomération de Troyes pour sa part compte 83 564 habitants ; la ville de Romilly 13 731 habitants. Ainsi 40 % environ de la population départementale se concentrent dans les agglomérations de Troyes et de Romilly et 35 % des habitants de l'Aube vivent dans l'agglomération troyenne ; ce fait a son importance du point de vue économique, nous entre-voyons la concentration des activités industrielles autour de Troyes et la désertion des campagnes. Le reste de la population, c'est-à-dire la population rurale, compte 130 763 habitants, ce qui représente 0,71 % de la population rurale française, qui est de 18 381 908 habitants et 54 % de la population totale de l'Aube. Ce dernier pourcentage était en 1846, date où pour la première fois la distinction a été faite entre la population urbaine et la population rurale, de 80 %. Cette répartition de la population est liée à la distribution de l'activité économique, résultat d'une évolution plus que centenaire, comme nous le constaterons.

Le département de l'Aube est un département à très faible densité, dont la population est légèrement plus jeune que la population moyenne française, sa jeunesse est en pleine croissance. La population y est moitié rurale, moitié urbaine, ce qui donne l'apparence d'un certain équilibre démographique, mais en réalité l'attirance d'une grosse partie de la population autour du seul centre industriel important qu'est Troyes engendre un déséquilibre, qui va croissant chaque jour.

Section 2. **Evolution démographique de 1801 à 1954**

A. *EVOLUTION DU DEPARTEMENT*

a - VARIATIONS DE LA POPULATION

Dans toute étude des phénomènes démographiques, il y a avantage à prendre un assez large recul, c'est pourquoi après avoir étudié très rapidement ce que nous avons appelé le profil démographique du département, c'est-à-dire une photographie de

la population en 1954, il nous faut voir quelle en a été l'évolution. Nous suivons ainsi la méthode de l'économiste, qui part des faits les plus récents et fait appel au passé seulement pour prendre une certaine perspective qui puisse l'aider à expliquer le présent, et même dans une certaine mesure à prévoir.

Nous remontons jusqu'au recensement de 1801. A cette date la population totale du territoire actuel de la France s'élevait à 27 millions d'habitants, celle du département de l'Aube était de 231 455, soit 0,83 % de la population française. De 1801 à 1851 la population de l'Aube s'est élevée à 265 247 habitants, ce qui représente une augmentation de 14 %. Cette augmentation n'est pas proportionnelle à l'augmentation de la population totale de la France qui est de 30 %. Aussi le pourcentage par rapport à celle-ci diminue-t-il légèrement ; il n'est plus que de 0,74 %. En 1851 la population de l'Aube atteint son maximum, elle va ensuite, tantôt diminuer, tantôt augmenter, sans jamais rejoindre ce chiffre de 265 247 habitants. Nous verrons plus loin que la disparition à partir de 1850 du métier à bras en bonneterie dans les campagnes est la cause économique principale du déclin de la population de l'Aube. Entre 1851 et 1901 la population du département passe de 265 247 habitants à 246.163, ce qui représente une diminution de 7 %. La population du département ne représente plus que 0,60 % de la population de la France en 1901.

De ces observations se dégagent donc deux mouvements, la croissance de la population jusqu'en 1851 (année où la population atteint son chiffre maximum) et la décroissance de la population jusqu'en 1901. Ce double mouvement de la population de l'Aube, croissant puis décroissant entre 1801 et 1901 s'explique ainsi : l'accroissement considérable constaté durant la période 1801-1851 a été déterminé tant à la fois par un excédent des naissances et un excédent d'immigration qui ont alors coexistés, comme nous le constaterons dans notre étude sur les phases d'immigration et d'émigration. A cette époque, la bonneterie était le plus souvent associée au travail agricole, les métiers à bras étaient dispersés dans les campagnes et contribuaient à augmenter les ressources des fabricants-agriculteurs qui, ayant une aisance suffisante, ne songeaient pas à quitter leur village.

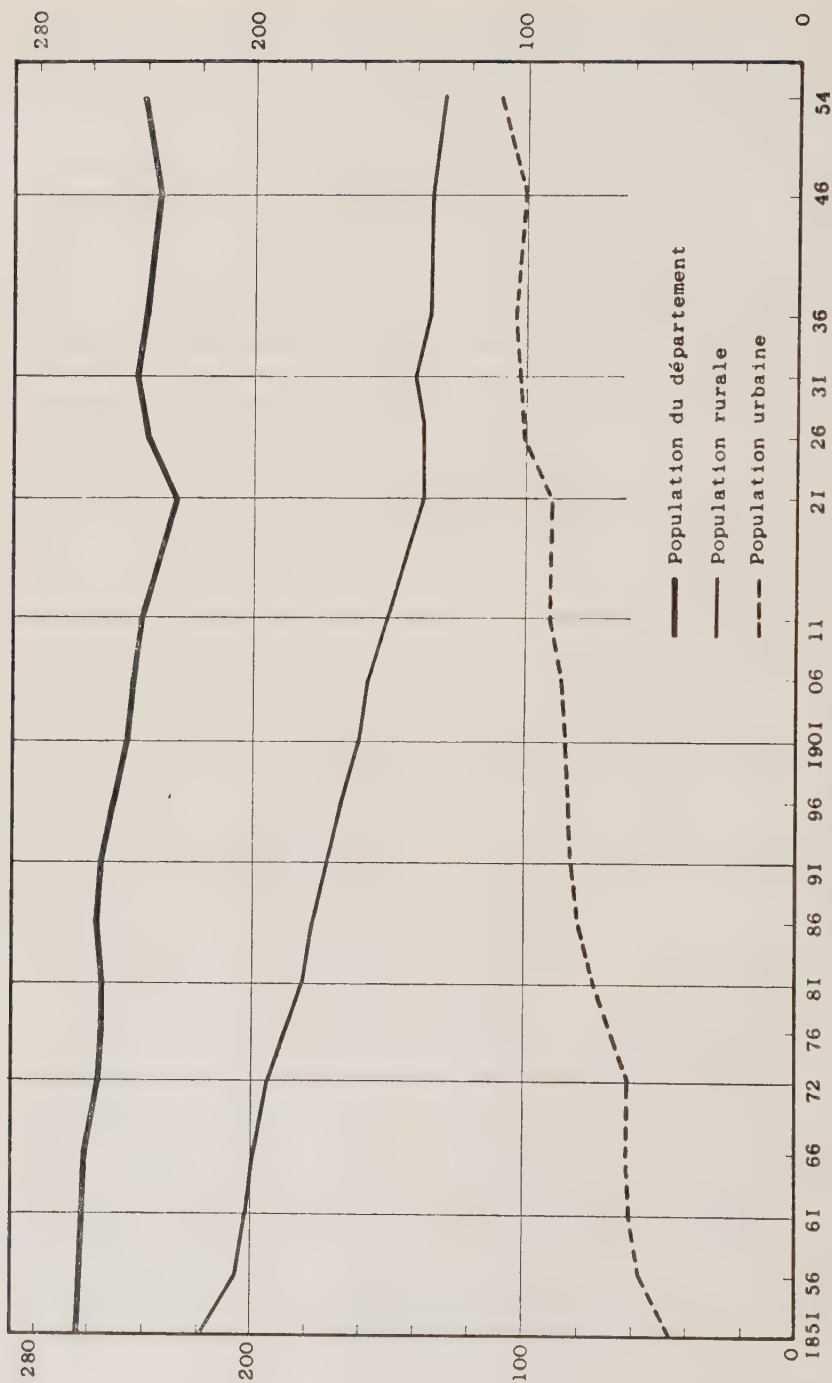
Après 1851 la cause principale de la diminution de la population est l'excédent de décès tant de l'ensemble des 35 années 1851-1885 que des années 1886 à 1901. La rupture de l'association de la bonneterie à la pratique agricole, par suite de l'industrialisation de la production et sa concentration dans des usines à personnel nombreux explique le déclin de la population dans l'Aube après 1851. De plus, 1851 est le moment où commence à se faire sentir dans les économies régionales françaises la révolution apportée par les chemins de fer. De ce fait la population de l'Aube a eu à sa disposition un moyen plus commode pour

émigrer notamment vers la région parisienne. Nous retrouverons par ailleurs la phase d'émigration 1851-1872. De 1901 à 1921, la population diminue constamment avec une rapidité variable, et dans l'ensemble croissant, qui la fait descendre à 227 839 habitants au recensement de 1921, elle ne représente plus alors que 0,58 % de la population française et atteint son chiffre minimum.

Au recensement de 1926, la population de l'Aube s'est notablement relevée puisqu'elle atteint un chiffre de 238 253 habitants, soit une augmentation d'environ 10 400 habitants. Cette augmentation est proportionnelle à l'augmentation de la population totale de la France, et la population de l'Aube représente le même pourcentage qu'en 1921 par rapport à la population totale de la France, soit 0,58 %. En 1931 ce pourcentage se maintient pour la même raison, l'augmentation de la population de l'Aube étant proportionnelle à l'augmentation de la population totale française. Après 1931 nous observons une nouvelle phase de décroissance ; en 1936 la population de l'Aube a diminué de 3 033 habitants. La décroissance continue jusqu'en 1946, si bien que de 1931 à 1946 on note une diminution de 3 % ; néanmoins en 1946 la population de l'Aube représente toujours 0,58 % de la population totale française.

Au recensement de 1954, la population de l'Aube s'est élevée à 240 797 habitants, mais ne représente plus que 0,54 % de la population totale française. De 1946 à 1954 la population de l'Aube a augmenté de 2,4 %, alors que dans le même temps la population totale française augmentait de 5,5 %. Ainsi de 1901 à 1954, nous constatons plusieurs mouvements de la population de l'Aube, à savoir une décroissance de 1901 à 1921 (année où la population atteint son chiffre minimum), suivie d'une légère reprise de la croissance de la population de 1921 à 1931, puis une nouvelle décroissance de 1931 à 1946. Enfin de 1946 à 1954, la croissance reprend sans que toutefois le niveau de 1931 soit atteint.

Le déclin constaté durant la période 1901-1921 est dû au déficit des naissances sur les décès, que l'excédent d'immigration n'a pas compensé. La cause économique de ce déclin est la diminution du niveau de vie des campagnes, par suite de la continuation du mouvement de concentration de l'industrie de la bonneterie. De 1921 à 1931, la reprise de la croissance est due à l'excédent d'immigration durant cette période et à la disparition à partir de 1926 du déficit des naissances sur les décès. De 1931 à 1946, les événements qui bouleversent le monde ne sont pas sans modifier la démographie de notre département. Durant cette période, l'excédent de naissances sur les décès ne compense pas l'émigration due à la crise que subit la bonneterie sous l'effet de la crise économique mondiale de 1929. De 1936 à 1946, le déficit des naissances réapparaît. Ce phénomène est général en France



I. Variations de la population du département de l'Aube (1851-1954), en milliers d'habitants.

et a les mêmes explications dans notre département que dans la France entière. De 1946 à 1954, la croissance de la population est due au fort excédent de naissances sur les décès. Mais les conséquences de cet excédent sont atténuées par une émigration. Nous verrons plus loin que cette phase d'émigration est encore due à l'évolution de la bonneterie, ce qui posera le problème des implantations d'industries nouvelles.

En résumé, le poids démographique relatif du département de l'Aube par rapport à la France a diminué fortement depuis un siècle. L'Aube en 1851 avait une population qui représentait 0,74 % de la population française ; actuellement sa population ne représente plus que 0,54 % de la population française. Ce déclin est dû principalement au déficit de naissances sur les décès de 1861 à 1926, mais aussi à l'émigration devenue alarmante de 1946 à 1954. L'évolution démographique est liée à l'évolution de l'industrie de la bonneterie dans notre département. Nous constatons combien les pulsations de cette activité retentissent sur les phénomènes démographiques du département.

TABLEAU I
VARIATIONS DE LA POPULATION - (1851 - 1954)

Année de recensement	Population du département	France entière	Pourcentage de l'Aube par rapport à la France
1851	265.247	35.783.170	0,74
1872	255.687	37.652.659	0,68
1891	255.548	39.946.454	0,65
1911	241.036	41.479.006	0,58
1931	242.596	41.834.923	0,58
1936	239.563	41.907.056	0,57
1946	235.237	40.502.513	0,58
1954	240.797	42.777.174	0,54

Source : I.N.S.E.E., Recensement général de la population de mai 1954, Population légale (Résultats statistiques), 1956, pp. 84, 255 sqq.

b - VARIATIONS DE LA NATALITÉ ET DE LA MORTALITÉ

L'étude des variations dans le temps de la natalité et de la mortalité est intéressante, car natalité et mortalité sont les éléments directement déterminants du mouvement de la population. Le phénomène de la natalité a de plus un intérêt économique, c'est sur la natalité que repose l'avenir économique d'un département, comme d'une nation. Nous étudierons, tout d'abord, quelle a été l'évolution du taux de la natalité et du taux de mortalité de l'Aube par rapport à la France.

Dans l'Aube la natalité s'est trouvée notablement inférieure à la moyenne générale de la France dans tout le cours du XIX^e siècle. Ainsi dans l'ensemble des années 1821-1850 le taux moyen de natalité a été pour l'Aube de 25,5 naissances pour 1 000 habitants, contre 29,1 ‰ en France. De 1851 à 1885 il est pour l'Aube de 20,2 ‰ et pour la France de 25,8 ‰. De 1886 à 1900 il est pour l'Aube de 18,5 ‰ et pour la France 21,7 ‰.

De 1901 à 1914, la natalité dans l'Aube comme durant la période précédente, demeure plus faible que la natalité moyenne française. L'explication se trouve dans la structure de la population de l'Aube, qui en 1901 est plus vieille que la population française et par conséquent moins prolifique. La guerre fait baisser le taux de natalité dans l'Aube, proportionnellement moins que le taux français de 1915 à 1919. Entre 1920 et 1938 le taux de la natalité dans l'Aube est presque toujours supérieur au taux de natalité de la France. Enfin de 1944 à 1954, le taux de natalité de l'Aube est encore supérieur au taux de natalité moyen français. Cette forte natalité, que connaît le département de l'Aube depuis 1944 contribue, comme nous le constaterons, au changement de la structure par âge de sa population par rapport à celle de 1901.

De 1821 à 1885 la mortalité dans l'Aube a été inférieure à la mortalité moyenne de la France. Le taux moyen de mortalité durant la période 1821-1850 a été de 22,3 ‰ habitants dans l'Aube, en France il était de 24,4 ‰. De 1851 à 1865 le taux moyen de mortalité était de 21,7 ‰ dans l'Aube et de 23,5 ‰ pour la France entière. Par contre depuis 1885 et jusqu'en 1953 le taux de mortalité est systématiquement au-dessus de la moyenne française. Peut-être à cause d'une hygiène moins évoluée dans l'Aube et aussi du fait que la proportion de vieillards dans l'Aube est supérieure à celle de la France. En 1955 le taux de mortalité dans l'Aube est redevenu légèrement inférieur au taux de mortalité de la France entière.

Nous donnons ci-dessous l'évolution des taux de natalité et de mortalité pour l'Aube et la France à différentes époques, depuis 1876 (en pourcentage pour 1 000 habitants).

	NATALITÉ		MORTALITÉ	
	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
1876	20,2	26,2	21,5	22,6
1896	19,2	22,5	22	20
1910	17	19,6	19	17,8
1925	19	19,6	20	18,1
1935	16	15,2	16	15,7
1948	23	20,8	12	12,2
1953	19,7	18,7	13	12,9
1954	20,3	18,8	11,7	12
1955	19,6	18,6	12,1	12,1

La situation du département est très favorable, au point de vue de la natalité, mais pose un problème d'emploi de la main-d'œuvre, puisque les jeunes générations qui vont arriver prochainement à l'âge d'hommes seront plus nombreuses que celles de leurs aînés. Nous verrons que ce problème est déjà depuis quelques années une des préoccupations principales des dirigeants du département.

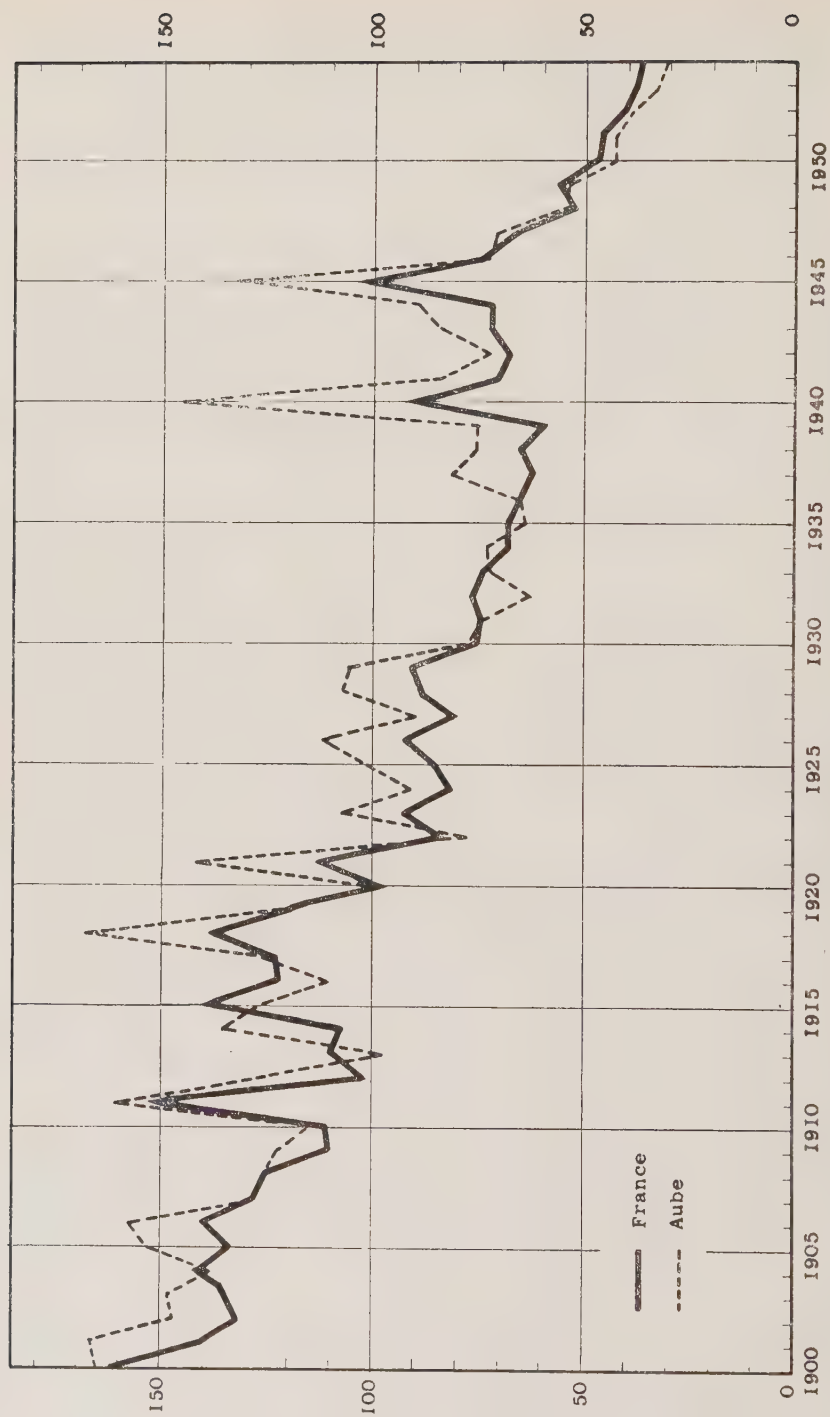
C - VARIATIONS DE LA MORTALITÉ INFANTILE DEPUIS 1900

L'étude de la mortalité infantile complètera nos explications sur l'évolution du taux de natalité dans l'Aube et nous donnera une idée de l'état sanitaire de ce département, la mortalité infantile est en effet un test de niveau de vie d'une région. Le graphique n° 2 reproduit l'évolution du taux de mortalité infantile dans l'Aube et en France depuis 1900, c'est-à-dire l'évolution des décès de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes.

Le taux de mortalité infantile a presque toujours été dans l'Aube supérieur à celui de la France entière. Malgré quelques accidents, les deux courbes ont une allure descendante, ce qui indique une tendance continue à la baisse du taux de mortalité infantile. Les augmentations brusques de ce taux s'expliquent par les événements politiques ou les phénomènes épisodiques, qui se sont produits depuis le début du siècle ; mais dans l'ensemble les accroissements du taux de mortalité infantile sont plus amples dans l'Aube, qu'en France, notamment en 1911, année qui suit les inondations de 1910, lesquelles furent particulièrement importantes dans l'Aube ; en 1918, année où la grippe espagnole atteignit particulièrement le département ; en 1940, par suite des combats et de l'exode et en 1944, année de la Libération.

Depuis 1945 nous constatons une tendance à la baisse très nette et plus importante dans l'Aube, qu'en France. Alors qu'en 1900 le taux de mortalité infantile était de 165 ‰ dans l'Aube, il est passé à 31 ‰ en 1954, ce qui représente une baisse de 82 % ; durant la même période le taux de mortalité infantile moyen de la France a marqué une baisse de 80 %. En 1954 le taux de l'Aube était inférieur au taux moyen français. Notre département a rattrapé le retard qu'il avait depuis 1900 par rapport à la moyenne française, ceci nous indique que les conditions sanitaires ont été fortement améliorées et qu'elles sont actuellement satisfaisantes.

De 1954 à 1959 l'évolution du taux de mortalité infantile pour l'Aube et la France entière est donnée dans le tableau suivant, p. 25.



2. Variations du taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes (1900-1954).

ANNÉE	DÉCÈS DE MOINS D'UN AN POUR 1 000 NAISSANCES VIVANTES (TAUX NON RECTIFIÉ)	
	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
1954	30,8	36,6
1955	41,6	34,2
1956	34,8	31,6
1957	24,1	29,2
1958	27,2	27,1
1959*	24,6	25,3

* Résultats provisoires : commune d'enregistrement.

Source : Pour les données nationales : I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France*, 1959, 65^e volume, p. 13.

Pour les données départementales : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Supplément annuel au Bulletin régional de statistique* des années 1957, 1958, 1959 et 1960.

d - EVOLUTION DES EXCÉDENTS DE NAISSANCES ET DE DÉCÈS DANS L'AUBE DEPUIS 1831

L'évolution de la natalité et de la mortalité a pour résultante directe l'évolution des excédents de naissances et de décès, qu'il convient d'étudier rapidement, ce qui nous amènera ensuite à l'étude des soldes migratoires. Dans la colonne n° 2 du tableau 2, nous pouvons relever quelle a été cette évolution. Il y a eu, dans l'Aube, un excédent de naissances relativement important de 1831 à 1850 ; ensuite apparaîtrait, de 1851 à 1856, un déficit de naissances dû à l'épidémie de choléra, que la France a subi à cette époque ; de 1856 à 1861, on note de nouveau un excédent de naissances ; puis pendant une longue période, de 1861 à 1920, la balance des naissances et des décès se solde constamment par un déficit de naissances. Un léger excédent de naissances est noté de 1920 à 1936 ; le déficit des naissances sur les décès réapparaît de 1936 à 1945. Enfin depuis cette date la balance des naissances sur les décès est devenue nettement positive, par suite du taux élevé de la natalité.

Pendant toute la deuxième partie du xix^e siècle et jusqu'en 1945, la balance des naissances et des décès n'a pas été satisfaisante dans l'Aube ; elle a été plus faible que dans l'ensemble de la France. L'importance de l'excédent de naissances sur les décès de 1946 à 1954 s'explique par la reprise de la natalité qui n'a cependant pas fait remonter le taux de natalité au niveau moyen de la période 1831-1850, et par la forte baisse de la mortalité qui a diminué de 45 % depuis 1850. La population de l'Aube aurait dû augmenter, de 1946 à 1954, de 9 % par rapport à son effectif de 1946, par suite de cet excédent de naissances, si l'émigration n'avait pas détruit en partie ce mouvement de croissance.

De 1955 à 1958 l'évolution des naissances et des décès a été la suivante dans le département² :

ANNÉE	NAISSANCES DOMICILIÉES	DÉCÈS DOMICILIÉS	EXCÉDENT DE NAISSANCES SUR LES DÉCÈS
1955	4 711	2 940	1 771
1956	4 539	3 083	1 456
1957	4 622	3 030	1 592
1958	4 585	2 719	1 866
1959*	4 598	2 801	1 797

* Résultats provisoires : naissances et décès enregistrés.

Durant cette dernière période il y a eu une phase continue d'excédents de naissances sur les décès. L'accroissement naturel de la population s'est élevé de 8 482 personnes ce qui représente 3,5 % seulement de la population au recensement de 1954.

TABLEAU 2
SOLDES MIGRATOIRES ENTRE DEUX RECENSEMENTS

Années des Recensements	Différence de population entre deux recensements 1	Excédent ou déficit de naissances sur décès entre 2 recensements 2	Excédent d'immigration + ou d'émigration — 3
1831 - 1836	+ 7.509	+ 1.637	+ 5.872
1836 - 1841	+ 4.310	+ 3.060	+ 1.250
1841 - 1846	+ 3.701	+ 2.301	+ 1.400
1846 - 1851	+ 3.366	+ 588	+ 2.778
1851 - 1856	— 3.374	— 2.012	— 1.562
1856 - 1861	+ 1.112	+ 1.353	— 241
1861 - 1866	— 834	— 529	— 305
1866 - 1872	— 6.264	— 3.681	— 2.683
1872 - 1876	— 470	— 1.754	+ 1.284
1876 - 1881	+ 109	— 4.425	+ 4.534
1881 - 1886	+ 2.048	— 2.844	+ 4.892
1886 - 1891	— 1.826	— 4.220	+ 2.394
1891 - 1896	— 4.113	— 5.484	+ 1.371
1896 - 1901	— 5.272	— 4.641	— 631
1901 - 1906	— 2.493	— 2.753	+ 260
1906 - 1911	— 2.634	— 4.014	+ 1.380
1911 - 1921	— 13.197	— 18.262	+ 5.065
1921 - 1926	+ 10.414	— 427	+ 10.841
1926 - 1931	+ 4.343	+ 18	+ 4.325
1931 - 1936	— 3.033	+ 458	— 2.575
1936 - 1946	— 4.326	— 3.931	— 395
1946 - 1954	+ 5.560	+ 19.031	— 13.471

Source : Statistique générale de la France, Mouvements de la Population.
I.N.S.E.E. : Recensement général de la population de mai 1954. Op. cit.

2. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Supplément annuel au Bulletin régional de statistique des années 1957, 1958, 1959-1960*. Op. cit.

Les variations de la population sont l'effet des mouvements naturels de la population — naissances et décès — et de phénomènes économiques provoquant, soit une immigration, soit une émigration. Nous observerons dans quel sens se sont opérées les migrations de notre département entre 1831 et 1954. Pour les connaître il faut additionner d'une part les décès entre deux recensements et d'autre part, les naissances et en calculer le solde ; ensuite mesurer entre les deux recensements considérés quelle est la variation en plus ou en moins de la population. Si nous constatons un excédent de naissances et néanmoins une baisse de la population, l'addition donnera le chiffre de l'émigration. S'il y a excédent de naissances et hausse de population, la soustraction de ces deux chiffres donnera le chiffre de l'émigration, si l'excédent de naissances est supérieur à l'accroissement de population, ou de l'immigration au cas inverse. Le tableau 2 donne le résultat de ces calculs.

Il y a eu une immigration dans le département de plus de 1 000 habitants par an de 1831 à 1836, le phénomène tout en continuant, se ralentit de 1836 à 1846, l'immigration tombe à 250 par an de 1836 à 1841, 280 habitants de 1841 à 1846, puis de 1846 à 1851 nous constatons une immigration de 550 habitants par an.

A partir de 1851 une phase d'émigration commence, elle dure jusqu'en 1872 ; de 1851 à 1856 on note une émigration de 310 habitants par an ; de 1856 à 1866 l'émigration continue, mais elle est très ralentie ; de 1866 à 1872 le phénomène s'accélère, l'émigration est de 530 habitants par an. Il semble que l'explication économique peut être la suivante : la bonneterie cessa à cette époque, d'être une activité annexe de l'agriculture, les nouveaux métiers mécaniques ont remplacé insensiblement les métiers à bras disséminés dans les campagnes et ont été concentrés dans les établissements industriels principalement installés à Troyes. Aussi beaucoup de petits ateliers ruraux, prospères vers 1850, disparurent dans la seconde moitié du xix^e siècle. On assiste alors à un phénomène économique de répulsion du département, les campagnes se dépeuplent, comme nous le constatons au cours de l'étude démographique par canton. Il est probable que déjà l'attirance de la région parisienne, dont l'Aube est à quelques heures de chemin de fer, a été une cause déterminante de dépopulation.

De 1872 à 1896 une nouvelle phase d'immigration commence, qui se traduit par le départ de 320 habitants par an de 1872 à 1876, ensuite l'immigration s'accélère : 900 habitants par an de 1876 à 1881, 970 habitants par an de 1881 à 1886. Ce phénomène a comme cause principale l'arrivée dans l'Aube d'Alsaciens-Lorrains chassés de chez eux après le traité de Francfort. D'autre

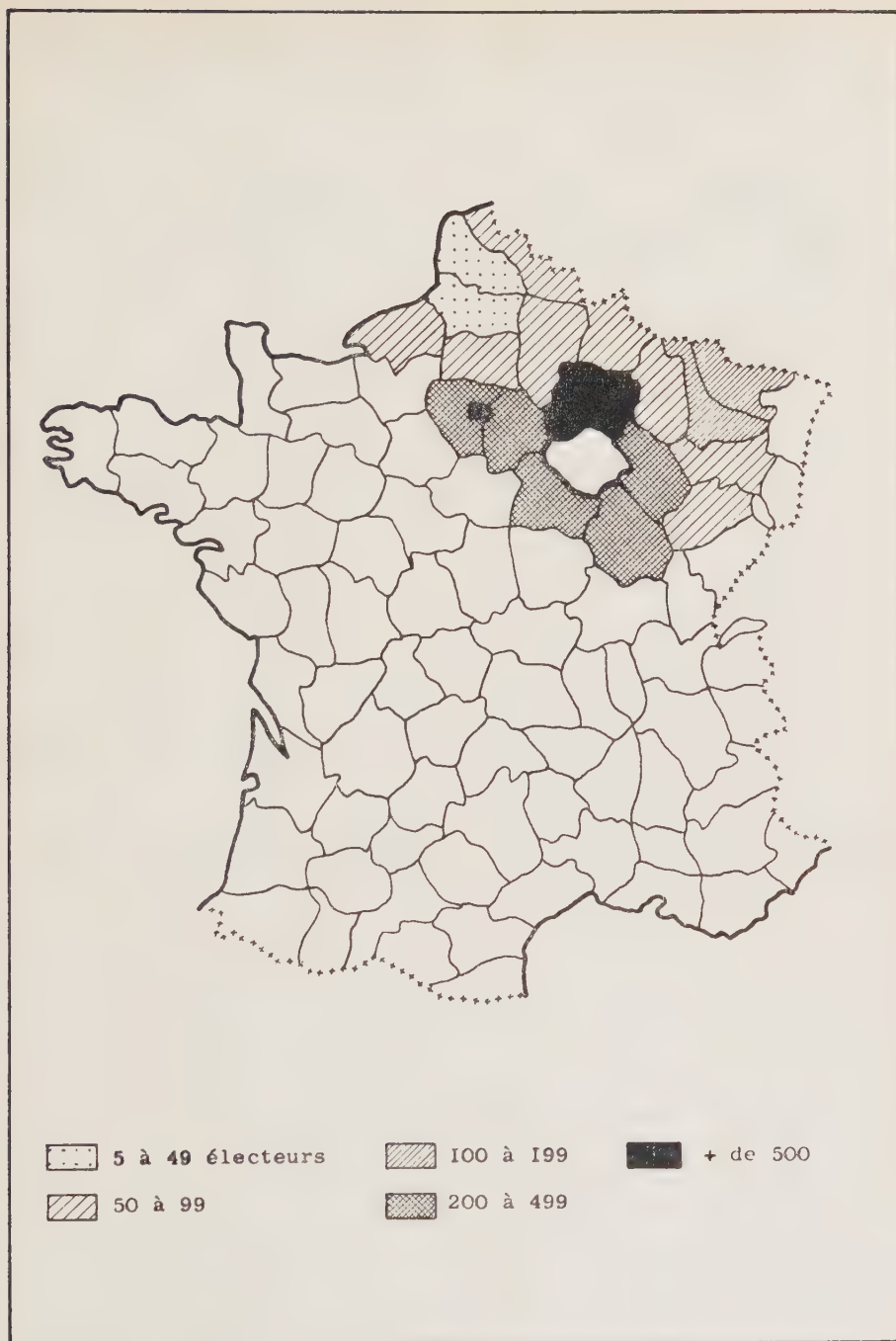
part, l'extension que prit la bonneterie vers 1880 est une autre cause d'immigration et explique que le phénomène ait continué jusqu'en 1886.

De 1896 à 1901 nous constatons une légère émigration hors du département. Ceci est dû à la crise du phylloxera qui détruisit tout le vignoble dans l'Aube vers 1881. Les vignerons ruinés furent attirés par la ville, principalement Troyes, certains émigrèrent ou recherchèrent un emploi dans les chemins de fer. Dans l'ensemble la crise du phylloxera s'est traduite plutôt par une émigration interne, abandon des campagnes au profit des villes du département, comme nous le verrons dans l'étude des variations de la population par canton.

A partir de 1901, le mouvement se retourne, une phase d'immigration commence et se prolonge jusqu'en 1931 ; de 1901 à 1906 l'immigration est presque insignifiante, puis le mouvement d'immigration s'accroît. La phase de forte immigration entre 1921 et 1931 correspond à une période de haute conjoncture française et de développement rapide du produit national. Nous percevons ainsi que l'Aube participe fortement aux grands mouvements de prospérité de l'économie française, ce qui souligne l'interdépendance de ce département avec le reste du monde. L'excédent d'immigration des années 1921 à 1931 a porté, pour une bonne part, sur l'élément étranger de la population, qui a vu son effectif total s'accroître de 10 496 unités du recensement de 1921 à celui de 1931. Ces étrangers étaient surtout des Italiens et des Polonais dont beaucoup sont demeurés dans le département et y ont fait souche.

A partir de 1931 l'émigration reprend et dure jusqu'en 1954 ; c'est ainsi que pour la dernière période 1946-1954, on note une émigration annuelle de 1 680 habitants. La première période (1931 à 1936) de cette phase d'émigration correspond à une période de basse conjoncture française. La crise fut très accentuée dans la bonneterie et s'étendit à toutes les industries annexes.

L'émigration hors du département est devenue alarmante pour la période 1946-1954, en huit ans le département de l'Aube a perdu 5,7 % de sa population de 1946 ; ceci est d'autant plus grave du point de vue économique que cette période correspond à une phase de haute conjoncture française. Il semble que les activités industrielles de l'Aube n'aient pas absorbé toute la main-d'œuvre disponible du département durant cette période ; nous pouvons avancer que la principale cause de ce sous-emploi a été le caractère mono-industriel du département. Il nous faut remarquer, que cette émigration a eu des répercussions sur la structure de la pyramide des âges du département en 1954, puisque celle-ci compte proportionnellement moins d'adultes, que la pyramide des âges de la France. Il a paru intéressant de compléter notre étude sur les soldes migratoires par des données statistiques



Carte 2. Emigrations des électeurs de l'Aube
suivant le département d'arrivée (1954-1957)

récentes. Le tableau 3 regroupe les statistiques des migrations interdépartementales d'électeurs pour les années 1954 à 1958.

TABLEAU 3

Département de l'Aube (Nombre d'électeurs)	Départements d'arrivée et de départ	Arrivée dans l'Aube (Nombre d'électeurs)	Solde par destination ou provenance
135	Aisne	171	+ 36
111	Ardennes	137	+ 26
346	Côte-d'Or	325	— 21
912	Marne	956	+ 44
577	Haute-Marne	568	— 9
186	Meurthe-et-Moselle	175	— 11
114	Meuse	94	— 20
182	Moselle	76	— 106
142	Nord	166	+ 24
95	Oise	63	— 32
71	Pas-de-Calais	77	+ 6
91	Haute-Saône	123	+ 32
1.432	Seine	1.482	+ 50
89	Seine-Maritime	69	— 20
496	Seine-et-Marne	385	— 111
529	Seine-et-Oise	431	— 98
70	Somme	34	— 36
132	Vosges	120	— 12
640	Yonne	627	— 13
2.426	Autres départements	2.088	— 338
8.776	 Totaux	8.167	— 609

Source : I.N.S.E.E., Direction Régionale de Reims, **Supplément annuel au Bulletin régional de statistique** (années 1957 - 1958 - 1959 - 1960). **Op. cit.**

Pour cette dernière période, le bilan migratoire du département se traduit par un solde négatif assez faible en valeur absolue ; mais il s'agit d'un mouvement de population active aussi bien dans les arrivées, que dans les départs. C'est ainsi que pour les deux dernières années de la période étudiée 1957 et 1958, sur 4 007 électeurs, qui ont quitté le département de l'Aube, 3 242 étaient âgés de 21 à 54 ans, ce qui représente 81 % du total des départs et sur 3 728 électeurs, qui sont arrivés dans le département de l'Aube, 2 748 étaient âgés de 21 à 54 ans, ce qui représente 74 % du total des arrivées. Nous constatons, d'autre part, que les mouvements migratoires sont importants entre l'Aube et tous les départements limitrophes et aussi entre l'Aube et la région parisienne. Enfin il faut remarquer que le solde migratoire entre le département de l'Aube et le département de la Seine est devenu positif en faveur de l'Aube ; l'explication écono-

mique de ce résultat se trouve dans les implantations d'industries, décentralisées de la région parisienne, qui se sont réalisées ces dernières années dans l'Aube.

f - EVOLUTION DE LA STRUCTURE PAR AGE

L'étude des taux de natalité et de mortalité nous conduit aussi à étudier la structure par âge de la population, conséquence directe de ces deux phénomènes démographiques. Nous remontons à environ cinquante ans et commençons par comparer la structure des âges pour l'Aube en 1901 avec la structure des âges pour la France entière à la même époque.

Aube - France - 1901

La population de l'Aube en 1901 était plus âgée que la population moyenne française. Voici quelle était la répartition en pourcentage entre les trois grands groupes d'âges ³ :

GROUPES D'AGES	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
0 - 19 ans	30,4	34,6
20 - 64 ans	57,2	57,2
65 ans et +	12,4	8,2

L'Aube avait proportionnellement moins d'enfants et de jeunes gens que la population moyenne française. Les pourcentages semblables pour la population adulte cachent une différence profonde, que nous révéleraient les pyramides d'âges. En effet la part des tranches d'âges de 20 à 40 ans est moins importante dans l'Aube que dans la population moyenne française, mais cette différence est compensée par la plus grande proportion, pour l'Aube, dans les tranches d'âges de 40 à 64 ans.

Aube (1901-1954)

Il est intéressant de comparer maintenant la structure actuelle des âges de l'Aube, à ce qu'elle était en 1901. Nous donnons ci-dessous la composition de la population de l'Aube par grands groupes d'âges en nombre d'habitants et en pourcentage par rapport au total de la population aux deux époques étudiées :

TRANCHES D'AGES	AUBE - 1901		AUBE - 1954	
	NOMBRE D'HABITANTS	%	NOMBRE D'HABITANTS	%
0 - 14 ans	55 842	22,8	59 428	24,7
15 - 24 ans	34 907	14,2	33 096	13,7
25 - 64 ans	123 759	50,6	116 995	48,5
65 ans et +	30 292	12,4	31 489	13,1
Total	244 800	100	241 008	100

3. Statistique générale de la France, Mouvement de la Population (1901-1906).

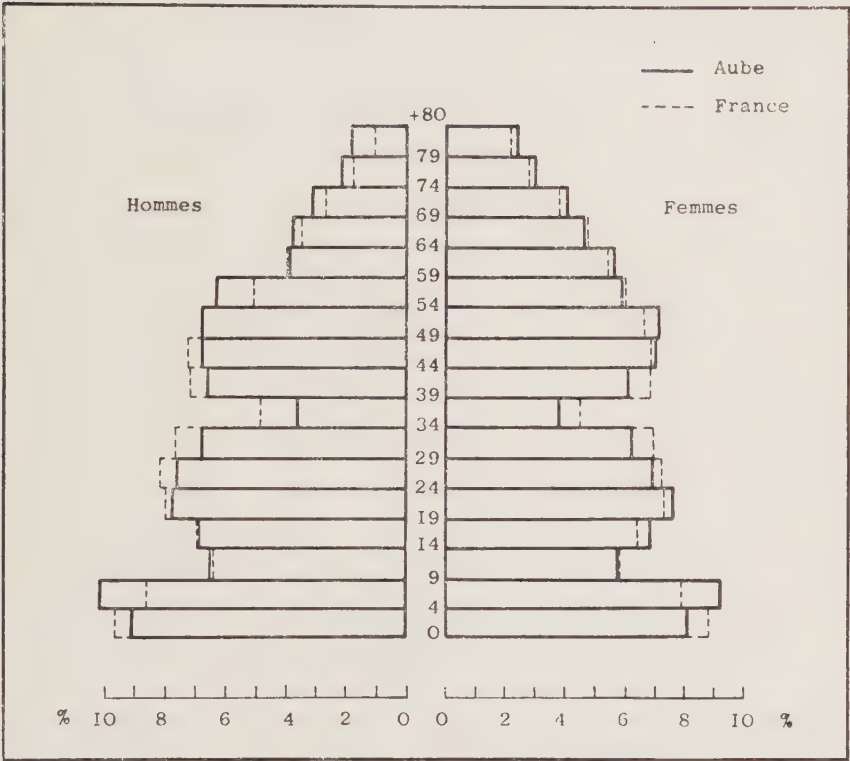
Il y a plus d'enfants en 1954, qu'en 1901 dans l'Aube. Ceci provient de l'importance des tranches d'âges de 0-4 ans et 5-9 ans en 1954, conséquence heureuse de l'augmentation du taux de natalité. En proportion et en nombre, il y a moins de jeunes gens (15-24 ans) dans l'Aube 1954, que dans l'Aube 1901 ; de même les adultes sont moins nombreux en 1954, qu'en 1901 en proportion et en nombre absolu. La population de l'Aube en 1954 est plus déséquilibrée dans sa structure, qu'en 1901, mais elle est plus prometteuse pour l'avenir, que ne l'était celle de 1901.

Aube - France - 1954. Pyramide des âges.

La pyramide des âges de l'Aube 1954 présente dans son allure générale les mêmes caractères que la pyramide française ; elle a les mêmes creux dus aux pertes militaires de la guerre 1914-1918 pour les tranches d'âges des hommes de 60 à 64 ans et de 65 à 69 ans et dues aux classes creuses, puisque le déficit des naissances de la guerre de 1914 apparaît dans la tranche d'âges de 35 à 39 ans, et au passage des classes creuses à l'âge de fécondité pour les tranches d'âges de 10 à 14 ans. Elle a d'autre part les mêmes renflements dus aux naissances d'après la guerre 1914-1918 pour les tranches d'âges de 30 à 35 ans, aux naissances d'après la guerre 1939-1945 et à la reprise de la natalité pour les tranches d'âges de 5 à 9 ans et de 0 à 4 ans.

Quelques différences de détail apparaissent néanmoins, elles résultent des phénomènes de natalité, de mortalité et d'émigration étudiés précédemment ; en effet la pyramide des âges de l'Aube est toujours plus élargie au sommet que la pyramide française, surtout à partir de la tranche d'âges de 55 ans. La population de l'Aube compte donc proportionnellement plus de personnes âgées que la population moyenne française. Nous avons vu que la mortalité dans l'Aube a été jusqu'en 1954 légèrement supérieure à la mortalité moyenne française, la proportion plus grande de personnes âgées dans l'Aube peut donc s'expliquer par le fait que certaines personnes à l'âge de la retraite viennent se retirer dans ce département. Si la pyramide des âges de l'Aube est moins élargie à la base que la pyramide française pour la tranche d'âges de moins de 4 ans, elle s'élargit beaucoup plus que la pyramide française pour la tranche d'âges de 5 à 9 ans. Ceci provient de la forte natalité dans l'Aube de 1946 à 1950 et du ralentissement observé depuis. Il y a peu de différence pour les tranches d'âges de 10 à 14 ans, de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans, nous pouvons simplement remarquer, que les deux dernières tranches d'âges sont plus pourvues en filles qu'en garçons dans l'Aube. C'est à partir de la tranche d'âges de 25 ans et au-dessus qu'une nette différence apparaît dans la pyramide de l'Aube par rapport à la pyramide française. La population de l'Aube compte proportionnellement moins d'adultes de 25 à 49

ans que la population moyenne de la France. Nous retrouvons le phénomène que nous avons prévu lors de l'étude des phases d'émigration ; la phase d'émigration hors du département, qui dure depuis 1946, a influé directement sur la structure de sa pyramide d'âges, car ce sont les adultes qui ont quitté le département.



3. Pyramide des Ages (1954).

En résumé, la population de l'Aube compte toujours proportionnellement plus de vieillards que la population française en moyenne, elle compte plus de jeunes que la population moyenne française, à cause de sa forte natalité et de sa faible mortalité infantile, mais elle a moins d'adultes. Ces constatations nous permettent de prévoir, sous réserve qu'il n'y ait plus d'émigration, un gonflement important des classes adultes dans les années à venir et un rétrécissement de la pyramide au sommet, lorsque les classes d'âges actuellement adultes seront passées dans les classes de plus de 60 ans. D'autre part la pyramide d'âges du département se gonflera aussi à sa base, sous réserve que le taux

de natalité ne diminue pas, lorsque les classes jeunes arriveront à l'âge de fécondité. Nous voyons donc que l'avenir démographique de notre département est très favorable. C'est une région où la croissance de la population a repris ces dernières années à un rythme rapide, cela est dû essentiellement au taux de natalité élevé et au taux de mortalité infantile relativement faible.

B. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DES CANTONS

Nous avons retracé dans son ensemble l'évolution de la population de l'Aube depuis un siècle. Nous étudions maintenant les variations de la population des différents cantons qui composent le département.

Cette étude aura pour résultat d'expliquer les phases de croissance et de décroissance de la population globale du département et sa répartition actuelle. Nous distinguerons deux périodes : 1851-1901 et 1901-1954. Par le calcul de la différence par canton entre la population de 1851 et la population de 1901, nous avons obtenu la variation démographique par canton pendant ces cinquante années. En opérant de même pour 1901 et 1954, nous avons obtenu la variation de la population par canton pour la période 1901-1954. Les cartes 3 et 4 représentent ces variations.

a - PÉRIODE 1851-1901

Les cantons urbains voient leur population s'accroître, le canton de Romilly, le 2^e canton et le 3^e canton de Troyes et la Ville de Troyes. Le premier canton de Troyes, malgré la proximité de la ville de Troyes, subit une diminution de 20 %. Le deuxième canton de Troyes augmente de 76,3 %. La commune de Sainte-Savine, située aux portes de Troyes, comptait 1 103 habitants en 1851, en 1901 elle en compte 6 114, ce qui fait une augmentation record de 455 % ; la Chapelle-Saint-Luc voit sa population doubler. Toutes les autres communes de ce canton sont en diminution. Le troisième canton de Troyes ne comprend que six communes, sa population a augmenté de 31 %. Cette augmentation n'est due qu'à l'accroissement des communes de Saint-André et de Saint-Julien. Les autres communes de ce canton sont en diminution.

Les trois communes plus proches de Troyes voient leur population s'accroître dans une grande proportion, ce sont Sainte-Savine, Saint-André-les-Vergers et Saint-Julien-les-Villas. Elles sont situées à l'ouest de Troyes. Ce fait est un exemple de la loi géographique d'après laquelle les villes s'étendent de l'est vers l'ouest⁴. La ville de Troyes, du fait de l'essor industriel qu'elle a

4. LAGOGUEY (L.), *Essai statistique sur la dépopulation des campagnes aubois*, 1918, p. 238.



Carte 3. Variations de la population par canton de 1851 à 1901.

connu dans la seconde moitié du XIX^e siècle, voit sa population passer de 31 027 habitants en 1851 à 53 146 habitants en 1901, soit une augmentation de 71,2 %.

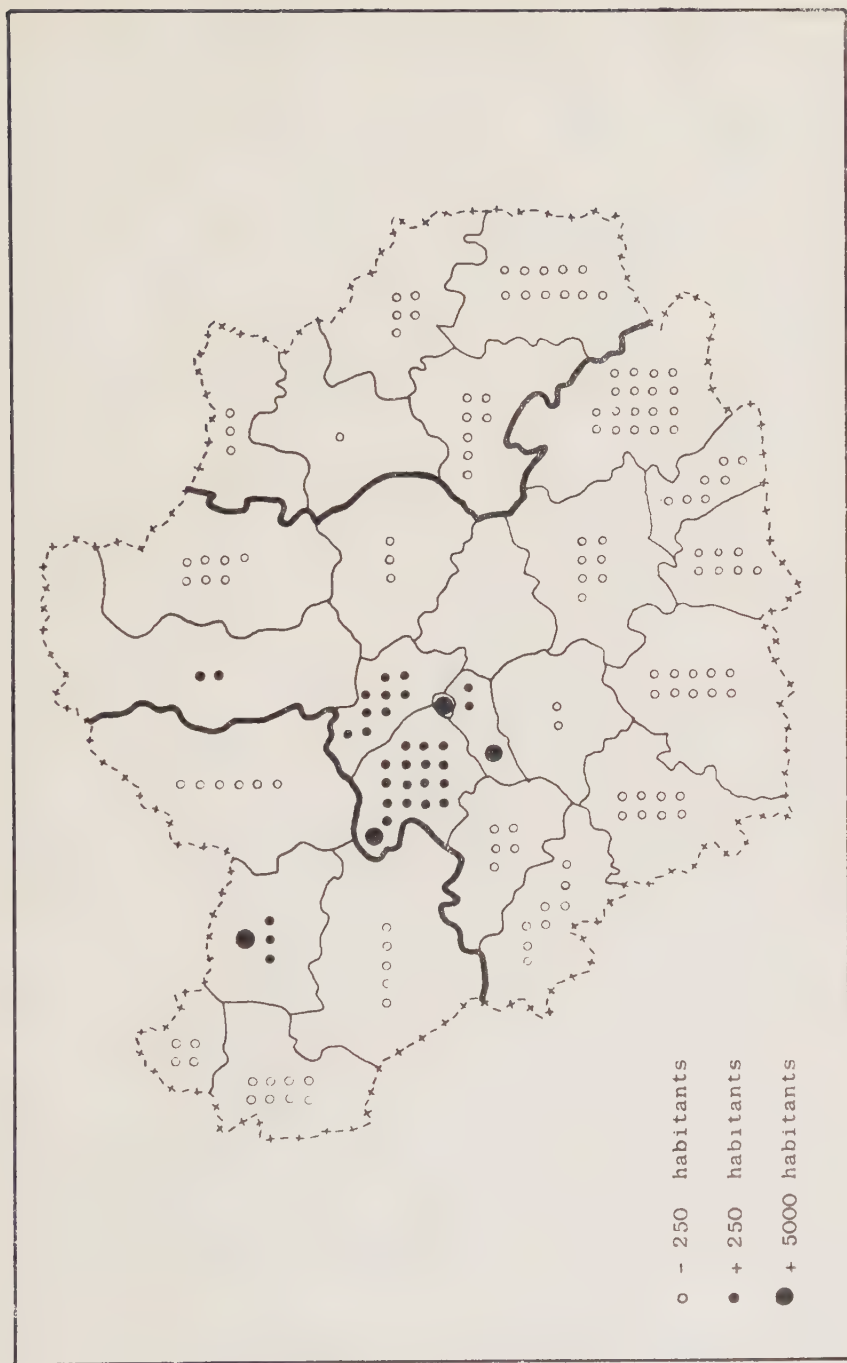
Le canton de Romilly, du fait de la prospérité de son chef-lieu, voit sa population augmenter de 40 % de 1851 à 1901. Deux causes économiques expliquent cette croissance de la population, la ville de Romilly est devenue dans la seconde moitié du XIX^e siècle un centre de bonneterie important et la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est a installé dans cette ville des ateliers de construction et de réparation. D'autre part, le maintien de la fabrication à domicile de la bonneterie autour du pôle attractif constitué par Fontaine-les-Grès à partir de 1860 a freiné la dépopulation des communes environnantes.

Tous les cantons ruraux se sont dépeuplés durant cette période. Le canton de Nogent-sur-Seine s'est le moins dépeuplé, puisqu'il a perdu seulement 5,5 % de sa population. Tous les autres cantons ruraux se sont dépeuplés de plus de 15 % par rapport à leur population de 1851. Les cantons qui ont subi une dépopulation comprise entre 15 et 20 % sont ceux d'Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Aube, Marcilly-le-Hayer et Villenauxe. Les cantons de Méry-sur-Seine, Bar-sur-Seine et Mussy-sur-Seine ont subi une dépopulation de plus de 25 %. La cause principale de la dépopulation des cantons de Mussy-sur-Seine, Ervy-le-Châtel, Essoyes et les Riceys est la destruction du vignoble par le phylloxera. Pour les autres cantons, la principale cause économique de la décroissance de la population est due à l'évolution de l'industrie de la bonneterie, qui s'est concentrée à Troyes, ce qui a entraîné une émigration de la main-d'œuvre vers la ville.

Alors qu'en 1851 la population rurale était de 219 722 habitants et que la population urbaine comptait 45 525 habitants, en 1901 la population rurale comptait 161 400 habitants, soit 26,5 % de moins qu'en 1851, la population urbaine s'élevait à 84 800 habitants, ce qui représentait une augmentation de 86,3 % par rapport à 1851.

b - PÉRIODE 1901-1954

L'examen de la carte 4 nous montre que la dépopulation des campagnes s'est poursuivie avec moins d'intensité que durant la précédente période. Cinq cantons voient leur population s'accroître, le canton de Romilly-sur-Seine, le deuxième et le troisième canton de Troyes, dont la population respective avait déjà augmenté durant la première période et deux nouveaux cantons, le premier canton de Troyes et le canton d'Arcis-sur-Aube. La population de la ville de Troyes est toujours en augmentation, mais de 10,7 % seulement par rapport à 1901. Par contre l'agglomération de Troyes a pris une ampleur plus importante que durant la période précédente. Le premier canton de Troyes a



Carte 4. Variations de la population par canton de 1901 à 1954.

augmenté sa population de 58 % par rapport à sa population de 1901. Le deuxième canton de Troyes a augmenté sa population de 85 % par rapport à sa population de 1901 ; ceci est dû à l'accroissement des communes de Sainte-Savine qui accuse une augmentation de 79 %, Les Noës-près-Troyes qui accuse une augmentation de 358 % et La Chapelle-Saint-Luc qui accuse une augmentation de 292 %, toutes situées dans l'agglomération de Troyes. La population du troisième canton de Troyes a augmenté de 111 % par rapport à 1901 ; toutes les communes de ce canton, sauf une, ont augmenté leur population. Le canton d'Arcis-sur-Aube marque une augmentation de 620 habitants par rapport à 1901 ; ceci est dû à la création du camp retranché de Mailly-le-Camp au début du siècle⁵. La commune de Mailly-le-Camp est passée de 473 habitants en 1901 à 2 123 habitants en 1954. Enfin le canton de Romilly-sur-Seine a augmenté sa population de 38 % par rapport à celle de 1901 ; la bonneterie est la cause de cette progression.

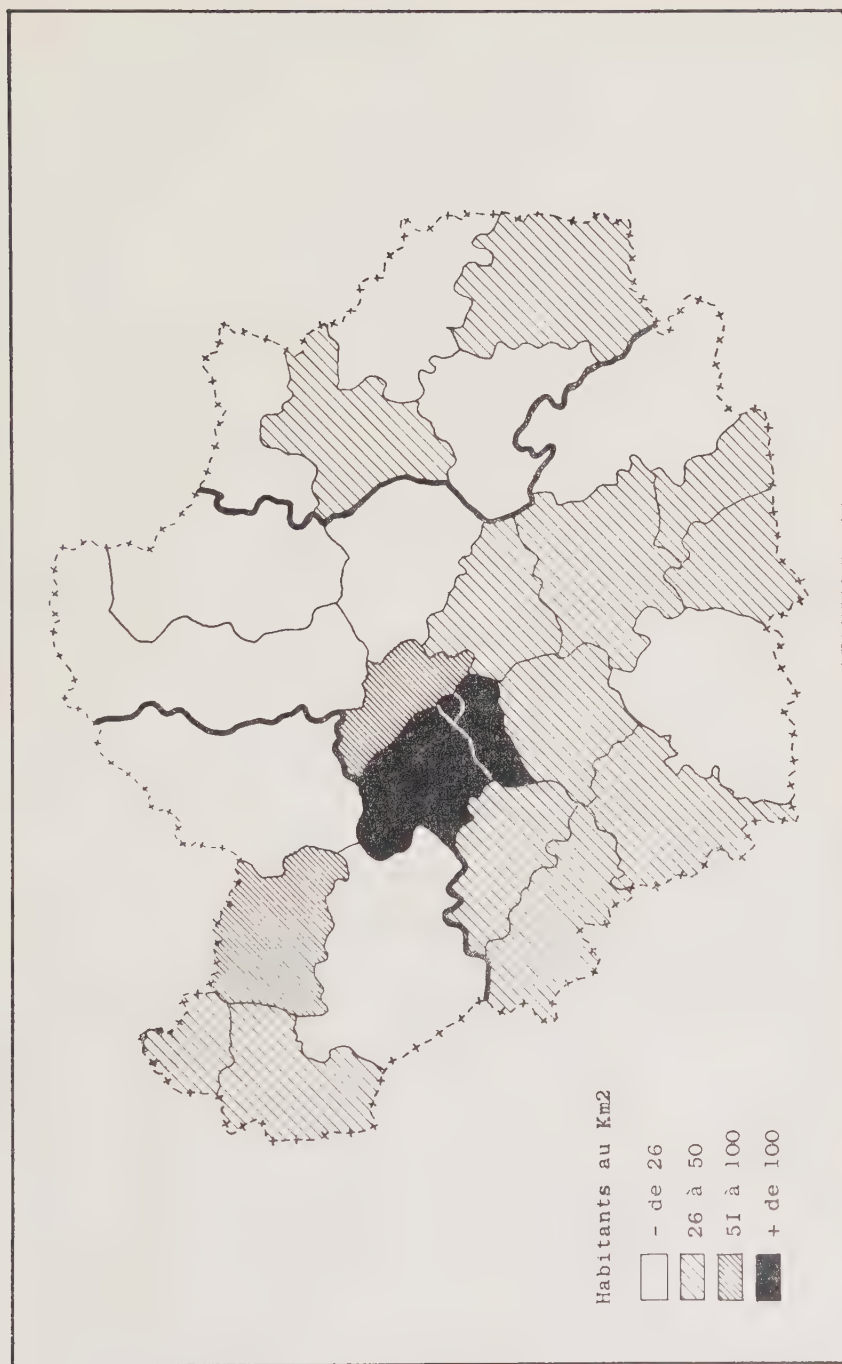
Si nous examinons les cantons qui ont continué à se dépeupler, nous constatons que certains d'entre eux ont vu leur dépopulation se ralentir, ceci est très net pour le canton de Brienne-le-Château qui n'a perdu que 3 % de sa population de 1901, le canton de Bouilly qui a perdu 11 % de sa population de 1901, et le canton de Lusigny dont la population est demeurée stationnaire. Par contre le canton de Nogent-sur-Seine accuse un surcroît de dépopulation, puisque sa population a diminué de 20 % par rapport à 1901, alors que sa population avait diminué de 5 % seulement durant la période précédente. D'autre part le canton d'Essoyes a perdu 48 % de sa population de 1901, ce canton a été le plus touché par la dépopulation depuis cent ans, puisqu'il a perdu 65 % de sa population depuis 1851.

Dans tous les autres cantons la dépopulation, tout en ayant diminué d'intensité, est demeurée très importante. En pourcentage les diminutions les plus fortes ont été enregistrées dans les cantons suivants :

Aix-en-Othe	26 %	Mussy-sur-Seine	31 %
Chaource	31 %	Les Riceys	36 %
Ervy-le-Châtel	26 %	Soulaines	26 %

Les autres cantons ont perdu entre 17 et 24 % de leur population de 1901. Le résultat de cette dépopulation des cantons ruraux s'est traduit par une diminution constante de la population rurale depuis 1851. Cependant à partir de 1921 la dépopulation est devenue moins intense, alors que le taux de dépopulation était de 1 170 habitants par an de 1851 à 1921, il est passé à 200 habitants par an de 1921 à 1954. Pour l'ensemble de la période 1851 à 1954 nous notons une diminution de 40 % de la

5. LAGOGUEY (L.), *op. cit.*, p. 259.



Carte 5. Densité de la population par canton (1954).

population rurale dans l'Aube, pendant la même période la population rurale de la France entière a diminué de 29 % ; la population urbaine de l'Aube augmentait de 142 % dans le même temps et celle de la France entière de 150 %.

Il résulte de cette évolution une répartition très inégale de la population dans l'Aube et des différences importantes, quant à la densité des cantons de ce département. A l'exception du troisième canton de Troyes dont la densité atteint le chiffre élevé de 182 habitants au km², quatre cantons seulement ont une densité supérieure à la densité moyenne du département qui est de 40 habitants au km² ; cinq cantons ont une densité comprise entre 30 et 40 habitants au km² ; neuf cantons ont une densité moyenne comprise entre 20 et 30 habitants au km² et sept cantons ont une densité inférieure à 20 habitants au km². Si nous nous référons à la densité moyenne de la France qui est de 78 habitants au km², trois cantons seulement ont une densité supérieure à la densité moyenne de la France, le deuxième canton et le troisième canton de Troyes et le canton de Romilly-sur-Seine.

La répartition des communes suivant l'importance de leur population est très inégale. L'Aube est un département de petites communes, 66 communes n'ont pas cent habitants, la majorité (191 communes sur 445) compte entre 100 et 250 habitants, 160 communes comptent entre 250 et 2 000 habitants, 8 communes seulement ont plus de 2 500 habitants et une seule, la ville de Troyes, dépasse 50 000 habitants.

DOCUMENTS ANNEXES A LA SECTION 2

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE (PÉRIODE 1851-1901)

TABLEAU 4

ÉVOLUTION DE LA POPULATION URBAINE
ET DE LA POPULATION RURALE DU DÉPARTEMENT

(Unité : en milliers d'habitants)

	Population urbaine	Population rurale		Population urbaine	Population rurale
1851	45,5	219,7	1901	84,8	161,4
1856	56,3	205,4	1906	86,5	157,2
1861	60,5	202,3	1911	90,5	150,5
1866	62,2	199,8	1921	90,3	137,5
1872	62	193,7	1926	100,2	138,1
1876	67,7	187,5	1931	102	140,6
1881	74,2	181,1	1936	104,4	135,2
1886	80	177,4	1946	100,2	135
1891	82,3	173,2	1954	110	130,7
1896	83,4	168			

TABLEAU 5
RÉPARTITION DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT
D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR POPULATION EN 1911 ET EN 1954

Tranches de Population (Unité : 1 habitant)	Nombre de communes au recensement de	
	1911	1954
Moins de 100	40	66
100 à 250	175	191
251 à 500	157	116
501 à 750	32	26
751 à 1000	10	8
1001 à 2500	23	20
+ de 2500	7	8
+ de 50000	1	1
Total	445	445

TABLEAU 6
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES COMMUNES
DE L'AGGLOMÉRATION DE TROYES *

	Nombre d'habitants au recensement de				
	1851	1901	1936	1946	1954
Ville de Troyes	31.027	53.146	57.961	58.805	58.819
1 ^{er} Canton :					
Pont-Sainte-Marie	639	585	1.506	1.440	1.530
Saint-Parres-aux-Tertres	678	576	1.329	1.292	1.489
2 ^e Canton :					
La Chapelle-Saint-Luc	409	881	2.250	2.088	3.483
Les Noes, près Troyes	240	216	911	1.022	988
Sainte-Savine	1.103	6.114	10.406	11.036	10.947
3 ^e Canton :					
Saint-André-les-Vergers	820	1.840	4.126	4.423	4.568
Saint-Julien-les-Villas	552	1.326	3.050	2.984	3.229
Total	35.468	64.684	81.539	83.090	85.053

* Au recensement de 1962 les résultats pour la Ville de Troyes sont les suivants :
Population municipale 67.164
Population comptée à part 1.734

TABLEAU 7
ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR CANTON

Cantons	1851	1901	1954
Aix-en-Othe	9.372	7.576	5.638
Arcis-sur-Aube	10.276	8.242	8.832
Bar-sur-Aube	17.999	15.175	12.430
Bar-sur-Seine	12.459	9.795	7.944
Bouilly	9.261	6.279	5.571
Brienne-le-Château	10.687	7.828	7.577
Chaource	12.355	8.445	5.900
Chavanges	5.315	3.816	2.948
Ervy-le-Châtel	11.325	8.035	5.929
Essoyes	13.707	9.393	4.890
Estissac	7.105	5.886	4.596
Lusigny	7.027	5.440	5.358
Marcilly-le-Hayer	8.987	7.276	6.035
Méry-sur-Seine	12.297	9.530	7.906
Mussy-sur-Seine	7.576	5.723	3.999
Nogent-sur-Seine	10.371	9.800	7.821
Piney	6.367	4.823	4.036
Ramerupt	8.476	5.750	4.025
Riceys (Les)	7.350	4.862	3.094
Romilly-sur-Seine	10.665	14.930	20.662
Soulaines-Dhuys	6.441	4.495	3.301
Troyes :			
1 ^{er} Canton	4.838	3.869	6.111
2 ^e Canton	5.977	10.541	19.518
3 ^e Canton	3.579	4.668	9.809
Ville de Troyes	31.027	53.146	58.819
Vendeuvre-sur-Barse	9.220	6.559	4.875
Villenauxe	5.188	4.283	3.173
Total	265.247	246.165	240.797

SOURCES DES DONNÉES STATISTIQUES DU CHAPITRE I

1° POUR LES DONNEES NATIONALES

— ANNÉES ANTÉRIEURES A 1954 :

Statistique générale de la France, Mouvements de la population.

— DEPUIS 1954 :

I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France*, 1954, 61^e volume.

I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France*, 1959, 65^e volume.

I.N.S.E.E., *Recensement général de la population de mai 1954*, population légale, résultats statistiques, 1956.

2° POUR LES DONNEES DEPARTEMENTALES

En plus des sources citées ci-dessus et dans lesquelles nous disposons de résultats départementaux, il faut citer :

I.N.S.E.E., *Recensement général de la population de mai 1954* : Résultats statistiques, population, ménages, logements, maisons. Département de l'Aube, 1959, 72 p.

I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, années 1954 à 1959.

I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, « Situation démographique, économique et sociale dans la région », *Supplément au bulletin régional de statistique*, années 1957, 1958 et 1959.

I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Annuaire statistique régional*.

Dans ce chapitre, nous n'avons mis à jour en 1959 que les statistiques relatives aux mouvements de la population ; les autres données statistiques ne pourraient être complétées que par la publication des résultats du recensement général de la population de 1962. Il est regrettable qu'on ait renoncé au rythme quinquennal de ces recensements respecté au XIX^e siècle.

Structure économique du département

Nous voudrions, dans la section intitulée « Profil départemental d'activités », tenter de décrire la physionomie de l'économie de l'Aube. Nous pourrions ainsi prendre conscience des chances et des handicaps qui s'offrent à l'économie de ce département. Nous avons constaté que l'accroissement de la population était le résultat d'une forte natalité. Un problème d'emploi de la main-d'œuvre risque donc de se poser assez rapidement, puisque les jeunes générations qui arriveront prochainement à l'âge adulte seront plus nombreuses que celles de leurs aînés. Pour voir dans quelles branches d'activités, ils auraient chance de trouver à s'employer, il nous faut maintenant étudier les possibilités économiques du département. Nous avons remarqué que la répartition actuelle de la population dans l'Aube était le résultat de la distribution de l'activité économique. L'étude des activités du département nous donnera les explications de cette distribution et renforcera l'impression de déséquilibre dégagée par l'étude démographique.

Section 1. Profil départemental d'activités

Nous analysons, dans cette section, la répartition de la population active suivant les grands groupes d'activités pour l'Aube et la France en 1954. *L'Annuaire statistique de la France* publie deux sortes de statistiques de la population active de la France et des départements : l'une recense les activités collectives, l'autre les activités individuelles. Les activités collectives sont divisées en cinq groupes : 1° Agriculture et Forêts, 2° Industries, 3° Commerce, 4° Transports, 5° Services et Administrations. Le tableau suivant donne la répartition des personnes actives selon les activités collectives en 1954 pour l'Aube et la France entière¹.

1. I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France*, 61^e volume, Edition 1955, Paris.

ACTIVITÉS COLLECTIVES	AUBE			FRANCE ENTIÈRE	
	NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES	% PAR	% AUBE/ FRANCE	NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES	% PAR
		RAPPORT AU TOTAL AUBE	ENTIÈRE		RAPPORT AU TOTAL FRANCE ENTIÈRE
Agriculture ...	27 780	25,4	0,52	5 135 560	27,7
Industrie	48 800	44,7	0,71	6 852 230	37
Commerce	12 840	11,8	0,52	2 445 060	13,2
Transports ...	5 300	4,9	0,52	1 005 160	5,4
Services et administrations	14 420	13,2	0,46	3 104 800	16,7
Total ..	109 140	100		18 542 810	100

L'Aube est un département moyennement agricole, en effet le pourcentage des personnes actives employées dans l'agriculture par rapport au total correspondant pour l'ensemble de la France est de même importance que le pourcentage de la population du département par rapport à la population totale française. Dans le secteur industriel, le nombre de personnes actives est en pourcentage légèrement plus élevé que la moyenne française, nous sommes donc en présence d'un département industrialisé. La proportion de personnes actives employées dans le commerce et les transports est normale ; dans les services et administrations, elle est relativement faible.

Si l'on veut rechercher les caractères propres à un département, l'analyse par grands groupes d'activités est insuffisante ; il faut procéder à une étude plus détaillée de la structure économique du département considéré. Pour ce faire, nous disposons des statistiques de l'I.N.S.E.E. qui donnent la répartition de la population active en 22 branches d'activités pour l'ensemble de la France et par département. Ce sont des groupements assez significatifs de l'activité d'une région et de son originalité. Nous avons utilisé ces données pour construire le profil national des activités collectives ; nous avons noté les effectifs à l'échelon national dans les 22 branches distinguées, nous avons ensuite calculé le pourcentage des effectifs de chaque branche d'activités par rapport au total des personnes actives, et nous avons représenté, sur le graphique 4, pour chacune des branches les effectifs relatifs par une bande horizontale. Nous avons construit suivant le même procédé le profil départemental d'activités.

Voici les 22 branches d'activités distinguées :

- 1 — Pêche, forêts, agriculture
- 2 — Eau, gaz, électricité
- 3 — Pétrole et carburants
- 4 — Charbon
- 5 — Extraction
- 6 — Production de métaux et industries mécaniques et électriques
- 7 — Industrie du verre

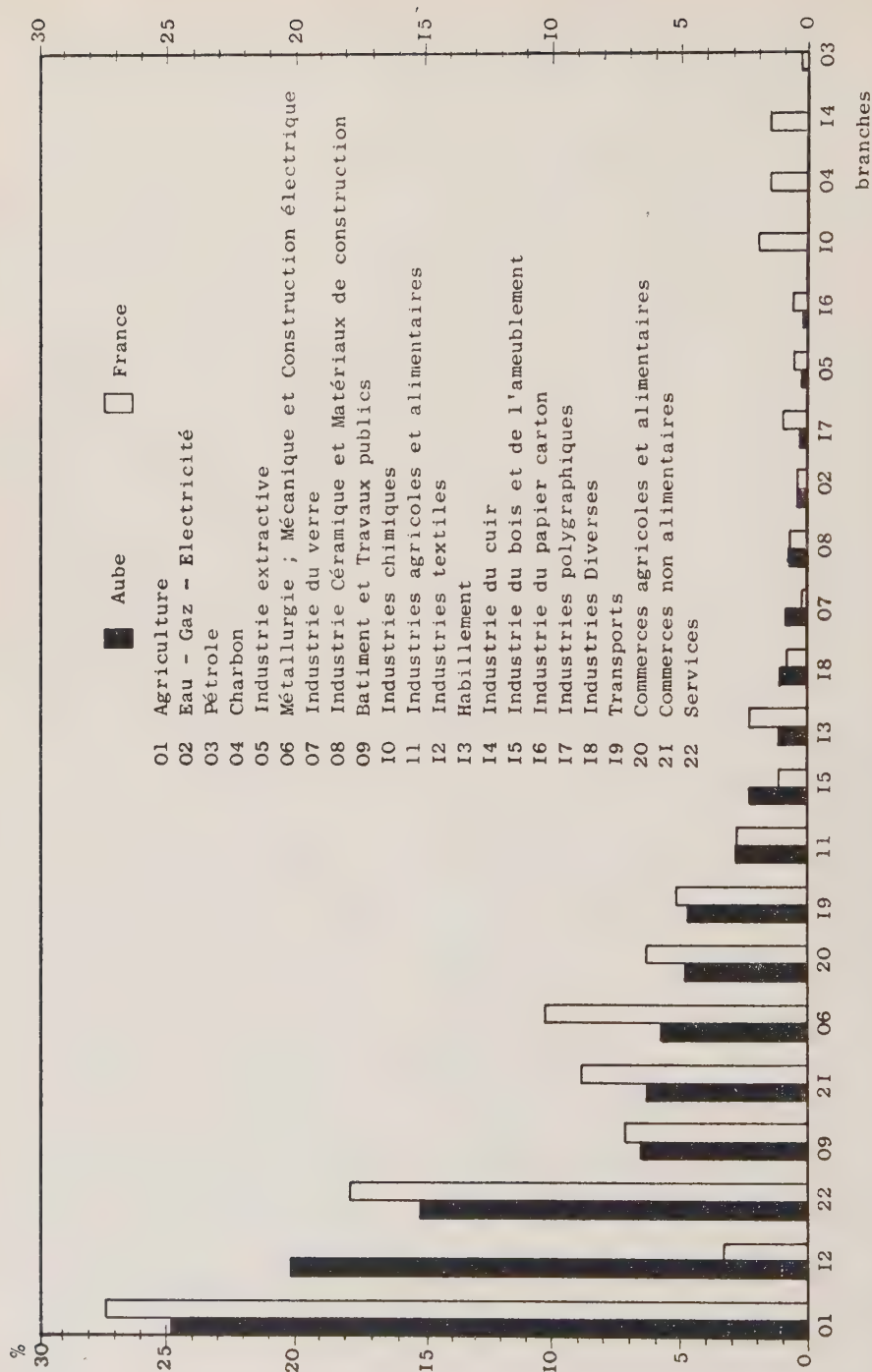
- 8 — Céramique et matériaux de construction
- 9 — Bâtiment et travaux publics
- 10 — Industrie chimique et caoutchouc
- 11 — Industries agricoles et alimentaires
- 12 — Industries textiles
- 13 — Habillement
- 14 — Cuirs et Peaux
- 15 — Bois et Ameublement
- 16 — Papiers et Cartons
- 17 — Industries polygraphiques
- 18 — Industries diverses
- 19 — Transports
- 20 — Commerces agricoles et alimentaires
- 21 — Commerces non alimentaires
- 22 — Services divers

Il existe évidemment un certain arbitraire dans la ventilation, puis le regroupement d'activités différentes, mais il est inévitable. Confrontons les pourcentages nationaux et départementaux d'activité pour rechercher quels sont les chiffres caractéristiques du département par rapport à la moyenne française (graphique 4).

La place du secteur « Agriculture et forêts » est légèrement inférieure à la moyenne française, puisque 25 % du total des personnes actives sont employés dans l'agriculture, alors que ce pourcentage est de 27,6 % pour la France. En ce qui concerne l'industrie, nous remarquons l'importance des personnes actives employées dans le textile. Pour l'industrie du verre, nous trouvons, dans l'Aube, un pourcentage de personnes actives occupées dans cette branche par rapport au total des personnes actives supérieur au pourcentage correspondant de la France.

L'industrie du bois et de l'ameublement a, dans l'Aube, un pourcentage double de celui de la France. La présence de forêts importantes dans l'Aube est à l'origine du développement des industries du bois dans ce département. Enfin, les effectifs du commerce agricole et alimentaire sont légèrement plus élevés que ceux de la moyenne française. Il semble que cela soit dû à l'existence à Troyes de nombreuses maisons à succursales multiples qui rayonnent au-delà des limites du département. Les effectifs employés dans les secteurs « Céramique et matériaux de construction », « Bâtiment et travaux publics » et « Industries alimentaires » avoisinent ceux de la France.

Les secteurs qui ont des effectifs moindres que ceux de la moyenne française sont la métallurgie, le papier-carton, l'imprimerie, les transports, le commerce non alimentaire et les services divers. Le pourcentage moindre de la métallurgie dans l'Aube n'est pas indicatif de la place de ce secteur. La moyenne française est, si l'on peut dire, faussée par la concentration dans la région parisienne, le Nord et la Lorraine, des usines métallurgiques. Autrement dit, notre département est dans un bon rang par rapport à l'ensemble des autres départements, au point de vue des industries mécaniques et électriques. Pour le commerce non



4. Répartition des personnes actives par branche d'activités (1954).

alimentaire, le pourcentage moindre ne doit pas surprendre, en effet la proximité de Paris permet à de nombreux habitants de l'Aube d'effectuer leurs achats non alimentaires dans la capitale, notamment les achats d'habillement, d'ameublement et de tous articles de luxe.

La bonneterie constitue la principale activité du département de l'Aube. Ce fait ressort d'autant mieux, si nous complétons les statistiques ci-dessus par des statistiques relatives aux chiffres d'affaires de différentes activités et aux salaires distribués par branches d'activités tel que nous les donne la documentation de l'I.N.S.E.E. Nous donnons ci-dessous le résultat de l'exploitation des déclarations de chiffre d'affaires par les entreprises du département pour l'année 1952. Les services de l'I.N.S.E.E. n'ayant pas continué d'exploiter les déclarations de chiffre d'affaires, aussi nous avons été dans l'obligation de prendre pour base l'année 1952 ; nous pouvons utiliser valablement ces résultats, puisque nous ne cherchons qu'à déterminer l'importance des différentes activités par rapport à l'ensemble des activités du département.

	CHIFFRE D'AFFAIRES EN MILLIONS DE FRANCS	% PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE
Industries textiles	37 290	37,48
Commerces non alimentaires	15 710	15,78
Commerces agricoles et alimentaires	13 731	13,80
Production et transformation des métaux	10 231	10,32
Industries agricoles et alimentaires	9 384	9,43
Bâtiment et travaux publics	4 701	4,72
Industries du bois	3 170	3,18
Autres activités	1 397	14,03
Industries diverses	951	0,95
Extraction et production de maté- riels de construction	912	0,91
Transports	792	0,79
Industries chimiques et de la verrerie	652	0,65
Banques - Assurances	598	0,60
Ensemble des activités	99 519	100 %

Source : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistiques*, 1953, n° 3, p. 14.

En ce qui concerne les salaires, d'après les données recueillies pour 1954 (voir tableau 20, p. 115), nous pouvons remarquer que la bonneterie a versé 40,6 % du total des salaires bruts payés par l'ensemble des activités du département et que la part correspondante de la branche « Production et transformation des métaux » était de 9,5 % et celle de la branche « Bâtiment et travaux publics » de 7,27 %. Ces pourcentages démontrent que la bonneterie est l'industrie leader du département, mais ils font ressortir

également que la métallurgie occupe une place non négligeable dans l'ensemble des activités.

Pour terminer ce tour d'horizon de l'économie de l'Aube, situons la place occupée par la bonneterie de ce département dans la bonneterie française. En 1954, l'Aube a, par rapport à l'ensemble de la bonneterie française, versé 34,7 % du total des salaires distribués, employé 32 % des effectifs, réalisé 39 % du chiffre d'affaires en bas et chaussettes et 23 % du chiffre d'affaires dans les autres articles. La bonneterie de l'Aube a consommé 45 % du tonnage de coton, 19 % du tonnage de rayonne, 41 % du tonnage de Nylon et 14 % du tonnage de laine consommés par toute la bonneterie française. Pour la presque totalité de ces données la bonneterie de l'Aube occupe la première place par rapport aux différents centres de bonneterie de France, sauf pour la consommation de la laine².

D'après les données, que nous avons recueillies au cours de nos enquêtes des différents secteurs d'activité, nous pouvons citer d'autres pourcentages de production remarquables du département de l'Aube par rapport à l'ensemble de la France. Ainsi ce département produit 95 % du total de la production française d'instruments de mesure linéaire en bois et 65 % de la production française d'emballages légers en bois. Parmi les industries alimentaires du département, nous avons relevé que la production de choucroute de l'Aube représente 24 % de la production totale française de choucroute. Dans le secteur de la transformation des métaux certaines activités du département de l'Aube sont caractéristiques par rapport à l'ensemble de la France ; ainsi la construction de machines d'apprêt pour la bonneterie et pour la plastification des fibres synthétiques tricotées, la construction de métiers à bonneterie et la fabrication d'aiguilles et platines pour les métiers à bonneterie ne sont réalisées que dans l'Aube. La fabrication de serrures représente une part importante de la production française dans ce genre d'articles et la fabrication des scooters tenait aussi, dans la production totale française de ce genre de véhicule, une grosse place (35 % en 1954).

L'industrie de la bonneterie dans l'Aube est une activité leader, mais ce département possède aussi d'autres industries caractéristiques par rapport à l'ensemble de la France. Nous pouvons sou-

2. Les pourcentages correspondants pour l'année 1960 ont été les suivants :

Salaires	29,2 %
Effectifs	26,1 %
Chiffre d'affaires global	26,6 %
» » en bas et chaussettes	37,6 %
» » autres articles	22 %
Consommation de filés :	
Coton	41,2 %
Laine	7,5 %
Rayonne	23,3 %
Nylon et autres polyamides	26,5 %
Autres fils synthétiques	30,9 %

tenir, que le département de l'Aube contribue, toute proportion gardée, pour une bonne part à la richesse française.

Section 2. **Structure sociale et revenu**

Nous déterminons maintenant les caractéristiques sociales du département, structure sociale et revenu. L'effectif des salariés s'élevait en 1954 dans l'Aube à 77 460 personnes, soit 0,69 % du total des salariés français pour un pourcentage de population s'élevant à 0,54 % de la population française. L'Aube a donc un fort pourcentage de salariés. En France on compte un salarié sur 4 habitants, dans l'Aube, le rapport est un salarié pour trois habitants.

Le pourcentage des femmes dans la population active est en France de 34,6 %, dans l'Aube ce pourcentage est légèrement supérieur, puisqu'il atteint 39,9 %. Ceci est dû à l'importance de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie de la bonneterie, le pourcentage de femmes dans l'effectif total de cette industrie était en 1954 de 66 %.

Par l'impôt sur les salaires et le document dit bordereau 1024 à l'établissement duquel l'impôt donne lieu, nous connaissons la masse des salaires payés en France et dans le département. En 1954 la masse des salaires nets de la France entière s'est élevée à 3 300 milliards de francs. Ainsi la masse des salaires nets dans l'Aube représente 0,51 % de la masse totale des salaires nets français. Les salariés de l'Aube représentent 0,69 % du total des salariés français, mais ne perçoivent que 0,51 % de la masse totale des salaires nets distribués en France. Cette différence peut se justifier, à notre avis, par deux explications :

1° Dans la masse des salaires français, nous comprenons la masse des salaires distribués dans le département de la Seine, mais, dans ce département les salaires sont exceptionnellement élevés, par conséquent nos pourcentages ont pu être légèrement faussés. Aussi, dans un souci d'exactitude, nous avons effectué le calcul de ces pourcentages par rapport à la France, sans le département de la Seine. D'après ce calcul l'effectif des salariés de l'Aube représente 0,88 % de l'effectif des salariés de la France, sans la Seine, alors que la masse des salaires distribués dans l'Aube représente 0,72 % de la masse totale des salaires français, sans la Seine. L'écart relatif qui était de 74 % lorsqu'on comparait l'Aube avec la France entière n'est plus que de 82 % dans notre deuxième calcul. Mais il reste encore une disparité à expliquer.

2° Dans l'Aube l'industrie de la bonneterie est au premier rang, elle emploie principalement de la main-d'œuvre féminine de qualification moyenne.

La comparaison du salaire moyen dans l'Aube avec le salaire moyen en France vient corroborer notre dernière explication ; en effet, dans l'Aube le salaire moyen était en 1954 de 318 000 francs, alors que pour la France, il était de 413 000 francs et que pour la France, sans la Seine, il se montait à 388 000 francs. Le niveau moyen des salaires est donc un peu inférieur dans l'Aube à la moyenne française.

Pour terminer notre profil départemental, voyons comment se caractérise notre département au point de vue du revenu moyen disponible. Le département de l'Aube a en moyenne des revenus peu élevés. Alors que la moyenne annuelle par habitant, pour la France en 1954, était de 259 400 francs, dans l'Aube elle était de 215 000 francs (d'après nos calculs que nous expliquerons dans l'étude des revenus). Il faut remarquer que la moyenne française est fortement influencée par le département de la Seine où les revenus apparaissent exceptionnellement élevés.

Nous avons aussi calculé le revenu moyen par personne active ; dans l'Aube en 1954 il était de 447 855 francs et en France de 577 468 francs. Ainsi par ses caractéristiques sociales notre département était en 1954 en dessous de la moyenne française ; cette situation est d'autant plus curieuse qu'il s'agit d'un département industrialisé.

Comptabilité économique du département

Section 1. Construction du tableau économique

Il nous faut donner quelques explications concernant la construction de notre tableau, afin d'en permettre la lecture et l'utilisation. Le tableau a deux objectifs, il tente, d'une part, d'exprimer les relations entre les différentes branches d'activités du département, c'est-à-dire les relations intra-départementales. Il tente, d'autre part, de saisir les relations économiques des différentes branches d'activité du département avec le reste de la France, divisée en grandes régions, et avec l'étranger, c'est-à-dire les relations interrégionales.

Le tableau carré, tel que nous l'avons dressé pour l'Aube en 1954 (voir le tableau dépliant en fin d'ouvrage), est construit de la façon suivante : verticalement sont inscrites une série d'activités disposées en lignes superposées (1 - Exploitations forestières, 2 - Agriculture, etc.). En haut du tableau, horizontalement, sont reproduites les mêmes activités, chacune en tête d'une colonne. Dans les cases, ainsi obtenues, au point d'intersection des lignes et des colonnes, nous inscrivons un chiffre qui exprime une relation entre la branche dont le nom est inscrit sur la ligne et celle dont le nom est inscrit en tête de colonne.

Les chiffres inscrits dans les colonnes (verticalement) donnent le montant des achats des secteurs inscrits en haut du tableau horizontalement. Par exemple le chiffre que nous lisons au point d'intersection de la ligne 17 (Commerce des pétroles et carburants) et de la colonne n° 2 (Agriculture) exprimera les quantités de carburants, en millions de francs, qui sont achetées au cours de l'année par l'agriculture.

Les chiffres inscrits dans les lignes (horizontalement) donnent le montant des ventes des secteurs inscrits à gauche du tableau verticalement. Le chiffre que nous lisons, par exemple, au point

d'intersection de la ligne n° 12 (Industrie du papier-carton) et de la colonne n° 10 (Bonneterie) exprimera les valeurs, en millions de francs, de papier-carton, qui sont vendues par l'industrie du papier-carton du département à l'industrie de la bonneterie du département au cours de l'année de référence.

Les chiffres inscrits dans la colonne n° 24 intitulée « Total Aube » donnent le montant des chiffres d'affaires réalisés dans l'Aube au cours de l'année 1954 par chacun des secteurs inscrits à gauche du tableau. Les chiffres inscrits dans la ligne n° 24 intitulée « Total Aube » donnent le montant des achats effectués dans l'Aube au cours de l'année 1954 par chacun des secteurs inscrits en haut du tableau. Ces chiffres correspondent à la comptabilité intra-départementale.

Le tableau s'efforce de traduire, d'autre part, les résultats d'une comptabilité interrégionale. A droite de la colonne n° 24, nous lirons le montant des achats des différentes régions de la France et de l'étranger, aux différents secteurs du département de l'Aube. De même, en dessous de la ligne n° 24, nous lirons sur les lignes 25, 26, le montant des achats des différents secteurs du département, aux différentes régions de la France et à l'étranger.

Cette dernière comptabilité sera très succincte, nous nous efforcerons de la compléter à l'occasion de l'étude particulière de chaque secteur important. En effet, sous peine de compliquer par trop la lecture du tableau, et faute aussi d'une documentation suffisante, nous ne pouvons ventiler par secteur et par région la comptabilité interrégionale.

CLASSIFICATION DES SECTEURS

Nous avons limité l'analyse à quelques grands secteurs qui serrent autant que possible la structure des entreprises du département. Ces secteurs sont définis à l'aide de la nomenclature I.N.S.E.E. (26 activités). Nous donnons p. 57 la correspondance des secteurs de notre tableau avec cette nomenclature. Il suffit de donner quelques précisions :

— Le poste « Divers » (ligne et colonne n° 14) comprend les activités sans importance pour le département ou sur lesquelles les informations sont incertaines (Artisanat).

— Au poste « Transport » (ligne et colonne n° 15) nous avons fait la distinction entre les transporteurs publics routiers et la S.N.C.F., afin de mieux saisir les mouvements de notre comptabilité départementale.

— Dans le même but de recherche, nous avons fait la distinction entre ménages non agricoles (ligne et colonne n° 21) et ménages agricoles (ligne et colonne n° 22). Nous entendons par « ménages agricoles » : les ménages dont le chef est soit exploitant agricole,

soit salarié agricole ; tous les autres ménages sont des ménages non agricoles.

— Nous avons distingué des commerces non alimentaires, le commerce des pétroles et carburants (ligne et colonne n° 17), le commerce des véhicules automobiles (ligne et colonne n° 17 bis) et le commerce des charbons (ligne et colonne n° 18), secteurs au sujet desquels, nous avons obtenu des renseignements particulièrement intéressants pour notre ventilation.

— Précisons la signification du poste « Gouvernement ». Ce poste (ligne et colonne n° 23) comprend l'ensemble des administrations de l'Etat et des collectivités locales. Pour faire apparaître le solde net des transferts sociaux, nous avons isolé du poste « Gouvernement », le poste « Sécurité sociale ».

Pour les régions qui vendent à l'Aube, nous déterminons principalement les achats courants de l'Aube à ces régions et lorsqu'il nous est possible de le faire, nous regroupons avec les achats courants, les achats d'investissements que nous aurons pu déterminer.

DELIMITATION DES REGIONS POUR L'ETABLISSEMENT DES ECHANGES INTERREGIONAUX

Notre travail sur la comptabilité interrégionale a pour but de donner une image, la plus exacte possible, des échanges économiques qui ont lieu entre notre département et les autres régions de la France. Afin de rester clair dans la construction de notre tableau, nous avons dû simplifier arbitrairement la division de la France en diverses régions. Voici cette division :

RÉGION DU NORD	RÉGION EST	RÉGION DU BASSIN PARISIEN
Aisne	Bas-Rhin	Eure-et-Loire
Ardennes	Haut-Rhin	Loiret
Nord	Meuse	Marne
Oise	Meurthe-et-Moselle	Seine
Pas-de-Calais	Moselle	Seine-et-Oise
Somme	Vosges	Seine-et-Marne
		Yonne

RESTE A LA FRANCE : tous les autres départements

Quand nous avançons que notre division est arbitraire, cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas justifier notre choix. En effet, nous avons tenu compte du fait que les régions du Nord, de l'Est et du Bassin parisien sont des régions de haut revenu à densité de population forte et que ce sont des régions fortement industrialisées. D'autre part l'Aube, par la bonneterie, est un client des filatures du Nord et aussi des Vosges. De plus, la proximité de Paris entraîne des échanges économiques nombreux

entre la capitale et ce département. C'est pourquoi nous avons retenu la division que nous venons d'exposer. Nous pouvons anticiper sur nos travaux et avancer que les résultats de notre étude viendront confirmer notre choix. Pour le tableau S.N.C.F., nous avons adopté une division géographique plus étroite.

SOURCES DES DONNEES STATISTIQUES UTILISEES POUR LA CONSTRUCTION DU TABLEAU ECONOMIQUE

Pour établir les chiffres qui devaient remplir notre tableau, nous avons réuni des documents provenant de diverses sources, qui peuvent se grouper ainsi que suit :

1° Les statistiques de l'I.N.S.E.E. nous ont donné la documentation nécessaire pour l'ensemble de la France. Les bulletins régionaux de statistiques publiés trimestriellement par la Direction régionale de Reims (I.N.S.E.E.) nous ont permis de rassembler la documentation concernant le département de l'Aube. Pour certaines questions, nous nous sommes déplacés à Reims, afin de réunir toute la documentation utile.

2° Les données fiscales qui sont publiées par le ministère des Finances ont été recoupées et complétées par des enquêtes menées sur place auprès des services fiscaux, dont nous avons reçu le meilleur accueil.

3° Les informations provenant d'organismes officiels départementaux et d'organismes ou de syndicats professionnels et des administrations centrales que nous avons contactés à Paris. Nous donnons la liste de ces organismes p. 220.

4° Nous avons complété nos informations par des enquêtes menées auprès de diverses entreprises appartenant aux différents secteurs de notre tableau et choisies comme représentatives de ces secteurs. Nous reproduisons p. 58 le questionnaire que nous avons mis au point pour l'établissement de ces enquêtes.

Les informations statistiques provenant des sources officielles et des syndicats patronaux nous ont permis de déterminer l'activité globale de la plupart des secteurs considérés en 1954. Pour évaluer les dépenses des différents secteurs industriels, nous avons extrapolé les comptes d'exploitation des différentes entreprises choisies dans chaque branches d'activité et auprès desquelles nous avons pu enquêter. Nous donnerons, au fur et à mesure de notre étude, des précisions complémentaires pour chaque branche d'activité en particulier. Nous abordons la partie purement comptable de ce travail intitulée « Comptabilité économique du département de l'Aube ». Nous exposerons, pour chaque secteur du tableau, les résultats de l'exploitation des documents utilisés pour

en établir la comptabilité économique et nous commenterons les résultats d'ensemble de l'activité du secteur considéré.

Nous entreprenons un inventaire économique des ressources du département. Nous présenterons, autant que les données statistiques nous le permettront, les résultats obtenus pour les principaux secteurs d'activité en un tableau résumant les échanges intra-départementaux et interrégionaux du secteur étudié.

DEFINITION STATISTIQUE DES SECTEURS DU TABLEAU ECONOMIQUE

(Correspondance aux numéros de la nomenclature I.N.S.E.E., 26 activités)

1 — Exploitations forestières	01
2 — Agriculture	01
3 — Energie	02
4 — Métallurgie	06-07
5 — Industrie du verre	08
6 — Céramique, extraction et production de matériaux de construction	09
7 — Bâtiment et Travaux publics	10
8 — Teinture	11
9 — Industries agricoles et alimentaires	12
10 — Industries textiles	13-14
11 — Industries du bois et de l'ameublement	16
12 — Industrie des papiers-cartons	17
13 — Industries polygraphiques	18
14 — Industries diverses	19
15 — Transports	20
16 — Commerces agricoles et alimentaires	21
17 — Commerce des pétroles et carburants	élément du secteur n° 22
18 — Commerce des véhicules	élément du secteur n° 22
19 — Commerce des charbons	élément du secteur n° 22
20 — Commerces non alimentaires	22
21 — Services (sans administration)	23-24-25-26
22 — Ménages non agricoles	
23 — Ménages agricoles	
24 — Gouvernement	Administrations, Sécurité sociale et Allocations familiales

ENQUETE POUR UN SECTEUR

1° RECETTES :

Chiffre d'affaires (détermination de la ventilation géographique de ce chiffre d'affaires)
dont ventes à l'exportation

2° DÉPENSES :

Achats de matières premières
Régions expéditrices
Salaires nets
» bruts
Charges sociales :
Assurances sociales
Allocations familiales

- Accidents du Travail
- Impôts Indirects :
 - Versement forfaitaire 5 % sur les salaires
 - Taxes sur le chiffre d'affaires
- Investissements :
 - % par rapport au chiffre d'affaires
 - Age moyen du matériel en activité
- Frais généraux :
 - Evaluation en % par rapport au chiffre d'affaires et ventilation aussi détaillée que possible.

QUESTIONNAIRE TYPE

POUR L'ENQUETE D'UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

- 1° Nature de l'activité — N° de code de la nomenclature I.N.S.E.E. (99 catégories)
N° de la Sécurité sociale
- 2° Description du processus de fabrication
- 3° Nombre de salariés
- 4° Matériel en activité — (âge moyen)
- 5° Montant des investissements (type de machines, provenance)
- 6° Production en quantité
- 7° Ventes totales en valeur (ventilées suivant leur destination)
Aube, France par régions, Union Française, Etranger
- 8° Matières premières :
 - Achats en quantité
 - Achats en valeur
 - Provenance (en quantité, en valeur ou en pourcentage)
- 9° Masse des salaires bruts et nets (Etat 1024) à charges sociales
- 10° Chiffre d'affaires (taxes comprises)
- 11° Evaluation des principales dépenses en % par rapport au chiffre d'affaires :
 - Dépenses de charbon
 - Dépenses d'énergie
 - Autres dépenses (détaillées si possible)
- 12° Les Impôts :
 - Impôts directs
 - Taxes sur le chiffre d'affaires

Section 2. **Étude de la comptabilité économique des différents secteurs du tableau pour l'année 1954**

A. TRANSPORTS

Dans un département où n'existe sur place aucune source naturelle d'énergie, ni aucun minerai métallique, les transports jouent un rôle d'autant plus important que le département est exportateur de certaines denrées trop abondantes pour sa consommation. En outre, l'activité des transports est liée intimement à celle de la production et à celle du commerce. Aussi l'étude des résultats statistiques que nous avons pu obtenir concernant les transports routiers et les transports par voie ferrée est-elle instructive.

a - TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS

Les renseignements ont été recueillis auprès de la Chambre syndicale des Transporteurs routiers de l'Aube. Ils proviennent principalement des résultats d'une enquête faite en 1955 par cet organisme auprès de ses adhérents concernant leur activité en 1954. Soixante-douze entreprises, représentant 1 141 tonnes de charge utile ont été consultées. Les chiffres obtenus représentent environ 83,5 % du tonnage de charge utile totale disponible. Ces résultats reflètent donc assez exactement l'activité du secteur considéré pour l'année 1954. Le tableau 8 traduit les résultats de l'enquête. Une seule remarque est à faire, la colonne n° 2 ne distingue pas ce qui entre ou ce qui sort du département, nous avons essayé d'opérer au mieux cette ventilation par recouplement avec les chiffres d'expéditions obtenus pour chaque secteur, nous ne donnons pas les détails de ces opérations, mais nous signalons que nous en avons tenu compte pour l'établissement du tableau final. La zone courte de l'Aube comprend pratiquement l'Yonne, la Côte-d'Or, la Haute-Marne, une partie de la Meuse, la Marne, un coin du département de l'Aisne limitrophe de l'Aube et de la Seine-et-Marne.

Des chiffres bruts de l'enquête sur les transports publics routiers, nous pouvons tirer quelques résultats intéressants : 77 % des quantités transportées le sont en zone courte de l'Aube, c'est-à-dire à une distance de moins de 150 kilomètres. Pour l'ensemble du trafic entrée-sortie, les matériaux de construction et les matériaux pour routes représentent 24 % des tonnages transportés, les produits forestiers 28 %, les produits alimentaires ne

représentent que 3 %. Ce faible pourcentage s'explique du fait que les résultats de l'enquête ne concernent que les transports publics routiers. Or, dans certains secteurs, les transports particuliers sont très importants, c'est le cas notamment pour le commerce alimentaire, qui compte des maisons d'alimentation à succursales multiples, assurant elles-mêmes leur service de transport.

TABLEAU 8

TABLEAU DU TRAFIC ROUTIER DE MARCHANDISES DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE
ANNÉE 1954

(en milliers de tonnes)

	Zone de camionnage	Zone courte de l'Aube	Zone longue sorties de l'Aube	Zone longue entrées dans l'Aube
I. - AGRICULTURE				
Alimentation du bétail, Pulpes	0,7	3,2	0,6	0,5
Engrais divers	2,2	6,4	0,2	
Machines, Equipement agricole ..	0,2	0,3	0,2	
Semences	0,7	1,9		
Produits agricoles divers	7,6	4,2	1,1	0,6
Total I	11,4	16,0	2,1	1,1
II. - INDUSTRIE				
Betteraves pour industrie	3	9,7		
BOIS - Produits forestiers	1,9	4,1	2,5	0,2
— Bois en grumes	2,5	100,2	1,1	3
— Sciages, Plots	0,2	1,9	20,9	1,1
Céréales pour l'industrie	6,3	0,8	0,5	0,2
Charbons industriels	40,9	3,9		0,3
Combustibles liquides et lubrifiants	1,2	2,3	0,1	0,1
Approvision- nements pour Industries	Alimentaires 4,1 Mécaniques 5,3 Textiles 12,9 Diverses 9,5	3,2 12,1 0,4 2	2,7 25,7 0,5 2,5	0,8 4,2 0,1 9,9
Matériaux de construction	18,6	33,9	4,5	9,8
Matériaux pour routes	31,3	24,1		0,3
Total II	137,7	198,6	61	30
III. - ALIM. - CONSOMMATION				
	5	4,8	6,9	5,7
IV. - TRANSPORTS DIVERS				
Métiers à bonneterie	0,2	0,5	1,6	0,4
Messageries	17,3		1,2	6,4
Total général	171,6	219,9	72,8	43,6

Si nous considérons simplement les échanges avec la zone longue, nous constatons que : le département de l'Aube a un solde positif de 29 200 tonnes en ce qui concerne le trafic de marchandises par route. Ce sont les exportations du bois de l'Aube qui

grossissent le tonnage des expéditions ; notamment les expéditions de bois de sciages et de plots représentent 28,5 % des expéditions en tonnage de l'Aube vers la zone longue. D'autre part, un autre poste a de l'importance au point de vue tonnage, c'est celui intitulé « approvisionnement pour industries mécaniques » qui représente 35 % du tonnage expédié de l'Aube vers la zone longue.

Le trafic des entrées de l'Aube en provenance de la zone longue ne présente rien de bien caractéristique, les matériaux de construction représentent 22 % de ce tonnage, les marchandises en messageries 14,3 % et enfin les eaux minérales en provenance de Vichy 5,5 %.

Le bois en grume transporté en zone courte est pour une partie livré aux gares du département et pour l'autre partie aux scieries des départements voisins (30 000 tonnes environ). Les betteraves transportées en zone courte et en zone de camionnage sont du ramassage pour la distillerie de Buchères, près de Troyes. Les engrais divers transportés en zone de camionnage et en zone courte arrivent par fer et sont livrés aux cultivateurs par camion (parcours terminaux). Le bois de sciage transporté vers la zone longue est à destination de la région parisienne. Ces livraisons de bois de sciage faites par la route consistent principalement en de petits lots de bois chargés sur un même camion et rendus directement à plusieurs destinataires. La souplesse de ce mode de livraison explique l'importance relative de ce trafic, en effet le transport par route a l'avantage sur le trafic par fer d'éviter les frais d'approche des scieries situées parfois sur les lieux même d'exploitation aux gares S.N.C.F. et de livraison de la gare S.N.C.F. aux chantiers ou aux usines de meubles.

b - TRAFIC MARCHANDISES S.N.C.F.

Le calcul des échanges interrégionaux a été facilité par la mise au point d'un travail de la Direction générale de la S.N.C.F. Ce travail consiste en l'établissement d'une statistique, qui donne pour chaque département le tonnage, par groupes de marchandises, expédié à chacun des autres départements et reçu en provenance de chacun des autres départements. Cette statistique concerne l'année 1954 et se rapporte au trafic commercial par wagon complet. A partir de ces tableaux S.N.C.F., nous avons regroupé les chiffres donnant le tonnage par groupe de marchandises expédié du département de l'Aube à chaque département et reçu par le département de l'Aube en provenance de chaque département. Ensuite nous avons opéré un deuxième regroupement de ces chiffres suivant une division de la France en onze régions économiques :

Nord	Normandie	Haut-Rhône
Est	Ouest	Sud-Ouest
Région parisienne	Centre	Midi méditerranéen
Pourtours parisiens	Saône	



Carte 6
Division de la France pour une comptabilité interrégionale

Nous voyons que cette division de la France comprend plus de régions que celle de notre tableau économique final. Il nous a semblé nécessaire d'opérer ainsi, du fait que nous disposions dans le cas particulier du trafic marchandises S.N.C.F. d'une statistique unique et précise, qu'il était utile de commenter en particulier et nous en servir ensuite pour la mise au point de notre tableau final. La division que nous avons adoptée de la France en onze régions a été retenue en conformité de celle utilisée par M. J.-M. Jeanneney dans ses travaux sur la comptabilité interrégionale française. La carte n° 6 reproduit cette division interrégionale de la France.

Commentaire du tableau S.N.C.F. (n° 9, page 69) :

En tonnage le département de l'Aube expédie moins de marchandises qu'il n'en reçoit, ainsi le solde des échanges avec la France est négatif en ce qui concerne le trafic de marchandises par chemin de fer. Ceci ne doit pas surprendre, étant donné la structure des échanges. L'Aube, en effet, est, comme nous le constaterons, un département importateur surtout de matières premières lourdes et exportateur, à l'exception du bois et des céréales, de produits fabriqués relativement légers. Mais en valeur, rien ne nous permet de déterminer le sens et l'importance du solde des échanges par chemin de fer.

Au moyen de ce tableau, nous pouvons repérer les produits que le département reçoit principalement, ce sont : les légumes frais et la marée, les boissons, les combustibles minéraux, les matériaux de construction et de voirie, les huiles minérales, combustibles liquides et bitumes, les produits chimiques, la matière première pour la fabrication de la pâte et le carton brut, les matières premières nécessaires à l'industrie textile et les engrais.

Ces réceptions de marchandises ne présentent rien de particulièrement caractéristique, elles sont composées des produits alimentaires que le département ne produit pas ou bien n'a pas en quantités suffisantes, des matières premières nécessaires à l'activité de ses industries principales, enfin de charbon et de produits pétroliers.

Les expéditions, au contraire, sont plus significatives, car elles reflètent en partie les principales productions du département. En ce qui concerne les produits alimentaires, l'Aube exporte des animaux vivants, des céréales et de la farine, des produits de laiterie, des betteraves à sucre. Nous notons des expéditions importantes de bois, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque c'est un département assez bien pourvu en forêts. Ces expéditions représentent en tonnage 19 % des expéditions par fer du département. L'Aube expédie presque 10 000 tonnes de véhicules et matériel assimilé, ce sont des tracteurs et des scooters. Nous notons encore comme tonnage important les expéditions de pierres et terres

servant aux arts et métiers (8 % du tonnage total expédié), les produits métallurgiques (8 % de ce même tonnage), les emballages vides (production des usines de cageots). Il nous faut remarquer que les marchandises en groupage expédiées de l'Aube sont pour 80 % du tonnage constituées par de la bonneterie.

Il est encore plus intéressant, du point de vue économique, de connaître l'origine des marchandises reçues et la destination des marchandises expédiées ; le tableau S.N.C.F. nous permet des observations qui vont nous faire apparaître l'image relativement exacte des échanges interrégionaux. Examinons, tout d'abord, la colonne n° 24 qui totalise les expéditions et les réceptions de marchandises par grandes régions. Nous constatons que 90,4 % des expéditions du département de l'Aube se font vers les régions Nord, Est, Bassin parisien, Pourtours parisiens, Saône, Haut-Rhône et Normandie, qui sont toutes des régions à revenus élevés et que 86,5 % du tonnage de marchandises reçues par le département de l'Aube, sont en provenance de ces mêmes régions. On peut expliquer ces pourcentages, tout d'abord par la proximité des régions avec lesquelles le département de l'Aube a ses principaux échanges, d'autre part ces régions sont industrielles et productrices de matières premières, enfin la partie de la France composée par ces régions a une superficie du tiers de la France et une densité de 109,5 habitants au km². Elle présente, grâce à son peuplement, de grands marchés de consommation.

Ces pourcentages sont cependant très frappants ; la séparation entre Nord et Sud de la France apparaît nettement, au travers d'une simple étude des échanges interrégionaux d'un seul département tel que l'Aube. Nous étudierons maintenant les échanges de produits pour les régions suivantes : Nord, Est, Région parisienne, Pourtours parisiens, Normandie, Saône. Eventuellement, nous nous limiterons à l'étude des principales marchandises.

Région du Nord :

Les échanges de produits de l'Aube avec le Nord se résument ainsi, de cette région, l'Aube reçoit principalement des matières premières, dont le tonnage représente 19 % du tonnage total des marchandises reçues de toute la France. Ce pourcentage élevé s'explique par le fait que 59 % du tonnage reçu par l'Aube de la région du Nord est constitué par le charbon. Les pourcentages caractéristiques concernant les réceptions de matières premières venant du Nord par rapport au tonnage total reçu de ces produits par le département de l'Aube sont 27 % pour les matières premières alimentant l'industrie textile, 38 % pour les déchets de filatures destinés à l'industrie des papiers-cartons, 7 % pour les produits métallurgiques, 27 % pour les produits chimiques et 26 % pour les amendements et engrais.

Les expéditions de l'Aube à la région du Nord se soldent par un déficit de 36 880 tonnes par rapport aux réceptions du Nord par l'Aube, mais elles représentent 16 % du tonnage total des marchandises expédiées du département de l'Aube. Les quantités de bois expédiées représentent 47 % du tonnage de marchandises expédiées de l'Aube à la région du Nord et 38 % des expéditions totales de bois. D'autre part, l'Aube expédie principalement vers le Nord des matériaux de construction (14 % du tonnage expédié par l'Aube de ce genre de produits), des produits métallurgiques (14 % du tonnage des produits métallurgiques expédiés par l'Aube le sont à destination du Nord), des céréales, des véhicules (scooters et machines agricoles) et du papier.

Région de l'Est :

C'est avec la région de l'Est que l'Aube effectue les plus gros échanges en tonnage. L'Aube expédie à cette région 36 % du total de ses produits en tonnage, et reçoit de cette région 40 % du tonnage total des marchandises reçues de toute la France. Le charbon a naturellement la première place dans le tonnage des marchandises reçues de l'Est par l'Aube, ce qui représente 38,5 % du tonnage reçu par l'Aube de la région de l'Est. Voici d'autre part, les pourcentages caractéristiques concernant les réceptions de produits venant de l'Est par rapport au tonnage total reçu de ces produits par le département de l'Aube :

Charbons	56,4 %
Matériaux de construction	55 %
Produits métallurgiques	71 %
Amendements et engrais	36 %
Matières premières alimentant l'industrie textile	10 %

Les expéditions de l'Aube vers la région de l'Est se soldent par un déficit de 55 160 tonnes par rapport aux réceptions de l'Est par l'Aube, mais elles n'en sont pas moins très importantes en tonnage. Il est curieux de constater que le tonnage des expéditions de céréales et de farines de l'Aube à l'Est égalisent le tonnage reçu en charbon par l'Aube en provenance de l'Est. Le département de l'Aube expédie, en effet, 105 180 tonnes de céréales et farines vers l'Est et reçoit de l'Est 100 000 tonnes de charbon. C'est principalement du blé que l'Aube expédie vers l'Est, ainsi que de l'orge. Ces expéditions de blé, d'orge et de farines représentent 51 % du tonnage de marchandises expédiées de l'Aube à la région de l'Est et 72 % des expéditions totales de ces produits. D'autre part, l'Aube expédie principalement vers l'Est du bois à raison de 31 % du tonnage de bois expédié (du bois de sciage, du bois de mine et du bois de défibrage et de trituration pour les usines papetières de l'Est), des matériaux de construction (34 % du tonnage expédié de matériaux de construction le sont à destination de l'Est), des pierres et terres servant aux arts et métiers

(38 % du tonnage expédié de ces produits), notamment du quartz de la région de Nogent-sur-Seine et de Pont-sur-Seine, servant de base à la fabrication des briques réfractaires pour la construction des fours, du sable vert de Montiéramey utilisé pour la fabrication des moules de fonderie, des produits métallurgiques (35 % du tonnage expédié) et enfin du textile (13 % du tonnage expédié). Par l'examen de ces quelques pourcentages caractéristiques, nous mesurons combien le département de l'Aube est économiquement axé vers l'Est de la France, et par-delà cette région, vers la Sarre et l'Allemagne.

Région parisienne :

Les échanges de marchandises de l'Aube avec cette région sont en tonnage beaucoup moins importants qu'avec les régions précédentes. Ceci ne surprend pas, en effet avec cette région proche de l'Aube le trafic routier de marchandises concurrence sérieusement les échanges par voie ferrée et que d'autre part, les matières premières lourdes n'apparaissent pas en tonnage important dans ces échanges.

Les expéditions de l'Aube à la région parisienne représentent 10 % du tonnage total expédié de ce département. La balance des échanges en tonnage se solde par un excédent de 27 730 tonnes en ce qui concerne les expéditions de l'Aube vers la région parisienne par rapport au tonnage reçu en provenance de cette même région. Ces expéditions se composent surtout de produits de laiterie et de choucroute, de bois de construction, de produits métallurgiques (frigidaires), de véhicules (scooters), de papier-carton et de marchandises en groupage (de la bonneterie notamment). Les expéditions d'animaux vivants de l'Aube se font principalement vers la région parisienne, puisque 81 % du tonnage total d'animaux vivants expédié de l'Aube sont destinés à la région parisienne et plus particulièrement au marché de La Villette. Ce sont des bêtes mises à l'embouche dans l'Aube, elles partent principalement de la région de Nogent-sur-Seine.

De la région parisienne l'Aube reçoit surtout des marchandises en groupage, des véhicules et de la terre servant aux arts et métiers (notamment du sable de la forêt de Fontainebleau, matière première utile à la fabrication du verre). Voici quelques pourcentages, qui caractérisent l'importance de ces réceptions de marchandises ; marchandises en groupage (38 % du tonnage reçu par l'Aube en groupage), véhicules (38 % du tonnage reçu par l'Aube en véhicules), pierre et terre (30 % du tonnage de ces produits reçus par l'Aube), ce sont des sables de la région de Nemours et de Montargis pour l'industrie de la verrerie, des pièces mécaniques pour le montage des scooters.

Pourtours parisiens :

Les expéditions de l'Aube à cette région représentent 9 % du tonnage total expédié de l'Aube. En provenance des pourtours parisiens, ce département reçoit 6 % du tonnage total reçu. L'Aube expédie principalement des betteraves, ces envois représentent 65 % du tonnage expédié à la région des pourtours parisiens. Il semble que le trafic de marchandises par voie ferrée de l'Aube avec les pourtours soit concurrencé par le trafic routier, du fait de la proximité des départements composant cette région par rapport à l'Aube.

Normandie.

Les expéditions de l'Aube à cette région représentent 3,3 % du tonnage total expédié de l'Aube. En provenance de la Normandie, ce département reçoit 7,5 % du tonnage total reçu. En tonnage, le solde des échanges de marchandises de l'Aube avec la Normandie se traduit par un déficit aux dépens de l'Aube de 29 500 tonnes environ. C'est en effet au Havre principalement que les métiers de bonneterie en provenance d'Amérique et d'Angleterre à destination de l'Aube sont débarqués.

Le tonnage de produits textiles reçu par l'Aube en provenance de la Normandie est important, puisqu'il représente 40 % du tonnage reçu par fer en matières premières par la bonneterie de l'Aube. Ce tonnage est constitué pour une part de coton brut débarqué dans le port du Hâvre et destiné aux filatures de l'Aube, pour une part, de coton filé dans les filatures normandes.

D'autre part, les raffineries de Seine-Maritime fournissent 70 % des huiles minérales arrivant par fer dans l'Aube. En Normandie, l'Aube expédie principalement du bois, des véhicules, des produits textiles manufacturés, des emballages vides. Il est bon de noter que la presque totalité de ces marchandises ne font que transiter en Normandie et sont destinées à l'exportation.

Région de la Saône :

Les échanges de marchandises en tonnage de cette région avec le département de l'Aube se soldent par une balance positive en faveur de l'Aube, puisque nous notons un excédent assez remarquable d'expéditions de l'Aube à cette région se montant à 44 700 tonnes environ sur les réceptions. Ces expéditions de l'Aube à destination de la Saône représentent 11 % du tonnage total expédié de l'Aube. Les réceptions de l'Aube en provenance de la Saône ne représentent que 3 % du tonnage total reçu par l'Aube.

La nature de ces échanges ne présente rien de remarquable, sinon que le tonnage de produits chimiques reçu par l'Aube en provenance de la région Saône représente 28 % du tonnage total

reçu par l'Aube de ce genre de produits. En fait ces produits chimiques sont importés de Suisse et transitent par cette région.

Nous venons ainsi de résumer les échanges économiques de l'Aube avec les différentes régions industrielles de la France. Pour les autres régions, c'est-à-dire la région Ouest, la région du Sud-Ouest et la région du Midi méditerranéen, leurs échanges économiques avec le département de l'Aube sont beaucoup moins importants en tonnage, que les échanges économiques de l'Aube avec les régions industrielles. De ces régions, l'Aube reçoit notamment des fruits et légumes frais (46 % du tonnage reçu par l'Aube viennent du Midi méditerranéen), du vin : en provenance du Haut-Rhône et du Sud-Ouest. L'importance des arrivées de vin d'Algérie arrivant à Marseille est repérée par le fait que l'Aube reçoit 75 % du tonnage de vin du Midi méditerranéen, des matériaux de construction : en provenance de la région du Haut-Rhône, 19 % du tonnage total reçu par l'Aube en matériaux de construction. Les expéditions de l'Aube en emballages vides à destination du Midi-méditerranéen sont en fait des exportations à destination de l'Afrique du Nord. Ces expéditions de cageots représentent 50 % des expéditions totales de cageots fabriqués dans l'Aube.

C - LE TRAFIC PAR VOIE D'EAU

Dans l'Aube, le trafic par voie d'eau n'est plus très important. Les ports du département actuellement en service sont ceux de Pont-sur-Seine, qui expédie surtout du quartz, de Nogent-sur-Seine qui expédie principalement des betteraves et du bois, de Méry-sur-Seine qui expédie du bois et des produits agricoles, de Marcilly-le-Hayer et de Conflans (port privé). Il faut remarquer, qu'entre Méry-sur-Seine et Nogent-sur-Seine, une bonne partie de la voie d'eau traverse le département de la Marne. Entre Troyes et Méry-sur-Seine, le canal de la Haute-Seine doit être déclassé, ce qui enlève tout espoir de voir renaître un jour l'activité de ce tronçon de canal. Voici, d'après les renseignements fournis par les Services des Ponts et Chaussées, les résultats du trafic de la navigation dans l'Aube en 1955 :

<i>Nogent-sur-Seine</i>	
Chargements	11 995 tonnes
Déchargements	2 725 tonnes
<i>Marcilly-le-Hayer</i>	
Chargements	8 435 tonnes
Déchargements	2 373 tonnes
<i>Canal de la Haute-Seine (de Méry à Marcilly)</i>	
Chargements	8 829 tonnes
(produits agricoles principalement)	
Déchargements	2 870 tonnes
(Produits agricoles)	

TABLEAU 9

TABLEAU S.N.C.F. (ANNÉE 1954)

Tonnage par groupe de marchandises
expédiées et reçues par le département de l'Aube

(Unité : tonne)

Régions	Groupage de marchandises		Animaux vivants		Céréales conservées, farines fruits secs		Fruits, légumes frais, marée, viandes, produits laitiers	
	1		2		3		4	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	250	5.100	70	120	4.090	1.530	160	2.220
Est	340	1.590	220	70	105.180	270	390	50
Région parisienne ..	7.930	7.590	1.940	60	2.980	830	6.420	250
Pourtours parisiens ..	190	140	30	30	2.350	620	30	70
Normandie	170	2.170	10	240	1.680	1.670	90	1.830
Ouest	—	10	10	250	1.180	370	110	3.850
Centre	40	10	20	240	860	80	30	80
Saône	390	720	70	230	13.370	60	3.110	440
Haut-Rhône	1.650	2.130	—	20	9.350	190	20	280
Sud-Ouest	20	10	20	20	1.240	200	80	390
Midi méditerranéen ..	510	30	30	—	3.130	1.020	70	8.100
Totaux	11.430	19.500	2.420	1.280	145.410	6.840	10.510	17.560
Aube :								
Trafic interne	190		20		1.230		80	

Régions	Betteraves à sucre		Boissons		Combustibles minéraux		Bois de construction, Combustibles végétaux	
	5		6		7		8	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	—	800	20	—	20	74.070	41.760	310
Est	110	—	220	880	50	100.250	33.140	1.520
Région parisienne ..	4.390	930	1.030	180	20	170	12.980	1.050
Pourtours parisiens ..	32.330	10.340	150	120	140	790	940	40
Normandie	—	—	10	50	—	650	4.500	190
Ouest	—	—	490	50	300	20	590	120
Centre	—	—	—	950	10	190	7.720	170
Saône	4.460	2.280	1.030	—	70	430	2.660	1.490
Haut-Rhône	—	—	480	1.590	1.310	1.020	3.640	190
Sud-Ouest	—	—	—	2.150	860	10	270	240
Midi méditerranéen ..	—	—	90	17.730	—	10	660	80
Totaux	41.290	14.350	3.520	23.700	2.780	177.610	108.860	5.400
Aube :								
Trafic interne	7.010		60		1.680		320	

TABLEAU 9 (suite)
TABLEAU S.N.C.F. (ANNÉE 1954)
**Tonnage par groupe de marchandises
expédiées et reçues par le département de l'Aube**
(Unité : tonne)

Régions	Véhicules et Matériels assimilés		Matériaux de construction et de voirie		Pierres et terres servant aux Arts et Métiers		Produits métallurgiques	
	9		10		11		12	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	860	290	7.920	1.640	17.510	190	5.970	3.320
Est	1.040	320	18.690	75.070	15.290	370	14.360	32.040
Région parisienne ..	920	1.260	8.550	4.240	90	1.100	4.370	3.940
Pourtours parisiens ..	420	210	2.360	6.960	300	20	900	840
Normandie	1.090	80	5.090	230	60	190	790	1.010
Ouest	1.000	600	350	340	60	490	690	370
Centre	420	100	490	17.530	430	460	840	270
Saône	490	380	9.520	2.910	3.110	50	8.140	2.070
Haut-Rhône	490	60	2.340	25.510	2.630	30	3.710	1.310
Sud-Ouest	930	210	20	250	80	360	740	390
Midi méditerranéen ..	1.410	70	30	230	580	480	750	20
Totaux	9.070	3.580	55.360	134.910	40.140	3.740	41.260	45.580
Aube :								
Trafic interne	10		210		180		200	

Régions	Huiles minérales, combustibles liquides, résines, bitume		Produits chimiques		Papiers-Cartons et matières premières s'y rapportant		Tissus et Textiles	
	13		14		15		16	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	20	1.530	30	2.720	2.390	3.460	600	3.240
Est	60	2.970	20	1.970	1.230	1.530	750	1.150
Région parisienne ..	340	870	10	800	1.550	460	520	920
Pourtours parisiens ..	1.800	90	40	40	220	170	410	110
Normandie	—	12.610	20	600	800	1.250	790	4.830
Ouest	10	—	110	90	200	110	360	80
Centre	50	20	—	40	240	50	20	250
Saône	380	30	30	2.790	370	140	220	460
Haut-Rhône	40	—	20	880	300	840	1.040	100
Sud-Ouest	—	10	10	40	490	970	370	90
Midi méditerranéen ..	—	30	210	40	900	130	470	680
Totaux	2.700	18.220	500	10.010	8.690	9.110	5.550	11.910
Aube :								
Trafic interne	290		60		10		50	

TABLEAU 9 (suite)
TABLEAU S.N.C.F. (ANNÉE 1954)
Tonnage par groupe de marchandises
expédiées et reçues par le département de l'Aube
(Unité : tonne)

Régions	Produits Céramiques		Amendements, Engrais		Fourrages, Plantes		Mobilier et Objets manufacturés	
	17		18		19		20	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	160	200	5.470	23.060	340	10	590	1.030
Est	340	200	290	31.310	5.900	—	5.940	3.170
Région parisienne ..	390	20	80	3.660	360	—	720	720
Pourtours parisiens ..	430	230	1.450	5.330	60	160	2.050	6.920
Normandie	410	20	40	15.690	110	10	520	5.220
Ouest	—	20	70	5.360	510	10	5.530	7.260
Centre	30	80	270	880	590	20	350	5.010
Saône	240	70	740	640	4.550	—	7.610	2.270
Haut-Rhône	400	60	—	20	2.640	—	1.170	4.960
Sud-Ouest	240	20	—	1.760	100	—	280	360
Midi méditerranéen ..	500	—	—	1.170	830	10	3.880	3.180
Totaux	3.140	920	8.410	88.880	15.990	220	28.640	40.100
Aube :								
Trafic interne	10		450		20		680	

Régions	Emballages vides		Marchandises de toute nature		Divers		TOTAUX	
	21		22		23		24	
	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de	allant à	venant de
Nord	870	570	—	10	330	830	89.430	126.310
Est	780	1.090	230	980	290	3.220	204.860	260.020
Région parisienne ..	820	370	1.420	640	110	150	57.940	30.210
Pourtours parisiens ..	430	410	2.860	3.070	100	250	49.990	36.960
Normandie	2.750	40	—	—	320	230	19.250	48.810
Ouest	530	180	—	—	30	70	12.130	19.650
Centre	470	210	1.090	270	10	130	13.980	27.040
Saône	360	180	2.530	1.050	60	50	63.510	18.740
Haut-Rhône	830	70	—	—	10	50	32.070	39.310
Sud-Ouest	870	180	—	—	—	10	6.620	7.670
Midi méditerranéen ..	7.930	190	—	—	150	110	22.130	33.310
Totaux	16.640	3.490	8.130	6.020	1.410	5.100	571.910	648.030
Aube :								
Trafic interne	70		1.480		20		14.330	

B. SECTEURS PUREMENT IMPORTATEURS

a - GAZ - ELECTRICITÉ (CONSOMMATION EN 1954)

Nous avons disposé de statistiques très précises sur les consommations en quantités physiques de gaz et d'électricité dans le département de l'Aube pour l'année 1954. Les Services de l'E.D.F. et du Gaz de France nous ont communiqué ces données, ventilées par secteur avec les prix moyens correspondants. Le tableau p. 73 en reproduit l'exploitation. Nous avons ventilé plus amplement certains postes ainsi que suit :

1° le poste « Eclairage et usage domestique » (basse tension) :

33 % aux ménages non agricoles

67 % aux ménages agricoles

2° le poste « Tous autres usages » (électricité basse tension) :

Agriculture	30 %
Textile	21 %
Scieries	1 %
Boulangers	10 %
Artisanat	15 %
Divers	23 %

3° le poste « Autres activités » (électricité haute tension) et le poste « Autres industries » (Gaz) ont été ventilés aux secteurs non déterminés dans la ventilation de l'E.D.F. Ces secteurs étaient les suivants : Industrie du verre, Céramique et matériaux de construction, Bâtiment et travaux publics, Industries agricoles et alimentaires, et Industries du bois.

Les statistiques de l'E.D.F. nous permettent d'apporter certaines précisions. Les moulins, producteurs autonomes de l'Aube, appartenant donc au secteur « Industries agricoles et alimentaires » ont fourni 2 492 milliers de kWh au secteur Energie. La production des centrales hydrauliques alimentant le réseau général a été la suivante en milliers de kWh :

E.D.F.	3 317
Régies	2 600
Sucreries	1 424
Total	7 341

Enfin la production, considérée comme une auto-consommation, des centrales n'alimentant pas le réseau général s'est décomposée comme suit :

Métallurgie	1 118 000 kWh hydrauliques
Papeteries	229 000 kWh hydrauliques
»	1 082 000 kWh thermiques
Autres industries	4 227 000 kWh thermiques
»	563 000 kWh hydrauliques

Consommation de gaz et d'électricité par secteur en 1954 dans l'Aube

GAZ

	<i>Milliers de mètres cubes de gaz</i>
Usages domestiques	7 286,7
Usages commerciaux	1 628,8
Emploi intérieur et personnel	374,7
Usages industriels	1 441,6
dont :	
Electricité	2
Industries mécaniques	939,6
Industries agricoles et alimentaires ..	173
Industries textiles	158
Industries du papier-carton	1
Autres industries et artisanat	168
Total	10 731,8

ELECTRICITE HAUTE TENSION

	<i>Milliers de kWh</i>
Eclairage commercial et industriel	713,3
Traction S.N.C.F.	3 315,6
Métallurgie	791,2
Mécanique	5 220,1
Textiles	4 698,2
Autres activités	33 819,5
Secteur public	3 358,6
Papier-carton	10 400
Total	62 316,5

ELECTRICITE BASSE TENSION

Eclairage non domestique (commerce) ..	3 550,6
Eclairage et usage domestique	17 605,2
Tous autres usages (industries et artisanat)	9 235,1
Secteur public	2 844
Consommation du distributeur	1 238
Total	34 742,9

Les prix moyens de vente adoptés pour la conversion en valeur étaient les suivants :

mètre cube de gaz	28,63 francs
kWh haute tension	6,96 francs
kWh basse tension	18,56 francs

Energie électrique :

La situation géographique du département au carrefour de voies naturelles de pénétration a permis l'implantation à Creney, près de Troyes, d'une des plus importantes stations de transformation et d'interconnexion de France. Au centre de Creney,

aboutissent quatre lignes à très haute tension qui viennent respectivement de :

La Cure	(150 000 KV)
Le centre de Kembs	(200 000 KV)
Les Alpes	(220 000 KV)
Saint-Avold	(220 000 KV)

Le centre est relié à la région parisienne, au Nord et au bassin de Briey par des lignes d'échanges d'une tension de 150 000 volts. Une grande artère à 380 000 volts Génissiat-Paris via Creney, est mise en service depuis octobre 1958. En tant que poste de distribution, Creney pourvoit à la presque totalité des besoins du département, ce dernier en effet ne dispose que de sources de production électrique d'importance négligeable : ce sont des petites chutes d'eau sur la Seine et sur l'Aube. Dans l'agglomération de Troyes, le réseau de distribution d'énergie à l'industrie, à 5 000 volts, est actuellement remplacé par un nouveau réseau à 15 000 volts, lequel permettra de faire face aux développements des consommations d'électricité.

Les comparaisons, pour les années 1958, 1959 et 1960, des consommations d'électricité, figurant dans le tableau ci-dessous, situent l'importance de l'agglomération de Troyes par rapport au reste du département.

ENERGIE ELECTRIQUE CONSOMMÉE EN MILLIERS DE KWH PAR :		
	L'AGGLOMÉRATION DE TROYES	LE RESTE DU DÉPARTEMENT
HAUTE TENSION		
1958	51 379	39 851
1959	53 700	46 283
1960	61 229	57 024
BASSE TENSION		
1958	23 939	28 027
1959	26 062	30 422
1960	28 767	33 830

On trouvera, au chapitre des indicateurs de conjoncture, le tableau de l'évolution de la consommation d'électricité dans l'Aube depuis 1949.

Exploitation gazière :

Les agglomérations de Troyes et de Romilly sont maintenant alimentées par le feeder de l'Est en gaz provenant des cokeries de Lorraine. L'antenne de raccordement a pour origine un poste de sectionnement situé sur le territoire de le Gault-la-Forêt, à 10 kilomètres environ au nord d'Epervay. La canalisation en acier d'une longueur totale de 76 kilomètres passe à proximité

de Sézanne, puis atteint Romilly-sur-Seine, pour se terminer sur le territoire de la Chapelle-Saint-Luc, près de Troyes.

Le gaz ramené de haute pression à moyenne pression dans des postes de détente situés à l'extérieur des agglomérations de Troyes et de Romilly, passera à la pression de livraison dans des postes de détente installés à la Chapelle-Saint-Luc d'une part et sur le terrain de l'Usine à Gaz de Romilly d'autre part. Ce raccordement au feeder de l'Est des réseaux de distribution de Troyes et de Romilly permet un développement pratiquement illimité des usages domestiques et industriels. D'autre part quatre usines locales distribuent le gaz dans les villes de Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Arcis-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Le tableau ci-dessous donne l'évolution de 1950 à 1958 de la quantité de gaz distribuée annuellement chez l'ensemble des usagers desservis par le centre de distribution de Troyes :

VENTE DE GAZ		VENTE DE GAZ	
ANNÉE	EN MILLIERS DE THERMIES	ANNÉE	EN MILLIERS DE THERMIES
1950	34 228	1955	45 803
1951	32 640	1956	49 667
1952	38 818	1957	50 980
1953	43 309	1958	53 011
1954	42 927	1959	55 470
		1960	62 083

Durant ces dix dernières années, la distribution du gaz a presque doublé.

b - PRODUITS PÉTROLIERS

Le Comité professionnel du pétrole publie chaque année depuis 1950 des statistiques sur la distribution des produits du pétrole en France par département, ainsi que sur les prix de ces produits ; le tableau de la page suivante donne les résultats de 1954 pour le département de l'Aube.

Nous remarquons que ces statistiques opèrent une ventilation pour les ventes de fuels domestiques et de fuel léger. Le poste « chauffage central » comprend les livraisons aux immeubles d'habitation, à l'exclusion des locaux à usages industriels. Le fuel lourd est uniquement livré aux industries. Quant aux produits blancs et au gas-oil, les statistiques ne donnent aucune ventilation par secteur acheteur. Il nous a donc fallu mettre au point une ventilation des ventes de ces produits suivant les secteurs utilisateurs dans le département de l'Aube. Nous avons enquêté auprès d'un commerçant concessionnaire d'une des gran-

VENTE DE PRODUITS BLANCS ET DE GAS-OIL

	MÈTRES CUBES ^(*)	ESTIMATION EN MILLIONS DE FRANCS
Essence	25 485	1 588
Super-carburant	8 680	562
Pétrole Lampant	1 571	63
Gas-oil	9 281	471
Total	45 017	2 684

VENTES DE FUEL-OILS

	TONNES ^(*)	ESTIMATION EN MILLIONS DE FRANCS	COTE DE PLACE EN MILLIONS DE FRANCS
Fuel lourd	6 380	73	22
Fuel domestique	8 664	145	29
dont :			
Chauffage central ..	2 091		
Boulangerie	734		
Industries	1 309		
Divers	4 530		
Fuel léger	7 978	108	27
dont :			
Chauffage central ..	2 034		
Boulangerie	254		
Industries	5 290		
Divers	400		
Total	23 022	326	78

^(*) La distribution des produits du pétrole, année 1954, Comité professionnel du pétrole, p. 33 et 63.

des marques d'essence pour le département de l'Aube. Cette affaire a été choisie en raison de l'importance de ses ventes qui représentaient, en quantités spécifiques, plus de 25 % du total des ventes du secteur des pétroles et carburants dans l'Aube et aussi en raison de la répartition et de l'étendue de sa clientèle. Cette clientèle s'étendait, en effet, aux principaux secteurs utilisateurs (agriculture, bonneterie, teintureries, industries agricoles et alimentaires, industrie du bois, exploitations forestières, commerce alimentaire, bâtiment et travaux publics, services publics). L'éventail de cette clientèle était assez large et les clients de cette maison suffisamment représentatifs de leur profession pour que nous ayons pu obtenir des conclusions valables de notre enquête sur la structure du marché des produits blancs et du gas-oil dans le département de l'Aube.

Le but de notre travail était de déterminer une répartition des consommations de produits blancs et de gas-oil par secteurs utilisateurs dans l'Aube. Le processus de notre enquête a été le

suivant : nous avons consulté les bordereaux de livraison des mois de mars, avril, mai et juin de l'année 1954 ; sur ces bordereaux étaient inscrits le nom du client et les quantités à livrer. La difficulté était de déterminer la profession du client, nous y sommes parvenus du fait que nous connaissions la structure professionnelle du département et bien souvent même personnellement les personnes qui œuvrent dans les différentes branches professionnelles. Nous avons pu ainsi établir une ventilation en quantité spécifique des livraisons de la maison enquêtée suivant

TABLEAU 10

ESTIMATION DE LA RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION D'ESSENCE AUTO, SUPERCARBURANTS ET GAS-OIL PAR SECTEUR EN 1954

Secteurs	Essence		Supercarburants		Gas-oil	
	En %	Mètres cubes	En %	Mètres cubes	En %	Mètres cubes
Exploitations forestières	0,31	80	—	—	0,8	80
Agriculture	16,10	4.120	4	347	25,2	2.343
Industrie mécanique ..	2	508	—	—	—	—
Industrie du verre ..	0,10	26	—	—	—	—
Céramique - Extraction et production de matériaux de construction	1,95	500	—	—	1	92
Bâtiment et travaux publics	3,90	1.000	3	260	2	185
Teinture	0,48	120	0,4	40	—	—
Industries agricoles et alimentaires ...	3	762	—	—	—	—
Industries textiles ...	3,42	880	3	260	2	185
Industries du bois ...	3,14	800	1	86	5,6	510
Industries du papier et carton	0,20	52	—	—	—	—
Industries polygraphiques	0,07	20	—	—	—	—
Industries diverses ..	2,60	600	1	86	—	—
Transports publics routiers	3	764	1	86	50	4.640
Commerces agricoles et alimentaires ...	9	2.296	3	260	10	928
Commerces des charbons	0,53	134	—	—	0,4	40
Commerces non alimentaires	3,90	1.000	2	170	—	—
Services	4,70	1.200	—	—	—	—
Particuliers	36,60	9.349	80,6	6.999	—	—
Services publics	5	1.274	1	86	3	278
Totaux (*) ...	100 %	25.485	100 %	8.680	100 %	9.281

*) Source : « La distribution des produits du pétrole », Année 1954, Comité professionnel du pétrole, p. 33 et 63.

les catégories de produits pour la période de quatre mois considérée. Nous avons ensuite traduit en pourcentage les chiffres que nous avons obtenus, la moyenne de ces pourcentages nous a servi de base pour l'extrapolation de notre répartition finale. Malgré les imperfections de cette étude, nous pouvons avancer que cette répartition est assez représentative de la réalité ; les résultats sont communiqués au tableau 10. Les statistiques établies par la Chambre de commerce de l'Aube lors de la répartition autoritaire de l'essence fin 1956 nous ont permis de constater que cette ventilation de la consommation des produits pétroliers entre les divers secteurs utilisateurs était relativement satisfaisante, nous avons rectifié les postes où l'écart était le plus grand.

Nous avons, de la même manière, estimé la répartition de la consommation des fuel-oils lourds suivant les secteurs industriels utilisateurs dans le département en 1954. Le tableau ci-dessous donne l'estimation de cette répartition :

SECTEURS	TONNE	ESTIMATION	
		ESTIMATION EN MILLIONS DE FRANCS	DE LA COTE DE PLACE EN MILLIONS DE FRANCS
Teintureries	430	4,9	1,5
Industries du verre ..	4 000	45,9	13,6
Industries textiles	1 200	13,8	4
Commerces agricoles et alimentaires	150	1,7	0,5
Services publics	600	6,9	2
Total	6 380	73,2	21,6

D'autre part, l'estimation de la répartition de la consommation du pétrole lampant suivant les secteurs utilisateurs a été la suivante en 1954 :

SECTEURS	MÈTRES CUBES	ESTIMATION EN	
		MILLIONS DE FRANCS	
Agriculture	1 023	41	
Industries	202	8,1	
Garagistes	283	11,3	
Services publics	63	2,5	
Total	1 571	62,9	

Pour établir les évaluations en valeur que nous avançons, nous avons appliqué les prix d'affichage des carburants, zone H, publiés par le Comité professionnel du pétrole. Pour les produits blancs et le gas-oil nous avons appliqué les prix de gros à tous les secteurs autres que celui des particuliers. Pour les fuel-oils nous avons appliqué les prix du marché de détail majorés de la cote de place du lieu de livraison qui était pour Troyes en 1954 de 3 400 francs ¹.

1. *La distribution des produits du pétrole*, année 1954, *op. cit.*, p. 109 pour le prix d'affichage des carburants et p. 111 pour le prix de vente des fuel-oils.

c - CHARBONS (Consommation des combustibles minéraux solides dans le département de l'Aube)

Les Charbonnages de France publient des statistiques intéressantes sur la consommation des combustibles minéraux solides par département. Ces statistiques sont ventilées entre les différentes catégories de consommateurs, nous les présentons dans le tableau 11 ; aussi pour l'évaluation de la consommation en quantités physiques aucun problème ne s'est posé. Il nous a suffi d'exploiter les chiffres et de leur donner la signification économique que nous recherchions. Pour l'évaluation de la consommation en valeur, nous avons enquêté auprès d'une maison spécialisée dans le commerce du charbon, ce qui nous a permis d'établir nos prix moyens, en tenant compte des incidences suivantes :

- prix départ taxes incluses à la tonne ;
- prix transport à la tonne ;
- frais de distribution.

Calcul des prix du transport du charbon à la tonne :

Nous avons retenu les prix moyens suivants :

Nord	1 650	francs à la tonne
Lorraine	1 805	» » »
Loire	1 292	» » »
Blanzy	1 695	» » »
Sarre - Allemagne	1 805	» » »

Calcul des frais de distribution :

Vente en gros aux industries — il faut ajouter au prix départ houillères :

- 2 % de ce prix
- + 100 francs par tonne
- + 400 francs par tonne pour le camionnage

Vente au détail : Ménages, artisanat et Etat — au prix départ houillères nous ajoutons :

- 2 % de ce prix
- + 160 francs par tonne
- + 2 650 francs par tonne pour les boulets et briquettes de lignite
- + 2 800 francs par tonne pour le reste

Pour les foyers domestiques l'évaluation en quantités donnée par les Charbonnages de France a été ventilée à raison de 75 % aux ménages non agricoles, 18,8 % à la petite industrie et l'artisanat, et 6,2 % à l'Etat.

L'exploitation des données que nous venons d'exposer a permis d'établir le tableau p. 80. Le total du prix départ houillères est imputé à l'extérieur. Le total du prix transport est imputé au secteur transport (paiement du commerce de charbon aux transports). Le tableau que nous avons construit est révélateur, car

les achats de charbon reflètent l'importance de la structure industrielle du département. L'industrie textile représente 62 % de la consommation totale industrielle de charbon dans l'Aube. D'autre part, nous constatons combien le département dépend de la Sarre pour les achats de charbon industriel, puisque 43 % de ces achats en tonnage étaient en provenance de ce territoire. Pour les foyers domestiques, l'alimentation en charbon dépendait pour 37 % de son tonnage de territoires extérieurs à la France (Sarre et importation) ; au total le département dépend pour 40 % de ses besoins en charbon, des mines allemandes, c'est dire combien l'économie d'un seul département français est dépendante de l'étranger si l'on considère que le charbon est encore la principale source énergétique industrielle.

TABLEAU II
ACHATS EN VALEUR DES COMBUSTIBLES MINÉRAUX SOLIDES EN 1954
PAR LES DIFFÉRENTS SECTEURS DU DÉPARTEMENT (estimation)
(Unité : Million de francs)

	Prix départ	Coût du transport	Frais de distribution
I. - Charbon français			
Métallurgie	20,6	6,7	2,6
Industries mécaniques	6,8	2	0,7
Matériaux de construction	45,9	18	6,5
Verrerie	15,1	5,8	1,1
Textiles et teintures	205,7	75,5	28
Papier-carton	14,7	5,1	1,9
Alimentation	18,8	6,2	2,4
Betteraves	6,9	2,7	0,9
Industries diverses	0,6	0,2	0,1
Gaz de France	134,4	36,1	
Ménages	242	57,8	104,3
Petites industries et artisans	60,7	14,5	26,1
Etat	20	4,8	8,6
Total I	792,2	235,4	183,2
II. - Charbon sarrois			
Ménages	18,4	5,5	9,4
Petites industries et artisans	4,6	1,4	2,3
Etat	1,5	0,4	0,8
Total II	24,5	7,3	12,4
III. - Charbon étranger			
Ménages	121	27,8	53,5
Petites industries et artisans	30,3	7	13,4
Etat	10	2,3	4,4
Total III	161,3	37,1	71,3
Total général	978	279,8	267

TABLEAU 12

COMBUSTIBLES MINÉRAUX SOLIDES

Livraisons aux branches d'activités du département de l'Aube et par bassins d'origine. Année 1954

(Unité : Tonne)

	Nord	Lorraine	Loire	Blanzy	Sarre	Importation	Total
Sidérurgie	343	2.957	—	—	—	—	3.300
Métallurgie	459	—	—	—	—	—	459
Industries mécaniques	822	80	—	—	274	—	1.176
Matériaux de construction	20	4.870	—	(50)	4.995	—	9.935
Verrerie	20	790	—	—	2.447	—	3.257
Textiles	9.508	12.792	—	—	20.375	—	42.675
Papier-carton	1.167	1.449	—	(42)	280	—	2.938
Alimentation	2.032	1.022	—	—	564	—	3.618
Betteraves	—	787	—	—	692	—	1.479
Industries diverses	100	—	—	—	—	—	—
Total	14.471	24.747		92	29.627		68.937
Gaz de France	4.589	9.292	928		9.591		24.400
Foyers domestiques	39.731	6.114	20	263	4.052	23.200	73.380
Total général par bassin	58.791	40.153	948	355	43.270	23.200	166.717
Total en %	35,27	24,09	0,57	0,21	25,95	13,91	100 %
Millions de francs	392,4	203,3	5,9	1,6	213,5	161,3	978
% en valeur	40,12	20,78	0,60	0,16	21,84	16,50	100 %

d - VÉHICULES AUTOMOBILES

L'immatriculation des véhicules automobiles donne lieu à des statistiques précises. Nous avons utilisé les documents de l'I.N.S.E.E., qui donnaient pour l'année 1954 l'immatriculation des véhicules automobiles dans le département de l'Aube, avec la répartition des voitures particulières et des camions et camionnettes suivant la puissance fiscale du moteur². Pour l'estimation de ces achats de véhicules en valeur, nous nous sommes basés sur les prix des différentes marques de voitures, selon la puissance fiscale du moteur en 1954, nous avons retenu des valeurs moyennes par catégorie de puissance du moteur pour les automobiles, camions et camionnettes.

Une statistique de l'I.N.S.E.E., donnant pour le département de l'Aube le nombre de voitures particulières neuves immatriculées du 1^{er} janvier 1953 au 30 juin 1954 selon la profession du propriétaire³, nous a permis de ventiler au mieux les achats en valeur d'automobiles par secteur pour l'année 1954. Pour les échanges interrégionaux, il nous faut noter que tous les véhicules viennent de la région parisienne, excepté les véhicules de la marque « Peugeot » qui sont fabriqués à Sochaux près de Montbéliard. Le tableau ci-dessous reproduit les immatriculations de véhicules neufs automobiles en 1954 dans l'Aube⁴.

	NOMBRE	EVALUATION EN MILLIONS DE FRANCS
Motos, vélomoteurs	865	52
Voitures particulières	1 930	1 175
Autobus, cars	8	48
Camions et camionnettes	483	415
Tracteurs agricoles	550	715
Total	3 386	2 405

Il faut ajouter les ventes de scooters, qui ont été évaluées à 69 millions de francs pour 479 scooters. Ainsi le chiffre total correspondant aux ventes de véhicules neufs en 1954 dans l'Aube peut s'évaluer à 2 474 millions de francs.

Pour établir la ventilation des achats en valeur par secteur des camions et camionnettes, nous nous sommes basés sur différents points de repères statistiques.

1° Nous connaissons pour les secteurs ci-dessous les pourcentages que représentent les achats de matériel roulant par rapport au chiffre d'affaires, il nous a donc été possible d'estimer le montant des achats de camions.

2. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, année 1955, n° 1, p. 12.

3. I.N.S.E.E., *Id.*, *Ibid.*, année 1954, n° 4, p. 12.

4. I.N.S.E.E., *Id.*, *Ibid.*, année 1955, n° 1, p. 12.

Teinture	0.60 %
Bonneterie	0.40 %
Commerce alimentaire (maisons à succursales multiples)	0.50 %
Autres commerces alimentaires	0.50 %
Commerce non alimentaire	0.25 %

2° En ce qui concerne le secteur « Transports publics routiers », dont les achats de camions représentent le poste le plus important de dépenses, nous avons eu connaissance du parc automobile de ce secteur et repéré les camions immatriculés en 1954. D'après les résultats de notre enquête, ce secteur en 1954 a acheté 30 camions, dont nous avons estimé la valeur à 62 millions de francs, compte tenu du nombre de chevaux vapeurs.

3° Pour les secteurs « Bâtiment et Travaux publics », « Industries mécaniques », et « Etat », nous avons adopté les coefficients nationaux que donne l'I.N.S.E.E. Une correction a été apportée au pourcentage national des industries mécaniques et électriques, compte tenu du fait que le secteur « Industries mécaniques et électriques » ne représente dans l'Aube que 5,85 % par rapport à la population active totale, alors que pour la France entière le pourcentage correspondant est de 10,4 %. Aussi nous avons diminué le coefficient national. Le tableau ci-dessous donne le résultat d'ensemble de ces évaluations.

RÉPARTITION EN VALEUR DES ACHATS DE CAMIONS ET CAMIONNETTES PAR SECTEUR
(Evaluation en millions de francs)

Bâtiment et travaux publics	58
Transports publics routiers	62
Teinture	9
Bonneterie	146
Commerces alimentaires à succursales multiples	35
Autres commerces alimentaires	22
Industries agricoles et alimentaires	7
Commerces non alimentaires	68
Etat - Département - Communes	2
Industrie mécanique	6
Total	415

C. FORETS ET INDUSTRIES DU BOIS

a - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Les superficies boisées du département s'élèvent à 155 326 hectares environ, dont la propriété se répartit comme suit en hectares :

Bois domaniaux	14 737
Bois communaux et d'établissements publics soumis au régime forestier	28 289
Bois non soumis au régime forestier :	
Particuliers	111 800
Communaux	500
Total	155 326

Le taux de boisement de notre département est de 26 %, alors que pour l'ensemble de la France il est de 19 %. Le département de l'Aube est donc plus boisé que la moyenne nationale. Sous le rapport de la superficie boisée notre département est le 29^e de France.

Essences :

La proportion des essences par 1/10^e pour les bois soumis est en moyenne de :

Chêne	4	Charme	1
Hêtre	1	Feuillus divers	4

Pour les bois non soumis au régime forestier :

Chêne	3	Feuillus divers	3
Charme	1	Résineux	1
Pin Sylvestre	2		

Le chêne est en très grande proportion dans toutes les forêts domaniales, communales ou privées de la Champagne humide. Dans les forêts d'Othe et du plateau calcaire des Bars, le chêne est à égalité avec le hêtre, le charme ou les essences diverses. Dans toute la Champagne crayeuse, le peuplement en résineux domine. Le fait caractéristique à signaler, quant à l'évolution des peuplements est la diminution lente, mais ininterrompue du chêne. Il a tendance à laisser place au hêtre dans les expositions fraîches en tous terrains calcaires et au pin dans les terrains siliceux. La répartition selon les modes de traitement est la suivante en hectares :

Bois domaniaux :

Taillis sur futaies	12 883
Taillis en conversion	1 852
Vides, friches, clairières	2

Bois communaux et d'Etablissements publics :

Taillis sur futaies	28 044
Futaies	115
Surfaces improductives	130

Bois particuliers :

Taillis simples	5 500
Taillis sous futaies	70 350
Futaies	33 000
Surfaces improductives	2 900

Bois communaux non soumis au régime forestier :

Taillis simples	10
Taillis sous futaies	250
Futaies	240

L'âge moyen d'exploitation du taillis dans les forêts soumises au régime forestier est de 20 à 36 ans ; pour les taillis en conversion de 30 à 180 ans. Dans les forêts particulières, les taillis s'exploitent en moyenne tous les 25 ans, les peupliers tous les 20 à 30 ans. Pour les futaies, l'âge moyen d'exploitation est de 40 à 50 ans pour les résineux.

La répartition des bois non soumis par catégorie et contenance est la suivante :

SUPERFICIE EN HECTARES	PROPRIÉTAIRES	CONTENANCE EN HECTARES
Moins de 10	28 906	58 714
de 10 à 50	695	15 909
de 50 à 100	110	7 965
de 100 à 200	55	7 469
de 200 à 300	23	5 649
de 300 à 400	11	3 850
de 400 à 500	5	2 200
plus de 500	12	10 544
		112 312

Nous voyons que dans l'ensemble la propriété forestière est très morcelée. La moitié de la surface des forêts particulières (58 714 hectares) appartient à 28 906 propriétaires, soit une surface moyenne de 2 hectares par propriétaire. Il n'existe qu'une douzaine de forêts particulières de plus de 500 hectares. Il faut noter que ces forêts morcelées sont souvent accolées ou imbriquées les unes dans les autres pour former de vastes massifs forestiers, particulièrement en Champagne humide et dans la région des côteaux de Bar-sur-Aube.

b - ACTIVITÉ DES EXPLOITANTS FORESTIERS EN 1954

Notre secteur « Exploitations forestières » correspond au secteur n° 02 de la nomenclature I.N.S.E.E., il comprend le travail du bois en forêt. Les forêts appartiennent soit à l'Etat, soit aux communes ou aux particuliers. Lorsqu'il s'agira de ventes de bois des forêts domaniales ou communales, cela correspondra à des

ventes du secteur « Gouvernement ». D'autre part, nous avons considéré les propriétaires privés de forêts, comme des exploitants agricoles. Les secteurs vendeurs aux exploitations forestières seront donc le secteur « Agriculture » n° 02 et le secteur « Gouvernement » n° 23 de notre tableau. Nous considérons donc que les exploitants forestiers achètent à chacun de ces deux secteurs du bois sur pied pour le revendre débité aux secteurs utilisateurs. Pour établir les statistiques qui vont suivre, nous avons enquêté auprès des Services des Eaux et forêts de l'Aube. Les estimations que nous avançons doivent être simplement considérées comme des ordres de grandeur.

1° Estimation des achat de bois sur pied :

Les achats de bois sur pied en 1954 ont été estimés de la façon suivante ; au volume de bois en provenance des forêts domaniales et communales, nous avons ajouté celui en provenance des forêts privées. Aucune statistique ne recense avec précision les productions des forêts privées, nous avons pu les estimer cependant, en nous basant sur le nombre de permis d'exploiter demandés durant l'année 1954 et en ajoutant un pourcentage correctif. Les ventes de bois pour les forêts soumises au régime forestier se sont réparties ainsi en 1954 :

FORÊTS DOMANIALES :	Millions de francs
Coupes vendues	36,3
Produits accessoires et accidentels	2,2
FORÊTS COMMUNALES :	
Coupes vendues	104,7
Coupes délivrées	15,8
Produits accessoires et accidentels	4,1
Total	163,1

Ces valeurs de transaction correspondent à 37 747 m³ de bois d'œuvre et 166 524 stères de bois de feu et d'industrie.

Pour l'estimation en valeur des ventes de bois des forêts privées, il nous faut retracer le détail de nos opérations. Dans les forêts particulières, il a été exploité en 1954 : 158 000 m³ de bois d'œuvre dont 2/3 de peupliers soit 105 000 m³ et 1/3 de chêne de qualité moyenne soit 53 000 m³. La valeur moyenne sur pied est de : 3 500 francs le mètre cube de peuplier et 4 500 francs le mètre cube de bois feuillus. Nous obtenons donc en millions de francs l'évaluation suivante :

Peupliers	367,5
Feuillus	238,5
Total	606

De plus, il a été vendu 167 000 stères de bois de feu et d'industrie, qui se répartissent ainsi, 120 000 stères de bois de chauffage (valeur moyenne sur pied 100 francs le stère), 7 000 stères de bois à papier (valeur moyenne sur pied 700 francs le stère) et 40 000 stères de bois de mine (valeur moyenne sur pied 950 francs le stère). Nous obtenons en millions de francs :

Bois de chauffage	12
Bois à papier	5
Bois de mine	38
Total	55

Les ventes de bois des forêts privées se sont donc élevées en 1954 à 661 millions de francs (valeur sur pied). Au total, les forêts du département ont vendu en valeur approchée pour 797 millions de francs de bois sur pied avant tout travail ou débardage.

2° Estimation des ventes de bois du secteur « Exploitations forestières » :

La ventilation que nous adoptons est assez arbitraire, mais elle nous a semblé nécessaire du point de vue auquel nous nous plaçons. En effet, sur 328 titulaires de cartes d'exploitants forestiers, 106 sont également scieurs, la distinction entre les exploitations forestières et les scieries n'est pas dans la pratique aussi nette. Et, si nous considérons que sur 114 producteurs de sciages, 106 sont également exploitants forestiers, nous justifions notre distinction simplement par le fait que exploitation du bois en forêt et sciage sont deux stades successifs, mais distincts du travail du bois. Voici les résultats de production pour l'année 1954 concernant le 328 exploitants forestiers dont 8 sont aussi propriétaires forestiers : 182 500 m³ de bois d'œuvre, 31 000 traverses, 5 000 poteaux, 27 000 m³ de bois de mine résineux, 16 000 m³ de bois de mine feuillus, 14 000 stères de bois à pâtes, et 178 000 stères de bois de feu. La ventilation des ventes de cette production en quantités physiques et en valeur est donnée au tableau 14. Pour opérer cette ventilation, nous avons exploité l'enquête sur les expéditions du bois hors du département (tableau 13). Cette enquête nous a permis de connaître le détail des volumes de bois expédiés du département en 1954 et les destinations principales. Pour estimer la valeur de ces expéditions de bois, nous avons converti les tonnages en mètres cubes, ces opérations de conversion ne donnent, bien entendu, que des résultats très approximatifs (voir note * au bas du tableau).

Nous pouvons considérer cette enquête relativement exacte quant au tonnage de bois expédié par voie ferrée, pour les transports par voie d'eau et par route les chiffres fournis sont des

TABLEAU 13
EXPÉDITIONS DE BOIS DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE EN 1954 (*)

	Milliers de tonnes	Evaluation en millions de francs
I. — Par voie ferrée		
Grumes	35	390
Traverses	3,5	24,5
Bois de mines	32	223,3
Bois à pâtes	1,5	2,1
Charbonnette	4	0,1
Bois de chauffage	10	20
Sciages	22	492
Total I	108	1.152
II. — Par voie d'eau		
Grumes	6	26,4
Traverses	1	7
Sciages	1	19
Total II	8	52,4
III. — Par route		
Grumes	35	264
Traverses	2	14
Poteaux	1	5,2
Sciages	30	773
Total III	76	1.072

(*) Pour établir l'évaluation en valeur, nous avons converti les tonnages de bois en mètres cubes selon les bases suivantes :

Grumes	900 kg = 1 m3
Bois de mine	800 kg = 1 m3
Bois à pâte et bois de feu	1000 kg = 2 stères
Sciages	900 kg = 1 m3
Traverses	1000 kg = 1 m3

Nous avons compté 7 traverses au m3, le prix moyen étant de 1 000 francs la traverse. Pour les poteaux nous avons évalué à 5 200 francs le m3 sur camion. Pour les autres catégories de bois, nous nous sommes basés sur les cours moyens pratiqués en 1954 suivant les essences et les utilisations qui nous ont été communiqués par les services départementaux des Eaux et forêts.

estimations, mais la marge d'erreur n'est pas supérieure à 10 %. Nous constatons que l'Aube a expédié au total 192 000 tonnes de bois en 1954 dont 56,2 % par voie ferrée, 39,6 % par route et le reste 4,2 % par voie d'eau. Dans l'ensemble partent par voie ferrée tous les bois expédiés à des distances supérieures à 160 kilomètres et notamment les bois en provenance des grands massifs forestiers du sud du département. La majorité des bois destinés à l'exportation est expédiée par ce moyen de transport. Les destinations principales des bois expédiés par voie ferrée se détaillent ainsi, environ 5 000 tonnes de grumes sont expédiées vers la

Suisse, les grumes de déroulage sont à destination de l'ouest de la France ; les traverses sont, pour une part, destinées à des commandes de la S.N.C.F. et pour une part expédiées en Allemagne ; le bois de mine est à destination des houillères du Nord, de Lorraine et de Sarre ; en ce qui concerne le bois à pâtes, les feuillus vont vers Strasbourg, les résineux vers Rouen et Douai ; les bois de chauffage vont vers la région parisienne, la charbonnette à Clamecy dans la Nièvre. Les sciages vont vers la Suisse (9 000 tonnes), le Nord, Paris et la région méditerranéenne. Les bois expédiés par voie d'eau sont pour leur totalité exportés à destination du Benelux et de l'Allemagne. Les points de chargement sont Saint-Florentin, Saint-Dizier et Nogent-sur-Seine pour les peupliers du nord du département exclusivement. Les expéditions de bois par route hors du département correspondent aux transports de bois provenant de coupes achetées et exploitées dans l'Aube par des exploitants forestiers ou des industriels installés dans les départements limitrophes : Côte-d'Or, Haute-Marne, et Yonne. Les grumes et les sciages de peupliers exploités dans le nord du département partent par camion à destination de la région parisienne. Ainsi les expéditions de bois du département de l'Aube se font pour la presque totalité au nord de la Loire. Les exportations peuvent s'évaluer comme suit :

	MILLIERS DE TONNES	MILLIONS DE FRANCS
Grumes	11	81,4
Sciages	10	362,4
Traverses	1,35	9,5
Total	22,35	453,3

Le tonnage des bois destinés à l'exportation représente 11,6 % du tonnage total de bois expédié du département de l'Aube.

c - ACTIVITÉ DES INDUSTRIES DU BOIS EN 1954

Les industries du bois se composent principalement de scieries, de fabriques de cageots utilisant le bois de déroulage, de caisseries, parqueterie, fabriques de boîtes et emballages divers, d'une affaire utilisant le bois de tranchage et de fabriques de mesures linéaires en bois à Ville-sous-la-Ferté. L'année 1954 fut une année moyenne pour le bois.

Le département comptait en 1954, 114 producteurs de sciages dont 106 étaient aussi exploitants forestiers. Ils employaient 960 personnes ; la production des scieries a été la suivante : 38 000 m³ de sciages feuillus, 32 000 m³ de sciages peupliers et 6 000 m³ de sciages résineux, ce qui représente un total de

76 000 m³ de bois de sciages. La vente de cette production, suivant la destination s'est répartie ainsi, hors du département : 47 500 m³, à l'exportation : 10 800 m³, et dans le département de l'Aube : 17 700 m³. Le tableau 15 donne la répartition de cette production des scieries de l'Aube suivant les industries utilisatrices.

Deux affaires d'emballages légers existaient en 1954 dans l'Aube. La matière première est constituée par des peupliers de la région. On peut considérer que la production annuelle de billots de ces deux affaires représente 65 % de la production française de billots, c'est dire l'importance de cette branche d'activité au point de vue national. Les ventes se font presque exclusivement sur l'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc.

La consommation du département en bois de tranchage est de 40 m³ de chêne et de hêtre, ainsi que de 1 500 m³ de bois de peuplier qui est transformé en minces feuilles de contreplaqué, principalement expédiées sur Paris.

La quasi totalité de la production française de mesures linéaires en bois est fabriquée à Ville-sous-la-Ferté, dans le canton de Bar-sur-Aube par trois affaires spécialisées dans ce genre de fabrication. Cette production est aussi représentative sur le marché européen. Un millier de mètres cubes de bois de charme sont utilisés par an pour cette production, ce qui représente en valeur 35 millions de francs. Le chiffre d'affaires global est environ de 100 millions de francs par an, 30 % de ce chiffre sont réalisés à l'exportation.

La production de parquet de chêne est d'environ 60 000 m² par an. Le bois utilisé est en provenance de l'Aube, si nous estimons qu'on obtient 25 m² de parquet au mètre cube, cela représente 2 400 m³ de bois de chêne.

L'estimation du chiffre d'affaires globale de ces activités pour l'année 1954 est de 2,48 milliards de francs environ, qui se répartit en pourcentage ainsi que suit :

Aube	16,30
France	54,88
Etranger	15,61
Pays d'outre-mer	13,21

En résumé, il faut souligner l'importance de l'utilisation industrielle du peuplier dans notre département qui se classe dans les premiers rangs des départements utilisateurs du bois de peuplier. Il est enfin curieux de constater que malgré l'ampleur de l'activité basée sur l'utilisation du bois de peuplier, les peupliers recouvrent seulement 2 % de la superficie totale du département.

TABLEAU 15

**RÉPARTITION DE LA PRODUCTION DES SCIERIES
SUIVANT LES INDUSTRIES UTILISATRICES EN 1954**

(Unité : Quantités physiques : millier de mètres cubes — Valeur : million de francs)

Industries utilisatrices	Sciage feuillu	Sciage peupliers	Sciage résineux	Estimation en valeur
S.N.C.F.	7,6	—	—	106,4
Construction	3,8	—	5,4	148,8
Menuiserie	11,4	12,8	0,6	739,6
Exportation	7,6	3,2	—	362,4
Machines agricoles } Parquets }	5,7	—	—	136,8
Caisserie	—	16	—	256
Divers	1,9	—	—	20,9
Totaux	38	32	6	1.770,9

(Source : Conservation des Eaux et forêts de l'Aube)

D. AGRICULTURE ET INDUSTRIES ALIMENTAIRES

a - REVENU BRUT AGRICOLE EN 1954

L'agriculture tient une place non négligeable dans l'équilibre économique du département. Elle occupe 27 780 personnes, ce qui représente 25,4 % de la population départementale active. Elle a donné naissance aux industries agricoles et alimentaires auxquelles elle fournit les matières premières. La production agricole du département est caractérisée par une grande diversité. Le tableau 16 donne le détail de cette production pour l'année 1954 et permet de déterminer le revenu brut de l'agriculture. Pour l'établissement de ce tableau, nous avons obtenu au Ministère de l'Agriculture les quantités des principales productions agricoles du département pour la campagne 1954-1955, ainsi que les prix unitaires moyens pour les principaux produits agricoles ⁵.

Pour déterminer le revenu brut de l'agriculture, nous avons tenu compte de la récolte commercialisée et de la récolte auto-consommée, c'est-à-dire consommée par les ménages agricoles, mais nous avons négligé les auto-fournitures, c'est-à-dire l'utilisation de productions agricoles par l'exploitation agricole, par exemple la paille servant de nourriture aux animaux de la ferme où elle est récoltée. Nous constatons que pour l'année 1954, le

5. Ministère de l'Agriculture, Service d'études et de documentation, Statistique agricole annuelle, Tableau récapitulatif départemental.

revenu brut de l'agriculture de l'Aube s'est élevé à 16 846 millions de francs environ, et d'autre part que les productions importantes sont : le blé, l'orge, les betteraves industrielles. Les recettes procurées par ces diverses productions représentent par rapport au revenu brut : pour le blé 33,3 %, pour l'orge 8 %, pour les betteraves industrielles 2,7 %. Le lait procure 12,7 % des recettes du revenu brut et la viande 19,2 %.

Nous avons ensuite évalué les principales dépenses de l'agriculture ; pour les engrais, les carburants et les machines agricoles, les quantités physiques étaient connues, nous avons déterminé la valeur de la dépense en appliquant les prix moyens. Les frais de battage ont été calculés proportionnellement à la récolte. Les frais de vétérinaire proportionnellement au cheptel. Le montant des salaires nous était donné par les Services des Allocations Familiales Agricoles. Les autres dépenses (électricité, ficelle, réparations de bâtiments) ont été évaluées proportionnellement aux dépenses connues. Les réparations de matériel proportionnellement au nombre de tracteurs.

EVALUATION DES DÉPENSES DE L'AGRICULTURE DANS L'AUBE EN 1954 * :
(en millions de francs)

Engrais	2 056
Machines agricoles	648
Tracteurs	715
Carburants	439
Réparation du matériel	625
Ferrage des chevaux	133
Semences	229
Insecticides	17
Aliments du bétail	286
Fermages	163
Sulfate de cuivre	19
Battage	343
Salaires	1 740
Charges sociales	446
Achats de bétail	563
Impôts indirects	374
Autres dépenses	1 570
Total	10 366

(*) Estimation du Service d'étude de l'activité économique.

Nous obtenons alors le revenu net agricole, différence entre le montant du revenu brut (16 846 millions de francs) et le montant des dépenses (10 366 millions de francs), soit 6 480 millions de francs. Ce revenu net est considéré comme une recette des ménages agricoles. L'autoconsommation comprise dans ce revenu net peut être évaluée à 1 605 millions de francs.

TABLEAU 16
ÉVALUATION DU REVENU BRUT AGRICOLE DU DÉPARTEMENT
(Année 1954)

Productions	Récolte totale (en milliers de quintaux)	Récolte commercialisée en 1954 - 1955 (en milliers de quintaux)	Récolte auto-consommée mais non auto-fournie (en milliers de quintaux)*	Prix unitaire moyen (en francs)	Revenu brut (en millions de francs)
Céréales :					
Blé	1.820	1.812	—	3.100	5.619
Orge	935	610	—	2.200	1.342
Avoine	561	138	—	2.000	376
Seigle	36	29	—	2.500	72,5
Mais	10	1,5	—	3.600	5,4
Pailles et Fourrages :					
Pailles	—	150	—	470	37,5
Fourrages	—	40	—	900	36
Betteraves industrielles	1.050	1.050	—	440	462
Pommes de terre :					
primeurs	3	3	—	1.300	3,9
de féculerie et de distillerie	56	10	—	575	5,7
de consommation	1.218,6	150	—	1.000	150
Plantes industrielles :					
Colza	41,8	40	—	7.000	280
Moutarde	—	3	—	4.000	12
Tabac	0,4	0,4	—	—	—
Graines :					
Luzerne	—	3	—	30.000	90
Trèfle violet	—	2	—	30.000	60
Trèfle jaune	—	0,5	—	30.000	15
Sainfoin double	—	10	—	4.500	45
Bois :	—	—	—	—	—

Haricots	4,2	1,5	2,7	9,000	37,8
Féverolles	1,7	1	0,7	3,000	5,1
Légumes :					
Choux à choucroute	104	104	—	470	48,8
Endives	6	6	—	5,000	30
Fruits :					
Pommes	10	6	4	3,500	35
Fruits à cidre	50	10	40	350	17,5
Poires	1	1	—	3,500	3,5
Cerises	3	2,5	0,5	2,500	7,5
Prunes	4	1,5	2,5	2,200	8,8
Fraises	0,4	—	—	10,000	4
Fruits divers	—	—	—	—	2,1
Oseraies	1,4	—	—	1,800	2,6
Cultures maraîchères	—	—	—	—	380
Cultures florales	—	—	—	—	10,5
Pépinières	—	—	—	—	15
Volailles	—	—	—	—	750
Œufs	—	—	—	—	75
Lait (*)	—	—	—	—	2,147
Viande	—	—	—	—	3,246
Cheptel vif	—	—	—	—	563
Vin	79,500 hectolitres	—	—	10,400	826,8
Total du revenu brut					16,846

Source : Statistique agricole annuelle, Ministère de l'Agriculture, Service d'études et de documentation, Récolte de 1954, Tableau récapitulatif départemental, Etat modèle N° 6.

(*) Nous entendons par récolte auto-consommée, la partie de la récolte consommée par les ménages agricoles, à l'exclusion des productions agricoles utilisées pour les besoins des exploitations agricoles.

(**) L'utilisation de la production laitière du département a été la suivante en milliers d'hectolitres :

Consommation humaine en nature	320
Elevage des veaux	120
Fabrication du beurre	240
Fabrication du fromage	370
Usages divers	8
Total	1058

D'après les statistiques obtenues auprès des services départementaux de l'O.N.I.C., nous avons pu récapituler ainsi que suit la destination des quantités de blé commercialisées durant la campagne 1954-1955 :

1° *Blés expédiés du département (en quintaux), à destination de :*

Ain	1 000
Bas-Rhin	449 145
Bouches-du-Rhône	8 000
Gard	1 000
Haut-Rhin	117 369
Haute-Marne	1 415
Isère	1 600
Meurthe-et-Moselle	109 221
Moselle	2 000
Rhône	4 170
Vaucluse	2 600
Vosges	23 600
Sarre	125 512
Etranger	255 625
Etranger (blé fourrager)	3 590
Alimentation animale	21 042
Total	1 126 889

2° Les achats de la meunerie du département de l'Aube en blé pour la campagne 1954-1955 ont été les suivants (en quintaux) :

Blé de l'Aube	629 094
Blé de Seine-et-Marne	48 800
Autres départements	7 787
Total	685 681

Ainsi la récolte commercialisée de blé du département pour la campagne 1954-1955 s'évalue à 1 755 983 quintaux. La valeur correspondante de cette récolte peut être estimée à 5 443 millions de francs.

RÉCAPITULATION POUR LE TABLEAU ÉCONOMIQUE

L'AGRICULTURE PAIE AU SECTEUR « GOUVERNEMENT » :

(en millions de francs)

Taxes sur les blés	327
Taxes produits agricoles	46,7
Total I	373,7
Cotisations à Caisse mutuelle d'Allocations familiales agricoles (I) ...	170
Cotisations Assurances sociales agricoles (I)	236
Cotisations Assurances vieillesse agricoles	81
Cotisations Assurance facultative	9
	496
(Moins évaluation des charges sociales des exploitants forestiers) —	50
Total II	446

LE GOUVERNEMENT PAIE A L'AGRICULTURE AU TITRE DE :

Remboursement de 15 % sur le prix de certains matériels agricoles (loi du 10/4/1954)	90
Remboursement de la détaxe sur les carburants	97,2
Subvention au titre de l'habitat rural	8
Domage de guerre	147
Total III	342,2

Prestations reçues par les ménages agricoles :

Allocations familiales agricoles	738,2
Assurances sociales agricoles	147,7
Vieillesse exploitants	143,2
Assurance facultative	8,2
Total IV	1 037,3

Les ménages agricoles paient au Gouvernement :

Taxe proportionnelle	141
Surtaxe progressive	16,4
Total V	157,4

(I) Cotisations des exploitants forestiers comprises.

b - PRODUCTION DE VIANDE

Les documents des Services du ministère de l'Agriculture donnent la production de viande du département. La distinction est faite entre les animaux abattus à la ferme pour la consommation familiale (ce qui nous a permis de déterminer l'auto-consommation agricole), les animaux provenant du département, abattus dans les abattoirs publics et les tueries particulières (ce qui nous a permis de déterminer la consommation de la viande dans le département par les ménages non agricoles), les animaux expédiés vivants hors du département et destinés à la boucherie (ce qui nous a permis d'évaluer la production de viande expédiée à

l'extérieur du département). Ces statistiques donnent par espèces le nombre d'animaux abattus et leur poids total net correspondant, ainsi que le prix moyen du kilogramme net. L'évaluation en valeur était donc facile à obtenir. Voici le résultat de nos calculs en millions de francs :

Auto-consommation familiale agricole	320,4
Viande vendue dans le département	2 377,7
Viande expédiée hors du département	547,7
Total	3 245,8

Le département de l'Aube importe de la viande de l'extérieur ; pour évaluer ces achats de viande, nous avons soustrait des chiffres d'abattage contrôlé par les Services vétérinaires départementaux, publiés dans les tableaux permanents du Bulletin régional de statistique I.N.S.E.E., les chiffres des animaux provenant du département abattus dans les abattoirs publics et les tueries particulières. La viande en provenance de l'extérieur peut être estimée à 111 millions de francs. Nous obtenons ainsi une évaluation de la viande consommée par les ménages non agricoles du département prise à l'abattoir de 2 488,6 millions de francs.

Pour obtenir une estimation de la viande vendue au détail, nous avons réévalué le chiffre donnant la valeur de la viande prise aux abattoirs de 30 %. On peut donc considérer que la consommation de viande des ménages non agricoles s'est élevée en 1954 à 3 235 millions de francs. Cette dépense a été considérée comme une recette du secteur « Commerces agricoles et alimentaires ».

Ventilation géographique de la viande expédiée hors du département :

Nous avons déterminé ci-dessus la valeur de la viande expédiée hors du département ; nous connaissions, d'après les statistiques de l'I.N.S.E.E., le nombre des animaux, en provenance de l'Aube et qui ont été présentés au marché de la Villette à Paris, en vue de l'approvisionnement de la capitale⁶. Le reste des animaux de boucherie expédié du département de l'Aube est principalement destiné à la région du Nord (pour 70 %) et à la Lorraine pour 30 % environ. Ainsi nous pouvons présenter la ventilation suivante des ventes de viande hors du département à destination de :

	(en millions de francs)
Paris	251,7
Nord	207,2
Lorraine	88,8
Total	547,7

6. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1955, n° 1, p. 6.

Cette étude nous fait constater que la balance commerciale départementale concernant le marché de la viande est bénéficiaire.

C - STRUCTURE DE L'AGRICULTURE

L'Aube est un département de moyenne et de petite culture où le climat encore tempéré et la diversité des sols permettent une grande variété des productions. C'est, d'autre part, un pays de culture mixte que les améliorations techniques portent petit à petit vers la culture intensive, limitée jusqu'alors aux zones les plus fertiles. Les productions dominantes sont les suivantes :

Le blé qui couvre en moyenne 72 000 hectares et constitue une des principales recettes de l'exploitation (environ 40 % des recettes totales), est particulièrement en faveur dans le Nogentais, la Champagne crayeuse et les plaines. L'orge qui couvre en moyenne 53 000 hectares, s'est développée notamment en Champagne crayeuse et dans le Nogentais, où les terrains sont favorables à la culture d'un produit de première qualité. Une partie de la récolte (environ 100 à 120 000 quintaux) est utilisée par les trois malteries que compte le département, et qui sont situées respectivement à La Chapelle-Saint-Luc près de Troyes, à Arcis-sur-Aube et à Nogent-sur-Seine. Le seigle n'occupe plus que 1 500 hectares, l'importance de cette céréale décroît au fur et à mesure que la fertilisation des terres et l'emploi de variétés de blé améliorées permettent d'y substituer une culture plus rentable. L'avoine qui couvrait 67 500 hectares en 1929 n'en occupe plus actuellement que 24 000. Cette diminution est due à la réduction du cheptel chevalin, par suite de la mécanisation de l'agriculture. L'avoine ne tient donc plus que la troisième place céréalière dans le département. La culture du maïs grain a fait sa récente apparition, du fait de l'existence de variétés précoces mûrissant sous notre climat, il occupe 1 000 à 1 200 hectares. Sur 266 000 hectares de terres labourables dans l'Aube, la surface des terres cultivées en céréales était de 155 000 en 1960, soit 58 % des terres labourables.

La culture de la betterave industrielle qui occupait en 1929 un millier d'hectares, couvre actuellement 5 500 hectares environ ; pratiquée dans les régions de Nogent-sur-Seine, de Troyes et de Brienne-le-Château jusqu'à ces dernières années, elle s'étend en Champagne crayeuse et son importance serait accrue si la culture n'en était contingentée depuis 1961. Les betteraves industrielles sont livrées aux sucreries de Bray-sur-Seine en Seine-et-Marne, de Brienne dans l'Yonne, de Châlons-sur-Marne dans la Marne et aux distilleries de Buchères près de Troyes et d'Eclaron dans la Haute-Marne. Un projet de création d'une sucrerie est à l'étude dans l'Aube.

Les oléagineux, dont la culture était abandonnée en 1939, occupent 3 500 hectares en colza, cette étendue subit des fluctuations en raison des maladies et parasites ; la culture autrefois familiale est devenue intensive. La culture du chou à choucroute, localisée dans la plaine de Brienne-le-Château, a été introduite dans l'Aube vers 1908 par une famille originaire de l'Est de la France ; elle occupe actuellement 300 hectares. La transformation en choucroute est effectuée sur place dans plusieurs choucrouteries situées à Vallentigny et dans les communes environnantes. Les betteraves fourragères qui occupaient 12 045 hectares en 1929, sont cultivées sur 8 000 hectares. La récolte est utilisée à l'alimentation du bétail durant l'hiver ; l'ensilage du maïs-fourrage tend à la réduire.

Les prairies artificielles, les prairies temporaires et les fourrages annuels couvrent une superficie de 65 000 hectares environ. Les superficies toujours couvertes d'herbe représentent 67 000 hectares, ce qui correspond à 11 % de la superficie totale du département. L'importance globale de ces étendues ne s'est guère modifiée depuis 1938, mais les trois catégories de prairies permanentes ont eu une évolution différente quant à la superficie, en effet les prés naturels de fauche ont sensiblement diminué, alors que la superficie des herbages a pris de l'extension et que celle des pâturages et pacages a peu varié. Les herbages sont principalement situés en Champagne humide et dans les vallées. Les pâturages et pacages sont plus disséminés. La prairie temporaire a pris une extension notable ces dernières années, jusqu'en Champagne crayeuse.

Productions animales :

Le département de l'Aube n'est pas une région proprement animale, mais le bétail tient cependant une place intéressante dans son économie agricole. Les chevaux, au nombre de 16 000 têtes environ, sont principalement des animaux de service, dont le nombre diminue avec la mécanisation ; la race ardennaise prédomine et l'élevage des chevaux est surtout localisé en Champagne humide. Les bovins, au nombre de 99 000 têtes, dont 59 000 vaches laitières qui sont représentées par quatre races laitières composées de la Brune des Alpes qui domine au sud-est du département, la Pie Rouge de l'Est, localisée principalement dans l'est du département, la Française Frisonne Pie-Noire et la Normande. La production moyenne d'une vache laitière dans l'Aube est de 2 000 à 2 250 litres de lait par an. Au total la production annuelle de lait dépasse 1 200 000 hectolitres, cette production est absorbée dans une proportion de 60 % pour la transformation en beurre et pâtes molles par les usines et coopératives locales, l'alimentation en nature des agglomérations de Troyes

TABLEAU 17

CULTURES FOURRAGÈRES ET SUPERFICIES TOUJOURS COUVERTES EN HERBE
(Surfaces et rendement moyen à l'hectare pour les années 1934-1938, 1955 et 1960)

	Surface en milliers d'hectares			Rendements moyens en quintaux à l'hectare		
	Moyenne 1934 1938	1955	1960	Moyenne 1934 1938	1955	1960
Cultures Fourragères :						
Prairies artificielles	37,4	42	40	33	45	52
Prairies temporaires ...	1,3	9	15	29,5	35	60
Fourrages annuels	3,5	8	5	21,2	60	60
Total	42,2	59	60			
Superficies toujours couvertes en herbe :						
Prés naturel	32,9	17	17	27	25	35
Herbages	6	20,5	22	29	35	60
Pâturages et pacages ...	18,7	20	29	20	15	25
Total	57,6	57,5	68			

Source : 1934-1935 - Direction des Services agricoles de l'Aube.

1955 - Ministère de l'Agriculture, Service d'étude et de documentation.

1960 - Direction des Services agricoles de l'Aube.

et de Paris en absorbe 30 % et le reste est utilisé pour l'alimentation des veaux.

Pour l'année 1960 l'utilisation de la production laitière du département a été sensiblement la suivante ⁷ :

(en milliers d'hectolitres)

Consommation humaine en nature	375
Elevage des veaux	140
Fabrication du beurre	325
Fabrication du fromage	430
Usages divers	15
Total	1 285

La production spécialisée de la viande se pratique principalement sur les herbages de la Champagne humide avec quelques élevages ou embouches de Charollais. Les moutons, bien moins nombreux qu'autrefois, constituent cependant un élevage typique et bien adapté à la région du fait de la nature calcaire et sèche de la majorité des sols de l'Aube. On y remarque surtout les

7. Source : Direction des Services agricoles de l'Aube.

rares de l'Ile-de-France et Mérinos Précoce qui donnent lieu à d'importantes exportations de reproducteurs. Les porcins sont des sujets d'engraissement destinés pour une partie à l'auto-consommation familiale et pour le reste à l'approvisionnement des charcuteries, notamment de celles de Troyes, dont la renommée est ancestrale. Nous donnons ci-dessous un tableau de l'évolution des effectifs dans l'Aube des principales espèces animales depuis l'enquête agricole de 1882⁸ :

ESPÈCES	1882	1929	1938	1960
Chevaline	35 000	30 600	26 600	15 800
Bovine	94 600	79 500	79 300	99 300
Ovine	250 700	127 600	107 300	108 000
Porcine	36 900	19 550	25 200	25 200

Le vignoble :

Les superficies plantées en vigne ont été très réduites par l'invasion du phylloxéra aux environs de 1890, actuellement on compte 2 340 hectares de vigne dans l'Aube. Ce vignoble est situé principalement dans la partie sud-est du département dénommée « Coteaux du Barrois ». La culture de la vigne est une des plus anciennes cultures de l'Aube. Les vignobles de Bar-sur-Aube et des Riceys remontent à l'époque romaine. Le tableau ci-dessous donne l'évolution des superficies plantées en vignes depuis 1800 :

ANNÉE	SUPERFICIE EN HECTARES	ANNÉE	SUPERFICIE EN HECTARES
1800	14 067	1929	4 195
1852	22 912		
1892	19 794	1960	2 340
1902	11 580		

Source : Direction des Services agricoles de l'Aube.

L'étendue du vignoble s'est accrue notablement durant la première moitié du siècle dernier ; après avoir atteint son maximum en 1852, elle est demeurée stationnaire jusqu'en 1892, date à laquelle la réduction des superficies s'est accentuée par suite du phylloxera. Actuellement si l'étendue en est limitée, la vigne de l'Aube a cependant le mérite de bénéficier sur quelques 1 500 hectares de l'appellation « Champagne » ; un gros effort de rénovation et de progrès technique est en cours dans ce domaine sur les coteaux du Barrois, il donne lieu à des « champagnisations » locales très appréciées et à des ventes aux maisons marnaises. L'économie viticole de l'Aube constitue un des atouts du Barrois. Enfin les vergers à cidre du Pays d'Othe et de la Champagne humide produisent environ 60 000 quintaux de fruits à pressoir

8. *Source : Ibid.*

TABLEAU 18

PRODUCTIONS ET RENDEMENTS MOYENS POUR LES ANNÉES 1929, 1934-1938 et 1952-1955
DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

Productions	Surface en hectares				Rendements en quintaux à l'hectare				Production en milliers de quintaux			
	1929	1934 1938	1952 1955		1929	1934 1938	1952 1955		1929	1934 1938	1952 1955	
Blé	75.620	73.280	69.000		17,2	17,13	24,84		1.311,4	1.255,6	1.714	
Seigle	81.100	3.050	2.100			11	15,23			33,8	31	
Avoine	67.587	66.040	41.000		13,9	11,6	17,12		942,8	767	702	
Orge	21.935	21.620	33.000		18,7	13	23,66		351,4	287,2	781	
Betteraves industrielles	1.015	1.110	3.500		263	275	285		267,6	305,2	1.000	
Betteraves fourragères	12.045	13.260	11.000		350	407	444		4.215,7	5.408	4.880	
Pommes de terre	7.391	7.410	7.000		85,1	98	154		629,5	731,8	1.083	

Source : Direction des Services agricoles de l'Aube.

Productions	Surface en hectares	Rendements en quintaux à l'hectare	Production en milliers de quintaux
Blé	72.000	29	2.086
Seigle	1.500	18	27
Avoine	24.300	16	437,7
Orge	56.000	25	1.400
Betteraves industrielles	7.000	450	3.150
Betteraves fourragères	8.000	600	4.800
Pommes de terre	6.000	15,4	924

Les données correspondantes
au tableau ci-dessus
pour l'année 1960
ont été les suivantes :

par an, cette production transformée en cidre alimente simplement l'autoconsommation familiale de la région.

Le tableau n° 18 donne les superficies cultivées en céréales et en plantes sarclées, ainsi que les productions et les rendements à l'hectare pour les années 1934-1938 et 1952-1955 dans le département de l'Aube. Nous constatons que, par rapport à l'avant-guerre, les superficies emblavées en blé et en seigle ont légèrement diminué. Les superficies emblavées en avoine accusent une diminution de 38 %. Par contre, les superficies emblavées en orge ont augmenté de 52 %. Les superficies semées en betteraves industrielles ont augmenté de 215 %.

L'amélioration des rendements à l'hectare traduit l'évolution favorable de l'agriculture de l'Aube. En effet, nous constatons que pour le blé le rendement est passé de 17,13 quintaux l'hectare en 1934-1938 à 24,84 quintaux l'hectare en 1952-1955, ce qui a entraîné une augmentation de 36 % de la production, malgré une légère diminution de la superficie emblavée. En 1960 le rendement à l'hectare a atteint 29 quintaux. Pour l'orge, les rendements à l'hectare ont presque doublé, ce qui a permis d'obtenir un accroissement de la production d'orge de 172 % par rapport à l'avant-guerre. Pour les pommes de terre, la superficie emblavée a diminué légèrement, mais dans le même temps le rendement à l'hectare est passé de 98 quintaux en 1934-1938 à 154 quintaux, ce qui a permis un accroissement de production de 46 %. Notons enfin l'accroissement important de la production de betteraves industrielles, puisqu'il est de 230 % environ, dû surtout à l'augmentation des plantations, le rendement à l'hectare n'ayant pas marqué une augmentation sensible. Il faut remarquer, qu'il y a dans cet accroissement rapide de la production de betteraves industrielles un élément de déséquilibre qu'il convient de surveiller, compte tenu de la situation générale du marché français du sucre et de l'alcool.

Structure des exploitations agricoles :

Le tableau n° 19 donne le nombre d'exploitations agricoles suivant leur superficie dans le département, aux recensements agricoles de 1929, 1949 et 1955. En 1949 nous constatons une diminution importante du nombre des exploitations par rapport à 1929. Ceci s'est traduit par une concentration des exploitations. Si on élimine les propriétés de moins de 1 hectare, qui ne constituent ou ne devraient généralement constituer que des activités d'appoint, on comptait en 1949, environ 11 500 exploitations, dont 3 300 comprises entre 1 et 10 hectares, et 7 850 comprises entre 10 et 100 hectares, et 385 exploitations de plus de 100 hectares. De 1949 à 1955 nous notons une sensible diminution du nombre des exploitations. La concentration continue, puisque le nombre

TABLEAU 19
RÉPARTITION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES DANS L'AUBE
SUIVANT LEUR SURFACE TOTALE

Répartition	Recensement agricole de 1929 (Aube)			Aube			France entière		
	Nombre d'exploitations	% par rapport à la surface totale (*)		Nombre d'exploitations	% par rapport à la surface totale (*)		% par rapport à la surface totale (*)		
				1949	1955	1949	1949	1955	
Moins de 1 hectare	1.667	0,17		934	406		0,32	0,3	
de 1 à 4,99 ha	4.453	2,75		2.019	1.644		4,86	5,3	
de 5 à 9,99 ha	2.907	4,25		1.308	1.049		10,48	10,8	
de 10 à 19,99 ha	3.306	10,49		2.122	1.460		21,90	23,4	
de 20 à 49,99 ha	5.116	36,26		4.311	3.844		32,57	34,7	
de 50 à 99,99 ha	1.578	22,12		1.420	1.679		14,83	15,5	
de 100 à 199,99 ha	415	11,05		315	357		7,41	6,8	
de 200 à 499,99 ha	129	8,55		65	68		4,51	3,2	
Plus de 500 hectares	25	4,36		5			3,12		
Total	19.596	100 %		12.499	10.507		100 %	100 %	

Source : Direction des Services agricoles du département de l'Aube.

(*) Surface de chaque catégorie d'exploitation exprimée en pour cent de la surface totale.

des exploitations de plus de 50 hectares et la part de leur superficie dans la superficie totale sont en augmentation. Il est intéressant de noter qu'à l'échelon national on enregistre entre 1949 et 1955 une diminution de la part des superficies des exploitations de plus de 50 hectares. Le département de l'Aube demeure donc un département de moyenne et de petite culture à caractère familial.

Mode de faire-valoir :

Nous donnons ci-dessous la répartition des exploitations agricoles dans l'Aube suivant le mode de faire-valoir en 1955 :

	NOMBRE D'EXPLOITATIONS	POURCENTAGE PAR RAPPORT AU TOTAL DES EXPLOITATIONS	SUPERFICIE EN MILLIERS D'HECTARES
Faire-valoir direct	4 707	44,9	172
Modes associés	4 212	40,2	29
Métayage	35	0,3	3
Fermage	1 525	14,6	167
Indéterminé	28		
Total	10 507		371

Source : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1957, n° 4, p. 12 sqq.

Précisons que par exploitation en modes associés, il faut entendre, celle dont l'exploitant est seulement propriétaire d'une partie des terres qu'il cultive, l'autre partie étant en fermage. L'Aube est surtout un département de propriétaires exploitants. Le métayage est pratiquement inexistant en polyculture, ceci est dû à la rareté des fermes d'élevage. Le nombre des fermiers n'est pas très élevé : sur cent exploitations, il y en a moins de quinze qui sont soumises entièrement au fermage. La répartition des modes de faire-valoir suivant la superficie des exploitations est la suivante :

TRANCHES DE SUPERFICIE EN HECTARES	FAIRE-VALOIR DIRECTS	MODES ASSOCIÉS	MÉTAYAGE	FERMAGE
Moins de 10 hectares	2 452	471	10	159
10 à moins de 20 ha	708	592	4	155
20 à moins de 50 ha	1 118	2 020	14	678
50 à moins de 100 ha	365	923	7	380
100 ha et plus	64	206		153
Total	4 707	4 212	35	1 525

Les petites et moyennes exploitations sont surtout en faire-valoir direct. Pour les exploitations de plus de 50 hectares, nous constatons que 25,40 % sont en fermage, mais la proportion en faire-valoir direct demeure importante, puisqu'elle est de 20,40 %.

Comparaison Aube-France :

Pour prendre une idée plus exacte des caractéristiques de l'agriculture de l'Aube, nous confrontons certaines statistiques de l'Aube avec celles de la moyenne française. Le tableau ci-dessous donne pour l'Aube la population active agricole en 1954 en nombre et en pourcentage par rapport à la population active totale du département et les pourcentages correspondants pour la France entière.

	AUBE		FRANCE ENTIÈRE
Agriculteurs	20 340	17,9 %	20,8 %
Salariés agricoles	8 020	7,1 %	6 %
Population active totale	113 320	100 %	

La population active du département est relativement moins agricole que la moyenne française.

En France, la superficie moyenne des exploitations agricoles est de 16 hectares, dans l'Aube elle est de 35,3 hectares. La superficie moyenne des exploitations dans l'Aube est notablement supérieure à celle de la moyenne française, et c'est une des raisons pour lesquelles il y a en moyenne plus de salariés agricoles dans l'Aube, qu'en France. Nous avons d'autre part relevé des rendements moyens à l'hectare pour l'Aube et la France pour les années 1952-1955 concernant certains produits agricoles (en quintaux à l'hectare) :

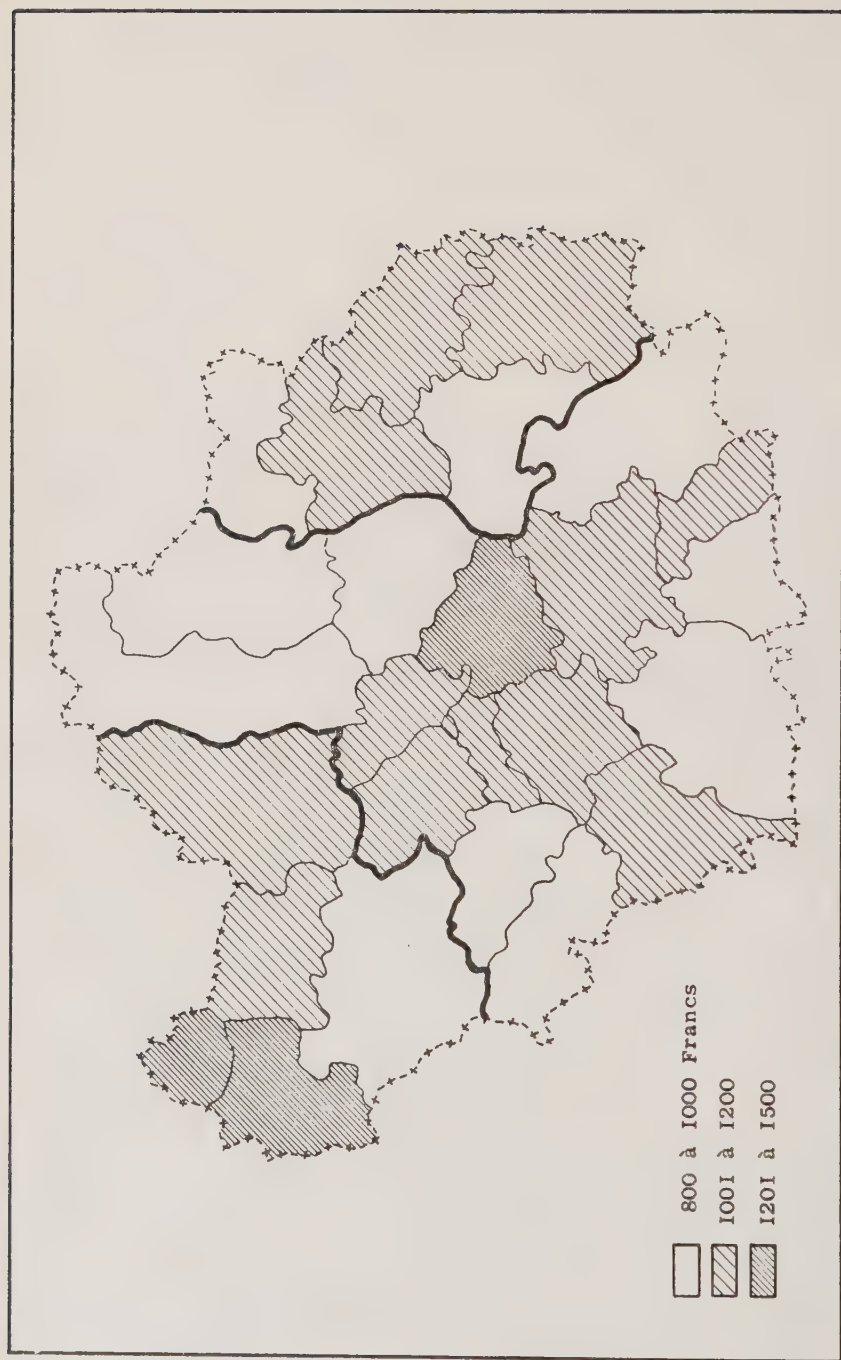
	AUBE	FRANCE ENTIÈRE
Blé	24,84	20,25
Avoine	15,23	15,92
Betteraves industrielles	285	273
Betteraves fourragères	444	396

Les rendements dans l'ensemble sont dans l'Aube légèrement supérieurs à ceux de la moyenne française.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des terres labourables en 1956 dans l'Aube et en France⁹.

	AUBE		FRANCE ENTIÈRE
	MILLIERS D'HECTARES	% DES TERRES LABOURABLES	% DES TERRES LABOURABLES
Céréales	143,6	54,8	46,2
Plantes sarclées	21,8	8,3	15,1
Cultures fourragères	60	22,9	29,9
Autres cultures	5,7	2,6	3,2
Jachères	30,9	11,4	5,6
Ensemble	262	100,0	100,0

9. Source : Direction des Services agricoles de l'Aube.



Carte 7. Revenu cadastral moyen par hectare (1954).

On remarque la place importante tenue par les cultures céréalières dans l'Aube et le fort pourcentage des jachères, qui est double de celui de la moyenne française. Le problème des terres incultes dans le département est étudié particulièrement par la Société d'Etudes des Friches et Taillis pauvres de l'Est, organisme d'économie mixte, de création récente, dont le siège social est à Chaumont. La zone d'action de cette société s'étend sur les départements suivants : Ardennes, Aube, Marne, Côte-d'Or, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Vosges et Yonne.

En ce qui concerne l'équipement agricole, le département comptait en 1956 4 607 tracteurs, 8 350 moissonneuses lieuses, 750 moissonneuses batteuses, 9 100 moteurs électriques fixes et 2 000 machines à traire. L'agriculture de l'Aube s'est particulièrement mécanisée, le nombre de tracteurs, qui est en moyenne de 6 pour mille hectares cultivés en France, est de douze pour mille hectares cultivés dans l'Aube ¹⁰.

Au point de vue du remembrement, la situation était la suivante en 1956 pour l'ensemble des communes du département : dix communes, représentant 7 241 hectares, étaient entièrement remembrées ; 56 communes, représentant 45 859 hectares étaient terminées, au point de vue technique ; 21 communes représentant 14 235 hectares étaient en cours de remembrement et 17 communes, représentant 15 649 hectares, étaient agréées ¹¹.

La carte n° 7 représente la répartition du revenu cadastral moyen par hectare. Pour dresser cette carte nous avons utilisé pour chaque commune l'évaluation du revenu cadastral servant de base de cotisation pour les Allocations familiales agricoles. Nous avons ensuite opéré un regroupement à l'échelon du canton. Les cantons où le revenu cadastral est le plus élevé sont ceux de Villenaux et de Nogent-sur-Seine, correspondant en partie aux zones de grande culture de la Brie champenoise, et celui de Lusigny, qui est une zone d'élevage. Les cantons où le revenu cadastral est le plus bas correspondent aux régions du Pays d'Othe et de la Champagne crayeuse.

En 1960 la répartition des terres labourables dans l'Aube a été la suivante, en milliers d'hectares :

Céréales	155
Plantes sarclées	21
Cultures fourragères	66
Autres cultures	4
Jachères	20
Total	266

10. En 1960 l'équipement agricole du département était le suivant : 7 000 tracteurs, 1 600 moissonneuses-batteuses, 8 000 moissonneuses-lieuses, 2 600 machines à traire et 6 900 moteurs électriques. *Source* : Direction des Services agricoles de l'Aube.

11. Renseignements fournis par les Services du Génie rural.

Cette étude nous permet de dégager les principales caractéristiques de l'Agriculture dans l'Aube. Nous remarquons la prédominance des surfaces cultivables consacrées aux céréales, les surfaces herbagères et fourragères étant relativement faibles et l'importance des friches qui représentent 18 % en 1960 de la superficie des terres labourables. L'agriculture de l'Aube a participé au mouvement général de mécanisation, mais cet équipement n'a pas toujours été rationnel et les investissements en matériel de certaines exploitations, étant donné la dimension trop restreinte de leur culture se sont avérés difficilement rentables. Par suite de cette mécanisation et de l'utilisation rationnelle des engrais dans la région anciennement Champagne pouilleuse les rendements à l'hectare en blé ont été très améliorés. Nous pouvons espérer que le rendement optimum de 30 quintaux à l'hectare sera atteint dans les prochaines années. D'autre part, le remembrement des terres aboutit peu à peu à une concentration des exploitations ou à certaines formes d'utilisation de matériel en commun, rendues nécessaires par l'emploi des moyens modernes de production en vue d'une rentabilité satisfaisante. Dans l'avenir le développement de l'élevage serait souhaitable. Les surfaces fourragères nécessaires à cette extension pourraient être prises sur les assolements céréaliers, grâce à la prairie temporaire, au maïs fourrage, à la rénovation des prairies permanentes et dans une certaine mesure à la remise en valeur de quelques terres. La réalisation des abattoirs de Vitry-le-François devrait faciliter la commercialisation des viandes.

d - INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Les industries alimentaires tiennent une place assez importante dans l'Aube. La diversité des productions est un obstacle majeur à la présentation de statistiques par défaut d'une unité homogène de mesure. Nous donnerons simplement quelques précisions sur l'activité des principales industries alimentaires du département.

Meunerie :

La meunerie de l'Aube comprend actuellement 20 moulins d'importance diverse. Ces moulins disposent réglementairement d'un contingent global de un million de quintaux, mais ils ont une puissance industrielle d'écrasement supérieure, environ 1 350 000 quintaux. L'effectif employé atteint 250 personnes. La meunerie de l'Aube s'approvisionne presque exclusivement en blés de l'Aube, qui sont en général de qualité normale. La production en farines de l'Aube est supérieure aux besoins de la consommation de ce département. Le surplus est expédié sur Paris, les Vosges et la Sarre, ou bien à des biscuitiers et biscotiers un peu dans toute la métropole. La situation de la meunerie de l'Aube est comme partout en France assez critique et ceci pour deux raisons principales :

1° La diminution de la consommation du pain. Nous donnons ci-dessous l'évolution des livraisons de farines effectuées par l'ensemble des moulins de l'Aube aux boulangeries du département depuis 1949 :

(en milliers de quintaux)

1949	388	1953	250
1950	259,6	1954	251,4
1951	252	1955	262
1952	253	1956	250,8

Les livraisons de farines ont diminué dans l'Aube de 35 % en sept ans, ceci est une conséquence de l'évolution de l'alimentation entraînant au détriment du pain une consommation plus importante d'autres produits.

2° La meunerie, industrie de transformation du blé en pain est prise entre deux impératifs gouvernementaux, puisque le prix du blé à la production est soutenu et même garanti et que le prix de la farine à la vente est taxé.

Pour déterminer l'activité de la meunerie en 1954, nous avons enquêté auprès de l'O.N.I.C. et de la Chambre Syndicale de la meunerie de l'Aube. L'approvisionnement de la meunerie est constitué principalement en blés de l'Aube, livrés par l'intermédiaire des organismes stockeurs, coopératives et négociants agréés du département, selon les instructions impératives de l'Office du blé et en fonction de ses besoins, strictement contingentés. Voici les quantités achetées pour 1954 et leur valeur correspondante :

PROVENANCE	MILLIERS DE QUINTAUX	MILLIONS DE FRANCS
Aube	629,1	2 234
Seine-et-Marne	48,8	173,2
Autres départements	7,8	27,6
Total	685,7	2 434,8

La production des moulins de l'Aube s'est élevée en 1954 à 476,3 milliers de quintaux de farine. La répartition des livraisons de cette production a été la suivante :

DESTINATION	MILLIERS DE QUINTAUX DE FARINE	MILLIONS DE FRANCS
<i>Boulangerie :</i>		
Aube	251,5	1 394
Haute-Marne	8,1	44,5
Vosges	24,3	133,6
Région parisienne	30,3	166,7
Reste de la France	3,2	17,6
Sarre	6,05	33,3
Industries utilisatrices extérieures au département	152,9	944,3
Total	476,35	2 734

Les industries utilisatrices sont composées des fabricants de biscuits, de biscottes et de produits de régime, dont il n'a pas été possible de déterminer exactement la localisation.

Evaluation de la consommation de pain :

Nous pouvons en partant des quantités de farines achetées par la boulangerie de l'Aube, évaluer la consommation du pain en 1954 pour l'ensemble du département. En principe 100 kg de farine donnent 127 kg de pain. La consommation totale de pain a donc été de 319,4 milliers de quintaux. La moyenne de consommation du pain pour l'ensemble de la France était la suivante :

PRIX MOYEN DU PAIN AU KG		
EN FRANCS		
Baguette	10 %	27
Pain de 700 grammes	30 %	51
Gros pain	60 %	56

Nous avons appliqué cette répartition à la consommation du pain dans l'Aube, ce qui nous a donné l'évaluation suivante en millions de francs :

Baguette	230
Pain de 700 grammes	698
Gros pain	1 073
Total	2 001

Industrie de la choucroute :

La fabrication de la choucroute est une industrie caractéristique du département. Son introduction dans l'Aube date de 1908, actuellement cette industrie est située dans un rayon de dix kilomètres autour de Brienne-le-Château. Une dizaine d'usines transforment en choucroute la totalité des choux à choucroute récoltés dans la plaine de Brienne-le-Château dont les terres sont particulièrement favorables à cette culture. La production moyenne de choucroute est d'environ 4 500 tonnes par an, qui représente environ le quart de la production nationale. Pour l'année 1954, qui fut très favorable, la production de choucroute a atteint 5 200 tonnes, dont 80 % environ ont été livrés sur la région parisienne. Le département de l'Aube en consomme environ 25 000 kg. Nous pouvons remarquer que l'introduction de la culture de la choucroute dans l'Aube a été un bienfait pour la région de Brienne-le-Château. Ainsi, à Vallentigny, commune où sont principalement localisées les usines qui transforment la choucroute, la population, qui était de 186 habitants en 1901, était de 431 habitants en 1954.

Laiteries-Fromageries :

Nous avons déterminé au chapitre précédent quelle a été l'utilisation de la production laitière en 1954, signalons simplement que le département compte neuf coopératives laitières groupant environ 3 500 producteurs, dont nous donnons ci-dessous l'évolution des litrages collectés annuellement de 1954 à 1957 :

<i>(en milliers d'hectolitres de lait)</i>		
1954	249	
1955	329	
1956	351	
1957	363	

La production de ces coopératives se répartit ainsi que suit :

Beurre	550 tonnes
Fromages	2 800 tonnes
Lait de consommation	65 000 hectolitres
Lait en poudre	400 tonnes
Divers (crème, pâte fraîche, caséine)	200 tonnes

Les laits de consommation sont vendus dans le département, ainsi que 80 % des beurres. Les ventes de fromage sont par contre peu importantes dans le département. La plus grosse partie est expédiée sur la région parisienne, et aussi vers le Nord, l'Est, la Bourgogne et la région lyonnaise. L'exportation de ces produits est encore limitée, mais a tendance à se développer. D'autre part une quarantaine d'entreprises industrielles laitières traitent annuellement 620 000 hectolitres de lait environ. Au total les expéditions de produits laitiers sur la région parisienne sont les suivantes : 2 000 tonnes de fromages par an sur une production totale d'environ 4 200 tonnes et 86 000 hectolitres de lait.

Comme autre industrie alimentaire le département compte encore une distillerie, installée à Buchères près de Troyes, elle consomme la moitié environ de la production de betteraves du département. D'autre part une importante chocolaterie est installée à Troyes, ainsi qu'une confiserie, qui fabrique principalement des dragées.

Evaluation du chiffre d'affaires du secteur « Industries agricoles et alimentaires » en 1954 :

Nous connaissons pour l'année 1954 la masse des salaires bruts versés par le secteur étudié, nous avons estimé le chiffre d'affaires de ce secteur pour l'année considérée, en nous basant sur les éléments suivants de l'enquête de l'I.N.S.E.E. réalisée sur ce secteur en 1952¹² :

Chiffre d'affaires 1952.....	9 384 millions de francs
Masse des salaires brut 1952...	452 — —

12. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1953, n° 3, p. 14.

En 1952 la masse des salaires bruts avait donc représenté 4,8 % du chiffre d'affaires. Si nous supposons que ce pourcentage ne s'était guère modifié en 1954, le montant du chiffre d'affaires du secteur « Industries agricoles et alimentaires » peut donc être évalué à 13 051 millions de francs. Les taxes sur ce chiffre d'affaires peuvent être évaluées à 522 millions de francs et le montant des achats déductibles, c'est-à-dire les matières premières utilisées d'origine non agricoles, peut être évalué à 1 174 millions de francs (9 % du chiffre d'affaires).

E. REVENUS DES PARTICULIERS

a - SALAIRES

Nous déterminons ci-dessous la masse des salaires versés en 1954 dans l'Aube.

1° *Salaires versés par les entreprises industrielles et commerciales :*

Le tableau des salaires, que nous reproduisons ci-contre, provient de l'exploitation par l'I.N.S.E.E. des déclarations dites « 1024 » souscrites annuellement par tous les employeurs de personnel salarié, à l'exception de ceux du secteur agricole, de la fonction publique et des particuliers employeurs de gens de maison, que nous déterminons par ailleurs. L'exploitation des déclarations « 1024 » comporte un certain nombre de difficultés, qu'il importe de préciser, si l'on veut estimer avec justesse la valeur des renseignements communiqués ci-après.

Chaque entreprise établit, en principe, une déclaration « 1024 » pour l'ensemble de ses établissements ; mais il arrive que certaines entreprises importantes fournissent une déclaration « 1024 », soit pour chacun de leurs établissements, soit par groupes d'établissements ; il en résulte que le nombre de ces documents ne correspond pas nécessairement au nombre des employeurs. La difficulté principale provient du fait que les salaires sont généralement déclarés au lieu du siège social de l'entreprise. De cette façon une partie des salaires perçus par des salariés de l'Aube peut être déclarée ailleurs, mais le nombre d'entreprises de cette catégorie est assez faible, et d'autre part la difficulté a été surmontée, puisque le tableau ci-après donne le montant des salaires versés en 1954 par groupe d'activités collectives aux salariés à temps complet et à temps partiel, résidant dans l'Aube. La rubrique « Salaires bruts » donne le montant total des salaires versés avant déduction de la cotisation ouvrière de Sécurité Sociale (6 %).

La rubrique « Salaires nets » donne le montant des salaires versés après déduction de cette cotisation. C'est ce montant de

salaires nets, augmenté des avantages en nature, indemnités pour frais d'emplois et frais de représentation que nous retenons pour notre tableau final, comme recette des ménages non agricoles.

2° Charges sociales :

Dans la dernière colonne du tableau 20, nous avons présenté l'évaluation des charges sociales, qui incombent à chaque secteur.

TABLEAU 20
MONTANT DES SALAIRES EN 1954 DANS L'AUBE :
Salariés à temps complet et partiel (Exploitation des Etats 1024)
(Unité : En millions de francs)

Secteurs	Salaires bruts	Salaires nets	Avantages en nature et indemnités	Charges sociales
Eau - Gaz - Electricité	213,7	197,3	15,6	—
Extraction des minéraux ...	50,9	48,1	0,9	16,3
Production des métaux	71,7	67,4	0,3	24,8
Industries mécaniques et électriques	1.660,2	1.570,8	15,1	517,8
Verre	257,2	241,9	0,3	88,8
Céramique - Matériaux de construction.	259,3	244,5	0,5	86
Bâtiment et travaux publics	1.326	1.254,6	29,9	413,4
Chimie	119,9	113,8	24,2	34,9
Industries agricoles et alimentaires	626,4	590,4	34,1	176,6
Industries textiles	7.415	7.010,6	27,3	2.342,4
Habillement	88,9	83,8	—	29,5
Bois - Ameublement	581,5	549,4	1,5	185,6
Papier - Carton	266,8	249,8	5,7	93,7
Polygraphie	248	236,3	0,8	67,8
Pétroles et carburants	40,5	38,1	—	13,7
Combustibles - Minéraux ...	2,3	2,2	—	0,8
Transports S.N.C.F.	1.657,9	1.544,3	—	—
Transports publics routiers .	121,2	113,9	10,9	42,1
Commerces alimentaires ..	1.084,5	1.030,2	20	314,5
Commerces non alimentaires	1.289,6	1.210,3	19,7	449,9
Banques - Assurances	404,3	372,6	2,7	147,9
Spectacles	18,7	17,7	—	6
Hygiène	1,8	1,6	—	0,6
Professions libérales	394,6	366,2	1,9	141,3
Divers	31,5	29,6	15,6	10,4
Totaux	18.232,4	17.185,4	226,9	5.204,8

Source : I.N.S.E.E., Paris.

Pour ce calcul des charges sociales par secteur, nous avons opéré de la manière suivante :

Nous avons, tout d'abord, reconstitué la masse des salaires plafonnés par groupe d'activités collectives. Pour cela nous sommes partis de la différence entre salaires bruts et salaires nets, cette différence représente le montant de la cotisation ouvrière à la Sécurité sociale, qui est de 6 % des salaires plafonnés. Nous avons donc par une simple règle de trois pu établir le montant des salaires plafonnés. Puis tenant compte des taux de cotisations suivants, à savoir 10 % des salaires plafonnés pour la cotisation patronale à la Sécurité sociale, 16,75 % des salaires plafonnés pour la cotisation au titre des Allocations familiales, 2 % du montant des salaires plafonnés au titre de la cotisation accidents de travail (faute d'avoir un taux exact pour chaque branche d'activité), et 6 % du montant des salaires plafonnés au titre de la cotisation ouvrière à la Sécurité sociale, nous avons obtenu par branche d'activités le montant approximatif des charges sociales pour l'année 1954.

Nous savons tout ce que cette méthode de procéder a d'arbitraire et comporte de risques d'erreur, mais dans l'impossibilité de trouver une autre base de calcul sérieuse, nous avons dû l'utiliser afin de donner, sinon des chiffres exacts, au moins un ordre de grandeur. Nous avons après nos calculs, visité les services compétents de la Sécurité sociale, qui nous ont confirmé l'impossibilité de trouver une base de calcul sérieuse et ce pour plusieurs raisons ; tout d'abord le salaire plafonné a subi un changement de plafond fin novembre 1954, il est passé de 32 000 francs à 38 000 francs, ceci est un premier élément venant fausser en partie nos calculs. De plus, bien souvent, dans une même entreprise les bases de cotisation ne sont pas les mêmes pour tous les salariés, par exemple en ce qui concerne la cotisation accidents du travail dans le secteur « Bâtiment », le taux de cotisation n'est pas uniforme, il diffère dans la même entreprise, selon qu'il s'agit d'une personne travaillant sur le chantier ou d'une personne travaillant dans les bureaux. Il nous était donc impossible de reconstituer pour chaque secteur le taux de cotisation accident du travail. Les frais professionnels influent sur l'ensemble des cotisations, ainsi dans le bâtiment, certains salariés ont 10 % d'abattement et les autres n'ont pas d'abattement ; dans la bonneterie, les façonniers ont 15 % d'abattement. Notre méthode apparaît comme la plus approximative et nous pouvons soutenir que les chiffres avancés sont exacts de 5 à 10 % près.

3° Les autres salaires :

Les salaires agricoles ont été obtenus auprès de la Caisse d'Allocations familiales agricoles de l'Aube :

	(en millions de francs)
Salaires bruts	1 990
Salaires nets	1 897
Charges sociales	414,3

Le montant des salaires des fonctionnaires a été recueilli auprès des Services du ministère des Finances à Paris. Il a été de 3 217 millions de francs en 1954.

Le montant des salaires des employés de maisons a été évalué à partir du nombre de personnes employées par les particuliers et l'estimation est de 649 millions de francs pour 1954.

Pyramide des salaires :

Le tableau ci-dessous donne pour l'Aube et la France la répartition (en %) des salaires nets masculins et féminins par grandes tranches de salaires, pour l'ensemble des catégories socio-professionnelles en 1956.

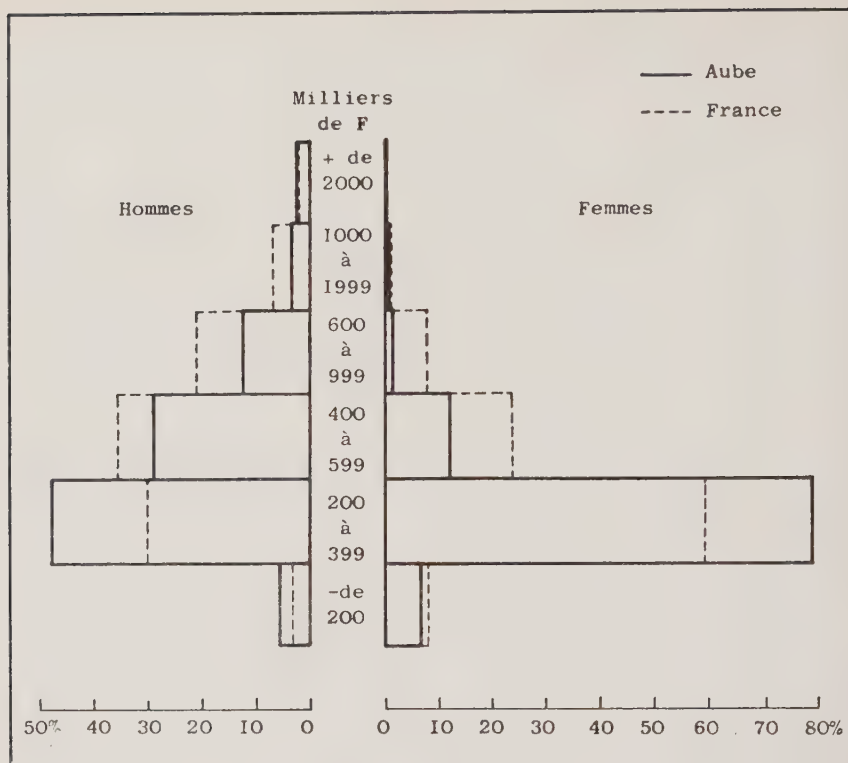
TRANCHES DE SALAIRE (Unité : Milliers de F)	SEXE MASCULIN		SEXE FÉMININ		ENSEMBLE	
	AUBE	FRANCE	AUBE	FRANCE	AUBE	FRANCE
Moins de 200	5,4	3,6	6,6	8,1	5,9	4,8
de 200 à 399	47,6	30,4	78,7	59,3	60,0	38,1
de 400 à 599	29,3	35,5	12,4	23,7	22,6	32,4
de 600 à 999	12,3	21,5	1,5	7,7	8,0	17,8
de 1 000 à 1 999 .	3,0	7,0	0,8	1,1	2,1	5,4
2 000 et plus	2,4	2,0	—	0,1	1,4	1,5
Ensemble .	100	100	100	100	100	100

Source : Pour la France : I.N.S.E.E., *Etudes statistiques*, n° 4, 1958, p. 64.

Pour l'Aube : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims.

Pour les salaires masculins la proportion des salaires les plus bas, c'est-à-dire inférieurs à 200 000 francs, est plus importante dans l'Aube, qu'en France. La proportion des salaires moyens (200 000 à 599 000 francs) est sensiblement plus importante dans l'Aube (76,9 %) qu'en France (65,9 %). La proportion des hauts salaires dans l'Aube est de 17,7 % ; elle est nettement inférieure à celle de la France, qui est de 30,5 %.

Pour les salaires féminins la proportion des salaires les plus bas, c'est-à-dire inférieurs à 200 000 francs, est moins importante dans l'Aube qu'en France. Par contre, la proportion des salaires moyens (200 000 à 599 000 francs) est nettement supérieure dans l'Aube (91,1 %) à celle de la France (83 %). La proportion des salaires supérieurs à 600 000 francs n'est que de 2,3 % alors que pour l'ensemble de la France, cette même proportion est de 8,9 %.



5. Répartition en pourcentage des salariés
suivant les tranches de salaires nets perçus (1956).

b - AUTRES REVENUS

En dehors des salaires, les ménages non agricoles ont d'autres sources de revenus. A peu près tous les revenus servent à l'assiette de l'impôt et les administrations fiscales du département nous ont aimablement communiqué tous les renseignements utiles. L'évaluation du montant global de ces revenus se heurte à des difficultés de technique fiscale qui sont dues aux différences de modalité de calcul des revenus imposables selon leur nature. Pour tenir compte de ces difficultés, nous avons adopté les coefficients de réévaluation des données fiscales suivants :

Bénéfices des professions non commerciales	4,72
Rémunération des gérants et associés	2
Bénéfices industriels et commerciaux :	
Commerçants au forfait et tous artisans	2,21
Commerçants imposés d'après les bénéfices réels ...	1,66
Revenus mobiliers	5,2
Revenus fonciers	1,4

Les chiffres de base sont ceux de la taxe proportionnelle pour les rémunérations des gérants et associés et pour les bénéfices industriels et commerciaux. Pour les revenus mobiliers et les revenus fonciers, les chiffres de base pris en considération dans notre évaluation sont ceux de la surtaxe progressive. Il en est de même pour les bénéfices des professions non commerciales.

Voici les résultats de ces opérations :

CHIFFRES DE BASE	EN MILLIONS DE FRANCS	COEFFICIENT DE RÉÉVALUATION	ESTIMATION APRÈS RÉÉVALUATION
1 — Bénéfices des professions non commerciales	409	4,72	1 932
2 — Rémunérations des gérants et associés	470	2	940
3 — Bénéfices industriels et commerciaux :			
Commerçants au forfait et tous artisans	2 448	2,21	5 423
Commerçants imposés aux bénéfices réels	1 721	1,66	2 868
4 — Revenus mobiliers	558	5,2	2 903
5 — Revenus fonciers	58	1,4	82
Total			14 148

Au chiffre de 14 148 millions de francs, il faut ajouter le montant des revenus des avoirs à l'étranger qui est de 13 millions de francs. Ainsi le total des revenus des non-salariés en 1954 pour le département peut être estimé à 14 161 millions de francs.

En regroupant toutes les données relatives aux revenus des particuliers nous avons évalué le montant du revenu net départemental pour l'année 1954. Nous avons obtenu le revenu disponible des particuliers en déduisant du revenu net les impôts directs payés en 1954.

REVENU NET DÉPARTEMENTAL (<i>en millions de francs</i>)	
Revenu net des exploitants agricoles	6 480
Revenus provenant des ventes de bois sur pied	444
Bénéfices industriels et commerciaux	5 423
Bénéfices non commerciaux	2 868
Revenus immobiliers	82
Revenus mobiliers	2 904
Salaires de l'industrie et du commerce	17 419
Salaires agricoles	1 897
Salaires des gens de maison	649
Traitements de tous les fonctionnaires	3 217
Prestations des assurances sociales et allocations familiales	5 485
Prestations des assurances sociales agricoles	1 157
Prestations fonctionnaires et retraites	2 583
Secours d'assistance	745
Total	51 353

Revenu disponible des particuliers :

Pour obtenir le revenu disponible des particuliers, c'est-à-dire le revenu qui leur permet de faire face aux dépenses de consommation, nous déduisons du revenu net départemental, le montant de l'impôt payé en 1954 au titre de la surtaxe progressive et le montant des impôts payés au titre de la contribution mobilière, de la contribution foncière pour les propriétés bâties et de la contribution foncière pour les propriétés non bâties, ainsi que le montant des taxes diverses payées en 1954, soit au total 1 607 millions de francs. Le montant du revenu disponible des particuliers en 1954 dans l'Aube peut donc être estimé à 49 746 millions de francs.

Le département de l'Aube a donc un revenu moyen par habitant de 215 000 francs. Ce revenu moyen par habitant est inférieur au revenu moyen français correspondant qui est de 259 400 francs en 1954. Il est intéressant de noter, que la part de l'Etat dans le montant des revenus des particuliers de l'Aube est de 24,7 %, alors que pour l'ensemble de la France, la part de l'apport de l'Etat dans le montant des revenus des particuliers est de 26 %.

Pyramides des revenus

Les graphiques 6 et 7 représentent les pyramides de revenus comparées de l'Aube et de la France en 1954 pour chacune des grandes catégories suivantes de la surtaxe progressive : bénéfices industriels et commerciaux et revenus nets globaux. La pyramide des bénéfices industriels et commerciaux imposables à la surtaxe progressive en 1954 indique, que le pourcentage d'assujettis aux bénéfices industriels et commerciaux, gagnant très moyennement leur vie (tranche de 221 000 à 350 000 francs) est moindre dans l'Aube, que dans la France entière. Par contre, pour toutes les tranches de revenu de 351 000 à 1 500 000 francs la proportion des assujettis est plus importante dans l'Aube. La proportion des gros bénéfices est moins importante dans l'Aube pour la tranche de 1 501 000 à 3 000 000 francs, tandis que pour les tranches supérieures, les proportions sont sensiblement les mêmes pour l'Aube et la France.

La pyramide des revenus nets globaux de l'Aube n'est pas très différente de celle de la France. La proportion des revenus moyens (tranche de revenus de 351 000 à 600 000 francs) est plus importante dans l'Aube. Pour toutes les tranches de revenus de 601 000 à 3 000 000 francs, les pourcentages de personnes imposées sont moindres pour l'Aube, que pour la moyenne française. Mais pour les revenus élevés (au-dessus de 3 000 000 francs) nous constatons que les proportions sont semblables pour l'Aube et la France. Il faut observer qu'en ce qui concerne les revenus élevés, la

moyenne française est influencée par le département de la Seine où les revenus apparaissent comme exceptionnellement élevés.

F. FINANCES PUBLIQUES

Nous déterminons dans ce chapitre les recettes du secteur « Gouvernement » n° 23 de notre tableau. Nous comprenons :

- les recettes départementales et communales,
- les recettes de l'Etat,

Les recettes des charges sociales sont considérées comme recettes de ce secteur.

Les prestations de Sécurité sociale et d'Allocations familiales sont considérées comme versées par le secteur « Gouvernement » aux particuliers.

Pour l'évaluation des différentes recettes et des dépenses du département et des collectivités locales, nous avons disposé des statistiques fiscales, du budget départemental et du budget de certaines villes du département. Nous avons pu présenter correctement les recettes de l'Etat, mais il nous a été difficile de préciser les dépenses de l'Etat, c'est-à-dire les dépenses des différentes administrations dans le département de l'Aube. Aussi la ventilation des dépenses du secteur « Gouvernement », qui apparaîtra dans notre tableau doit être considérée, comme très approximative.

Récapitulation des entrées du secteur « Gouvernement » pour l'année 1954, par grands postes

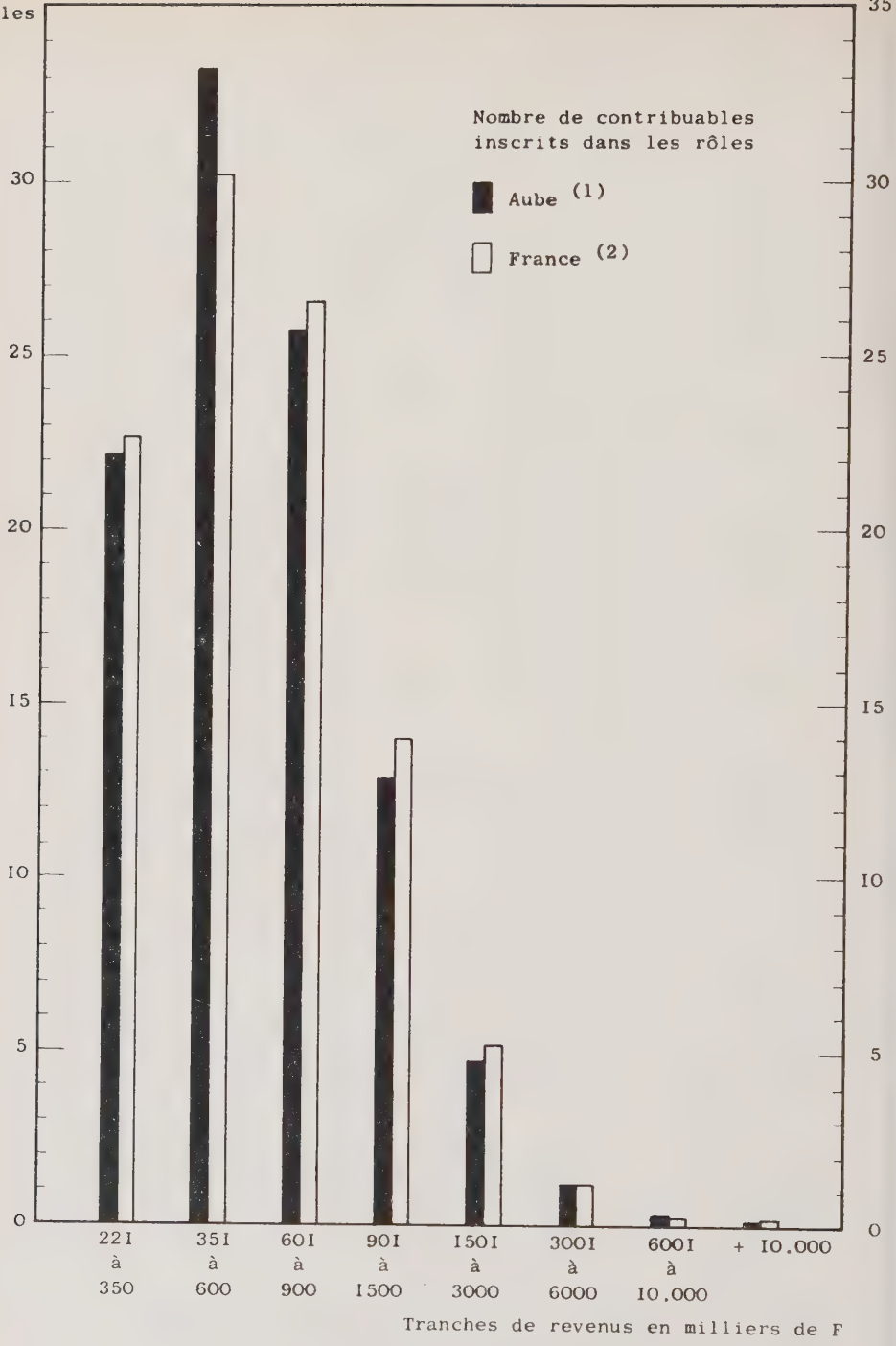
(en millions de francs)

Impôts :	
— Contributions directes	5 046
— Contributions indirectes :	
recettes budgétaires	6 736
taxes locales	954
— Enregistrement	1 190
	13 928
Cotisations Assurances sociales et Allocations familiales *	5 542

(*) les cotisations au titre des Allocations familiales agricoles et des Assurances sociales agricoles dont le montant est de 504 millions de francs sont comprises dans ce chiffre.

Le total des entrées du secteur « Gouvernement » est donc évalué à : 19 470 millions de francs pour l'année 1954.

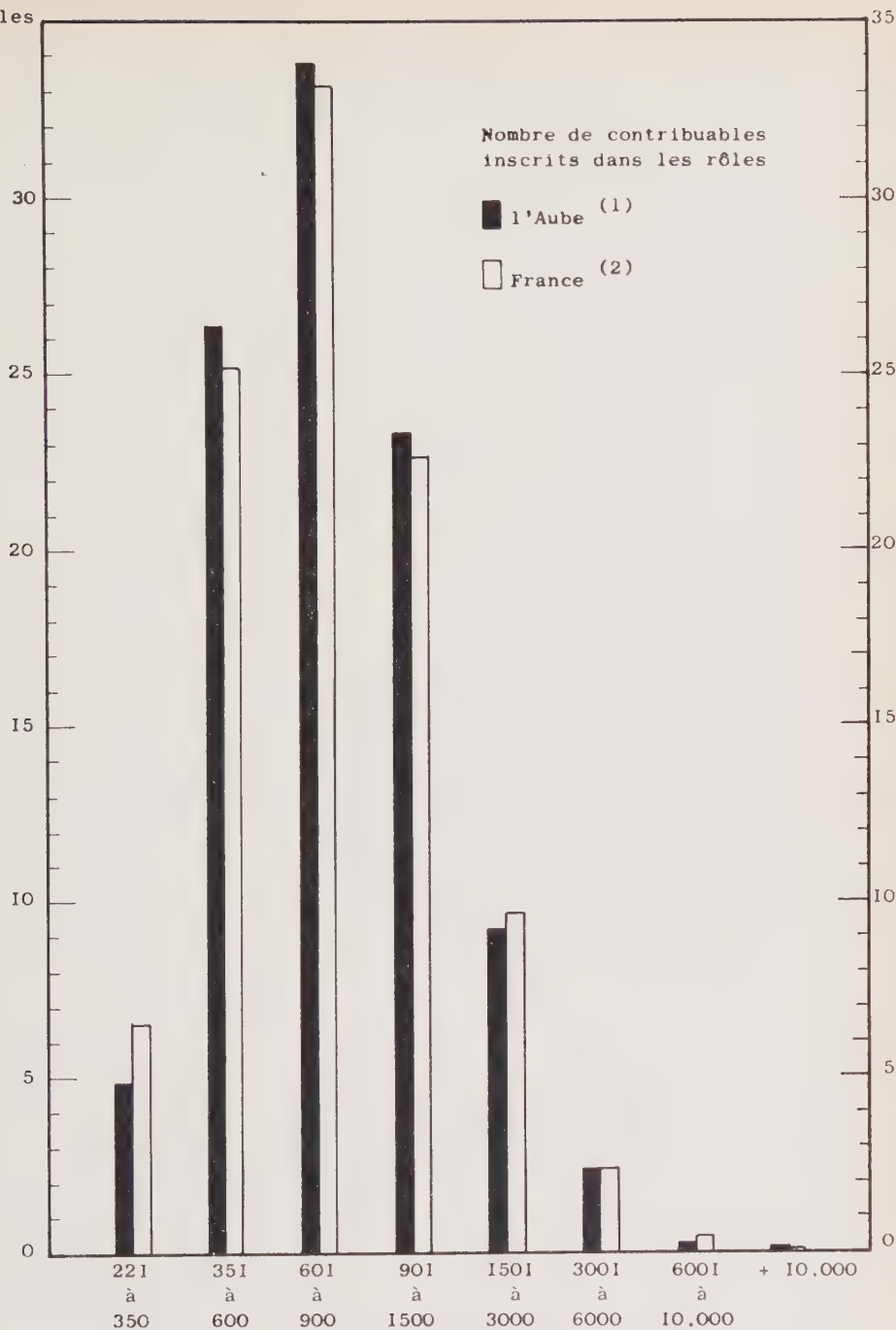
% des
contribuables
inscrits



(1) Total Aube 13.330 personnes inscrites

(2) Total France 3.142.821 personnes inscrites

6. Répartition, en pourcentage, du nombre de contribuables inscrits dans les rôles par tranches de revenus nets (1954).



(1) Total Aube 2,868 personnes inscrites

(2) Total France 610,414 personnes inscrites

7. Répartition, en pourcentage, du nombre de contribuables inscrits dans les rôles par tranches de revenus soumis aux B.I.C. (1954).

**Récapitulation des dépenses du secteur « Gouvernement »
pour l'année 1954, par grands postes**

	<i>(en millions de francs)</i>	
Traitements des fonctionnaires	3 217	
Pensions et retraite du combattant	916	
Prestations Sécurité sociale (régime général) :		
Sécurité sociale (régime général)	2 337	} 5 485
Allocations familiales	2 090	
Accidents du Travail	149	
Incapacité permanente	66	
Retraite des Vieux	843	
Prestations Sécurité sociale (régime fonctionnaires)	1 717	
Prestations Sécurité sociale agricole	1 157	
Secours d'assistance	695	
Total	13 187	

Récapitulation des dépenses de gestion

	<i>(en millions de francs)</i>	
Sécurité sociale (régime général)	123	
Administrations	indéterminées	
Département *	2 260	
Collectivités locales	3 020	
Total	5 400	

(*) Ce chiffre comprend le montant des dépenses départementales au titre de l'exercice 1954, mais ne comprend pas les dépenses de personnel.

Répartition des dépenses départementales par grandes masses en 1954 *

AU TITRE DU BUDGET ORDINAIRE		<i>(en millions de francs)</i>	
I — Secours d'assistance		728	
II — Dépenses immobilières (acquisitions et loyers)		20	
III — Personnel		56,4	
IV — Achats de mobilier		3,8	
V — Entretien des chemins départementaux		377	
VI — Dépenses culturelles		28,5	
VII — Dépenses diverses		13,5	
		1 227,2	
AU TITRE DU BUDGET EXTRAORDINAIRE			
I — Dette du département		50	
II — Acquisition et construction de bâtiments départementaux		138,9	
III — Achats de mobilier		22,8	
IV — Contribution du département aux dépenses extraordinaires et d'intérêt public à la charge de l'état, des communes et établissements publics		158,4	
V — Réfection des chemins départementaux		535,2	
VI — Dépenses diverses		183,9	
		1 089,2	

(*) Les dépenses du département de l'Aube au titre du compte administratif de l'exercice 1960 ont été les suivantes en millions de NF :

I — Section d'investissement	16,7
II — Section ordinaire	25,3

Répartition des dépenses de la ville de Troyes par grands postes en 1954*

DÉPENSES ORDINAIRES		(en millions de francs)
I — Frais de personnel		191,6
II — Frais de matériel		218,7
III — Secours d'assistance		30,5
IV — Dépenses culturelles		35,6
V — Dépenses diverses		11,3
VI — Subventions		6,8
VII — Service commercial		145,6
Total des dépenses ordinaires		640,1
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		
I — Service des annuités d'emprunts et engagements à longs termes		23,3
II — Acquisitions mobilières		1,5
III — Acquisitions immobilières		
Travaux neufs et grosses réparations		74,7
IV — Dépenses diverses		4,1
Total des dépenses extraordinaires		103,6
Total des dépenses		743,7

(*) En 1960 les dépenses de la ville de Troyes sont les suivantes en millions de NF :

Dépenses ordinaires	15,1
Dépenses extraordinaires	2,2

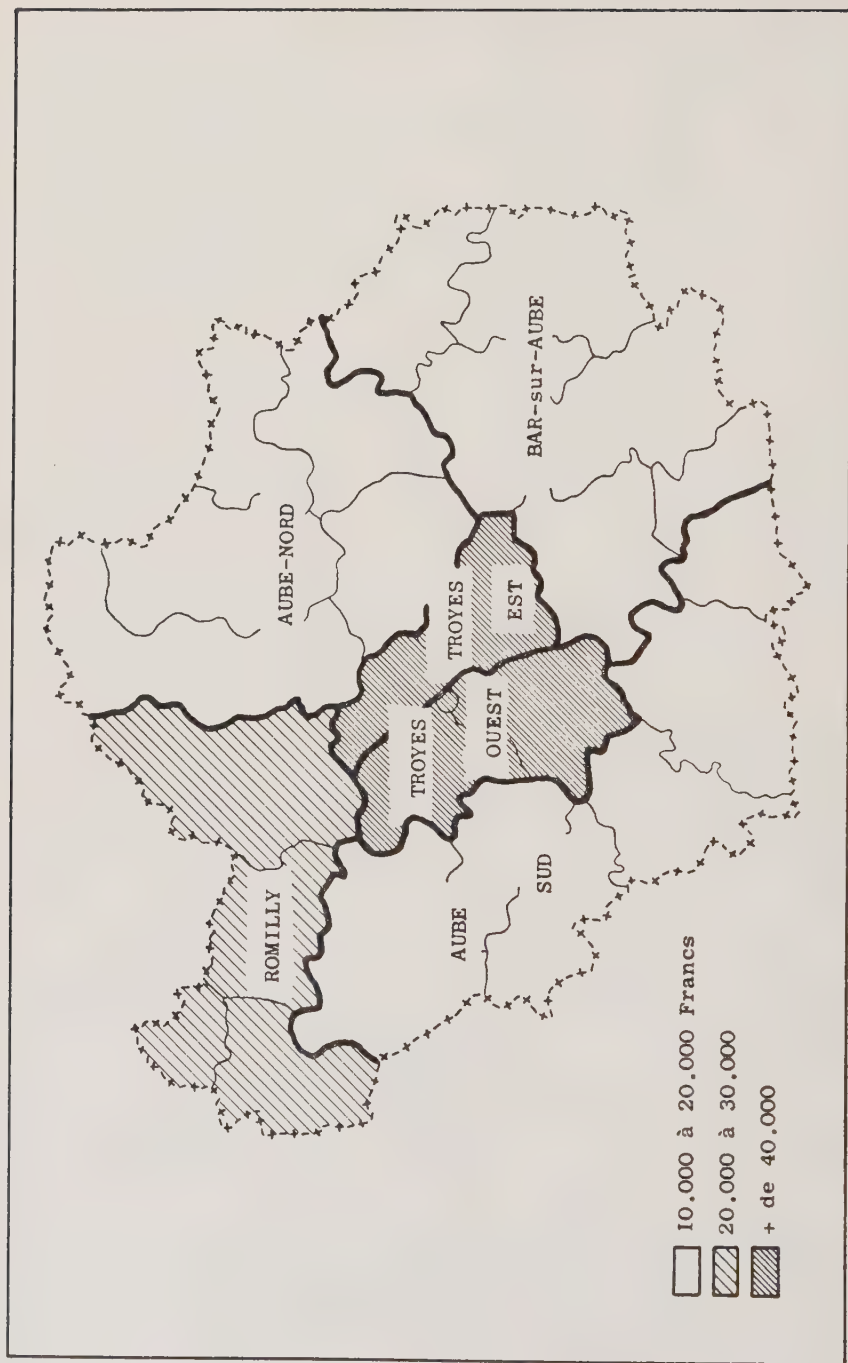
Contributions directes Recettes Année 1954

(en millions de francs)			
Impôts sur les sociétés	1 193		
Taxe proportionnelle	881		
Surtaxe progressive	728		
Total Impôts sur le revenu .	2 802		
Versement forfaitaire sur les salaires 5 %	848		
Taxe d'apprentissage	14		
Amendes, majorations, divers	49		
Total	911		
		ANCIENNES CONTRIBUTIONS	
		Patentes	455
		Mobilière	227
		Foncière propriétés bâties	294
		Foncière propriétés non bâties	156
		Taxes diverses	201
		Total	1 333

Le total des rentrées des contributions directes pour l'année 1954 a été de 5 046 millions de francs.

Enregistrement Recettes Année 1954

(en millions de francs)		
I — Recettes budgétaires		800
dont :		
Impôts et Monopoles		772
Domaine		26
Produits divers		2
II — Opérations de trésorerie		390
Total		1 190



Carte 8. Charges indirectes par habitant et délimitation des recettes centrales des Contributions indirectes (1954).

Contributions indirectes Recettes nettes 1954

(en millions de francs)

TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	
Taxes transactions	1 147
Taxes à la production	2 369
T.V.A.	1 709
Total	5 225
DÉTAIL DU PRODUIT DES TAXES UNIQUES :	
Taxe unique sur les vins	318
Taxe unique sur les cidres	5
Taxe unique sur la circulation de la viande	258
Total	581
IMPÔT SUR LES BOISSONS :	
Droit de circulation	41
Droit de consommation	189
Total	230
Total général des produits budgétaires nets 1954	6 274
Taxes locales	954

Exploitation des statistiques des Contributions indirectes :

Afin de préciser l'inégalité à l'intérieur d'un département de l'incidence des charges des Contributions indirectes par habitant, nous avons calculé les charges indirectes budgétaires par habitant suivant la délimitation des six recettes des Contributions indirectes dans le département de l'Aube ; voici les résultats pour l'année 1954 :

RECETTES	RECETTES BUDGÉTAIRES GLOBALES (millions de francs)	NOMBRE D'HABITANTS	RECETTE MOYENNE PAR HABITANT (en milliers de francs)
Troyes-Est	2 710	105 186	45,3
Troyes-Ouest ..	2 055		
Aube-Sud	324	31 192	10,4
Romilly	843	39 562	21,3
Bar-sur-Aube ..	467	37 439	12,5
Aube-Nord	335	27 418	12,5
Total	6 734	240 797	27,9

Nous observons une dispersion importante ; la charge moyenne par habitant est d'autant plus grande que le taux d'urbanisation est élevé.

G. SECTEURS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Dans cette section, nous tentons de déterminer pour 1954 :

- 1° Les productions et les consommations du département.
- 2° Les dépenses des principales branches d'activité. Pour l'évaluation de ces dépenses, nous nous sommes basés sur l'examen du compte d'exploitation d'entreprises types, auprès desquelles nous avons pu enquêter et sur les renseignements obtenus auprès d'un expert fiscal de la place de Troyes.
- 3° L'évaluation en valeur des productions, c'est-à-dire les chiffres d'affaires des différentes branches d'activités.
- 4° La ventilation géographique des achats et des ventes des principaux secteurs industriels du département.

Nous obtiendrons ainsi, un état de la structure des principales activités industrielles de notre département et notamment de la structure de leurs ventes et de leurs achats. Pour l'établissement du tableau économique, nous avons utilisé les données, que nous avons pu recueillir concernant les comptes d'exploitation d'entreprises types, dont les activités respectives étaient les suivantes : entreprises de transports publics, commerce d'automobiles, garage (réparation de véhicules), entreprise de distribution de produits pétroliers en gros, entreprise de sciages mécaniques, entreprise d'emballages légers (cageots), fabrique de choucroute, briqueterie, entreprise de bâtiment et travaux publics, entreprise de cartonnages, imprimerie, entreprises d'articles chaussants, fabriques de bas, fabriques de sous-vêtements, fabrique de sur-vêtements diminués, teintureries, fabriques de métiers à bonneterie et enfin pour le commerce alimentaire, maisons à succursales multiples. Pour des raisons tenant au respect du secret professionnel, nous ne pouvons communiquer, dans le détail, les résultats de ces enquêtes.

a - CÉRAMIQUE ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

On distingue dans l'Aube deux catégories de fabricants de produits céramiques ; les affaires moyennement importantes, bien équipées, qui produisent de la tuile mécanique, des briques creuses, des hourdis de coffrage, des boisseaux de cheminée. Les deux plus importantes affaires sont : celle de Vallentigny, qui occupe 120 ouvriers et produit 100 tonnes par jour et celle de Saint-Parres-les-Vaudes. Une quinzaine de fabricants travaillent sur le plan artisanal, la plupart de ces affaires sont localisées dans le sud du département. Elles fabriquent de la tuile plate, qui est une spécialité de l'Aube. Après une crise des débouchés en 1954,

qui avait abouti à la formation d'un stock important de tuiles plates, les fabricants de cette spécialité ont vu leur stock se résorber entièrement en 1956, grâce aux ventes qui ont été faites en Alsace. Il est à déplorer que dans l'Aube la préférence soit donnée à la tuile mécanique, ce qui oblige les fabricants de tuiles plates à chercher des débouchés hors du département, alors qu'un marché important pourrait leur être ouvert sur place.

La production s'élève à 80 000 tonnes de produits céramiques (briques et tuiles notamment). Le prix moyen étant de 6 000 francs la tonne, on peut évaluer le chiffre d'affaires de ce secteur pour l'année 1954 à 480 millions de francs. La répartition géographique des ventes a été la suivante :

	% PAR RAPPORT AU CHIFFRE D'AFFAIRES	MILLIONS DE FRANCS
Aube	11	52,8
Région Est	40	192
Région parisienne	20	96
Reste de la France	9	43,2
Sarre	20	96
Total	100	480

La principale matière première de cette industrie est l'argile. On l'extrait des carrières avoisinant les entreprises et appartenant à celles-ci en général, nous considérons donc, que c'est une auto-fourriture. Le charbon utilisé pour les fours peut être considéré comme une matière première, entraînant une dépense d'environ 15 % du chiffre d'affaires. L'entreprise enquêtée produit elle-même son électricité.

Extraction de grève :

Le département compte, d'autre part, dix exploitations de grèvières. Elles extraient au total environ 120 000 mètres cubes de grève par an. Le chiffre d'affaires correspondant peut être évalué à 120 millions de francs. La grève est achetée par le secteur « Bâtiment et Travaux publics » du département et utilisée pour la fabrication du béton.

Exploitation de carrières :

Dans la région de Villenaux sont situées quelques exploitations de carrières. Leur production, que nous n'avons pu déterminer, est composée de sables réfractaires, d'argile de Normandie, d'argile à faïence et de quartz. La faïence et l'argile rouge de Normandie sont employés en céramique pour la construction. On extrait aussi dans cette région du carbonate de chaux pour amendements calcaires. Au total, nous pouvons estimer le chiffre d'affaires du secteur étudié à un milliard de francs.

b - BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

1° Bâtiment

Pour déterminer le chiffre d'affaires, nous avons pris pour base le nombre de logements terminés dans l'Aube en 1954.

LOGEMENTS CONSTRUITS PAR :	NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS
Etat et collectivités	29
Secteur nationalisé	20
Sociétés et office d'H.L.M.	136
Emprunteurs du Crédit et coopératives d'H.L.M.	69
Particuliers sans prime	27
Particuliers avec prime	212
Aménagements d'immeubles	47
Total I	540
LOGEMENTS RECONSTRUITS PAR :	
Etat	3
Groupements de sinistrés	92
Sinistrés non groupés	94
Total II	189
Total général	729

Source : *La situation économique dans le département de l'Aube*, Chambre de Commerce de Troyes, Année 1954, p. 86.

Le prix de revient d'un logement était de l'ordre de 2 300 000 francs. Nous obtenons une évaluation de la construction de logements terminés en 1954 de 1 676,7 millions de francs. Il faut ajouter à ce chiffre le montant évalué des travaux d'entretien. Les subventions du Fonds national d'amélioration de l'habitat se sont élevées en 1954 à 12,1 millions de francs. Le montant des travaux correspondants a été de 31,8 millions.

D'autre part, les travaux réalisés en 1954 en construction de silos, de caves vinicoles et de laiteries par les coopératives agricoles se sont élevés à 206,5 millions de francs et pour l'habitat rural les travaux réalisés se sont élevés à 21,8 millions de francs.

Les dépenses de constructions scolaires ont été, en 1954, de l'ordre de 174 millions de francs. Enfin, d'après le budget du Conseil Général, les dépenses de construction concernant le département se sont élevées à 157,9 millions de francs.

L'aide financière à la construction a été, en millions de francs :

Primes à la construction (provisoires et définitives) ..	34,6
Prêts du Crédit foncier de France	506,6
Subvention aux Coopératives agricoles	16
Subvention à l'habitat rural	8

Au titre des dommages de guerre, les paiements effectués en 1954 ont été les suivants en millions de francs :

Immobiliers	538
Agricoles	79
R.I.C.A. ¹³	52
Services publics	15

En ce qui concerne le gros œuvre dans le bâtiment, on comptait en 1954, 55 % de dépenses de main-d'œuvre et 45 % d'achats de matériaux. Ces matériaux se composaient principalement de briques fabriquées dans l'Aube, de briques à parement de l'Oise, de ciment en provenance de l'Est de la France, de plâtre et de chaux de Seine-et-Oise et de la Marne. Les achats de ciment se sont élevés à environ 38 000 tonnes, qui peuvent être évalués à 214 millions de francs. La grève, utilisée pour la fabrication du béton, était fournie par les grèvières locales. Les investissements de matériel des entreprises du bâtiment étaient, d'après les éléments que nous avons pu recueillir, de l'ordre de 8 % du chiffre d'affaires. Ils ont porté sur des achats de grues à tour légères, de pelles mécaniques et de bétonnières.

2° Travaux publics

Nous comprenons dans les travaux publics, l'entretien des routes nationales, des chemins départementaux et vicinaux, les travaux concernant les ouvrages d'art et les travaux dirigés par les Services du Génie rural. D'après les enquêtes que nous avons faites, auprès des Administrations des Ponts et chaussées et du Génie rural du département, nous pouvons avancer les estimations suivantes en millions de francs :

— Entretien des routes nationales :

Montant des dépenses pour l'année 1954	128,5
Reconstruction de voiries et réseau	113,5

— Entretien des chemins départementaux et vicinaux :

Chemins départementaux	621
Equipements et F.S.I.R. (Fonds spécial d'investissement routier)	86
Chemins vicinaux ordinaires	44

Il nous faut préciser, que nous avons pu déterminer les quantités et la provenance des matériaux utilisés pour l'entretien des routes nationales et départementales. L'évaluation en valeur de ces matériaux est la suivante (en millions de francs) :

Macadam	101,5	Gravillon	134,3	Goudrons	73,4
---------------	-------	-----------------	-------	----------------	------

Dans cette évaluation sont compris les achats de calcaire aux carrières locales, qui se sont montés à environ 65 millions de francs pour 61 122 m³. Le trapp vient des Vosges, le laitier de

13. Reconstitution industrielle, commerciale et artisanale.

Moselle, le porphyre de Corbigny dans la Nièvre. Les produits noirs viennent de Metz, de Voeklingen dans la Sarre et aussi de la région parisienne.

— *Autres travaux dépendant des Ponts et chaussées (en millions de francs) :*

Navigation (entretien)	8
Base aérienne de Brienne-le-Château	57
Base aérienne de Romilly-sur-Seine	7,5
Travaux communaux donnant lieu à paiement d'honoraires	207,5
F.S.I.R. (réseau national)	15,5

— *Travaux concernant les ouvrages d'art :*

Entretien des ponts provisoires	12
---------------------------------------	----

— *Génie rural : les chiffres, que nous donnons ci-dessous, concernent la période du 1^{er} août 1953 au 1^{er} août 1954.*

Travaux exécutés par les communes :

Electrification	32
Alimentation en eau potable	150,6
Voierie rurale	1,1
Protection contre l'incendie	8,6

Travaux exécutés pour le compte de l'Etat :

Recherche d'eau	10
Remembrement	46,5

Tous ces éléments statistiques nous ont permis de présenter une ventilation par secteur de l'activité du secteur « Bâtiment et Travaux publics » dans notre tableau économique. Il nous faut cependant remarquer que le montant des investissements immobiliers des secteurs industriels et commerciaux n'a pu être évalué globalement.

3° *Situation générale de la construction*

Le problème du logement dans l'Aube et plus particulièrement à Troyes, demeure très important ; ceci pour deux raisons principales, d'une part la poussée démographique, générale à toute la France, d'autre part la concentration industrielle sur la ville de Troyes. En effet, nous verrons ultérieurement, que de nombreuses personnes se trouvent dans l'obligation de faire, chaque jour, un long trajet pour venir travailler à Troyes. Or ces personnes sont pour la plupart désireuses, principalement les jeunes, de se fixer définitivement à Troyes ou dans ses environs immédiats. Enfin, pour la ville de Troyes, vient s'ajouter le problème des îlots insalubres, puisque cette ville est une des villes de France, qui compte le plus d'immeubles vétustes et la nécessité de maintenir un effort important dans les constructions scolaires. Le manque de terrains à bâtir à Troyes est une des principales difficultés qui se posent aux organismes de construction. La superficie de la ville de Troyes est en effet de 1 290 hectares environ, ce qui représente

0,21 % de la superficie totale du département, alors que 23 % environ de la population totale du département y habitent. Le tableau ci-dessous donne la répartition des logements occupés suivant le nombre de personnes et le nombre de pièces dans l'agglomération de Troyes en 1954.

NOMBRE DE PIÈCES	NOMBRE TOTAL DE LOGEMENTS	NOMBRE DE PERSONNES					
		1	2	3	4	5	6 et +
1	3 800	1 562	1 213	504	281	131	109
2	9 292	2 136	3 300	1 955	1 041	490	370
3	6 958	863	2 312	1 637	1 077	583	486
4	4 336	306	1 209	1 015	759	522	525
5 et + ..	2 533	100	468	480	496	397	592
Total .	27 650	5 199	8 733	5 721	3 718	2 155	2 124

Source : I.N.S.E.E., *Annuaire statistique de la France*, 1958, p. XL.

L'agglomération troyenne se compose de la ville de Troyes et des communes de La Chapelle-Saint-Luc, Les Noës, Pont-Sainte-Marie, Saint-André-les-Vergers, Saint-Julien-les-Villas et Sainte-Savine.

Ce tableau permet de mesurer quels étaient en 1954 les besoins de logements non satisfaits dans l'agglomération de Troyes. Les logements, qui figurent au-dessus de la ligne tracée sur le tableau étaient insuffisants pour le nombre de personnes qui les occupaient. On constate que 7 688 logements étaient surpeuplés en 1954 dans l'agglomération de Troyes. Si l'on prend pour base la norme d'une pièce par personne, il ressort du tableau ci-dessus, que la construction de 15 280 pièces était nécessaire pour satisfaire les besoins de logements existant en 1954.

Si nous nous référons aux données du tableau de la page 134, nous constatons que 2 221 logements, représentant 7 376 pièces, ont été construits à Troyes de 1954 à 1958. Nous remarquons d'autre part que le nombre de permis de construire a considérablement diminué en 1958, ainsi que le nombre de constructions achevées. Cette récession de 1958 dans la construction à Troyes est en partie due à la crise, qui a sévi dans la bonneterie à cette époque, cette crise a en effet entraîné une diminution des ressources des particuliers, dont les dossiers afférents à la construction d'immeubles ont été moins nombreux que les années précédentes. En 1959, la reprise a été très nette, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

En ce qui concerne les opérations de reconstruction proprement dites à Troyes, sur 846 logements totalement détruits par faits

Statistique de la construction pour la ville de Troyes

ANNÉES	PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉS		CONSTRUCTIONS ACHÉVÉES	
	NOMBRE DE PIÈCES	NOMBRE DE LOGEMENTS	NOMBRE DE PIÈCES	NOMBRE DE LOGEMENTS
1945	3	1		
1946	13	4		
1947	78	18	11	3
1948	316	76		
1949	23	5	10	2
1950	776	255	55	13
1951	125	42	51	17
1952	109	29	254	65
1953	1 844	567	183	48
1954	1 706	521	1 520	514
1955	2 104	607	1 120	355
1956	3 971	1 337	1 625	460
1957	2 940	898	1 969	547
1958	727	239	1 474	428
1959	2 791	784	4 506	1 498
1960	2 292	717	2 844	786

Source : Ville de Troyes. (Cette statistique ne concerne pas les immeubles sinistrés).

de guerre, 584 logements étaient reconstruits et 72 logements étaient en cours de reconstruction à fin 1959. A la même date, sur 1 039 logements partiellement détruits, 1 028 logements étaient rendus de nouveau habitables.

Il nous faut ajouter que la ville de Troyes a, depuis 1945, un plan d'aménagement et de reconstruction approuvé et déclaré d'utilité publique par arrêté du M.R.L. en date du 22 juin 1945. Ce plan doit être remplacé par suite de nombreuses modifications demandées par le conseil municipal, par un projet d'aménagement directeur, qui a été pris en considération par le Ministère de la Construction et sera prochainement mis en application. La liste des communes qui doivent faire partie de ce groupement d'urbanisme est la suivante : Troyes, Barberey, Bréviandes, La Chapelle-Saint-Luc, La Rivière-de-Corps, Lavau, Les Noës-près-Troyes, Pont-Sainte-Marie, Rosières, Saint-André-les-Vergers, Saint-Julien-les-Villas, Sainte-Maure, Saint-Parres-aux-Tertres et Sainte-Savine. Ce plan d'aménagement prévoit notamment des zones dites d'affectation spéciale, pour la ville de Troyes deux zones d'habitation sont définies, le secteur « Les Chartreux » d'une superficie de 25 hectares, dont 36 000 m² sont réservés pour les services publics, et le secteur « Blanqui » d'une superficie de 13 hectares, dont 20 000 m² sont réservés pour les services publics. Le nombre de logements projeté est de 1 500 pour le secteur « Les Chartreux » et de 1 000 pour le secteur « Blanqui ». La viabilisation des terrains pourrait être prise en charge par la Société d'économie mixte départementale récemment créée par le Conseil général. Elle reviendrait ensuite les terrains viabilisés à des sociétés de construction, ou bien même à des particuliers, sous forme de lotissements

individuels. Ce n'est que par ce moyen que l'on pourra obtenir l'organisation rationnelle d'un quartier. D'autre part un arrêté du Préfet de l'Aube, en date du 18 juin 1959, fixe les mesures de sauvegarde à appliquer immédiatement et conformes au plan d'aménagement.

Pour l'ensemble du département, les programmes H.L.M. locatifs ayant fait l'objet de prêts à taux réduits de la Caisse des Dépôts et Consignations ont été les suivants pour chaque année depuis 1949.

ANNÉE	NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS (H.L.M. locatifs)	ANNÉE	NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS (H.L.M. locatifs)
1949	36	1955	549
1950	287	1956	750
1951	91	1957	179
1952	22	1958	434
1953	162	1959	534
1954	879	1960	513
Total des 2 colonnes		4 436	

Dans le chiffre 1954 sont inclus 75 logements pour Cités d'urgence, et 596 logements pour le secteur industrialisé de Troyes - Dans le chiffre de 1959 sont inclus les 300 logements au titre du plan triennal de Troyes - Dans le chiffre de 1960 sont inclus les 317 logements, au titre du plan triennal de Troyes.

Source : Ministère de la Construction, Direction des Services départementaux de l'Aube.

Le tableau ci-dessous donne le détail suivant les principales communes du département des programmes H.L.M. locatifs autorisés du 1^{er} janvier 1949 au 31 décembre 1960.

COMMUNES	LOGEMENTS AUTORISÉS	LOGEMENTS TERMINÉS AU 31/12/1960
Troyes	3 456	2 959
Sainte-Savine	182	132
Saint-André-les-Vergers	134	134
La Chapelle-Saint-Luc	110	62
Saint-Julien-les-Villas	200	208
Romilly-sur-Seine	452	356
Brienne-le-Château	144	120
Bar-sur-Aube	181	104
Nogent-sur-Seine	88	38
Bar-sur-Seine	40	24
Vendeuvre-sur-Barse	16	16
Autres communes	56	24
Total	5 059	4 169

Source : Ministère de la Construction, Direction des Services départementaux de l'Aube.

Ces chiffres comprennent les logements ayant fait l'objet de prêts à taux réduit de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'emprunts bonifiés, de dommages de guerre, ou de primes à 1 000 anciens francs. Ce tableau nous permet de constater que 84 % des logements terminés au titre des H.L.M. locatifs dans le département pendant cette période de onze ans, ont été construits dans l'agglomération de Troyes.

Enfin le tableau ci-dessous donne pour l'ensemble du département, par année depuis 1953 et suivant le mode de financement, le nombre de logements financés par d'autres modes de financement que les crédits H.L.M.

Nombre de logements financés chaque année

ANNÉE	PRIME A 1 000 F	PRIME A 600 F	AU TITRE DE DOMMAGES DE GUERRE	AUTRES FINANCEMENTS	TOTAL
1953	197	114	121	12	444
1954	269	119	209	45	642
1955	639	210	191	24	1 064
1956	159	205	29	79	472
1957	292	218	16	157	683
1958	467	278	15	144	904
1959	387	141	12	106	646
1960	752	115	—	151	1 018

Source : Ministère de la Construction, Direction des Services départementaux de l'Aube.

Une étude des services départementaux du ministère de la Construction a établi quels étaient à fin 1959 les besoins en logements du département, nous en donnons ci-dessous les résultats :

BESOINS EN LOGEMENTS POUR LA VILLE DE TROYES :

	NOMBRE DE LOGEMENTS
Besoins dus au surpeuplement (1 ^{re} urgence)	2 200
Besoins dus à l'évolution démographique et aux migrations de la population	1 100
Besoins nécessaires pour remplacer les flots défectueux et assurer le renouvellement normal du patrimoine immobilier	3 000
Besoins des salariés résidant hors de l'agglomération	1 100
Total	6 200

BESOINS POUR LE RESTE DE L'AGGLOMERATION DE TROYES :

Surpeuplement	1 200
Habitat défectueux	600
Migrations quotidiennes	200
Activités industrielles	300
Total	2 300

BESOINS POUR LES AUTRES COMMUNES URBAINES :

Surpeuplement	1 500
Habitat défectueux	800
Migrations quotidiennes	200
Total	2 500

BESOINS POUR LES COMMUNES RURALES :

— Population agricole	500
Surpeuplement : — Population non agricole	4 000
Total	4 500

Les besoins en logements du département étaient donc évalués à la fin de l'année 1959 à 15 500 au total. En ce qui concerne les besoins en logements de la ville de Troyes, ils étaient considérés comme incompressibles. D'autre part pour les communes rurales, il convient d'ajouter 1 200 logements auxquels des agrandissements étaient indispensables.

En 1959, les effectifs employés dans l'Aube par le secteur « Bâtiment et Travaux publics » étaient au nombre de 4 695 personnes, dont la qualification se décomposait ainsi que suit :

CATÉGORIES	EFFECTIF TOTAL
Cadres	216
Ouvriers qualifiés	2 627
Ouvriers spécialisés	696
Manœuvres	1 126
Total	4 695

Source : Services départementaux du ministère de la Construction.

c - SECTEURS DIVERS

Industrie des papiers et cartons :

Dans l'industrie des papiers, plusieurs branches d'activités principales sont à distinguer. La production du papier, qui est représentée dans l'Aube par deux affaires : une fabrique de papier à cigarettes, située à Troyes, et une fabrique de papier d'impression et d'écriture, située à Merrey, près de Bar-sur-Seine ; la transformation du carton, qui comprend deux entreprises à Troyes, deux autres à Romilly et des affaires artisanales à Aix-en-Othe ; la transformation du papier qui compte à Troyes une fabrique de sacs et de papier d'emballage. Au total, ce secteur occupe environ 700 personnes, dont plus de 600 dans l'agglomération de Troyes.

Evaluation du chiffre d'affaires en 1954 :

D'après les éléments, que nous avons pu recueillir, nous pouvons évaluer le chiffre d'affaires du secteur « Papiers-Cartons » en 1954 à 1 milliard de francs environ, dont 450 millions pour le cartonnage et la transformation du papier. La ventilation du chiffre d'affaires des fabriques de cartonnages et de transformation du papier est la suivante :

- 50 % sont réalisés avec la bonneterie du département ;
- 4 % sont réalisés avec l'industrie de la teinture du département ;
- 6 % sont réalisés avec le commerce alimentaire et le commerce non alimentaire du département ;
- 5 % sont réalisés avec les industries agricoles et alimentaires du département.

Le reste du chiffre d'affaires, soit 35 %, est réalisé à l'extérieur du département. En ce qui concerne le chiffre d'affaires de la production de papier, il n'a pas été possible de déterminer une ventilation complète, simplement nous pouvons estimer que 86 % du chiffre d'affaires sont réalisés à l'extérieur du département et 4 % dans le département (le secteur de l'industrie polygraphique étant le principal acheteur). Les principales productions du secteur étudié pour l'année 1954 ont les suivantes ¹⁴ :

Papier d'impression et d'écriture	22 847 quintaux
Papier à cigarettes	954 tonnes
Papier bible et simili bible	205 tonnes
Cartonnages ¹⁵	25 700 tonnes

D'autre part, le carton en plaques ou en bobines provient des régions suivantes (en pourcentage par rapport au tonnage total) :

Région Est	35 %
Région parisienne	40 %
Savoie	5 %
Nord	18 %
Scandinavie	2 %

Le carton venant des Vosges et des Alpes est composé de pâte de bois, celui qui vient du Nord est à base de paille et celui qui vient de la région parisienne est fait de vieux chiffons. La matière première qui sert à la fabrication du papier à cigarettes est composée de déchets de filatures venant du Nord. Le papier, 800 tonnes environ, vient des Vosges. Nous donnons ci-dessous l'estimation en millions de francs par région fournisseur des achats de matières premières du secteur « Papiers-Cartons » :

14. Chambre de Commerce, Année 1954, *La situation économique dans le département de l'Aube*, p. 32 sqq.

15. Le tonnage avancé pour les cartonnages est une estimation à partir de la production de la principale affaire de cartonnages de l'Aube, auprès de laquelle nous avons enquêté.

Région Est	155
Région parisienne	85,7
Région Nord	73,1
Savoie	10,7
Importation	4,3
Total	328,8

Cette estimation en valeur des achats de matières premières représente 32,8 % du chiffre d'affaires du secteur considéré.

Industrie du verre :

L'industrie du verre est représentée dans notre département par deux établissements. Une entreprise est située à Bayel à la limite orientale du département. On y fabrique de la gobeletterie soufflée et moulée, des services de table et des articles d'ornementation. A Montiéramey, dans le canton de Lusigny, est implantée une succursale d'une société parisienne, qui fabrique des globes d'ampoules électriques et des tubes intérieurs destinés à supporter le filament. Ce secteur occupe plus de 600 personnes.

L'implantation de l'industrie du verre dans l'Aube est ancienne ; d'après Bruslé, l'établissement de la verrerie de Bayel remonte à l'an 1500 : « l'établissement avait d'abord été formé à Paris pour le cristal, par une compagnie, qui y avait fait venir des ouvriers vénitiens. Le manque de bois rendant les dépenses trop considérables, cette compagnie obtint, quelques temps après, la permission de le transporter à Bayel, où l'on continua la fabrication du cristal jusqu'en 1764 »¹⁶. C'est donc l'existence de ressources locales abondantes de bois, qui est à l'origine de l'implantation de la verrerie dans la région de Clairvaux : ainsi aux environs de l'an X la verrerie utilisait cent hectares de bois par an. Il faut noter que le sable, matière première de l'industrie du verre, provenait des environs de Villy-en-Trodes et Magny-Foucharde et ceci explique la localisation de la verrerie à Montiéramey. Actuellement le sable utilisé provient de la forêt de Fontainebleau. Ce sable est additionné de carbonate de soude, en provenance de la Meuse et de chaux de Champagne. La production en 1954 a été de 1 166 tonnes, en ce qui concerne la verrerie à la main¹⁷. Nous pouvons remarquer que pour la même année la production totale française de verrerie à la main s'est élevée à 50 900 tonnes, la production de l'Aube représente donc 2,2 % de la production française.

Les évaluations en valeur de l'activité de ce secteur, que nous ventilons dans le tableau économique, ont été établies en fonction des données suivantes :

16. BRUSLÉ, *op. cit.*, p. 77.

17. Chambre de Commerce de Troyes, Année 1955, *La situation économique dans le département de l'Aube*, p. 28.

1° Une étude de l'I.N.S.E.E. donnait pour l'année 1952, en pourcentages, la part des salaires bruts, des taxes sur le chiffre d'affaires et des achats déductibles dans le chiffre d'affaires total réalisé en 1952 par ce secteur ¹⁸.

2° Nous connaissons, pour 1954, le montant des salaires bruts versés par l'industrie du verre aux salariés de cette industrie résidant dans le département. Les données présentées dans le tableau économique ont été estimées, à partir de cette masse des salaires bruts versée en 1954 et des pourcentages établis pour 1952, dont la proportion a été supposée être demeurée constante.

Industrie polygraphique :

Ce secteur employait dans l'Aube 460 personnes en 1954. D'après les éléments recueillis, nous avons évalué le chiffre d'affaires global à 920 millions de francs. Le montant des salaires bruts et des charges sociales pour l'année 1954 déterminé par l'I.N.S.E.E. représente 34,34 % du chiffre d'affaires ci-dessus exprimé. Le montant des achats de matières premières représentait 23 % du chiffre d'affaires, celui des impôts et des frais généraux 37,36 %.

La répartition géographique des achats de la matière première, à savoir le papier, était la suivante :

- 80 % pour les Vosges,
- 10 % pour le reste de la France,
- 10 % dans l'Aube pour le papier glacé.

La répartition des établissements d'imprimerie suivant le personnel occupé au 1^{er} janvier 1957 était la suivante :

	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS
0 à 10		15
10 à 25		3
25 à 100		2
+ de 100		1

L'affaire la plus importante est située à Bar-sur-Aube.

d - BONNETERIE ET INDUSTRIES ANNEXES

Bonneterie :

L'industrie de la bonneterie comprend la fabrication des articles suivants, bas, chaussettes, sous-vêtements, vêtements de dessus, gants tricotés, maillots, layettes, tricotés indémaillables et à point de maille. Tous ces genres de fabrication sont représentés dans

18. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1953, n° 3, p. 11 sqq.

l'Aube. Dans la nomenclature I.N.S.E.E., la bonneterie est classée sous le n° 48/1. Dans la nomenclature générale des produits, les produits de la bonneterie sont placés sous les numéros suivants : 60-01 à 60-06.

Les fournisseurs des matières premières utilisées par la bonneterie sont les industries productrices des filés de laine, de coton, de soie, de lin, de fibres synthétiques et de fibres artificielles. La clientèle de la bonneterie est constituée par le commerce de détail, le commerce de gros, les maisons à succursales multiples et les grands magasins. L'industrie de la confection et la couture utilisent, d'autre part, des étoffes de bonneterie.

Les industriels bonnetiers du département sont groupés en deux syndicats patronaux, la Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant et l'Union syndicale des industries de la maille et annexes (U.S.I.M.A.) Ces deux organismes sont adhérents à la Fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française, dont le siège est à Paris.

Pour l'établissement de nos statistiques, nous avons consulté les différentes personnalités de l'industrie de la bonneterie de l'Aube, les deux syndicats patronaux de l'Aube, et la Fédération de la bonneterie, qui regroupe les statistiques de ses adhérents pour l'ensemble de la France.

Achats de matières premières :

Nous donnons ci-dessous un résumé de la réception des filés par la bonneterie de l'Aube en 1954 (en tonnes) :

FILÉS	CHIFFRES CHAMBRE SYNDICALE	CHIFFRES DE L'U.S.I.M.A.	TOTAL AUBE
Coton	7 219	2 524	9 743
Laine	947	220	1 167
Rayonne	229	143	372
Fibranne	14	12	26
Nylon	673	125	798
Divers	70	20	90
Total	9 152	3 044	12 196

Partant de ces données, nous avons déterminé l'origine géographique des matières premières et leur coût approximatif. Le coton, qui constitue 80 % du tonnage des matières premières, provient en matière brute essentiellement de l'étranger : Amérique, Egypte, Syrie, Afrique française et U.R.S.S. Par ordre d'importance, les régions approvisionnant la bonneterie en filés de coton sont :

- le Nord (coton cardé et coton peigné) ;
- la Normandie (coton cardé) ;
- l'Alsace (coton cardé et coton peigné) ;
- les Vosges (coton cardé).

Enfin les filatures de coton du département de l'Aube contribuent à l'alimentation de la bonneterie auboise pour environ 10 % de ses besoins en coton. La laine, 9,5 % du tonnage, provient dans une proportion de 85 % des filatures du Nord et pour le reste : 10 % des filatures d'Alsace, 5 % de la filature de l'Aube et des filatures du midi de la France. Le nylon, 6,5 % du tonnage, est acheté à la Rhodiaceta, concessionnaire de la fabrication du Nylon en France, et dont les établissements sont dans la région de Lyon. La rayonne, 3 % du tonnage, vient de Lyon, ainsi que la fibranne.

Afin de déterminer aussi exactement que possible le coût de ces matières premières, nous avons ventilé les réceptions globales sus-indiquées en tenant compte des qualités et des titrages de filés utilisés dans chacune des principales catégories de fibres. Pour la mise au point de cette ventilation, nous avons consulté les principaux agents et représentants de filatures de la place de Troyes, nous avons ensuite soumis nos estimations aux services compétents de la Fédération française de l'industrie de la bonneterie à Paris. Voici le résultat de nos évaluations avec les **prix moyens hors taxes au kilo pour l'année 1954** :

FILÉS	TONNAGE	PRIX MOYEN AU KG	VALEUR GLOBALE
		(HORS TAXES) EN FRANCS	(millions de francs)
Cotons cardés gros titrage	7 794	550	4 287
Cotons peignés	1 949	1 000	1 949
Laine	1 167	1 500	1 751
Fibranne	26	245	6
Rayonne	372	1 000	372
Nylon :			
Mousse	287	7 000	2 009
Continu	511	5 500	2 810
Divers	90	500 *	45
Total	12 196		13 229

* Ce prix moyen est celui adopté par la Fédération française de l'industrie de la bonneterie pour l'évaluation de ce poste.

Nous pouvons estimer que pour la laine, les numéros principalement utilisés sont le 28 et le 40, la laine cardée constitue environ 100 tonnes, le tonnage des laines mélangées (laine et Nylon, laine ethervovyle, laine et fibranne) représente 1 5^e du tonnage total.

Vente de la bonneterie en 1954 :

Nous avons regroupé dans le tableau ci-contre les statistiques de ventes des adhérents des deux Chambres syndicales patronales de la bonneterie pour l'année 1954.

Le chiffre d'affaires réalisé par les adhérents de la Chambre syndicale des fabricants de bonneterie s'est élevé à 28 443 millions

	NYLON	LAINÉ	COTON	RAYONNE
EN TONNES				
Etoffes de bonneterie ..	5,2	15,6	171,4	18,9
EN MILLIONS DE PAIRES				
Bas	25,5	1,1	5,1	0,7
Mi-Bas, chaussettes ...	6,4	8,8	22,8	0,02
EN MILLIERS DE PIÈCES				
Sous-vêtements	1 073,5	1 014,2	41 120	3 474
Survêtements	191	599,4	6 542	15
Maillots de bains	42,7	61,6	553	—
Layette	—	216,5	868,3	—
Divers	100,5	18	1 389,4	—

de francs. Le chiffre d'affaires des adhérents de l'U.S.I.M.A. s'est élevé à 8 millions de francs. Le chiffre d'affaires total de la bonneterie de l'Aube s'évalue donc à 36 443 millions de francs pour l'année 1954, il s'est réparti de la façon suivante (en millions de francs) :

France	32 110
Outre-mer	3 234
Etranger	1 099

Nous remarquons que ce chiffre d'affaires est principalement réalisé sur le marché intérieur français, aussi la bonneterie de l'Aube est-elle directement dépendante des fluctuations de la conjoncture économique française.

Investissements de matériel en 1954 :

Le matériel de bonneterie est d'une part acheté en France, les fabricants de ce matériel sont principalement localisés à Troyes. Nous avons estimé les achats de matériel fabriqué en France par la bonneterie de l'Aube à 50 % du montant des achats de matériel de bonneterie fabriqué en France par l'ensemble de la bonneterie française. Pour l'année 1954, les investissements en matériel français étaient, dans le rapport présenté par la Fédération française de l'industrie de la bonneterie pour le Troisième Plan de modernisation et d'équipement, estimés à deux milliards de francs.

En ce qui concerne les achats de matériel étranger, la Fédération française de l'industrie de la bonneterie utilise les statistiques douanières pour le recensement et l'estimation des achats de matériel de bonneterie à l'étranger. Nous pouvons considérer que, pour l'année 1954, la bonneterie de l'Aube a acheté 38 % du montant des importations de matériel de bonneterie. Au total ces importations se sont élevées en 1954 et pour l'ensemble de la bonneterie française à 2 358,9 millions de francs. Le montant des achats de matériel étranger par la bonneterie de l'Aube peut donc s'estimer à 896,4 millions de francs.

Le montant total des investissements de matériel par la bonneterie de l'Aube peut donc s'évaluer à environ 1 896,4 millions de francs, ce qui représente 5,2 % du chiffre d'affaires réalisé en 1954. Nous pouvons noter que pour l'ensemble de la bonneterie française, le rapport pour le Troisième Plan de modernisation et d'équipement estimait, pour l'année 1954, à 3,4 % le montant des investissements de matériel par rapport au chiffre d'affaires, mais nous avons tenu compte, dans nos estimations du fait que la bonneterie de l'Aube consacrait à son équipement un effort plus important, de l'ordre de 5 % par rapport au chiffre d'affaires, d'après les enquêtes, que nous avons menées auprès des entreprises.

Evaluation des autres dépenses :

Frais généraux. — Les dépenses d'énergie, de charbon, de carburants et de véhicules automobiles étaient déterminées par les ventilations, que nous avons établies dans l'étude des secteurs fournisseurs de ces produits. Les dépenses de transports ont été calculées à partir du tonnage de matières premières reçues, avec un prix moyen de 15 francs au kilogramme. Les autres dépenses sont le résultat d'une extrapolation des pourcentages obtenus dans les différentes enquêtes menées auprès d'entreprises types.

Taxes Indirectes. — Nous avons suivi le raisonnement suivant pour le calcul des taxes sur le chiffre d'affaires :

1° Le chiffre d'affaires imposable en 1954 s'est élevé à 32 110 millions de francs (chiffre d'affaires réalisé en France), en moyenne les taxes sur le chiffre d'affaires s'élevaient à 18 %. Nous obtenons donc un montant approximatif de 5 800 millions de francs de taxes sur le chiffre d'affaires dû par la bonneterie de l'Aube en 1954.

2° De ce montant, nous avons déduit les taxes « déductibles » au titre des dépenses de matières premières ou taxes récupérées, soit 3 348 millions de francs. Ces taxes récupérées ont été calculées en fonction du montant des achats de matières premières déterminé antérieurement.

Industries annexes :

La bonneterie du département alimente, en partie, l'activité de plusieurs autres industries à Troyes. Ce sont la construction de métiers et d'accessoires divers pour bonneterie, les filatures et les teintureries. Nous étudierons l'activité de ces industries.

Fabriques de métiers à bonneterie :

La ville de Troyes compte plusieurs entreprises qui sont spécialisées dans la fabrication du matériel de bonneterie et du petit outillage pour bonneterie. La localisation de ces entreprises s'explique facilement ; en effet, elles ont sur place, une clientèle impor-

TABEAU 21
ESTIMATION DES DÉPENSES DU SECTEUR « BONNETERIE » EN 1954

Postes de dépenses	Millions de francs	En pour cent
Teinture	1.120	3,08
Conditionnement	1.093	3,00
Matières premières	13.229	36,30
Salaires nets	6.024	} 16,60
Avantages en nature	27	
Charges Sociales	2.012	
Impôts :		
5 % sur les salaires	371	1,02
Taxes sur le chiffre d'affaires :		
effectivement payées	2.528	} 16,12
récupérées	3.348	
Impôts directs	146	
Frais généraux :		
Gaz - Electricité	73	0,19
Charbon	197	0,54
Carburants	99	0,27
Combustibles liquides	116	0,32
Transports	182	0,50
Entretien du matériel	370	1,03
Achats de voitures	182	0,50
Assurances	74	0,20
Divers	2.227	6,11
Charges financières	1.093	3,00
Investissements :		
Matériel	1.896	5,20
Immobiliers	36	0,10
Total	36.443	100,00

tante et elles peuvent suivre de près l'évolution du marché de la bonneterie et ainsi fabriquer un matériel toujours plus perfectionné qui permet de répondre aux nécessités techniques de cette évolution. Les principales productions sont constituées par des métiers circulaires, des métiers rectilignes, des bobinoirs, des machines à remmailler et des couseuses. Une affaire est spécialisée dans la fabrication des aiguilles et platines pour métiers à bonneterie ; une autre affaire construit des machines d'apprêt pour la bonneterie et pour la plastification des fibres synthétiques tricotées ainsi que de machines spéciales de teinture. L'activité de ces entreprises est particulièrement caractéristique ; en effet Troyes est le principal centre de fabrication de matériel de bonneterie

de France. D'autre part le pourcentage important des exportations indique que cette branche d'activité est très concurrentielle sur les marchés étrangers, en particulier sur le marché européen.

Nous avons estimé à 2 milliards de francs le chiffre d'affaires réalisé par cette industrie en 1954. Les chiffres que nous avançons dans notre tableau ont été établis après enquête auprès des principales entreprises. La matière première utilisée par cette industrie est composée de fonte et d'acier ainsi que de la tôle, du duralumin, de l'aluminium et des fournitures diverses, notamment de l'appareillage électrique en provenance de la région parisienne. Voici pour quatre établissements la répartition des ventes, en pourcentage du chiffre d'affaires :

	1 ^{er} ÉTABLISSEMENT	2 ^e ETABLISSEMENT	3 ^e ETABLISSEMENT	4 ^e ETABLISSEMENT
France	81 %	30 %	77 %	88 %
Etranger	15 %	70 %	22 %	12 %
Union Française .	4 %	—	1 %	

En 1959, l'agglomération de Troyes comptait quatorze établissements de construction de machines à bonneterie dont :

6	occupant moins de	50 personnes
4	» plus de	50 personnes
2	» plus de	100 personnes
2	» plus de	400 personnes

Ces entreprises employaient 1 750 personnes.

Teinture :

L'implantation de la teinture à Troyes est très ancienne, puisque cette ville comptait déjà en 1650 « 20 teinturiers en bon teint et 20 teinturiers en petit teint »¹⁹. Actuellement ce secteur comprend les teinturiers et blanchisseurs et les apprêteurs en bonneterie. Sept établissements de teinture sont installés à Troyes et un établissement est installé à Romilly, ils occupent environ 1 600 personnes. D'autre part seize apprêteurs, employant 500 personnes environ, sont occupés aux travaux d'apprêt et de finition des articles de bonneterie.

D'après les éléments que nous avons recueillis auprès des deux principales entreprises de Troyes, nous pouvons estimer le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur pour l'année 1954 à 1 860 millions de francs. La répartition de ce chiffre d'affaires selon les grands postes de dépenses est la suivante :

19. BRUSLÉ, *op. cit.*, p. 58.

Matières premières (achats de produits chimiques et de charbon	22,5 %
Salaires et charges sociales	30,8 %
Impôts	21 %
Frais généraux	25,7 %

Ce secteur doit constamment maintenir son effort d'équipement, en effet l'apparition des nouvelles fibres, telles que le nylon, l'orlon, le perlon, le rylsan et le crylor nécessite l'emploi d'un matériel moderne pour l'application de nouveaux procédés de teinture. Les achats d'investissements de matériel sont réalisés pour 70 % de leur montant en France, plus spécialement localisés dans la région du Nord et à Troyes, et pour 30 % à l'étranger, principalement en Allemagne, en Angleterre et en Italie. Le matériel est constitué notamment de baques à teinture et d'autoclaves à teinture ; le matériel pour apprêts tubulaires et sur forme est fabriqué à Troyes. Les achats courants de ce secteur sont constitués des achats de produits chimiques, colorants et adjuvants, en provenance de France dans une proportion de 80 % et en provenance de Suisse et d'Allemagne pour le reste. La répartition des ventes de ce secteur peut être estimée ainsi que suit : 60 % du chiffre d'affaires sont réalisés sur la place de Troyes et 30 % sur la région parisienne, la région du Nord et la région Lyonnaise. Nous ne pouvons donner aucune précision concernant la ventilation entre ces différentes régions, étant donné l'évolution constante du marché.

Filatures :

Les filatures de coton de l'Aube au nombre de 4 en 1954, employaient environ 680 personnes. Par suite de la pénurie de dollars, il était difficile aux filateurs de se procurer du coton américain, aussi la matière première venait-elle de Syrie, de Turquie et d'A.E.F., pays dont les cotons sont à des prix plus élevés que ceux des U.S.A. et conviennent moins bien à la bonneterie. La production était d'environ 300 tonnes par mois en filés écrus ou teints du N° 18 au N° 60, soit une production moyenne annuelle de 3 600 tonnes²⁰. Une partie de cette production alimente 10 % environ des besoins en coton des usines de bonneterie locales. D'autre part l'Aube compte une filature de laine peignée. Nous pouvons évaluer le chiffre d'affaires de ce secteur en 1954 à environ 4 349 millions de francs, dont 826 sont réalisés avec la bonneterie de l'Aube.

²⁰. Chambre de Commerce de Troyes, année 1954, *La situation économique dans le département de l'Aube*, p. 11.

e - INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES

Cette branche est caractérisée dans notre département, par un certain nombre d'établissements dont les productions sont variées. Aussi ne nous a-t-il pas été possible de présenter une vue d'ensemble de l'activité de ce secteur ; nous avons seulement pu réunir des données statistiques pour quelques activités particulières importantes. La répartition des diverses productions repérées a été la suivante en 1954 ²¹ :

FONDERIES :

Fonte sur modèle	555 tonnes
Fonderie de métaux non ferreux	108 »

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES :

Pylones	838 tonnes
Charpentes de bâtiments industriels	2 455 »
Charpentes de bâtiments agricoles	190 »
Divers	74 »
Acier	324 »
Exportation	52 »

FORGES :

Profilés spéciaux en acier	9 018 tonnes
----------------------------------	--------------

TRÉFILAGE, ÉTIRAGE, LAMINAGE A FROID DE L'ACIER :

Pointes et chevilles	501 tonnes
Clous	184 »

SERRURERIE, QUINCAILLERIE :

Serrurerie de meubles et de bâtiments, ferronnerie et quincaillerie	1 125 tonnes
dont 420 tonnes pour l'Union française et 1 tonne pour l'exportation.	

TRACTEURS :

2 500 tracteurs ont été fabriqués en 1954, dont 50 environ ont été vendus aux agriculteurs de l'Aube. Les moteurs viennent de Dieppe et les ponts sont d'origine allemande.

MOTOCYCLES :

3 213 cyclomoteurs
54 253 moteurs à deux temps
28 635 cadres
25 105 scooters
158 730 garde-boue en aluminium
94 000 garde-boue en acier

DIVERS :

859 chaudières à gaz, dont 33 % environ à destination de l'étranger
330 aérothermes

Il ne nous a pas été possible de faire une évaluation en valeur de chacune de ces productions, aussi nous avons reconstitué le chiffre d'affaires global du secteur étudié de la manière suivante ;

21. Chambre de Commerce de Troyes, Année 1954, *La situation économique dans le département de l'Aube*, p. 14 sqq.

d'après les statistiques de l'I.N.S.E.E., le chiffre d'affaires réalisé en 1952 par le secteur « Production et transformation des métaux » du département s'est élevé à 10 231 millions de francs²². Durant l'année 1952 la masse des salaires versée par ce secteur, suivant l'exploitation des Etats 1024 a été de 1 616 millions de francs, ce qui représentait 16 % du chiffre d'affaires. Partant de cette même masse de salaires pour l'année 1954, soit 1 731,8 millions de francs, nous avons pu évaluer le chiffre d'affaires du secteur étudié pour 1954 à 10 825 millions de francs, en admettant que le pourcentage des salaires par rapport au chiffre d'affaires n'avait pas changé. Il faut remarquer que, d'après ce calcul, le chiffre d'affaires des fabriques de métiers à bonneterie est inclus dans cette évaluation.

Structure des établissements de métallurgie autres que les fabriques de métiers à bonneterie :

Nous donnons ci-dessous la répartition des établissements de métallurgie suivant le personnel occupé au 1^{er} janvier 1959 dans l'Aube :

TRANCHE DE SALARIÉS	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS
+ de 500	1
+ de 400	1
+ de 200	3
+ de 100	7
+ de 50	3
— de 50	13
Total	28

Ces entreprises emploient 3 300 personnes environ. Dix-sept établissements occupant 1 350 personnes sont installés dans l'agglomération de Troyes. La production de ces entreprises très diversifiée est la suivante :

- appareils de chauffage et chaudières à gaz,
- chaudronnerie industrielle et de bâtiment,
- scooters, accessoires pour cycles et motocycles,
- pompes industrielles et appareils spéciaux pour usines à gaz,
- roues pour automobiles,
- serrures, verrous, cadenas, quincaillerie du bâtiment,
- candélabres pour éclairage public²³.

22. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1953, n° 3, p. 11 sqq.

23. Les candélabres en tôle d'acier, fabriqués à Saint-André-les-Vergers près de Troyes, ont été utilisés pour l'équipement des voies d'accès et des parcs de stationnement de l'aéroport d'Orly.

La localisation des autres établissements se présente comme suit : à Bar-sur-Aube, 4 établissements de métallurgie occupent plus de 600 personnes, la spécialisation de ces établissements est la suivante : une fabrique de raccords et de robinetterie pour hydrocarbures, une forge fabriquant des pièces brutes de forge en acier, laitons et alliages légers, une fabrique de forêts pour métaux et une fabrique de moteurs. A Romilly-sur-Seine est implantée une fabrique de frigidaires, à Vendeuvre est installée une usine de montage de tracteurs, à Clairvaux une forge fabrique des profilés spéciaux en acier, à Neuville-sur-Vanne est installée une fabrique de constructions métalliques, à Plaine-Saint-Lange une tréfilerie, aux Riceys une fabrique de ferronnerie d'art et à Bar-sur-Seine une chaudronnerie.

En 1959 l'industrie de la métallurgie dans l'Aube, y compris les fabriques de métiers à bonneterie, occupait 5 050 personnes dont 61 % dans l'agglomération de Troyes. Il faut souligner l'importance relative de ce secteur à emplois masculins en ce qui concerne l'équilibre économique du département.

f - COMMERCE ALIMENTAIRE

Au total, le département possède environ 434 succursales de maisons d'alimentation à succursales multiples. Il faut compter un chiffre d'affaires annuel moyen de 10 millions de francs par succursale. Le chiffre d'affaires réalisé dans l'Aube en 1954 par les maisons d'alimentation à succursales multiples de l'Aube peut s'évaluer à 4 340 millions de francs. Pour tenir compte des commerces alimentaires particuliers et des grands magasins d'alimentation de Troyes, nous avons réévalué ce chiffre à 7 milliards de francs pour le commerce alimentaire (sans la boucherie et sans la boulangerie). D'après les éléments recueillis, nous pouvons présenter l'estimation suivante concernant le bilan financier du commerce alimentaire en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires :

Achats aux fournisseurs	70 %
Salaires et charges sociales	12 %
Impôts	8 %
Frais généraux	10 %

La ville de Troyes est le siège de trois sociétés d'alimentation à succursales multiples. Ces sociétés réunissent au total 887 succursales, dont 368 sont situées dans l'Aube. Les autres succursales sont situées dans les départements voisins de l'Aube, principalement dans un rayon de cent cinquante kilomètres autour de Troyes. Ces départements sont notamment : l'Allier, le Cher, la Côte-d'Or, la Haute-Marne, le Loiret, la Marne, la Nièvre, la Saône-et-Loire, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, les Vosges et l'Yonne. Plus de la moitié du chiffre d'affaires de ces maisons à

succursales multiples est réalisée en dehors du département de l'Aube. L'approvisionnement des succursales se fait par camion à partir de Troyes ou de dépôts extérieurs. L'élément transport est donc important, les maisons à succursales multiples ont un parc automobile qui nécessite un constant effort d'entretien et de renouvellement. D'après les éléments recueillis au cours de nos enquêtes, nous avons estimé à cent mille tonnes, l'importance du tonnage de l'alimentation ; la répartition de ce tonnage se décompose comme suit :

Cave (vin, huile, eaux minérales)	68 %
Épicerie et produits frais	29 %
Produits alimentaires	3 %

g - COMMERCE NON ALIMENTAIRES

Il est impossible d'évaluer, de façon précise, le chiffre d'affaires du secteur « Commerce non alimentaires » dans l'Aube en 1954, en effet les commerces sont trop dispersés et trop différents, pour envisager une enquête par sondage auprès de quelques-uns d'entre eux. Aussi ce chiffre d'affaires a été déterminé de la manière suivante : nous avons retenu le pourcentage, que représentait la masse des salaires bruts du secteur considéré par rapport au chiffre d'affaires de ce secteur en 1952 d'après une étude de l'I.N.S.E.E.²⁴.

D'après cette documentation, le chiffre d'affaires du secteur « Commerce non alimentaires » dans l'Aube s'est élevé, en 1952, à 15 710 millions de francs et la masse des salaires bruts versés par ce secteur dans l'Aube durant la même période a été de 740 millions de francs, la part des salaires bruts par rapport au chiffre d'affaires du secteur considéré a donc été de 4,72 %. Nous connaissons, pour l'année 1954, la masse des salaires bruts versés par le secteur « Commerce non alimentaires », nous avons évalué le chiffre d'affaires de ce secteur pour cette même année, en nous basant sur le pourcentage obtenu ci-dessus. Ainsi le chiffre d'affaires du secteur « Commerce non alimentaires » dans l'Aube pour l'année 1954 peut être estimé à 27 323 millions de francs. Les impôts payés par ce secteur ont été évalués comme suit en millions de francs :

Taxes locales (1,75 % du chiffre d'affaires)	478,1
Taxes sur les transactions (1 % du chiffre d'affaires)	273,2
Patente et foncier (3 % du chiffre d'affaires)	819,7
Total	1 571

24. I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Année 1953, n° 3, p. 11 sqq.

Nous avons pu estimer, d'autre part le montant des achats de ce secteur, en considérant que l'ensemble des commerces non alimentaires travaillent avec une marge moyenne de 33 % sur le prix de vente. Le montant des achats du secteur étudié a été évalué à 18 306,3 millions de francs. Il ne nous a pas été possible de repérer par secteur et par région l'origine de ces achats.

Section 3. Enseignements du tableau économique

Nous arrivons au terme de notre étude économique statique. Les éléments statistiques recueillis au cours de cette analyse de l'activité économique du département de l'Aube, pour une année déterminée, nous permettent de présenter le tableau économique du département de l'Aube, pour l'année 1954, qui était le but de cette étude. Nous donnons ci-dessous quelques précisions concernant l'interprétation de ce tableau.

Les chiffres sont imparfaits, mais leur exactitude dépend des éléments statistiques, qu'il nous a été possible de recueillir. Nous pouvons néanmoins considérer, compte tenu du travail de recherche statistique, auquel nous nous sommes livré, que la plupart des chiffres présentés ont un degré d'exactitude qui varie de 5 à 10 %.

Pour certains secteurs les évaluations sont plus incertaines. Il en est ainsi notamment pour le secteur « Fabrique de métiers à bonneterie », le secteur des industries métallurgiques, le secteur des industries diverses, ainsi que pour le secteur des transports et le secteur des commerces non alimentaires. Précisons en ce qui concerne le secteur des transports, que nous avons estimé certains coûts de transport à partir des réceptions de marchandises déterminées dans les tableaux étudiés au chapitre des transports et compte tenu des prix moyens de transport par fer ou par route, dont nous avons eu connaissance, ainsi que des distances kilométriques.

D'autre part, les chiffres du tableau n'expriment pas toute la réalité économique départementale, mais simplement les principales relations comptables, qui s'établissent entre les secteurs producteurs du département. Ces relations comptables n'ont pas toutes été déterminées, en effet les flux financiers, les revenus de particuliers, autres que les salaires, les dépenses du Gouvernement, les auto-fournitures et les inter-contrats ne sont pas représentés ou bien ne sont représentés que partiellement.

Le tableau économique, que nous avons établi, est loin encore d'être une rigoureuse exactitude, mais il nous permet de mettre

en évidence les principales liaisons économiques du département avec le reste de la France.

Il nous faut donner quelques précisions concernant la signification de la ligne « Ajustement » (n° 33). La ligne « Ajustement » regroupe en la majorité des cas les erreurs d'estimations dans les achats. Parmi les emplois du profit brut des entreprises, il n'a pas toujours été possible de repérer le montant total des investissements ou bien de le ventiler ; nous n'avons pas cherché d'autre part à mettre en évidence la constitution de réserves financières au sein des entreprises. Pour les divers secteurs, l'ajustement représente non seulement les erreurs d'estimation, mais aussi les achats d'investissement non repérés, dont la proportion est variable suivant les secteurs et les réserves financières constituées pendant l'année.

Pour le secteur « Industries métallurgiques », autres que les fabriques de métiers à bonneterie, l'ajustement important est dû au fait, que plusieurs maisons représentant 70 % environ du chiffre d'affaires global, ont leur siège social en dehors du département et qu'il n'a pas été possible de recueillir les éléments nécessaires à une ventilation correcte. Pour les secteurs « Ménages non agricoles » et « Ménages agricoles », nous ne faisons apparaître dans le tableau que les achats de consommation ou d'investissements domestiques, c'est pourquoi l'épargne des ménages figurera dans la ligne « Ajustement », ainsi que les achats non déterminés, tels que les achats des ménages à l'extérieur de l'Aube.

Par le procédé de l'ajustement, notre tableau est fermé. La somme des emplois est égale aux sommes des ressources, pour chaque secteur, le total des ventes est égal au total des achats.

Compte tenu des défauts que nous venons d'énumérer, ce tableau nous permet de repérer les principales relations inter-industrielles. En effet, au cours de son élaboration, nous avons étudié la structure des ventes et des achats des principales activités du département. Nous avons d'autre part déterminé le revenu départemental net qui s'élève à 51 353 millions de francs. Il est donc un élément de base pour l'analyse de la région et des relations économiques interrégionales. Enfin c'est un procédé d'étude statistique, puisqu'il nous a obligé, pour le construire, de réunir concernant le département de nombreux documents statistiques.

Examinons maintenant quelles conclusions, les résultats de ce tableau économique nous permettent d'avancer. La colonne n° 33 (Total général) nous révèle les secteurs économiques dont la prospérité commande celle du département ; en premier la bonneterie, l'agriculture vient au second rang, puis les industries agricoles et alimentaires, les industries métallurgiques et enfin les industries du bois et les exploitations forestières.

En ce qui concerne les échanges interrégionaux, le solde des échanges du département avec le reste du monde est positif. Le total des ventes de l'Aube à l'extérieur est de 76 113 millions de francs (note 1), alors que le montant total des achats de l'Aube à l'extérieur est de 53 055 millions de francs. Il faut remarquer que dans le montant total des achats, les achats d'investissement de certains secteurs n'ont pas été ventilés. Il est probable, que cette lacune modifie le solde des échanges. Si nous avons pu ventiler convenablement ces achats d'investissement, le solde des échanges aurait été plus réduit, tout en demeurant positif.

Nous pouvons examiner, d'autre part, la balance des secteurs pour lesquels les chiffres avancés sont relativement exacts. L'industrie de la bonneterie achète à l'extérieur de l'Aube un montant de 16 647 millions de francs, investissements compris. Le montant de ses ventes s'élève à 36 443 millions de francs, son chiffre d'affaires étant totalement réalisé à l'extérieur de l'Aube. La balance de ce secteur présente donc un excédent positif de 19 796 millions de francs.

Les ventes du secteur « Agriculture » se sont élevées à 6 640 millions à l'extérieur de l'Aube. Les achats de ce secteur à l'extérieur de l'Aube se sont élevés à 2 619 millions de francs, soit un excédent positif de 4 021 millions de francs. Le secteur « Industries du bois » a vendu pour un montant de 2 085 millions de francs à l'extérieur de l'Aube et n'a pas fait d'achat à l'extérieur du département. Le secteur « Exploitations forestières » a vendu à l'extérieur de l'Aube pour un montant de 912 millions et n'a pas fait d'achat à l'extérieur du département. Au total, la balance de ces deux secteurs est nettement positive pour un montant de 2 992 millions de francs.

Si nous examinons les ventes repérées de l'Aube à l'extérieur, nous constatons que le total des colonnes n° 25, 26, 27, 31 et 32 du tableau donne un montant de 59 135 millions de francs, qui se répartissent en pourcentage ainsi que suit :

Région parisienne	20,4
Région Est	19,5
Région Nord	10,3
Reste de la France	34,9
Territoires d'Outre-mer	7,2
Etranger	7,7

D'autre part, 76 % du montant total des ventes réalisées vers les T.O.M. sont dus au secteur « Bonneterie » et 24 % des exportations sont réalisés par ce même secteur. Enfin 26,2 % des exportations sont dues au secteur « Agriculture » ce dernier pourcentage est indicatif de la vocation agricole du département de l'Aube.

En ce qui concerne les achats de l'Aube à l'extérieur, nous constatons que 31 % du total du montant de ces achats sont

réalisés par le secteur « Bonneterie ». Nous avons vu que ces achats sont constitués principalement par de la matière première de filés et par des achats de machines à l'étranger. La laine et le coton, en matière brute, sont importés, aussi nous pouvons souligner la dépendance du département de l'Aube vis-à-vis de la conjoncture internationale à travers son industrie de la bonneterie. C'est ainsi que des difficultés en approvisionnement de coton ont existé par suite des événements internationaux de 1956-1957 et que, d'autre part, les restrictions des importations de matériel ont ralenti l'équipement de la bonneterie.

Nous avons tenté, au cours de notre étude de construire le tableau économique du département de l'Aube avec le plus d'objectivité possible. Le lecteur averti nous pardonnera, nous l'espérons, l'imprécision de certaines de nos estimations. Nous serions heureux d'avoir pu contribuer à réunir les premiers éléments d'un inventaire plus complet du département. Cette méthode est, en effet, une des bases de l'étude des problèmes régionaux ; nous pouvons espérer qu'avec l'amélioration des données statistiques, des résultats plus valables seront obtenus dans les années à venir.

24. Dans ce chiffre n'est pas compté le montant des ventes du secteur « Commerces non alimentaires », intersection de la colonne n° 29 et de la ligne n° 19, ces ventes étant en partie des achats des secteurs de l'Aube, qui n'ont pu être ventilés.

Dynamique des branches

Après l'étude statique de l'économie du département, qui nous a permis d'obtenir un inventaire de son potentiel économique, nous tenterons de dégager maintenant des enseignements sur sa croissance économique. Dans ce but, après l'étude de l'évolution des transports, nous entreprenons une étude dynamique du secteur le plus important, c'est-à-dire la bonneterie ; nous retracerons notamment le développement de cette industrie. Nous étudierons ensuite l'évolution de l'emploi dans l'Aube depuis 1951 et les migrations journalières ; nous présenterons enfin les indicateurs de conjoncture. Cette analyse des structures économiques du département nous permettra de poser le problème d'une politique de croissance équilibrée et d'en examiner les principales conditions.

Section 1. Évolution du trafic routier

Depuis 1851, les Services des Ponts et chaussées procèdent tous les cinq ou dix ans à un recensement de la circulation sur les routes nationales. Les derniers recensements de la circulation datent de 1934, 1950 et 1955, nous avons obtenu les résultats concernant le département de l'Aube auprès de l'Administration des Ponts et chaussées de Troyes. D'autre part, nous avons recueilli les documents concernant le comptage de 1856-1857 dans l'ouvrage de D. Renouard « Les transports de marchandises par fer, route et eau depuis 1850 ». Nous diviserons cette étude en deux parties :

a - Evolution du trafic routier des véhicules à marchandises depuis un siècle.

b - Etude comparée des comptages de 1934 et de 1955 relatifs à la circulation automobile à voyageurs.

a - EVOLUTION DU TRAFIC ROUTIER DES VÉHICULES A MARCHANDISES DEPUIS UN SIÈCLE

La carte 9 reproduit le tonnage utile transporté sur chaque section de route impériale en 1856-1857. L'examen de cette carte indique qu'il y avait aux approches de Troyes et aussi aux approches des autres agglomérations du département, dans un rayon de quinze kilomètres environ, une grande intensité de trafic. Celui-ci avait un caractère local et vicinal, puisqu'il était concentré autour des centres urbains et des marchés locaux ; ceci correspond à l'aspect de l'économie française de l'époque, qui était une juxtaposition d'économies locales.

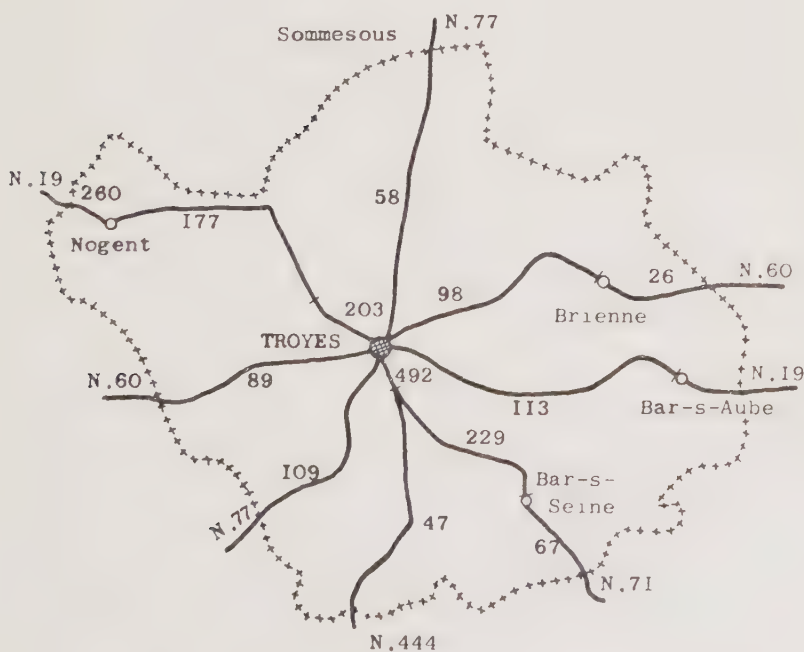
Les tonnages les plus importants sont notés sur les sections de route de Troyes à Estissac et de Troyes à Bouilly. C'est en effet par ces deux routes que la matière première venant de Troyes était acheminée pour être livrée aux façonniers bonnetiers du Pays d'Othe situé entre ces deux routes et que ces derniers, quand leur travail était terminé, acheminaient leurs marchandises pour la livrer à la Halle de la bonneterie à Troyes. D'autre part le bois provenant de l'exploitation de la forêt d'Othe était aussi acheminé par ces deux voies de communication vers Troyes. Nous pouvons remarquer qu'à cette époque, seule la ligne de chemin de fer de Montereau à Troyes, permettant des échanges avec Paris, était construite. Nous pouvons penser que cette voie ferrée concurrençait la route de Troyes à Nogent-sur-Seine, pour le trafic de marchandises à grande distance, ce qui expliquerait les chiffres assez moyens, même pour cette époque, relevés sur cette section de route.

La carte 10 reproduit pour les principales routes nationales du département, par section de comptage, le nombre moyen d'automobiles à marchandises ayant circulé par jour en 1934. L'examen de cette carte montre l'intensité du trafic sur toutes les routes dans un rayon de trente kilomètres autour de Troyes, seul centre important du département. Le trafic s'intensifiait aux approches immédiates de cette ville. Il était donc principalement local. Le trafic lourd à longue distance n'était pas très important, excepté sur la R. N. 19 au-delà de Nogent-sur-Seine en direction de Paris où l'intensité du trafic traduisait l'importance des échanges à longue distance du département avec la région parisienne.

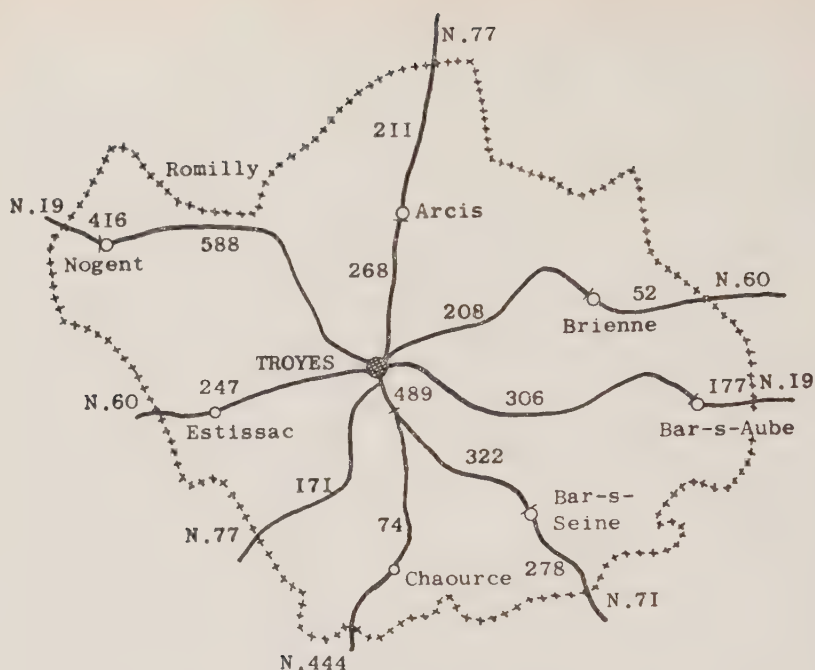
La carte 11 reproduit pour les principales routes nationales du département, par section de comptage, le nombre moyen d'automobiles à marchandises ayant circulé par jour en 1955. Ces chiffres regroupent les rubriques de comptage suivantes distinguées par le recensement des Services des Ponts et chaussées en 1955 : camionnettes, camions sans remorque, voitures avec remorques et transports exceptionnels.



Carte 9
Tonnage ayant circulé sur chaque section de route
(1856 - 1857)



Carte 10
Circulation journalière des véhicules à marchandises (1934)



Carte 11
Circulation journalière des véhicules à marchandises (1955)

En 1955, la circulation moyenne journalière des véhicules à marchandises a nettement augmenté par rapport à 1934, mais l'augmentation n'est pas uniforme. En effet, nous notons les taux d'augmentation suivants en pourcentage :

- 190 % sur la R.N. 19 entre Nogent-sur-Seine et Troyes
- 170 % sur la R.N. 19 entre Troyes et Bar-sur-Aube
- 105 % sur la R.N. 60 entre Troyes et Brienne-le-Château
- 315 % sur la R.N. 71 entre Bar-sur-Seine et la Côte d'Or
- 40 % sur la R.N. 71 entre Buchères et Bar-sur-Seine

Ces chiffres traduisent le maintien d'un trafic départemental important, mais aussi l'existence d'un trafic interrégional. L'intensification du trafic constatée sur la R.N. 19 entre Troyes et Nogent-sur-Seine souligne l'accroissement des échanges économiques du département avec la région parisienne. L'existence d'un trafic interrégional est repérée d'autre part sur la R.N. 71 au-delà de Bar-sur-Seine vers la Côte-d'Or, ainsi que sur la R.N. 77 entre Arcis-sur-Aube et le département de la Marne. Il y avait donc en 1955 une augmentation du trafic lourd à grande distance, au détriment du trafic lourd local. Il nous faut remarquer, que ce

trafic à longue distance est pour une part un trafic de transit dans le département et ayant comme itinéraire, soit Paris-Dijon-Lyon, soit Lille-Dijon-Lyon, soit Paris-Bâle.

Sur les routes nationales d'importance secondaire, qui forment un circuit périphérique reliant les petits centres du département, le trafic journalier de véhicules à marchandises en 1955 traduit le maintien d'échanges intra-départementaux, comme le montre le tableau ci-dessous :

ROUTES NATIONALES	SECTION DE COMPTAGE	TRAFFIC MOYEN JOURNALIER	
		1934	1955
R.N. 444	entre Buchères et l'Yonne	47	74
R.N. 374	entre Ervy-le-Châtel et Nogent-sur-Seine .	16	53
»	entre Ervy-le-Châtel et l'Yonne	—	69
R.N. 441	entre Méry-sur-Seine et Arcis-sur-Aube ..	43	95
»	entre Arcis-sur-Aube et Lesmont	28	77
R.N. 443	entre Vendeuvre et Bar-sur-Seine	58	66
»	entre Bar-sur-Seine et l'Yonne	—	26

Unité : Un véhicule à marchandises.

Nous pouvons remarquer que l'accroissement du tonnage utile transporté est plus important, que l'accroissement de la circulation, car la charge utile des véhicules à marchandises a augmenté de 1934 à 1955. Pour connaître l'ordre de grandeur du tonnage utile transporté, il suffit de multiplier les chiffres de circulation par la charge moyenne journalière des véhicules, qui était évaluée à 2,467 tonnes utiles en 1934 et à 3,17 tonnes utiles en 1955. Nous avons, à titre documentaire, pour la R.N. 19 entre Troyes et Nogent-sur-Seine, calculé le tonnage utile transporté par jour à chacune des deux époques étudiées, en voici les résultats :

1934	436,65 tonnes utiles
1955	1 863,96 tonnes utiles

b - AUTOMOBILES A VOYAGEURS. CIRCULATION MOYENNE JOURNALIÈRE EN 1934 ET EN 1955

Le tableau de la page 162 donne le résultat des recensements de la circulation opérés par les Services des Ponts et chaussées du département de l'Aube en 1934 et en 1955 en ce qui concerne la circulation moyenne journalière des automobiles à voyageurs particulières et des transports en commun sur les principales routes nationales du département.

TABLEAU 22

Routes nationales	Section de comptage	Trafic moyen journalier en :	
		1934	1955
R.N. 19	- entre Nogent et la Seine-et-Marne.....	942	1.450
—	- entre Troyes et Nogent.....	606	1.670
—	- entre Troyes et Bar-sur-Aube.....	359	1.020
—	- entre Bar-sur-Aube et la Haute-Marne.....	241	714
R.N. 60	- entre Troyes et Estissac.....	268	636
—	- entre Troyes et Brienne-le-Château.....	260	597
—	- entre Brienne et la Haute-Marne.....	72	177
R.N. 71	- entre Troyes et Buchères.....	1.136	1.668
—	- entre Buchères et Bar-sur-Seine.....	579	964
—	- entre Bar-sur-Seine et la Côte-d'Or.....	248	719
R.N. 77	- entre Troyes et l'Yonne.....	255	493
—	- entre Troyes et Arcis-sur-Aube.....	—	699
—	- entre Arcis-sur-Aube et Sommesous.....	—	529
R.N. 444	- entre Buchères et l'Yonne.....	138	235
R.N. 374	- entre Ervy-le-Châtel et Nogent-sur-Seine.....	55	114
R.N. 441	- entre Méry-sur-Seine et Arcis-sur-Aube.....	136	190
—	- entre Arcis-sur-Aube et Lesmont.....	96	152
R.N. 443	- entre Vendevre et Bar-sur-Seine.....	130	155
—	- entre Bar-sur-Seine et l'Yonne.....	—	82
R.N. 374	- entre Ervy-le-Châtel et l'Yonne.....	—	170

Unité : un véhicule automobile.

L'examen des comptages routiers de 1934 et de 1955, en ce qui concerne la circulation des automobiles à voyageurs indique une augmentation sensible sur les grandes voies de circulation du département ; en 1955 par rapport à l'avant-guerre, nous notons les taux d'accroissement suivants en pourcentage :

175 % sur la R.N. 19 entre Nogent-sur-Seine et Troyes
 184 % sur la R.N. 19 entre Troyes et Bar-sur-Aube
 190 % sur la R.N. 71 entre Bar-sur-Seine et la Côte d'Or
 137 % sur la R.N. 60 entre Troyes et Estissac
 130 % sur la R.N. 60 entre Troyes et Brienne-le-Château

Ces augmentations de circulation sont plus importantes que l'augmentation moyenne de la circulation en France, qui est d'environ 85 %. Ceci est dû à l'intensification des relations inter-régionales et à l'importance du tourisme de passage, composé d'automobilistes venant de Paris se dirigeant vers la Suisse ou le sud-est de la France, d'automobilistes venant du Nord et se dirigeant aussi vers le Midi et d'automobilistes suisses se dirigeant sur Paris.

Sur les autres routes du département, l'augmentation de la circulation est moins importante, ainsi nous remarquons qu'elle a été de 47 % entre Troyes et Buchères sur la R.N. 71 et de 66 % entre Buchères et Bar-sur-Seine sur cette même R.N. 71 ; d'autre part sur les routes nationales d'importance secondaire l'accroissement de la circulation des automobiles à voyageurs de 1934 à 1955 ne dépasse pas en moyenne 57 %. Nous pouvons donc avancer, qu'il y a eu un ralentissement des échanges humains intra-départementaux, du fait du déclin d'activité des petits centres urbains du département.

Les traits principaux du trafic sur le réseau routier du département de l'Aube étaient donc caractérisés en 1955 par l'existence d'un trafic intra-départemental dominé par l'attraction de Troyes, l'importance du trafic sur la R.N. 19 révélant l'intensité des relations de l'Aube avec la région parisienne et l'augmentation sensible des relations interrégionales et transitaires. Nous pouvons soutenir que Troyes est devenu un nœud de communication important. Le nouveau plan d'aménagement de la ville de Troyes a prévu la création de voies de rocades autour de Troyes, ce qui éviterait notamment au trafic lourd en transit de circuler dans le centre de la ville. Ces voies de déviation seraient les suivantes : une déviation par le nord-est de la R.N. 19, partant du lieudit « les Vingt-arpens », passerait sur le canal et rejoindrait le rond-point de l'Europe ; une autre déviation, à l'ouest de la R.N. 19, partirait du même lieudit « les Vingt-arpens », franchirait la voie ferrée Sens-Châlons et rejoindrait la R.N. 60 ; une troisième déviation par le sud de la R.N. 60, emprunterait le C.D. 21 et déboucherait sur la R.N. 71. Enfin une quatrième voie de déviation, emprunterait le boulevard Jules-Guesde et le cours de l'ancien canal de la Haute-Seine jusqu'à Bréviandes. Cette voie prolongerait le boulevard dit « des Manufactures » et relierait ainsi le rond-point de l'Europe à la R.N. 71, au delà de Troyes en direction de Dijon.

Section 2. Evolution du trafic ferroviaire de marchandises

Le tableau 23 donne le débit annuel du trafic de marchandises sur les différentes lignes ferroviaires du département depuis 1878. A cette époque où commençait l'exécution du plan Freycinet, le département de l'Aube était déjà bien équipé au point de vue ferroviaire. La ligne Paris - Troyes - Chaumont - Mulhouse remplaçait la ligne Paris - Montereau - Troyes, reliant Troyes à l'Est de la France et donnant ainsi naissance à un trafic à longue distance. Aussi le trafic de marchandises sur cette ligne était-il important.

Sur la ligne secondaire Troyes - Bar-sur-Seine - Châtillon-sur-Seine, le trafic était beaucoup plus intense entre Bar-sur-Seine et Châtillon-sur-Seine, qu'entre Troyes et Bar-sur-Seine. La ligne Châlons-sur-Marne - Troyes - Sens, de création plus récente, avait un trafic relativement faible. Entre 1878 et 1913, le reste du réseau ferré de l'Aube a été construit et le trafic départemental a augmenté rapidement. C'est ainsi que sur la ligne Paris - Troyes - Chaumont - Mulhouse le trafic a presque triplé. Pour les lignes secondaires, existantes en 1878, l'intensification du trafic a été importante, puisque nous notons les pourcentages d'augmentation suivants par rapport à 1878 :

Ligne Châlons-Troyes-Sens	730 %
Ligne Troyes-Bar-sur-Seine	494 %
Ligne Bar-sur-Seine-Châtillon	133 %

Depuis 1913 le trafic sur les lignes secondaires n'est en augmentation que sur la ligne de Vitry-le-François à Troyes. La cause de cette augmentation est le trafic militaire destiné au camp de Brienne-le-Château. Entre 1952 et 1955 le débit annuel de marchandises transportées sur la section de ligne Longueville - Troyes - Chaumont a augmenté de 24,2 %. Durant la même période, nous notons une légère augmentation du trafic sur la section de ligne Troyes - Châtillon-sur-Seine de 8 %, tandis que sur toutes les autres sections de ligne secondaires le trafic a diminué.

La carte n° 12 donne le débit journalier en tonnes par section de ligne en 1955 pour chaque sens du trafic. Cette carte reflète l'existence d'un trafic interrégional sur la ligne Paris-Troyes, sur la ligne Troyes - Vitry-le-François et Troyes - Chaumont. Le rôle de carrefour entre l'Est de la France et la région parisienne, que joue Troyes est nettement marqué. Sur les autres lignes le trafic est très faible et purement local. Il est certain que ces lignes secondaires d'intérêt local pourraient supporter un trafic plus important, ce qui améliorerait leur rentabilité. Aussi une politique d'implantation d'usines nouvelles devrait tenir compte des possibilités de transport offertes par l'existence de ces lignes secondaires.

TABLEAU 23

TRAFIC DE MARCHANDISES PAR SECTION DE LIGNES DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AUBE
(Débit annuel en milliers de tonnes utiles transportées)

Section de ligne	Date de mise en service	1878	1913	1952	1955
Châlons - Troyes	1875	32	266	153	71
Troyes - Sens	1875	32	266	132	89
Vitry-le-François - Valentigney - Troyes ..	1885		230	1000	937
Troyes - Saint-Florentin	1891		163	210	124
Troyes - Bar-sur-Seine	1862	59	351	157	171
Bar-sur-Seine - Châtillon-sur-Seine	1868	139	323		
Paris - Troyes - Chaumont - Mulhouse ..		383	971		
Longueville - Troyes - Chaumont				991	1.231

Source : RENOUARD (D.), *Les transports de marchandises par fer, route et eau depuis 1850*, op. cit.
(voir cartes en pochette intitulées « Carte figurative du trafic marchandises des chemins de fer français » pour les années 1878 et 1913).

Années 1952 et 1955 d'après les renseignements fournis par les services centraux de la S.N.C.F., Paris.

Section 3. Evolution de la bonneterie

Nous abordons dans cette section l'étude de l'industrie dominante du département, la bonneterie, qui est depuis plus de deux siècles la principale source de prospérité des habitants de l'Aube. Nous ne prétendons pas faire œuvre de technicien, mais simplement donner une vue économique de cette industrie.

La bonneterie est une branche de l'industrie textile. Le terme « bonneterie » désigne tout ce qui est tissu au point de maille fabriqué sur des métiers à aiguilles. Le terme propre pour désigner le tissu à point de maille est plutôt le mot « tricot », mais le terme de « bonneterie » a été consacré par le temps. La bonneterie est, du point de vue cycle de fabrication, intégrée verticalement ; en effet, l'industriel bonnetier réalise une série d'opérations de fabrication successives pour transformer la matière première en produits finis. Il réceptionne des filés, les tricote sur ses métiers et réalise toutes les opérations nécessaires à la confection, à l'apprêt et à la finition des articles, pour les livrer prêts à porter à ses clients. Actuellement, la fabrication de l'Aube est principalement spécialisée dans la bonneterie fine, bas Nylon et tous articles chaussants, ainsi que les sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, dont la gamme s'étend du tissu indémaillable le plus fin aux articles à côte Interlock ou molletonnés, les survêtements en laine, en fil ou en textile acrylique pour dames et enfants.

Nous allons nous efforcer d'éclairer le présent à l'aide de l'histoire en recherchant une explication de la localisation de la bonneterie dans l'Aube et de l'ampleur de son extension durant le siècle dernier et jusqu'à nos jours.

A. ORIGINE DE L'IMPLANTATION DE LA BONNETERIE DANS L'AUBE

Le travail des textiles est ancien dans l'Aube. C'est en 1505 que les premiers bonnetiers de Troyes ont présenté requête à justice pour se constituer en confrérie sous la protection de la Vierge Marie¹, mais l'essor de la bonneterie dans l'Aube ne date que de la première partie du *xix*^e siècle.

Jusqu'à la fin du *xviii*^e siècle, la bonneterie n'a occupé qu'une place modeste ; cette industrie ne formait alors qu'une « branche intéressante des fabriques du département ». Les activités textiles principales à cette époque étaient la draperie et la tissanderie, dès 1650 la ville de Troyes comptait 2 000 métiers de draperie et 1 600 métiers de tissanderie². La production était consacrée au tissage des diverses sortes de futaines et de basins, dont la contexture particulière était une spécialité de Troyes, puisque la marque de garantie de ses tissus était « Fabrique de Troyes », apposée sur un petit plomb fixé au tissu, et au revers de ce plomb figuraient les armes de la ville. Nous pouvons remarquer que ce label de qualité pourrait être une idée à reprendre pour les fabrications de bonneterie de Troyes à notre époque, puisque dans le Marché commun une action de ce genre garantirait aux acheteurs éventuels la qualité des articles fabriqués.

Le métier à faire bas fut introduit en France par le sieur Jean Hindret en 1654. La bonneterie à Troyes fut fabriquée à la main par les artisans bonnetiers jusqu'à la fin du *xviii*^e siècle. On peut penser, que les bonnetiers de Troyes, à cette époque, avaient un esprit routinier, qui leur cachait l'intérêt de réaliser des investissements nouveaux et que, d'autre part, ils n'en avaient peut-être pas les moyens. Aussi la ville de Troyes ne fut pas mentionnée dans la liste des dix-huit villes où la bonneterie au métier fut autorisée par un arrêt du Conseil royal, en date du 30 mars 1700. C'est aux environs de l'année 1733, que les premiers métiers à faire bas furent introduits dans l'Aube. Ces métiers furent installés à Arcis-sur-Aube pour remplacer la tissanderie, dont l'activité périclitait depuis le début du siècle. Il est intéressant de souligner que l'introduction de ces métiers à Arcis fut déjà le résultat d'une reconversion industrielle, due à l'initiative d'un entrepreneur

1. RICOMMARD (J.), *La bonneterie à Troyes et dans le département de l'Aube*, p. 7.

2. BRUSLÉ, *Tableau statistique du département de l'Aube*, pp. 58-69.

dynamique, le sieur « Grassin, baron de Dienville, seigneur Chatalein de Mormant »³. A Troyes, c'est sur l'initiative des Administrateurs des Hôpitaux, que furent introduits en 1746 les premiers métiers à faire bas. Ces métiers furent installés dans le local de la Trinité et occupèrent les « enfants de l'hôpital »⁴. Un arrêt, en date du 25 mars 1754, permit la diffusion de la fabrique de bas au métier dans toute la France.

A la suite de cet arrêt, les métiers à bras se multiplièrent dans les environs de Troyes. Ceci inquiéta la Communauté des bonnetiers de Troyes, qui prétendait limiter au profit de ses adhérents le monopole de la fabrication de la bonneterie au métier. Un bureau de visite fut ouvert et les bonnetiers de Troyes voulurent contraindre tous les étrangers de leur Communauté pour y faire vérifier la qualité des produits de bonneterie qu'ils fabriquaient. Après plusieurs années de procédure, un arrêt du Conseil, en date du 28 février 1766 précisa que « les fabricants en bonneterie et tous les autres habitants de campagne et lieux où il n'y a point de Communauté, jouiront pleinement et paisiblement de la permission accordée par les Lettres patentes de 1765, de fabriquer les choses de leur métier, en se conformant aux Règlements »⁵. Les Lettres patentes, dont il s'agit, avaient permis d'établir des manufactures d'étoffes dans toutes les villes et tous les lieux du Royaume où il n'y avait pas de Communautés établies. La Communauté des bonnetiers de Troyes avaient prétendu que ces Lettres patentes ne pouvaient s'appliquer aux fabricants de bonneterie. Cet arrêt du Conseil permit le développement des métiers à bonneterie dans de nombreuses localités qui étaient situées en dehors du contrôle de la Communauté des bonnetiers.

D'autre part cette Communauté était entrée en conflit avec les Administrateurs des Hôpitaux. Le conflit fut réglé par un arrêt du Conseil en date du 29 juin 1775 qui permit aux Administrateur des Hôpitaux de Troyes de faire fabriquer librement par les ouvriers qu'ils jugeraient à propos d'employer tous les ouvrages de bonneterie au métier. Le local de la Trinité dans lequel était installée la manufacture de bonneterie des Administrateurs des Hôpitaux, fut détruit peu après la Révolution.

En 1791 on comptait quatre cents métiers à bonneterie à Troyes et environ six cents dans le reste du département⁶. La suppression des privilèges des corporations, par la loi Le Chapelier de juin 1791, permit le développement de la bonneterie à l'intérieur de la ville de Troyes, qui jusqu'à cette date était demeuré sous le contrôle de la Communauté des bonnetiers.

La fin du XVIII^e siècle avait été marquée à Troyes par une crise

3. RICOMMARD (J.), *op. cit.*, p. 21.

4. BRUSLÉ, *op. cit.*, p. 69.

5. RICOMMARD (J.), *op. cit.*, p. 31.

6. BRUSLÉ, *op. cit.*, p. 71.

dans les anciennes industries textiles préexistantes à la bonneterie, telles que les fabriques de toiles de coton ; cette crise était due à l'ouverture des frontières, résultant du traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre. La Révolution réduisit d'un tiers l'activité des fabriques de toiles de coton. L'activité de la bonneterie accusa aussi une légère baisse, puisque la production diminua d'environ un quart de 1791 à 1799⁷.

Sous l'Empire, le blocus continental provoqua une crise dans la bonneterie par suite de la hausse des prix des cotons. Le caractère instable de cette industrie essentiellement dépendante de l'étranger, quant à son approvisionnement en matières premières et aussi des fluctuations de leurs cours, apparaît déjà dans toute son acuité à cette époque. Par suite de l'invasion, en 1814, du département et des combats qui s'y déroulèrent, à Arcis-sur-Aube notamment, la production de la bonneterie fut très ralentie⁸. La situation de cette industrie demeura stationnaire jusqu'aux environs de 1830, époque à laquelle a commencé une évolution qui s'est poursuivie durant tout le XIX^e siècle. Ce rappel historique nous a permis de constater que le développement de la bonneterie dans l'Aube a été dû à la nécessité de remplacer des anciennes industries textiles qui périlclitaient, et à l'existence d'une main-d'œuvre habituée depuis plusieurs générations au travail des textiles.

B. EVOLUTION DE LA BONNETERIE DEPUIS 1830

Nous pouvons dégager deux périodes dans l'évolution de la bonneterie au XIX^e siècle dans l'Aube.

1° Une période durant laquelle la bonneterie a été surtout artisanale et familiale, jusqu'aux environs de 1850.

2° Une période d'industrialisation, due à l'emploi de la machine à vapeur, puis de l'électricité comme force productrice et au perfectionnement du matériel. L'évolution durant cette période s'est traduite par une concentration de la production.

Nous avons constaté, au cours de l'étude démographique, combien l'implantation de la bonneterie dans les campagnes avait contribué à l'accroissement de la population rurale du département de 1830 à 1850. Nous décrirons succinctement les principales caractéristiques de cette activité à cette époque. C'est le besoin des habitants de la Champagne dite « pouilleuse » et du Pays d'Othe de trouver une activité annexe à l'agriculture qui a favorisé durant la première partie du XIX^e siècle l'implantation de la bonneterie à la campagne. En effet, la bonneterie s'est trouvée associée à la cul-

7 et 8. RICOMMARD (J.), *op. cit.*, p. 34 et p. 41.

ture du sol à cette époque principalement dans les régions d'Arcy-s-Aube, de Méry-sur-Seine, de Romilly-sur-Seine, de Marigny-le-Châtel, de Nogent-sur-Seine et dans le Pays d'Othe. L'outillage était composé de métiers au tricot à bras, qui étaient installés chez des petits fabricants-agriculteurs. Ceux-ci, avec l'aide de leur famille, travaillaient à façon pour le compte de patrons établis à Troyes, puis dans d'autres centres, tels que ceux d'Aix-en-Othe, Estissac, Marigny-le-Châtel et Romilly-sur-Seine⁹.

Pierre Fromont avait dans sa thèse sur le Pays d'Othe donné de l'organisation du travail dans la bonneterie, une description qui prend valeur de document avec le recul du temps et par suite de l'évolution actuelle de cette industrie. Il nous a semblé intéressant de reprendre intégralement cette description¹⁰. « Chaque dimanche, l'ouvrier bonnetier charge sur son dos le sac rempli de bas tricotés dans la semaine ; il les porte au patron, reçoit sa paye et ramène des écheveaux de laine ou de coton. Quand la distance est trop considérable, quand le patron, par exemple, habite Troyes, on a recours au messager ; l'ouvrier possède une petite caisse rectangulaire en bois, dont une clef est entre ses mains et l'autre entre les mains du patron ; il y renferme sa marchandise et la remet au messager, qui la mène au patron et rapporte dedans la paye et la matière première. D'autre fois le patron a, dans le village même, un représentant auquel il envoie le fil et qui est chargé de recruter la main-d'œuvre et de réceptionner les produits fabriqués. L'organisation est donc très souple, s'adaptant aux mille conditions de la vie rurale ». Sous cette forme, la bonneterie a pris une grande extension et a contribué à la prospérité des différents cantons où elle s'est implantée. Cette implantation eut pour effet de fixer la population dans les campagnes ; nous avons constaté, lors de notre étude démographique, que sous le Second Empire, la population rurale du département avait atteint son maximum. Nous pouvons remarquer, que la bonneterie ne s'est pas implantée dans les cantons où les ressources de la terre étaient suffisantes. Il en a été ainsi pour toute la région du département comprise dans la Champagne humide, composée des cantons de Brienne-le-Château, de Lusigny, de Soulaïnes, de Vendevre, de Bouilly, de Chaource et d'Ervy-le-Châtel, où la culture, l'élevage et l'exploitation forestière suffisaient à occuper leurs habitants. De même la bonneterie ne s'est pas implantée dans la région du Barrois, qui comprend les cantons de Bar-sur-Aube, d'Essoyes, de Bar-sur-Seine, de Mussy-sur-Seine et des Riceys. La culture de la vigne utilisant toute la main-d'œuvre disponible, l'existence d'exploitations forestières et d'industries locales anciennes (verrerie à Bayel et métallurgie à Bar-sur-

9. RICOMMARD (J.), *op. cit.*, p. 72.

10. FROMONT (P.), *Le Pays d'Othe*, p. 169.

Aube et à Clairvaux) expliquent que la bonneterie ne se soit pas introduite dans cette région ¹¹.

Enfin la bonneterie s'est développée durant la période considérée à Troyes, mais elle n'était pas encore devenue l'activité textile principale de cette ville. D'après un rapport de Gréau ¹² on comptait, en 1846 à Troyes, 867 métiers à fabriquer des bas et autres tricots, mais aussi 612 métiers de tissage. Cependant la création à Troyes en 1837 de la halle à la bonneterie avait contribué à faire de cette ville le marché principal de la bonneterie dans l'Aube. C'est en effet à la halle à la bonneterie, que les petits fabricants des campagnes se rendaient, le vendredi, pour remettre à leurs patrons le travail de la semaine ou de la quinzaine.

D'après le rapport de Gréau, la répartition des métiers à bonneterie dans le département en 1846 était la suivante :

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DE MÉTIERS
Nogent-sur-Seine	3 400
Arcis-sur-Aube	3 446
Troyes	3 510
Reste du département	56

La composition des arrondissements cités était la suivante ; l'arrondissement de Nogent comprenait les cantons de Marcilly-le-Hayer, de Nogent-sur-Seine, de Romilly-sur-Seine et de Villenaux. L'arrondissement d'Arcis comprenait les cantons de Chavanges, de Méry-sur-Seine, de Ramerupt et d'Arcis. L'arrondissement de Troyes comprenait les cantons de Bouilly, d'Aix-en-Othe, d'Ervy-le-Châtel, d'Estissac, de Piney, de Lusigny et les trois cantons de Troyes. La répartition du personnel occupé suivant les activités textiles dans le département en 1846 était la suivante ¹³ :

	NOMBRE D'OUVRIERS
Tissage	1 920
Bonneterie	31 203
Filatures	1 690
Métiers isolés non patentés	1 800

soit au total 36 613 personnes, dont 21 402 femmes et enfants, ce qui représentait 58,4 % de ce total. Tels sont les résultats de l'implantation de la bonneterie dans l'Aube durant la première partie du xix^e siècle.

11. RICOMMARD (J.), *op. cit.*, pp. 72-73.

12. GRÉAU Aîné, *Statistique de la production de l'arrondissement industriel de la ville de Troyes pour l'année 1846*, p. 10 sqq.

13. GRÉAU Aîné, *Id.*, p. 19.

C'est à partir de l'utilisation de la machine à vapeur, comme source énergétique, que commença l'ère industrielle de la bonneterie, dont la ville de Troyes devint le pôle principal de croissance dans le département. Des innovations décisives pour le perfectionnement de l'outillage en bonneterie se sont accumulées dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La mise en œuvre de ces innovations a été l'œuvre d'entrepreneurs, qui étaient des techniciens, car ils s'intéressaient plus directement au perfectionnement de leur matériel, qu'aux problèmes commerciaux. Ils connaissaient bien la technique de la bonneterie, car ils avaient bien souvent pratiqué le travail au métier, au cours de leur apprentissage¹⁴.

L'apparition de métiers mécaniques à grand rendement, métiers circulaires de grand diamètre et métiers rectilignes à 4 et 6 têtes, puis à 8, 12 et 15 têtes, a transformé complètement l'organisation de la production en bonneterie. Les industriels de Troyes durent créer des usines où les nouveaux métiers se concentrèrent. Les petits fabricants des campagnes ne purent lutter contre cette évolution du machinisme en bonneterie. Aussi la plupart des petits ateliers ruraux, qui étaient prospères aux environs de 1850, disparurent dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Nous avons constaté, dans l'étude démographique, que le résultat de cette évolution avait été une dépopulation des cantons où la bonneterie s'était implantée dans la première partie du siècle.

Les efforts de financement nécessités par l'achat du matériel et le perfectionnement constant de ce matériel, demandant des connaissances techniques de plus en plus spécialisées, entraînèrent la concentration de la fabrication en usine, principalement à Troyes et à Romilly-sur-Seine. Les autres centres où la bonneterie s'était maintenue, à savoir Arcis-sur-Aube, Marigny-le-Châtel et le Pays d'Othe avec Aix-en-Othe et Estissac, étaient en perte d'activité et ce déclin s'est accentué depuis. Seul le centre de Fontaine-les-Grés avait pris un certain essor, car une entreprise installée dans ce pays s'était organisée de telle façon, qu'elle avait continué d'employer la main-d'œuvre à domicile.

Au début du XX^e siècle, la ville de Troyes était devenue la première place de bonneterie en France. D'autre part, le développement de la bonneterie avait engendré l'installation à Troyes et aussi à Romilly-sur-Seine de diverses industries annexes, notamment des fabriques de métiers et d'aiguilles, des filatures, des

14. Nous ne pouvons nous étendre dans les détails techniques des perfectionnements du matériel réalisés par les chercheurs troyens de cette époque. Nous conseillons au lecteur, que la question intéresserait de se reporter à l'ouvrage suivant :

CLÉMENT (A.), *Bonneterie. Historique général. Evolution de la bonneterie et de son matériel dans le département de l'Aube*, Troyes, Imprimerie Régnier 1936, 19 p.

teintureries et apprêts pour bonneterie. Sur le plan départemental, la concentration des diverses activités de la bonneterie sur la place de Troyes avait fait de celle-ci le centre d'attraction dominant de la main-d'œuvre. Depuis, le phénomène de concentration a augmenté, comme nous le constaterons en étudiant la structure actuelle de la bonneterie dans l'Aube.

C. STRUCTURE ACTUELLE

STRUCTURE DES ÉTABLISSEMENTS DE BONNETERIE DANS L'AUBE.

La bonneterie est demeurée longtemps une industrie artisanale, mais elle s'est fortement industrialisée depuis le début du siècle. En 1957 le département de l'Aube comptait 462 établissements de bonneterie occupant un effectif de 22 426 personnes. Le tableau ci-dessous donne la répartition des établissements de bonneterie suivant le personnel occupé au 31 mai 1957 dans l'Aube.

TRANCHES DE SALARIÉS	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE DE SALARIÉS
+ de 1 000	3	4 300
De 500 à 1 000	7	5 091
De 100 à 499	38	8 263
De 50 à 99	31	1 706
— de 50	383	3 066
Total	462	22 426

Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

Il nous faut remarquer que sont exclus des statistiques ci-dessus les établissements dits « ateliers familiaux » ; les ateliers détachés sont inclus dans ce tableau. Les personnes, qui travaillent dans les ateliers détachés sont des travailleurs à domicile, ils œuvrent sur un matériel appartenant à l'établissement, qui les emploie et que l'on dénomme couramment « donneur d'ordres ». Par contre les personnes, qui travaillent dans les ateliers familiaux sont des artisans, propriétaires de leurs machines, ils ne sont pas salariés des maisons pour le compte desquelles ils fabriquent. Ces artisans emploient souvent un ou plusieurs membres de leur famille ou des salariés à temps partiel. On comptait en 1957, environ 297 ateliers familiaux. Nous remarquons que 42 % des effectifs salariés étaient employés dans 10 établissements, ceci indique l'importance de la concentration industrielle. Cependant il n'existait aucun établissement occupant plus de 2 000 personnes. D'autre part l'effectif moyen de salariés par établissement, qui était de 48 dans l'Aube, était plus élevé que pour l'ensemble de la bonneterie française, dont le nombre moyen de salariés par

entreprise était de 45. Enfin nous pouvons repérer l'importance de la concentration industrielle d'une autre façon, si nous remarquons que 40 % environ du chiffre d'affaires de la bonneterie de l'Aube étaient réalisés par cinq firmes installées à Troyes.

LOCALISATION.

L'industrie de la bonneterie est très nettement localisée dans la région de Troyes. En effet la ville de Troyes et son agglomération comptaient en 1957 environ 280 établissements de bonneterie occupant 17 000 salariés, ce qui représente 60,6 % des établissements de bonneterie installés dans le département et 75,8 des effectifs employés par la bonneterie. La structure des établissements de bonneterie situés dans l'agglomération de Troyes suivant le nombre de salariés occupés était la suivante en 1957 :

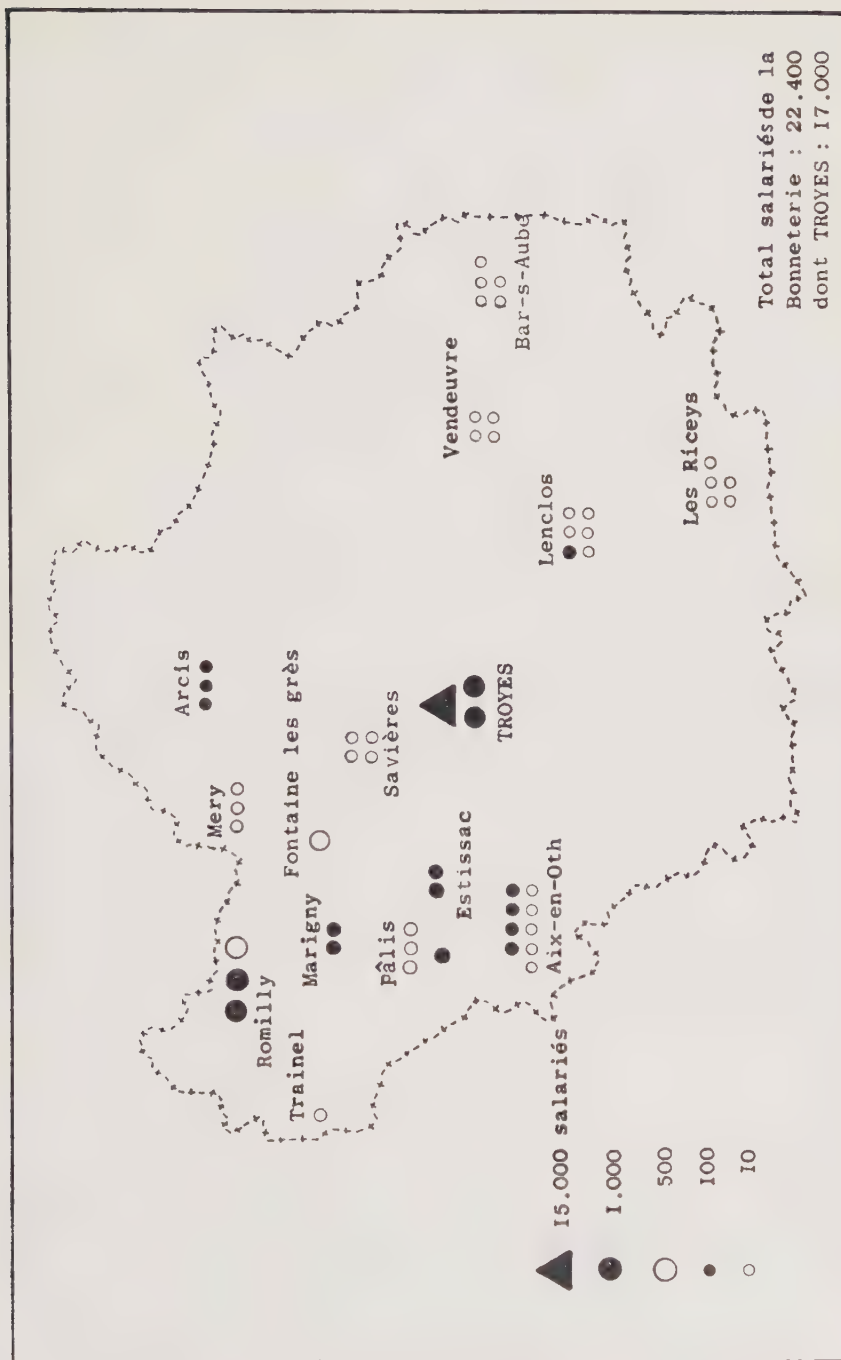
TRANCHES DE SALARIÉS	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS
+ de 1 000	3
De 500 à 1 000	4
De 100 à 499	23
De 50 à 99	17
— de 50	233
Total	280

Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

Le tableau ci-dessous indique les principales communes ou l'industrie de la bonneterie et ses industries annexes étaient implantées en 1957 :

COMMUNES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE DE SALARIÉS
Agglomération de Troyes ...	280	17 000
Romilly-sur-Seine	74	2 500
Fontaine-les-Grés	—	800
Aix-en-Othe	12	450
Arcis-sur-Aube	4	300
Estissac	2	200
Marigny-le-Châtel	16	200
Lenclos	—	150
Villemaur	7	92
Les Riceys }	—	— de 20
Savières }		
Vendeuvre }		
Méry-sur-Seine }		
Pâlis }	—	— de 40
Trainel	—	— de 50

Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.



Carte 13. Implantation de la bonneterie dans l'Aube (1957).

Le reste des établissements, au nombre de 52, comptant 528 salariés, est composé des ateliers détachés, qui sont installés dans de petites communes autour des centres de Romilly-sur-Seine et Fontaine-les-Grès. L'ensemble de cette région compte environ 3 600 personnes employées dans la bonneterie. Des ateliers détachés existent d'autre part dans le sud-ouest du département autour des petits centres d'Aix-en-Othe, Estissac et Villemaur. L'importance de cette région est moindre, l'effectif salarié est de 800 personnes. Le centre d'Aix-en-Othe, qui aux environs de 1859 comptait près de 1 000 ouvriers bonnetiers, n'en comptait plus en 1957 que 450 environ. Enfin les ateliers familiaux, qui n'étaient pas inclus dans le tableau ci-dessus, se répartissaient principalement dans la région de Troyes et le long de la vallée de la Seine entre Troyes et Romilly-sur-Seine.

La carte 13 reproduit l'implantation de la bonneterie dans l'Aube suivant le nombre de salariés en 1957. Nous remarquons le déséquilibre important de cette implantation. Ce déséquilibre est le résultat de l'évolution centenaire de cette industrie et il semble que ce phénomène ne pourra que s'accroître dans les années à venir.

Nous pouvons compléter nos observations, en indiquant que depuis 1957 de nombreuses petites bonneteries ont cessé leur exploitation. Les installations, lorsqu'elles présentaient un intérêt ont été rachetées par d'autres entreprises de bonneterie. Cependant les effectifs de la bonneterie dans l'Aube depuis cette époque sont demeurés stationnaires, ceci ne s'explique que par le développement de certains établissements dans la même branche d'activité. Actuellement nous assistons dans l'Aube à une concentration très forte de la bonneterie due au jeu impitoyable de la concurrence et cette évolution a entraîné l'apparition sur la place de Troyes, par suite de prises de participations majoritaires inter-entreprises, de grands ensembles industriels, qui contrôlent deux mille personnes. A la fin du mois de janvier 1959 la bonneterie dans l'Aube comprenait 400 établissements employant 21 507 salariés, dont cinq établissements, tous localisés à Troyes, employaient plus de 1 000 personnes. Les filatures comprenaient 7 établissements employant 753 personnes¹⁵.

D. LA BONNETERIE DANS L'AUBE ET DANS LA FRANCE ENTIERE

Le développement de la bonneterie dans l'Aube a depuis longtemps fait de Troyes la première place de la bonneterie française. Avant la guerre de 1914 la bonneterie de l'Aube représentait environ 50 % de la production française de bonneterie. Après

15. D'après les renseignements fournis par la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

la première guerre mondiale, la bonneterie du Nord, grâce aux indemnités de dommages de guerre, entreprit la fabrication de la chaussette au détriment de Troyes en s'équipant de métiers du type « Komet » importés d'Angleterre.

D'autre part la vogue du bas de soie développa l'industrie des Cévennes ; aussi, malgré un effort d'équipement de 1924 à 1930, la bonneterie de l'Aube perdit de son importance relative dans la bonneterie française et ne représentait plus que le quart de la production.

De 1930 à 1940 les investissements de la bonneterie de l'Aube furent peu importants, l'esprit conservateur de la plupart des affaires de bonneterie à cette époque fut une des causes de cette phase de non-investissement. En 1940, le matériel de bonneterie dans l'Aube n'avait presque pas été renouvelé depuis dix ans. De 1940 à 1946 il n'y eut presque pas d'investissements. Durant cette période, la pénurie dans laquelle se trouva le consommateur entraîna une ère de prospérité pour toutes les entreprises. Après la Libération, le matériel de bonneterie, notamment celui destiné à la fabrication des bas et chaussettes, était usé et périmé. Durant la guerre les Etats-Unis avaient fait d'énormes progrès dans la construction des métiers « Cotton » destinés à tricoter les filés de Nylon dont les caractéristiques très spéciales exigeaient des machines de haute précision.

La bonneterie de l'Aube, comme toute la bonneterie française, se vit dans l'obligation d'importer du matériel étranger. Aussi depuis 1949 les investissements ont été intensifs ; la bonneterie de l'Aube consacre annuellement 4 à 5 % de son chiffre d'affaires à des achats de matériel. Nous pouvons avoir une idée de l'origine du matériel importé en remarquant que pour l'année 1959, la répartition en pourcentage du montant total en valeur des importations de matériel a été la suivante pour l'ensemble de la bonneterie française par pays d'origine :

Allemagne de l'Ouest	20,2 %
Italie	32,6 %
Pays-Bas	1,5 %
U.E.B.L.	0,4 %
Grande-Bretagne	28,3 %
Suisse et Autriche	8,1 %
Allemagne de l'Est	0,3 %
U.S.A.	5,9 %
Tchécoslovaquie	2,7 %

Total en valeur (millions de francs)..... 4 677

Nous pouvons considérer, que la part de bonneterie de l'Aube dans ces importations de matériel a été de 35 % de ce total. La répartition des catégories de métiers importés par rapport au montant total en valeur de ces importations a été la suivante :

Métiers « Cotton »	12,9 %
Métiers chaîne	6,5 %
Métiers circulaires à bas et chaussettes	53,2 %
Métiers circulaires à vêtements	15,6 %
Tricoteuses à moteurs	8,7 %
Tricoteuses à main	2 %
Remmailleuses	1,1 %

Les métiers « Cotton » ont été importés principalement de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale et des Pays-Bas (27 métiers sur 29 importés), deux métiers seulement provenaient des U.S.A. Il faut remarquer que les importations de métiers « Cotton » ont été fortement ralenties par suite de l'évolution de la mode, qui s'est portée sur le bas sans couture. Ainsi en 1957 le nombre de métiers « Cotton » importés par l'ensemble de la bonneterie française avait été de 86, ce qui représentait un tiers environ du montant total en valeur des importations de matériel de bonneterie, qui s'étaient élevées, cette année-là, à 3 167 millions de francs. Sur ce total de 86 métiers « Cotton » importés, 31 métiers provenaient des U.S.A. et le reste de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale et des Pays-Bas. On remarque ainsi, combien l'évolution de la mode en bonneterie peut influencer sur la structure des importations de matériel. Pour les métiers à chaîne environ 80 % du total importé de ce type de métier en 1959 sont venus d'Allemagne occidentale, le reste de Grande-Bretagne et de Suisse.

Les pays fournisseurs de métiers à bas et chaussettes ont été, en 1959, par ordre d'importance l'Italie avec 1 533 métiers sur un total de 2 412 métiers importés, puis la Grande-Bretagne avec 588 métiers, le reste provenant principalement d'Allemagne occidentale, de Tchécoslovaquie et des U.S.A. Remarquons que les importations de métiers à bas et chaussettes ont fortement augmenté, puisque pour l'année 1957 le total importé de ces métiers avait été de 945, ce qui représentait 27 % du montant total en valeur des importations de matériel de bonneterie pour 1957. Ceci s'explique, par le fait que l'industrie de la bonneterie française, et par conséquent celle de l'Aube, se sont fortement équipées ces dernières années en matériel à fabriquer les bas sans couture. Les métiers circulaires à vêtements sont venus d'Allemagne occidentale, de Grande-Bretagne, des U.S.A. et de Suisse. Les tricoteuses à main ont été importées de Suisse, d'Italie et d'Allemagne et les tricoteuses à moteur de Suisse et d'Allemagne principalement. Les remmailleuses provenaient presque exclusivement d'Allemagne et d'Italie.

Les achats de matériel étranger représentent pour l'ensemble de la profession, environ 70 à 80 % des investissements de matériel en bonneterie. Le reste est du matériel français fabriqué par des maisons spécialisées de Troyes et qui se compose de matériel de teinture et d'apprêt, de métiers circulaires à survêtements de

grands et petits diamètres, de métiers circulaires à cylindres pour articles chaussants pour hommes et enfants et pour bas sans couture femmes, de métiers « Cotton » à survêtements diminués, de remmailleuses et de bobinoirs ainsi que tout le petit matériel de confection et de finition.

Dans certains établissements le matériel français tient une place plus importante, ainsi, nous pouvons citer une fabrique de bonneterie de survêtements diminués installée à Troyes dont le matériel a été essentiellement fabriqué dans cette ville, à savoir, les métiers « Cotton » à survêtements diminués, les bobinoirs, remmailleuses, couseuses et tout le matériel de finition ; il n'y a que les tricoteuses à bords côtes qui sont d'origine étrangère (Suisse ou Italie). Nous pouvons ajouter que ce matériel fabriqué à Troyes donne toute satisfaction.

Le perfectionnement du matériel en bonneterie est en évolution rapide et nécessite de la part des industriels un effort constant d'investissements. Bien souvent même le matériel est périmé avant d'être complètement amorti, par suite de la modernisation du nouveau matériel présenté sur le marché. Le problème des investissements en bonneterie est influencé par une donnée importante, la mode très changeante. Nous pouvons citer, comme exemple, l'apparition des bas sans couture, fabriqués sur métiers circulaires et des tricot diminués fabriqués sur des métiers du type « Cotton ». La mode de ces articles s'est très développée ces dernières années et a permis aux entreprises, qui ont pu investir dans le matériel nécessité par la fabrication de ces articles, de prendre un essor important. D'autre part l'utilisation de plus en plus grande des fils synthétiques en bonneterie est une des principales causes du remplacement du matériel.

Les données que nous analysons ci-dessous vont nous permettre de constater que la bonneterie de l'Aube, par sa politique d'investissements, a su maintenir sa place dans la bonneterie française.

L'apparition du Nylon a fait reprendre à la bonneterie de l'Aube sa place dans le bas. Les production de bas en Nylon en 1959 ont été les suivantes pour l'Aube et la France en millions de paires :

Bonneterie de l'Aube	39,2
Bonneterie France entière	115

La bonneterie de l'Aube représentait donc 34 % de la production française de bas en Nylon.

Les productions de chaussettes et mi-bas en Nylon ou autres fils synthétiques en 1959 ont été les suivantes (millions de paires) :

Bonneterie de l'Aube	19,6
Bonneterie France entière	48,4

La bonneterie de l'Aube représentait 40,5 % de la production française de chaussettes en fils synthétiques.

En ce qui concerne les articles chaussants en laine (matière prédominante) les productions pour l'Aube et la France en 1959 ont été les suivantes :

MILLIERS DE PAIRES DE	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	POURCENTAGE AUBE/FRANCE ENTIÈRE
Bas	534	905	59 %
Mi-bas, chaussettes	8 874	30 451	29 %

La part de la production de ces articles par la bonneterie de l'Aube était importante par rapport à la production correspondante de la France, notamment pour les bas de laine.

La production des survêtements est en développement dans l'Aube, bien que ce ne soit pas une spécialité de la bonneterie de ce département. Nous donnons ci-dessous les productions de survêtements suivant la matière prédominante en 1959 pour l'Aube et la France en millions de pièces.

MATIÈRE PREMIÈRE	PRODUCTION AUBE	PRODUCTION FRANCE ENTIÈRE	POURCENTAGE AUBE/FRANCE ENTIÈRE
Nylon et autres fibres synthéti- ques	2,11	3,42	61,7 %
Laine	1,96	21,28	9,2 %
Coton	8,40	15,03	55,9 %
Rayonne	0,04	0,50	8 %

Nous notons les forts pourcentages de l'Aube par rapport à la France pour la production des survêtements en Nylon et autres fils synthétiques et des survêtements en coton. Il nous faut remarquer que ces statistiques comprennent la production des survêtements en coupé-cousu et des survêtements diminués, tissés sur métiers du type « Coton ». Nous pouvons signaler que la fabrication des survêtements diminués est en croissance, elle se compose de pull-overs pour dames, pour hommes et pour enfants en laine et en fibres synthétiques Crylor et Banlon principalement.

Dans le domaine du sous-vêtement, le coton a comme matière première une position prédominante. Les productions de sous-vêtements en 1959 pour l'Aube et la France ont été les suivantes en millions de pièces.

MATIÈRE PREMIÈRE	PRODUCTION AUBE	PRODUCTION FRANCE ENTIÈRE	POURCENTAGE AUBE/FRANCE ENTIÈRE
Nylon et autres fibres synthéti- ques	5,29	12,46	42,4
Laine	0,67	4,89	13,7
Coton	53,94	108,35	49,7
Rayonne	4,41	8,02	55

Les statistiques ci-dessous, toujours relatives à l'année 1959, compléteront utilement notre confrontation de la bonneterie de l'Aube et de la bonneterie de la France entière. Le personnel occupé par la bonneterie de l'Aube a été de 20 802 personnes, ce qui représentait 27 % du personnel occupé dans la bonneterie française (77 086 personnes). Les salaires versés par la bonneterie de l'Aube se sont élevés en 1959 à 9 108 millions de francs, soit 29,3 % du total des salaires versés par la bonneterie française (31 060 millions de francs). Les consommations de filés pour l'Aube et la France entière, en 1959, ont été les suivantes en milliers de tonnes :

MATIÈRES	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	POURCENTAGE
			AUBE/FRANCE ENTIÈRE
Nylon	1,7	5,9	28,8
Autres fils synthétiques	0,3	0,8	37,5
Coton	9,7	21,9	44,3
Laine	1,2	14,9	8
Rayonne	0,3	1,5	20
Divers	0,2	1,2	16,6
Total	13,4	46,2	29 %

Terminons par une comparaison des chiffres d'affaires. Le tableau 27 (p. 187) donne pour l'Aube et la France entière l'évolution des chiffres d'affaires réalisés par an depuis 1955. Nous constatons que la part de l'Aube, dans le chiffre d'affaires réalisé en articles chaussants, tend à diminuer légèrement par rapport à celui de la France, alors qu'il tend à progresser dans les autres articles.

CHIFFRE D'AFFAIRES (HORS-TAXES) EN 1959						
DESTINATION	AUBE		FRANCE ENTIÈRE		POURCENTAGE AUBE/FRANCE ENTIÈRE	
	EN MILLIARDS		EN MILLIARDS			
	DE FRANCS	EN %	DE FRANCS	EN %		
France	38,2	85,7	132,2	83	28,9	
Zone Franc	4,1	9,2	15	9,4	27,3	
Etranger	2,3	5,1	12,1	7,6	19	
Total	44,6	100 %	159,3	100 %	28,1	

La répartition des chiffres d'affaires réalisés en 1959 par l'Aube et la France selon la destination a été la suivante :

Nous remarquons que la bonneterie de l'Aube représente des pourcentages intéressants dans les chiffres d'affaires réalisés par l'ensemble de la bonneterie française sur les marchés extérieurs, tant sur les pays de la zone Franc que sur les pays étrangers. Nous pouvons souligner que, depuis 1955, le montant en valeur

des exportations vers les pays étrangers réalisées par la bonneterie de l'Aube ont augmenté de 52 % et celles réalisées vers les pays de la zone Franc de 42 %. La place de la bonneterie de l'Aube sur les marchés extérieurs démontre le dynamisme de cette industrie, alors que la concurrence internationale est très forte dans cette branche d'activité.

Le tableau ci-dessous donne la liste des principaux pays où la bonneterie française a été exportée, suivant l'importance de leurs achats de bonneterie française en 1959.

EXPORTATIONS DE BONNETERIE FRANÇAISE	PAYS DESTINATAIRE
+ de 2 milliards de francs	Allemagne de l'Ouest et Grande-Bretagne
+ de 1 milliard de francs	U.E.B.L. et U.S.A.
+ de 750 millions de francs	Suisse
+ de 500 millions de francs	Suède
+ de 250 millions de francs	Sud-Afrique, Pologne, Pays-Bas, Norvège, Liban.
+ de 100 millions de francs	U.R.S.S., Ancien Congo Belge, Italie, Iran, Finlande, Espagne, Danemark, Canada.
+ de 50 millions de francs	Australie.

En ce qui concerne les exportations vers les pays de la zone Franc, nous avons vu que leur montant s'est élevé à 15 milliards de francs pour l'ensemble de la bonneterie française, la part de la bonneterie de l'Aube ayant été de 27,3 % de ce chiffre. Nous donnons ci-dessous la répartition en pourcentage de ce montant des exportations vers la zone Franc de la bonneterie française suivant les pays destinataires.

PAYS DESTINATAIRES	POURCENTAGE PAR RAPPORT AU TOTAL DES EXPORTATIONS DE LA BONNETERIE FRANÇAISE VERS LA ZONE FRANC
Algérie	62,3
Tunisie	10,9
A.O.F.	7,2
Maroc	6,5
A.E.F.	2,7
Madagascar	2,4
Cameroun	1,9
Autres destinations	6,1
Total	15 milliards de francs

Enfin les exportations de l'ensemble de la bonneterie française suivant la nature des articles exportés en 1959, se présentent comme suit :

ARTICLES	EN % PAR RAPPORT	EN % PAR RAPPORT AU TOTAL
	AU TOTAL EN VALEUR DE LA GRANDE EXPORTATION	EN VALEUR DES EXPÉDITIONS VERS LA ZONE FRANC
Tissus	10,7	1,8
Bas et chaussettes ..	15,1	6,9
Sous-vêtements	7	18,9
Vêtements de dessus	41,8	33,7
Layette	1,8	3,6
Gants - Bérêts	5,8	2,3
Non dénommés	1	0,8
Colis postaux	16,8	32
Total en francs....	12,1 milliards	15 milliards

L'étude de l'implantation de la bonneterie dans l'Aube depuis plus de cent ans et de l'activité de cette industrie ces dernières années, nous a permis de dégager les caractères principaux de sa localisation et de sa structure. La bonneterie est presque totalement groupée à Troyes ; cette place est privilégiée, car elle réunit toutes les branches touchant à la bonneterie et à ses industries annexes ; son importance a été déterminante dans le choix de cette ville pour implanter le « Centre national de recherches de la bonneterie » qui a été inauguré le 24 octobre 1959 par le Ministre de l'Industrie. D'autre part, il existe à Troyes depuis 1888, l'Ecole française de bonneterie qui forme des techniciens et qui sera intégrée dans l'Ecole nationale d'enseignement technique qui doit s'ouvrir prochainement à Troyes.

Cette localisation de la bonneterie à Troyes facilite le travail et les conditions de productivité des industriels bonnetiers ; mais d'un autre côté c'est un handicap car cette industrie emploie surtout de la main-d'œuvre féminine. En 1959, la main-d'œuvre féminine en bonneterie a atteint 73 % de l'effectif total des ouvriers en usine et 69 % de l'effectif total employé en bonneterie. La région de Troyes n'a pas vu progresser en même temps que ses industries textiles des industries à main-d'œuvre masculine ; aussi dans les prochaines années, c'est sur l'implantation des industries à main-d'œuvre masculine que devront être portés les efforts, sous peine de voir la bonneterie très handicapée pour le recrutement de sa main-d'œuvre féminine. Le manque d'industries à main-d'œuvre masculine entraîne, malgré l'activité des industries de la bonneterie un exode de la main-d'œuvre masculine et, par conséquent, de familles entières hors du département.

Nous pouvons ajouter que l'évolution du matériel en bonneterie a engendré un accroissement de productivité, mais n'a pas entraîné un débauchage important de la main-d'œuvre, notamment du fait de la multiplicité des travaux de finition. Cette industrie devient de plus en plus technique et nécessite des spécialistes pour utiliser le matériel moderne et pour résoudre les problèmes posés par le tissage des nouvelles fibres. L'industrie

de la bonneterie a subi en 1958 et jusqu'à mars 1959 une crise qui s'est traduite plutôt par un important chômage partiel que par du chômage total comme nous le constaterons dans l'étude de l'emploi. Depuis, la reprise d'activité est très nette, sauf peut-être pour certains articles de branches particulières comme celles du bas diminué avec couture et des articles chaussants pour hommes. Le caractère de la bonneterie est que les crises y touchent parfois certaines branches d'activité sans affecter les autres branches ; il en a été ainsi pour les branches du « tricot diminué » et des bas de femmes, sans couture, qui n'ont pas été touchées par la crise que nous avons citée. Il faut souligner que l'utilisation des fibres artificielles et synthétiques est en accroissement ce qui diminue d'autant les importations de matières premières, puisque ces fibres synthétiques sont des produits nationaux.

La bonneterie de l'Aube a progressé de façon relativement satisfaisante dans son chiffre d'affaires exportation. Cependant cette industrie devant la mise en application progressive du Marché commun doit demeurer vigilante. La concurrence des articles venant d'Italie notamment est sévère du fait des conditions de travail en Italie différentes de celles de la France. En prévision des importations inéluctables, les industriels en bonneterie ont cherché à compenser la perte sur le marché intérieur par de nouveaux débouchés sur les marchés extérieurs, en consacrant à cette prospection de très lourds investissements. L'ensemble des moyennes entreprises peut difficilement faire face aux investissements de prospection, aussi la Fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française s'efforce par sa présence aux diverses manifestations, qui ont lieu dans les pays étrangers, d'en faciliter l'accès aux entreprises moyennes, qui ne pourraient le faire individuellement. On peut espérer que la bonneterie dans les années à venir développera ses exportations, malgré le handicap des prix souvent trop élevés, du fait de la qualité des articles qu'elle fabrique.

DOCUMENTS ANNEXES A LA SECTION 3

EVOLUTION DE LA BONNETERIE

Les données statistiques relatives à la bonneterie reproduites en annexes à la fin de cette section, nous ont été communiquées par les organismes suivants :

- Fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française, 10, rue d'Anjou, Paris.
- Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant de Troyes et du département de l'Aube, 1, rue Argence, Troyes.
- Union syndicale des industries de la maille et annexes.

TABLEAU 24

PERSONNEL EMPLOYÉ DANS LA BONNETERIE DE L'AUBE
EN 1952, 1954, 1957 et 1959

Effectifs employés par les adhérents de la Chambre syndicale
des fabricants de bonneterie et de l'U.S.I.M.A.)

Catégories	1952	1954	1957	1959
Effectif Hommes				471
Cadres, techniciens, employés	1.790	1.832	1.999	1.508
Ouvriers en usine	4.909	4.711	4.856	4.498
Ouvriers à domicile	64	77	43	14
Total Hommes	6.763	6.620	6.898	6.491
Effectif Femmes				59
Cadres, techniciennes, employées	1.029	1.240	1.435	1.547
Ouvrières en usine	10.476	11.226	12.501	12.047
Ouvrières à domicile	1.135	999	982	658
Total Femmes	12.640	13.465	14.918	14.311
Effectif total	19.403	20.085	21.816	20.802
Pourcentage par rapport à l'effectif de la bonneterie française	—	26%	27%	27%

TABLEAU 25

ÉVOLUTION DE LA RÉCEPTION DES FILÉS
DANS LA BONNETERIE DE L'AUBE DEPUIS 1955
(Unité : Tonne)

Année	Coton	Laine	Rayonne	Fibranne	Nylon	Autres fils synthé- tiques	Divers	Total
1955	10.035	1.151	341	8	1.156	—	102	12.793
1956	11.367	1.425	366	6	1.270	22	105	15.461
1957	12.357	1.640	389	9	1.391	275	151	16.212
1958	9.796	1.134	359	30	1.372	225	181	13.097
1959	9.120	1.238	344	47	1.839	363	217	13.168
1960	10.367	1.111	392	42	2.278	334	168	14.692

TABEAU 26
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA BONNETERIE DE L'AUBE DEPUIS 1955
SUIVANT LA DESTINATION
(Unité : Milliard de francs)

Destination	Articles chaussants	Autres articles	Total
1955			
France (*)	16,84	17,02	33,86
Outre-mer	0,90	1,98	2,88
Etranger	1,08	0,43	1,51
Total	18,82	19,43	38,25
1956			
France (*)	18,86	19,75	38,61
Outre-mer	0,91	2,05	2,96
Etranger	1,17	0,66	1,83
Total	20,94	22,46	43,40
1957			
France (*)	20,07	25,10	45,17
Outre-mer	1,09	2,58	3,67
Etranger	1,12	0,66	1,78
Total	22,28	28,34	50,62
1958			
France (*)	19,54	25,24	44,78
Outre-mer	1,15	2,71	3,86
Etranger	0,96	0,96	1,92
Total	21,65	28,91	50,56
1959			
France (*)	19,84	27,86	47,70
Zone Franc	1,10	3,01	4,11
Etranger	1,22	1,08	2,30
Total	22,16	31,95	54,11

(*) Chiffre d'affaires taxes comprises.

Source : Chambre syndicale des fabricants de bonneterie de l'Aube et U.S.I.M.A.

TABLEAU 27

TABLEAU DES CHIFFRES D'AFFAIRES DE LA BONNETERIE DE L'AUBE ET DE LA BONNETERIE DE LA FRANCE ENTIÈRE DEPUIS 1955
(Unité : Milliard de francs)

Année	Articles	Chiffre d'affaires de la bonneterie de l'Aube (*)	Chiffre d'affaires de la bonneterie dans la France entière (*)	Pourcentage de l'Aube par rapport à la France entière
1955	Articles chaussants	18,82	45,50	41,7
	Autres articles	19,43	93,57	21
	Total	38,25	139,07	27,8
1956	Articles chaussants	20,94	52,52	40,2
	Autres articles	22,46	106,56	21,3
	Total	43,40	159,08	27,6
1957	Articles chaussants	22,28	56,94	39,1
	Autres articles	28,34	126,87	22,4
	Total	50,62	183,81	27,6
1958	Articles chaussants	21,65	55	39,3
	Autres articles	28,91	128,5	22,5
	Total	50,56	183,5	27,5
1959	Articles chaussants	22,16	59,5	37,5
	Autres articles	31,95	132,8	24
	Total	54,11	192,3	28

(*) Chiffre d'affaires taxes comprises.

TABLEAU 28

SALAIRES BRUTS DISTRIBUÉS PAR LA BONNETERIE DE L'AUBE DEPUIS 1955

(Unité : Milliard de Francs)

Catégories	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (Million de NF)
Cadres, techniciens, employés	1,67	1,88	2,22	2,53	2,77	31,8
Ouvriers en usine	4,38	5,03	5,89	6,08	6,55	77,4
Ouvriers à domicile	0,09	0,10	0,13	0,11	0,09	1,2
Total	6,14	7,01	8,24	8,72	9,41	110,4

TABLEAU 29

PRINCIPALES PRODUCTIONS DE LA BONNETERIE DE L'AUBE PAR GENRE D'ARTICLES EN 1957, 1958 ET 1959

Articles	Tous fils synthétiques			Laine			Coton			Rayonne		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959
En milliers de kgs												
Etoffes de bonneterie	18	26	71	67	32	16	570	409	418	15	122	95
En millions de paires												
Bas	40,8	37,2	39,2	1,1	0,9	0,5	3	1,9	1,1	0,08	0,08	0,03
Mi-bas, chaussettes, socquettes	16,8	18	19,6	11,3	9,4	8,9	16	11,7	8,2	0,02	0,01	—
En millions de pièces												
Sous-vêtements	3,7	3,7	5,3	1,4	0,9	0,6	57,4	50,5	53,9	3,5	5	4,4
Survêtements	0,6	0,8	2,1	1,3	1,7	1,9	10,5	10,8	8,4	0,05	0,1	0,04
Maillois de bain	0,1	0,1	0,1	0,01	0,02		0,7	0,7	0,4	—	—	—
Layette	0,1	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	1,8	2	2,2	—	—	—

TABLEAU 30
DONNÉES STATISTIQUES SUR L'ACTIVITÉ DE LA BONNETERIE EN 1960

Personnel occupé (*)					
Catégories	Bonneterie de l'Aube			Bonneterie de la France entière	Pourcentage Aube France entière
	Hommes	Femmes	Total		
Cadres	484	53	537	2.183	24,6
E.T.A.M. (**)	1.525	1.611	3.136	4.670	67
Ouvriers en usine	4.706	12.458	17.164	62.025	27,7
Ouvriers à domicile ...	21	706	727	8.699	8,4
Total	6.736	14.828	21.564	77.577	27,8

Chiffre d'affaires			
Taxes incluses (en millions de NF)			
Articles	Bonneterie de l'Aube	Bonneterie de la France entière	Pourcentage de l'Aube par rapport à la France entière
Chaussants	253,3	673,5	37,6
Autres articles	353,1	1.607,9	22
Total	606,4	2.280,5	26,6

Répartition du chiffre d'affaires suivant la destination							
(en millions de NF)							
Destination	Bas et chaussettes		Autres articles		Total		Pourcentage Aube France entière
	Aube	France entière	Aube	France entière	Aube	France entière	
France (***)	224,8	622,1	307,2	1.308,7	532	1.930,8	27,5
Zone Franc	12,5	14	31,5	159,6	44	173,6	25,3
Etranger	16	37,4	14,4	138,6	30,4	176	17,3
Total	253,3	673,5	353,1	1.606,9	606,4	2.280,4	

(*) Cette statistique est relative au personnel occupé par les adhérents de la Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant et de l'Union syndicale des industries de la maille et annexes.

(**) Employés, techniciens, agents de maîtrise.

(***) Chiffre d'affaires taxes incluses.

TABLEAU 31

**PRINCIPALES PRODUCTIONS DE LA BONNETERIE DE L'AUBE
ET DE LA BONNETERIE FRANÇAISE EN 1960**

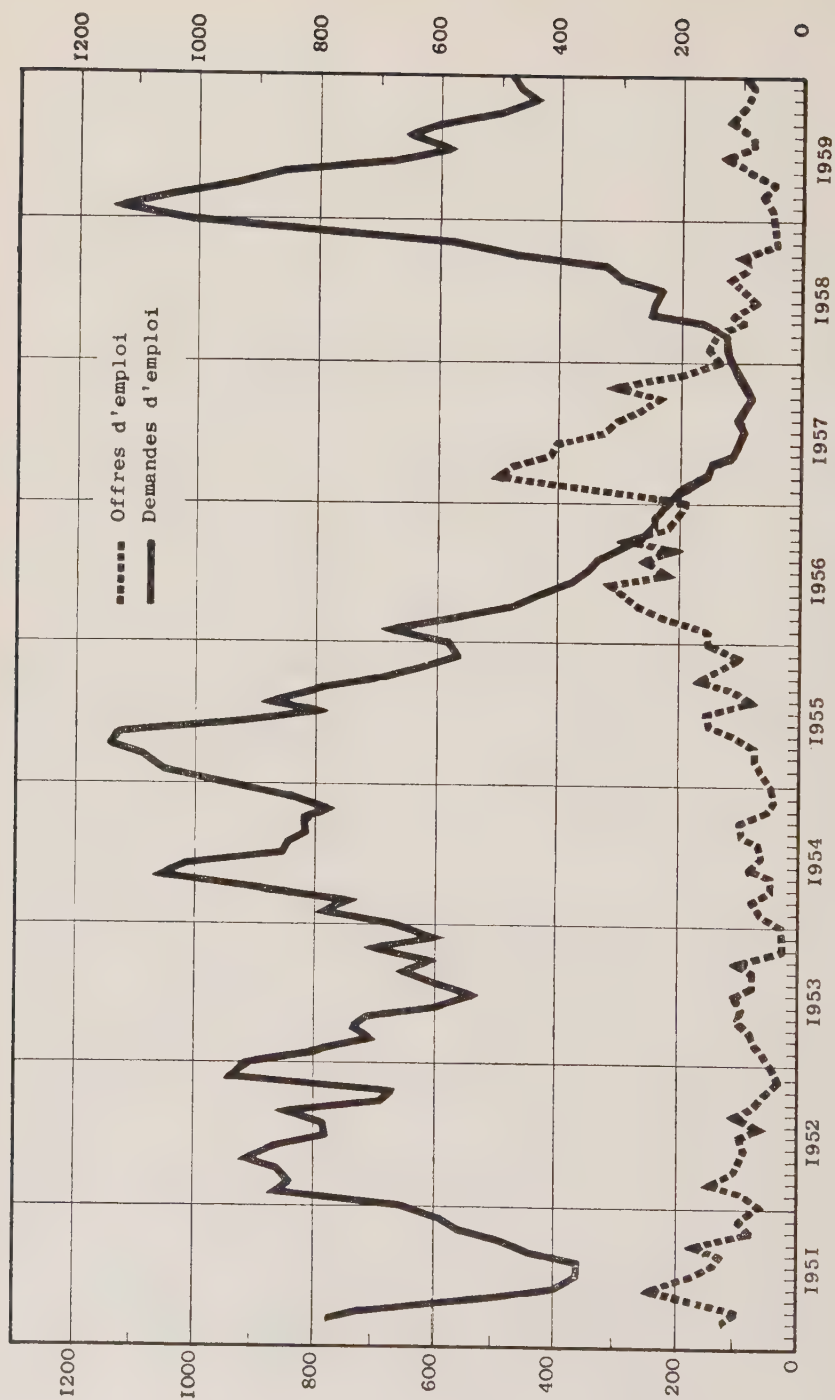
Articles	Tous fils synthétiques		Laine		Coton		Rayonne	
	Aube	France entière	Aube	France entière	Aube	France entière	Aube	France entière
En milliers de kg								
Etoffes de bon- neterie.....	82	2.049	5	1.830	482	2.600	187	1.103
En millions de paires								
Bas	51,4	152,3	0,6	0,6	1,1	1,3		0,06
Mi-bas,chaussettes	23,9	59,6	8,6	31,2	7,1	25,8	0,05	0,3
En millions de pièces								
Sous-vêtements ..	7,2	14,7	0,8	5,3	62,7	128,9	4,6	8,7
Sur-vêtements ...	2,7	6,4	1,8	23,6	9,4	17,2	0,08	1
Maillots de bains .	0,4	0,5	0,02	0,1	0,3	0,4		
Layette	0,4	0,9	0,1	8,1	2	3,5		

Section 4. L'emploi

Le graphique 8 retrace par mois depuis 1951 l'évolution des demandes et des offres d'emploi non satisfaites dans le département de l'Aube. Remarquons que les offres d'emploi non satisfaites sont pratiquement supérieures aux chiffres établis par l'Administration. Si les chiffres en valeur absolue ne sont pas à retenir, l'évolution de la courbe permet cependant une étude intéressante de l'évolution du marché du travail dans l'Aube.

Après la récession des années 1952, 1953 et 1954 où nous notons un maximum en 1954 de 1 064 demandes d'emploi non satisfaites, corrélativement à 47 offres d'emploi non satisfaites, un autre maximum en avril 1955 de 1 143 demandes d'emploi non satisfaites corrélativement à 72 offres d'emploi non satisfaites, la situation du marché du travail s'est progressivement améliorée dans le département à partir du deuxième trimestre 1955. Si nous reprenons l'évolution des demandes et des offres d'emploi non satisfaites pour les années 1955 et 1956, nous constatons que les demandes d'emploi ont été chaque mois en 1956 inférieures à celles des mois correspondants de 1955, que d'autre part en 1956 les demandes d'emploi non satisfaites ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1951. A partir de juin 1956 les demandes d'emploi ont été inférieures de 50 % à celles des mois correspondants de 1955. Le nombre d'offres d'emploi en 1956 a été très supérieur à celui de 1955. En octobre 1956 les courbes d'offres et de demandes d'emploi non satisfaites se sont recoupées, les offres d'emploi ont alors atteint leur niveau le plus élevé depuis 1951. Une grande partie de ces demandes d'emploi provenait du secteur textile et c'est l'évolution favorable dans ce secteur prédominant dans l'Aube qui a entraîné la nette diminution des demandes d'emploi constatée à partir du mois de mars 1956.

En 1957 les demandes d'emploi non satisfaites ont continué de diminuer très sensiblement, le minimum a été atteint au mois d'octobre. Par contre notons une augmentation des offres d'emploi non satisfaites du mois de janvier au mois d'avril, date à laquelle la courbe des offres d'emploi non satisfaites atteint son maximum, soit 502 offres d'emploi, niveau le plus élevé depuis 1951. La plus grande partie de ces offres d'emploi non satisfaites provenait du secteur textile. Nous remarquons que le plein emploi a été constant dans le département du mois d'octobre 1956 au mois de mars 1958, date à laquelle les courbes d'offres et de demandes d'emploi non satisfaites se sont recoupées. Les offres d'emploi ont été en régression à partir du mois de mars 1958 et les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté régulièrement durant toute l'année 1958, pour atteindre le niveau de 777 au mois de décembre, contre 102 au mois de décembre 1957.



8. Evolution des demandes et offres d'emploi non satisfaites dans le département depuis 1951.

Ces demandes d'emploi non satisfaites provenaient principalement du secteur textile, très touché en 1958 par une crise économique qui s'est prolongée jusqu'en 1959, bien qu'il y ait eu quelques prémices de reprise. En effet, malgré la baisse très sensible de la courbe des demandes d'emploi non satisfaites, constatée à partir du mois de février 1959, l'écart entre les deux courbes étudiées demeurait encore très important au mois de janvier 1960, puisque l'on notait 481 demandes d'emploi non satisfaites, corrélativement à 94 offres d'emploi non satisfaites.

Cette analyse de l'évolution des courbes de demandes et d'offres d'emploi non satisfaites souligne l'instabilité relative de la conjoncture économique de l'industrie de la bonneterie et par conséquent l'inconvénient du caractère mono-industriel de notre département.

LE CHÔMAGE.

Les statistiques ci-dessous donnent depuis 1950, par année, la moyenne mensuelle des chômeurs totaux secourus dans le département, c'est-à-dire des personnes inscrites à un fonds de chômage. Ces données ont été calculées à partir des statistiques mensuelles des chômeurs totaux secourus établies par la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

MOYENNE MENSUELLE DES CHÔMEURS TOTAUX SECOURUS DANS L'ANNÉE		MOYENNE MENSUELLE DES CHÔMEURS TOTAUX SECOURUS DANS L'ANNÉE	
ANNÉE		ANNÉE	
1950	190	1956	128
1951	120	1957	50
1952	243	1958	52
1953	212	1959	330
1954	286	1960	104
1955	302		

Nous constatons que le nombre des chômeurs totaux secourus n'a jamais été très alarmant dans l'Aube. Après avoir été en progrès sensible en 1954 et 1955, la moyenne a sensiblement diminué en 1956 et en 1957. C'est à partir du mois d'octobre 1958 que le chômage total s'est fortement accru, pour atteindre le nombre de 206 chômeurs totaux secourus à la fin du mois de décembre 1958. En 1959 le nombre des chômeurs est en augmentation par rapport à toutes les années précédentes. Cependant il faut remarquer, qu'à la fin du mois de janvier 1960, on notait 195 chômeurs totaux secourus, contre 337 à la même époque de l'année précédente. Ces données ne sont d'ailleurs pas tout à fait significatives de l'évolution de l'activité économique, en effet des recoupements sur le plan national ont démontré que le chômage réel est pratiquement cinq fois supérieur au chômage secouru. Le ralentissement de la production se traduit plus souvent par

MISE A JOUR DU GRAPHIQUE N° 8

Durant l'année 1960, l'évaluation des offres et des demandes d'emploi non satisfaites a été la suivante :

MOIS	DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES		OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES	
	1960	1961	1960	1961
Janvier	481	263	94	201
Février	460	279	130	310
Mars	429	221	128	275
Avril	365	190	112	240
Mai	282	184	163	273
Juin	216	170	161	317
Juillet	190	191	114	254
Août	180	204	160	253
Septembre	193	151	140	322
Octobre	198	137	157	347
Novembre	234	152	101	275
Décembre	245	110	132	254

Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

une réduction d'horaire, qui donne lieu à des indemnités de chômage partiel, plutôt que par des licenciements. Le tableau ci-dessous donne, depuis 1950, la moyenne mensuelle des chômeurs partiels indemnisés dans l'année.

ANNÉE	CHÔMEURS PARTIELS INDEMNISÉS. (MOYENNE MENSUELLE)	ANNÉE	CHÔMEURS PARTIELS INDEMNISÉS. (MOYENNE MENSUELLE)
1950	880	1956	175
1951	981	1957	27
1952	1 602	1958	1 086
1953	583	1959	2 151
1954	983	1960	627
1955	835	1961	804

Il faut souligner que 90 % environ des effectifs de chômeurs partiels sont constitués par des ouvriers et ouvrières en bonneterie. Après avoir été sensible en 1952, le chômage partiel a diminué très fortement en 1953. Durant l'année 1952, le chômage partiel a été très important, jusqu'au mois d'août, et a diminué sensiblement ensuite, puisque au mois de décembre 1952, on comptait 800 chômeurs partiels environ. Nous remarquons ainsi l'évolution saisonnière du chômage partiel, due principalement à la propre évolution saisonnière de la bonneterie, qui a toujours une reprise d'activité après la période des congés payés. Au mois de décembre 1953, on ne comptait plus que 250 chômeurs partiels, ce chiffre était inférieur à la moyenne mensuelle calculée

sur toute l'année. En 1954 et 1955 on a noté une recrudescence du chômage partiel, qui a été suivie en 1956 d'une très nette régression. En 1957, le chômage partiel a été pratiquement inexistant et à la fin de l'année 1957 l'industrie textile manquait de main-d'œuvre féminine. C'est à partir du mois de juin 1958, que le nombre de chômeurs partiels a augmenté, puisque de 50 au mois de janvier 1958, ce chiffre est passé à 1 041 en juin de la même année, pour atteindre 2 787 en décembre. En 1959, la moyenne mensuelle des chômeurs partiels indemnisés est demeurée très importante par rapport aux années précédentes. Cependant au début de 1960, la situation s'est améliorée puisque le nombre des chômeurs partiels indemnisés était au 31 janvier 1960 de 227, dont 213 pour l'industrie du textile, alors qu'au 31 janvier 1959 on avait compté dans l'Aube 3 755 chômeurs partiels indemnisés, dont 3 330 pour l'industrie du textile.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des établissements industriels et commerciaux du département suivant le personnel occupé au 1^{er} janvier 1957.

TOUTES ACTIVITÉS TRANCHES DE SALARIÉS	TOUTES ACTIVITÉS NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE DE SALARIÉS
Plus de 1 000	3	4 300
de 500 à 999	15	9 368
de 100 à 499	67	13 214
de 50 à 99	60	4 223
moins de 50	4 110	non communiqué
Total	4 255	

Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

Il nous faut remarquer, que sont exclus des données ci-dessus, les secteurs d'activité suivants : Agriculture, Administrations d'Etat et entreprises nationalisées et Transports. Cette statistique souligne la concentration industrielle du département. Les trois établissements occupant plus de 1 000 personnes étaient des établissements de bonneterie localisés à Troyes. Enfin le département ne possédait pas de grands ensembles industriels, en effet aucun établissement n'avait en 1956 un personnel supérieur à 2 000 salariés.

En 1962, au contraire, par suite de participations majoritaires inter-entreprises, il est apparu des unités de décision économique avoisinant 2 000 salariés dans le secteur de la bonneterie. D'autre part, ce secteur est toujours le seul représenté parmi les entreprises employant plus de 1 000 personnes.

Les données ci-dessous nous permettent de déterminer l'effectif total des salariés dans le département de l'Aube au début de l'année 1960, selon la répartition des activités professionnelles¹⁰.

TABLEAU 32

1^o PERSONNEL OCCUPÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Numéros de la nomenclature I.N.S.E.E.	Activités professionnelles	Nombre de salariés
02	Forêts	877
16 à 29	Métaux	7.074
33 à 34	Bâtiment	6.719
35 à 37	Industries chimiques	259
39 à 46	Industries alimentaires	2.293
47 à 48	Industries textiles et annexes	25.133
49 à 50	Industries de l'habillement	773
51 à 61	Industries diverses	4.148
62 à 68	Transports	892
69 à 98	Commerces et Services	8.704
	Total	56.872

2^o PERSONNES EMPLOYÉES DANS LES AUTRES SECTEURS

A l'effectif des personnes employées dans les établissements industriels et commerciaux, il faut ajouter les effectifs employés dans les activités suivantes :

Agriculture	S.N.C.F.	3.000
(dans 10.404 exploitations) .. 8.999	E.D.F.	510
Administrations	Services domestiques	4.000
6.560		

Nous obtenons ainsi un effectif de 79.941 personnes employées.

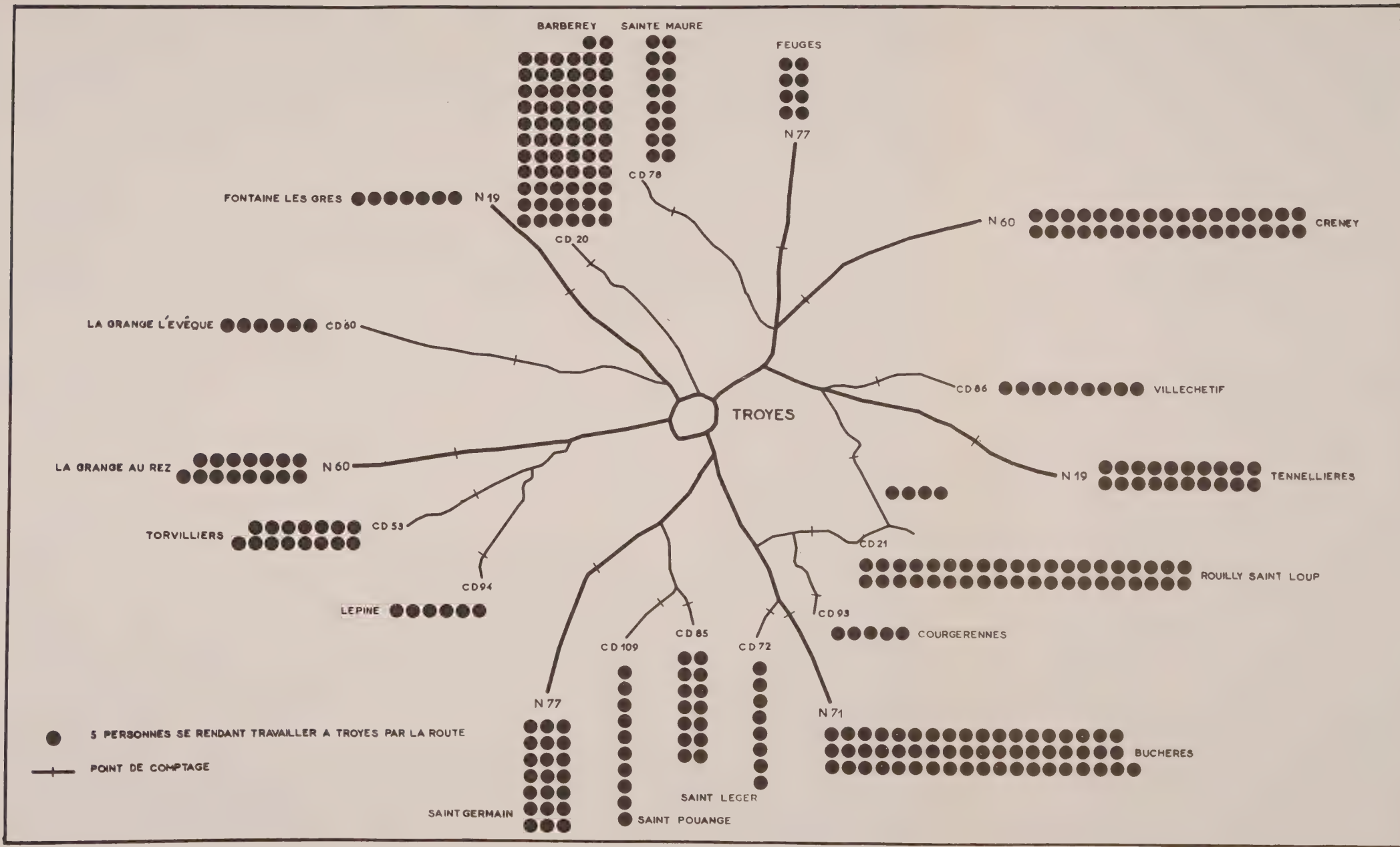
Le tableau suivant donne la répartition des établissements industriels et commerciaux du département suivant le personnel occupé au 1^{er} janvier 1962.

TOUTES ACTIVITÉS TRANCHES DE SALARIÉS	TOUTES ACTIVITÉS NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE DE SALARIÉS
+ de 1 000	7	16 771
de 500 à 999	7	5 504
de 200 à 499	37	10 549
de 100 à 199	54	6 851
de 50 à 99	90	
de 20 à 49	248	non communiqué
de 10 à 19	331	» »
— de 10	3 550	» »
Total	4 324	» »

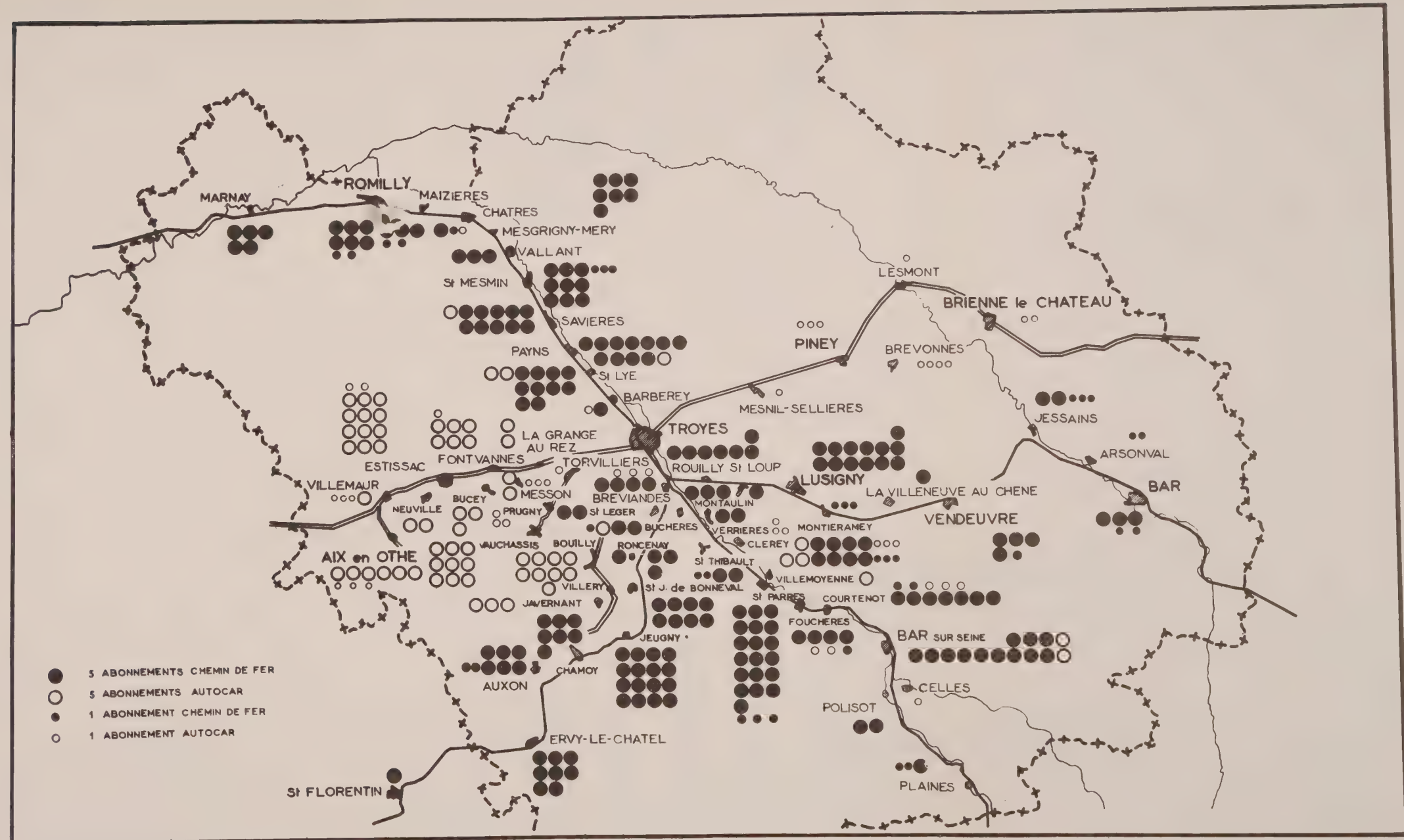
Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

16. Source : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Aube.

Carte 15
Migrations journalières
des personnes se
rendant travailler
à Troyes
par la route.



Carte 14
Migrations journalières
des personnes se
rendant travailler
à Troyes par le
chemin de fer
et l'autocar.



Section 5. Migrations journalières des personnes venant travailler à Troyes

La concentration industrielle, qui existe dans l'agglomération troyenne, fait de la ville de Troyes un pôle d'attraction de main-d'œuvre, vis-à-vis des autres communes du département. Il a donc paru intéressant de rechercher l'importance des migrations journalières des personnes venant travailler à Troyes. Les documents, qui ont servi de base à la présente étude, sont :

1° le nombre moyen de cartes hebdomadaires d'abonnement du travail délivrées par les gares de la S.N.C.F. en 1956 ;

2° le nombre moyen de cartes hebdomadaires de travail délivrées par les services de transports routiers du département en 1956.

Il faut remarquer que nous saisissons une partie seulement des migrations journalières des personnes venant travailler à Troyes, puisque nous ne repérons pas les personnes qui arrivent par leur propre moyen de transport. Cependant nous pouvons nous rendre compte de l'étendue de la zone d'attraction de l'industrie troyenne concernant le recrutement de sa main-d'œuvre. Au total plus de 1 500 personnes, venant de 67 communes du département, se déplacent chaque jour par le train ou l'autocar, pour venir travailler à Troyes. La presque totalité des migrants provient des communes situées le long des axes de communication suivants : Bar-sur-Seine-Troyes, Ervy-le-Châtel-Troyes, Aix-en-Othe-Troyes, Rumilly-sur-Seine-Troyes, et en moins grande importance Bar-sur-Aube-Troyes.

La zone d'attraction la plus forte se situe dans un cercle d'un rayon de vingt kilomètres autour de Troyes. Nous repérons ainsi le degré de dépendance de certaines communes « dotoirs » du département vis-à-vis de Troyes, telles que Lusigny, Clerey, Saint-Parres-les-Vaudes, Jeugny, Estissac, Fontvannes, Mesgrigny, Savières et Payns.

Il semble que l'on puisse avancer que la tendance générale des migrants soit de tenter de se fixer près de leur lieu de travail, c'est-à-dire à Troyes ou dans la banlieue immédiate. Si des implantations d'usines dans certaines communes dotoirs du département, appelées à jouer le rôle de pôles secondaires de développement, ne viennent pas absorber cette main-d'œuvre, l'attraction de l'agglomération de Troyes s'accroîtra. Si l'on veut donc éviter un engorgement de l'agglomération de Troyes dans les années à venir et un surcroît de fatigue aux personnes passant deux heures chaque jour à se rendre sur le lieu de leur travail, il semble que l'utilité d'une politique d'implantation dans certains centres secondaires du département soit le seul remède

économique. D'autre part il existe dans les communes dotoirs du département une réserve de main-d'œuvre, principalement féminine, qui serait prête à travailler sur place, mais qui renonce à un déplacement journalier pour venir travailler à Troyes.

La carte 15 reproduit les comptages des personnes venant travailler à Troyes par la route en bicyclettes, bicyclettes à moteur-auxiliaire, vélomoteurs, scooters et motocyclettes. Ce document est le résultat d'une enquête effectuée par les Services des Ponts et chaussées au début du mois d'octobre 1957. Les postes de comptages étaient situés à environ 5 kilomètres de Troyes, sur toutes les routes de l'agglomération troyenne, convergeant sur Troyes. Les heures auxquelles ont été effectuées ces opérations avaient été déterminées, compte tenu des heures d'ouvertures des usines de Troyes et compte tenu des heures du travail en équipe. Nous constatons que la route la plus fréquentée n'est pas une route nationale, mais le C.D. 20, qui draine les habitants des pays de la vallée de la Seine en amont de Troyes (Barberey, Saint-Lyé, Payns, Savières, Saint-Mesmins, Vallant-Saint-Georges) 18,6 % du total des personnes venant travailler à Troyes par leur propre moyen de locomotion passent sur le C.D. 20. La R.N. 71 draine 16,4 % du même total de personnes venant travailler à Troyes. Il faut remarquer que le point de comptage était situé à Bréviandes, aussi les passages recensés viennent de la direction de Buchères et Clérey pour une part, mais vraisemblablement pour une part plus importante de la route de Chaource. Les autres points de passage importants sont situés sur la R.N. 60 (direction de Crenoy), le C.D. 21 (direction de Rouilly-Saint-Loup), la R.N. 77 (direction de Saint-Germain), la R.N. 19 (direction de Lusigny).

Au total 1 808 personnes ont été recensées, venant travailler à Troyes par leur propre moyen de locomotion. Les moyens de locomotion utilisés se répartissaient ainsi :

Bicyclettes	32 %
Bicyclettes à moteur auxiliaire et vélomoteurs	49,3 %
Motocyclettes et scooters	18,7 %

Il semble que l'attention des services compétents devrait se porter plus particulièrement sur le C.D. 20 (direction de Barberey) et sur le C.D. 21 (direction de Rouilly-Saint-Loup) en ce qui concerne la surveillance et l'amélioration de la circulation.

Section 6. Indicateurs de conjoncture

Le tableau que nous avons construit est purement statique, la troisième partie de notre étude a été descriptive en même temps qu'évolutive, mais une étude économique doit pour être complète permettre à son auteur d'apporter une conclusion sur l'évolution future du phénomène étudié. Pour tenter cette dynamisation de notre conclusion, nous avons construit des « *indicateurs de conjoncture* », c'est-à-dire repéré dans la complexité des phénomènes économiques départementaux, des éléments, dont l'évolution durant plusieurs années est assez caractéristique des tendances de l'activité économique du département, pour nous permettre d'extrapoler et de donner un diagnostic de la santé économique du département.

Autant que nous disposerons de chiffres intéressants, nous étudierons les tendances des dix dernières années, c'est-à-dire depuis 1949. Mais lorsque la série statistique que nous considérerons sera incomplète, nous remonterons jusqu'à 1952. Tous les indices construits auront comme base $100 = 1952$.

Avant de construire des indices départementaux de la production industrielle, nous avons utilisé des indices, qui sont facilement disponibles et dont nous pouvons avoir les correspondants pour la France entière, ce qui nous permettra des comparaisons intéressantes. Toutes les données relatives à la France ont comme source le *Bulletin mensuel de statistique* (I.N.S.E.E.). Pour le calcul des indices, base $100 = 1952$, les données en francs courants ont été ramenées en francs constants 1952 à l'aide du déflateur utilisé par le Service d'études économiques et financières (Ministère des Finances) pour l'établissement des comptes de la Nation.

L'opération de calcul des différents indices présentés partant des données en francs courants a été la suivante : nous avons divisé en francs courants par le « déflateur » de l'année correspondante et nous avons multiplié par 100, nous obtenions alors les données en francs constants 1952. Les « déflateurs » utilisés ont été les suivants :

ANNÉE	DÉFLATEUR *	ANNÉE	DÉFLATEUR *
1949	68,6	1955	102,2
1950	73,3	1956	105,4
1951	86,5	1957	109,3
1952	100	1958	111,5
1953	100,3	1959	118,4
1954	101	1960	122,9

* Ce déflateur est celui qui est utilisé pour l'évaluation en francs constants des comptes de la Nation.

Précisons que nous avons effectué, autant qu'il nous a été possible, la mise à jour des données statistiques, qui vont suivre, pour les années 1959 et 1960.

a - EVOLUTION DE L'INDICE DE COMPENSATION.

Nous donnons ci-dessous l'évolution du montant total des effets présentés dans les Chambres de Compensation auprès de chaque succursale de la Banque de France pour l'Aube et la France entière ¹⁷.

ANNÉE	MILLIARDS DE FRANCS		INDICE BASE 100 = 1952		RAPPORT INDICE	
	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	AUBE/INDICE	FRANCE ENTIÈRE
1949 .	30,4	13 975	74	66	1,13	
1950 .	38	17 191	87	76	1,15	
1951 .	51,4	22 753	99	87	1,14	
1952 .	59,7	30 860	100	100	1	
1953 .	69,4	33 295	116	108	1,08	
1954 .	77,5	37 468	127	110	1,07	
1955 .	90,7	40 932	148	130	1,14	
1956 .	102,8	49 003	163	150	1,08	
1957 .	118,5	59 710	181	176	1,03	
1958 .	130	79 524	195	231	0,84	
1959 .	137,8	88 702	195	243	0,80	
Millions de NF :						
1960 .	16 217	1 031 003	221	272	0,81	

Les montants de compensation ont, entre 1949 et 1952, augmenté de 34,6 % dans l'Aube, alors que pour l'ensemble de la France l'augmentation correspondante était de 51,7 %. La bonneterie subissait à cette époque un fléchissement dans l'Aube. De 1952 à 1955, l'accroissement a été de 52 % dans l'Aube contre 30 % pour la moyenne française ; la reprise de la bonneterie et l'implantation d'industries mécaniques furent, dans l'Aube, les causes économiques principales de ce revirement. De 1955 à 1958, l'accroissement dans l'Aube s'est élevé à 43 %, alors que pour la moyenne française, il était de 94 % ; l'année 1958 a été pour la bonneterie très difficile, ceci explique l'accroissement moindre, que nous venons de constater, dans l'Aube.

b - EVOLUTION DE L'ÉPARGNE.

Le montant des dépôts dans les Caisses d'épargne peut aussi être utilisé comme indice de l'activité départementale. Nous avons retenu le montant du solde dû aux déposants au 31 décembre de

17. Source : Pour les données départementales : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*.

Pour les données nationales : I.N.S.E.E., *Bulletin mensuel de statistique*.

chaque année depuis 1949 dans l'ensemble des Caisses nationale et privées dans l'Aube et dans la France entière.

ANNÉE	MILLIARDS DE FRANCS		INDICE BASE 100 = 1952		RAPPORT INDICE
	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	AUBE	FRANCE ENTIÈRE	AUBE/INDICE FRANCE ENTIÈRE
1949 .	2,2	487,5	73	84	0,88
1950 .	2,7	617,8	85	100	0,84
1951 .	3	713,4	81	98	0,83
1952 .	4,3	839,3	100	100	1
1953 .	5,3	1 028,6	123	122	1,01
1954 .	6,3	1 229,9	167	145	1,16
1955 .	7,9	1 514,2	178	176	1,01
1956 .	9,3	1 745,7	203	197	1 03
1957 .	10,2	1 921,8	224	209	1,07
1958 .	11,5	2 224,7	238	238	1
1959 .	12,9	2 528,6	253	254	0,99
Millions de NF :					
1960 .	147,5	27 812	279	269	1,03

Source : Pour les données départementales : I.N.S.E.E., Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*.

Pour les données nationales : Années 1949 à 1958 : *Annuaire statistique de la France - Rétrospectif*, I.N.S.E.E., 1961, tableau 11, p. 331.

Année 1959 : *Bulletin mensuel de statistique*, Nouvelle série, n° 12, Décembre 1960, p. 41.

Année 1960 : *Bulletin mensuel de statistique*, Nouvelle série, n° 5, Mai 1961, p. 40.

D'autres indices d'ordre général peuvent être construits, les indices retenus ont été choisis parce qu'ils sont facilement repérables pour le département de l'Aube et pour la France entière et aussi parce qu'ils ont une signification économique.

c - EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ.

Electricité consommée dans l'Aube

Base 100 = 1952

ANNÉE	BASSE TENSION		HAUTE TENSION	
	MILLIONS DE KWH	INDICE	MILLIONS DE KWH	INDICE
1949	22,8	82	32,2	64
1950	24	87	41,7	83
1951	26,5	96	47,3	94
1952	27,9	100	50,4	100
1953	30,5	110	56,2	112
1954	33,2	120	62,3	124
1955	36,4	131	72	143
1956	40,6	146	76,4	151
1957	46,3	166	86	170
1958	52	186	91	181
1959	56,4	202	100	198
1960	62,5	224	118,2	234

Source : E.D.F., Troyes.

Electricité consommée dans la France entière

Base 100 = 1952

BASSE TENSION				HAUTE TENSION		
ANNÉE	MILLIONS DE kWh	INDICE	RAPPORT INDICE AUBE/INDICE	MILLIONS DE kWh	INDICE	RAPPORT INDICE AUBE/INDICE
			FRANCE ENTIÈRE			FRANCE ENTIÈRE
1949	5 359	80	1,03	21 257	74	0,87
1950	5 819	87	1	23 261	81	1,03
1951	6 357	95	1,02	26 964	93	1,02
1952	6 754	100	1	29 061	100	1
1953	7 118	106	1,04	29 704	103	1,09
1954	7 626	113	1,07	32 878	114	1,09
1955	8 189	121	1,09	35 944	124	1,16
1956	9 170	136	1,06	39 100	134	1,12
1957	9 951	148	1,12	42 174	145	1,17
1958	10 900	161	1,15	45 200	155	1,16
1959	11 600	172	1,17	46 800	161	1,23
1960	12 600	186	1,20	52 600	181	1,30

Source : E.D.F., Troyes.

La consommation d'électricité est un critère de l'activité économique, c'est pourquoi nous avons retenu comme indicateur l'évolution de ce critère pour l'Aube depuis dix ans. De 1949 à 1958 la consommation d'électricité en haute tension a augmenté de 183 %, la consommation d'électricité en basse tension a augmenté de 127,3 %. Ces taux d'augmentation, pour la période décennale étudiée, dépassent sensiblement le doublement normal prévu de la consommation. D'autre part, nous constatons que la crise de 1957 n'a guère ralenti la progression de la consommation de haute tension dans l'Aube, c'est que dans les usines il y a toujours une part fixe de consommation d'électricité, même en période de crise. Nous pouvons enfin remarquer que, dans l'ensemble du département, la consommation spécifique par abonné se situe dans le premier tiers des départements et que des départements voisins de l'Aube, comme la Côte-d'Or et l'Yonne, ont une consommation spécifique par abonné sensiblement inférieure à celle de l'Aube.

d - EVOLUTION DU TRAFIC FERROVIAIRE DE MARCHANDISES (ARRIVÉE EN GARE DE TROYES).

Nous avons estimé que les arrivages de marchandises constituaient un meilleur indice économique que les expéditions. Nous avons constaté, en effet, que les arrivages étaient constitués principalement par des produits de matières premières utilisés par les industries de l'Aube, alors que les variations du tonnage des expéditions s'expliquent presque uniquement par la différence

d'une année sur l'autre du tonnage des expéditions de céréales. Le trafic marchandises arrivage, pour le département entier, n'ayant pu être reconstitué pour toutes les années, nous avons retenu, avec l'approbation des services de la S.N.C.F., le tonnage des arrivages de marchandises en gare de Troyes par wagon complet.

ANNÉE	MARCHANDISES ARRIVÉES	INDICE BASE 100 = 1952
	MILLIERS DE TONNES EN GARE DE TROYES	
1949	160,5	84
1950	153,5	71
1951	186,9	87
1952	215,3	100
1953	204,2	95
1954	191,2	89
1955	238,2	110
1956	243,1	113
1957	270,4	125
1958	226,9	105
1959	230,4	107
1960	234,3	109

L'augmentation du tonnage étudié de 1949 à 1956 a été de 34 %, elle était due surtout à l'accroissement du tonnage des arrivées des biens de consommation.

Nous donnons ci-dessous l'évolution du trafic de marchandises S.N.C.F. pour la France entière ¹⁸.

ANNÉE	MILLIONS DE TONNES	INDICE BASE 100 = 1952	RAPPORT INDICE AUBE/ INDICE FRANCE ENTIÈRE
1949	160,6	92	0,91
1950	151,7	87	0,82
1951	176,7	102	0,85
1952	173,7	100	1,00
1953	162,7	93	1,02
1954	169,2	97	0,92
1955	191,4	110	1
1956	204,5	117	0,96
1957	216,8	125	1
1958	212	122	0,86
1959	212,7	123	0,88
1960	226,5	130	0,84

Source : *Annuaire statistique de la France*, Rétrospectif, I.N.S.E.E., Paris, 1961, Tableau III, p. 184 (pour les années 1949 à 1959), Année 1960 : *Bulletin mensuel de statistique*, Nouvelle Série, n° 5, Mai 1961, p. 17.

18. Transports commerciaux à l'exclusion des bagages et de la poste.

e - EVOLUTION DU TRAFIC TÉLÉGRAPHIQUE
ET DU TRAFIC TÉLÉPHONIQUE.

Nous avons retenu pour indice télégraphique l'évolution du nombre de télégrammes déposés dans l'Aube et en France. On entend par télégrammes déposés les télégrammes expédiés, nous prenons cette donnée comme indice de tension du marché.

ANNÉE	MILLIERS DE TÉLÉGRAMMES DÉPOSÉS POUR L'AUBE (RÉGIME INTÉRIEUR ET INTERNATIONAL)	INDICE
1949	64,8	118
1950	60,5	108
1951	59,8	107
1952	55,7	100
1953	46,7	84
1954	56,6	102
1955	56,7	102
1956	58,9	106
1957	58,8	106
1958	54,8	98
1959	53,4	96
1960	49	88

Nous donnons ci-dessous l'évolution du trafic télégraphique de départ pour la France entière depuis 1949.

ANNÉE	MILLIONS DE TÉLÉGRAMMES DÉPOSÉS (RÉGIME INTÉRIEUR ET INTERNATIONAL) POUR LA FRANCE ENTIÈRE	INDICE	RAPPORT INDICE AUBE/ INDICE FRANCE ENTÈRE
1949 ..	19	111	1,06
1950 ..	18,4	108	1,01
1951 ..	18,4	108	0,99
1952 ..	17	100	1
1953 ..	16,8	98	0,86
1954 ..	17,3	102	0,99
1955 ..	17,8	104	0,98
1956 ..	18,7	110	0,97
1957 ..	18,9	111	0,96
1958 ..	17,8	105	0,93
1959 ..	16,6	98	0,98
1960 ..	16,4	96	0,92

Source : Direction générale des Télécommunications, 20, avenue de Ségur, Paris, 7^e.

Nous constatons que le trafic télégraphique, dans l'Aube, a tendance à diminuer. Il baisse d'autant plus que l'année considérée est une période de récession ; il en a été ainsi, en 1953 et en 1958. Nous avons d'autre part retenu l'évolution d'un indice téléphonique, nous nous sommes basés sur l'évolution du trafic téléphonique de tout le groupement de Troyes.

ANNÉE	TRAFFIC TÉLÉPHONIQUE (EN MILLIERS DE COMMUNICATIONS)		INDICE
1952	1 092		100
1953	1 019		93
1954	1 143		105
1955	1 345		123
1956	1 535		140
1957	1 769		162
1958	1 828		167
1959	1 969		180
1960	2 062		189

Source : P.T.T., Département de l'Aube.

f - EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ESSENCE ET DE SUPER-CARBURANT DANS L'AUBE ET DANS LA FRANCE ENTIERE DEPUIS 1950.

ANNÉE	AUBE		FRANCE ENTIERE		RAPPORT INDICE AUBE/ INDICE FRANCE ENTIERE
	MILLIERS DE MÈTRES CUBES	INDICE	MILLIERS DE MÈTRES CUBES	INDICE	
1950 ...	21,7	74	3 437	78	0,95
1951 ...	25	85	3 875	88	0,97
1952 ...	29,4	100	4 391	100	1
1953 ...	33,4	113	4 851	110	1,03
1954 ...	34,1	116	5 230	119	0,98
1955 ...	39,9	136	5 865	133	1,02
1956 ...	40,4	137	6 222	142	0,96
1957 ...	38	129	6 041	137	0,94
1958 ...	39,5	134	6 670	152	0,88
1959 ...	41	139	6 974	159	0,87
1960 ...	45,3	154			

Source : Comité professionnel du pétrole, 51, boulevard de Courcelles, Paris, 8°.

g - EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA BONNETERIE.

ANNÉE	CHIFFRE D'AFFAIRES EN MILLIARDS DE FRANCS		INDICE		RAPPORT INDICE AUBE/ INDICE FRANCE ENTIERE
	AUBE *	FRANCE ** ENTIERE	AUBE	FRANCE ENTIERE	
1952	25,3	100,7	100	100	1
1953	26,7	115,3	105	114	0,92
1954	28,4	128,4	111	127	0,87
1955	29,6	139	114	138	0,83
1956	34	159	127	150	0,85
1957	39,4	183,8	142	173	0,83
1958	38,5	183,5	137	163	0,84
1959	41,1	192,3	137	161	0,85
Millions de NF :					
1960	463	2 280	149	184	0,81

* Le chiffre d'affaires de l'Aube est celui réalisé par les adhérents de la Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant de Troyes et du département de l'Aube.

** Source : Fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française.

h - INDICE DU SALAIRE HORAIRE MOYEN DES OUVRIERS EN USINE DANS LA BONNETERIE.

Il a semblé intéressant de construire un indice départemental des salaires. Nous avons retenu le salaire horaire moyen des ouvriers en usine dans la bonneterie, cette statistique nous est donnée depuis 1952 dans les bulletins trimestriels de la Chambre Syndicale des fabricants de bonneterie. Le choix de cet indice se justifie par le fait que la bonneterie emploie plus de 50 % des salariés de l'industrie de l'Aube.

ANNÉE	SALAIRE HORAIRE MOYEN	
	EN FRANCS	INDICE (BASE 100 = 1952)
1952	123,20	100
1953	129,50	105
1954	137,20	110
1955	148,40	118
1956	165,40	127
1957	181,20	134
1958	198,75	145
1959	208,93	143
1960	2,26 NF	149

Source : Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant de Troyes et du département de l'Aube.

i - INDICE MÉDIAN.

En prenant comme base la médiane pour chaque année depuis 1952 des indices que nous avons calculés pour le département de l'Aube, nous obtenons un indice médian de l'activité économique du département dont l'évolution a été la suivante :

ANNÉE	INDICE MÉDIAN	ANNÉE	INDICE MÉDIAN
1952	100	1957	152
1953	107,5	1958	156
1954	113,5	1959	161,5
1955	127	1960	171,5
1956	138,5		

La croissance économique du département a donc progressé de 71,5 % en huit années, ce qui correspond à un taux moyen annuel de croissance de 8,9 %.

EVOLUTION DES CONCOURS BANCAIRES DANS L'AUBE.

Il a paru intéressant de construire un indice bancaire départemental. Nous avons retenu le montant des crédits de caisse, des crédits d'escompte et des crédits à moyen terme utilisés durant le mois d'avril de chaque année depuis 1952. Il faut souligner

que dans ce montant des concours bancaires ne sont pas compris les crédits par caisse inférieurs à deux millions de francs et les crédits par escompte inférieurs à quatre millions de francs.

ANNÉE (AU 30 AVRIL)	NOMBRE D'UTILISATEURS	MONTANT DES AUTORISATIONS DE CRÉDITS (EN MILLIONS DE FRANCS)	MONTANT DES UTILISATIONS DE CRÉDITS (EN MILLIONS DE FRANCS)
1952	343	9 752	6 370
1953	378	12 839	8 719
1954	427	15 723	10 254
1955	520	18 271	11 750
1956	606	21 473	14 306
1957	805	23 672	17 083
1958	968	26 505	19 823
1959	1 049	28 257	21 523
1960	1 038	31 348	24 695

INDICE DES UTILISATIONS DE CRÉDITS : BASE 100 = 1952

1952	100	1955	180,4	1958	279
1953	136,4	1956	213	1959	285
1954	159,3	1957	245,3	1960	315

Cet indice permet de mesurer l'accroissement du volume des affaires dans le département. Nous constatons qu'il a presque triplé de 1952 à 1958, ceci traduit une certaine prospérité économique, mais il ne faut pas oublier le danger de l'inflation des crédits, en effet une prospérité basée essentiellement sur des crédits bancaires risque d'être freinée brutalement, le jour où les crédits se trouvent diminués, comme cela s'est produit dans le courant de l'année 1957.

Section 7. Les problèmes actuels

Le décret du 11 décembre 1954, modifié par le décret du 20 janvier 1961, a prévu l'institution de comités d'expansion économique dont le ressort est généralement départemental. Ils doivent comprendre des représentants qualifiés de tous les secteurs économiques ainsi que des syndicats professionnels, des collectivités locales, des chambres de commerce, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture. Le rôle de ces comités est principalement de permettre la confrontation dans le cadre de la région des divers points de vue et des intérêts économiques en présence. Dans notre département le Centre d'expansion économique et d'intérêt public de l'Aube (C.E.I.P.A.) fut agréé par un arrêté intervenu le 14 octobre 1955 (J.O. du 15 octobre 1955), sa création remontant à l'année 1953.

Son comité directeur où siègent à la fois les représentants des différentes activités économiques et les principaux fonctionnaires du département oriente les travaux du Centre et vote les positions qu'il désire faire valoir auprès des Pouvoirs publics. Il confie le soin de l'étude de questions particulières à des commissions qui sont actuellement les suivantes :

- « Implantation industrielle et Habitat »
- « Agriculture »
- « Marché commun »
- « Tourisme et Transports »
- « Enseignement et Formation professionnelle »
- « Etudes démographiques »

Une section de formation du personnel et de modernisation des entreprises est en voie de création en accord avec le Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité.

La fonction de ce comité est de concourir par son action à la prospérité économique du département. Aussi son activité est-elle multiple. Nous analyserons rapidement les rôles qu'il joue, tant sur le plan départemental que sur le plan régional.

a - RÔLE CONSULTATIF.

En premier lieu, le C.E.I.P.A. est appelé à donner son avis au Gouvernement chaque fois qu'un projet d'ordre économique intéressant le département est à l'étude. Il a, par exemple, dans de nombreuses réunions, étudié les conséquences de la réalisation d'un réservoir de retenue dans la forêt du Grand-Orient aux approches de Lusigny-sur-Barse, en vue de la régularisation du cours de la Seine, projet actuellement en cours de réalisation¹⁹.

Il a été saisi officiellement pour donner son avis sur l'opportunité de la création de la Société champenoise d'expansion (« CHAMPEX »), société de développement régional définie par le décret du 30 juin 1955 dont la création, préconisée par lui, a été mise au point par des personnes physiques ou morales appartenant aux différentes activités de la région « Champagne » (Aube, Marne, Haute-Marne et Ardennes). Trois membres du comité directeur du C.E.I.P.A. siègent au conseil d'administration de cette société.

La « CHAMPEX » utilisera les capitaux originaires de la région dans la région elle-même et évitera ainsi la fuite des capitaux sur Paris. La « CHAMPEX » favorise les décentralisations, les

19. Le projet consiste en un réservoir de 205 millions de mètres cubes d'une surface de 2 690 hectares environ situé en amont de Troyes, au nord-est de Lusigny-sur-Barse et alimenté par une canalisation d'amenée qui pourra prélever en Seine 132 mètres cubes seconde. Les « lâchures » d'été de vingt mètres cubes seconde seront restituées à la Seine par un canal dit de la Morge empruntant le lit des rivières « La Morge » et « La Barse ». La construction par le département de la Seine du barrage-réservoir « Seine » a été déclarée d'utilité publique par décret du 25 septembre 1959 (J.O. du 30-9-1959).

concentrations, les créations, les conversions ou les développements industriels. Elle a, d'autre part, un rôle d'orienteur économique, dans le cadre du programme d'aménagement en cours d'élaboration pour la région Champagne. En conformité avec l'esprit du décret du 30 juin 1955, la « CHAMPEX » constitue une tentative de décentralisation du crédit.

Nous pouvons encore citer, parmi les problèmes les plus importants, qui ont été l'objet des préoccupations du Centre :

— la création de zones industrielles judicieusement réparties dans plusieurs pôles de développement afin de diversifier l'industrialisation de l'agglomération de Troyes d'une part, et de densifier les diverses petites régions du département, d'autre part ;

— la constitution d'une Société d'économie mixte pour l'équipement du département de l'Aube, en accord avec la Société centrale d'équipement du Territoire, afin de procurer aux collectivités locales les moyens techniques et financiers nécessaires à l'aménagement des zones industrielles et à la réalisation d'infrastructures de zones d'habitation ;

— l'amélioration des voies de communication routière traversant le département de l'Aube, en donnant une priorité à l'aménagement d'un axe nord-sud passant par Troyes et permettant d'assurer des liaisons rapides entre les régions du Nord, la vallée du Rhône ou la Suisse, ainsi que de l'axe Centre-Europe-Océan reliant les régions de l'Est à la vallée de la Loire, par Troyes, Sens, Orléans.

Le C.E.I.P.A. n'a cessé de développer, durant ces dernières années, les raisons profondes de faire admettre notre département comme « zone d'accueil » dans le cadre d'un plan d'expansion nationale, afin qu'elle puisse étayer valablement les régions fortes dont elle est entourée, et compte tenu de sa position géographique par rapport au Marché commun. La densité de population relativement faible de l'Aube et sa structure industrielle encore limitée, tout au moins dans ses zones périphériques, justifie largement la poursuite de cet objectif général. L'action du C.E.I.P.A. est prolongée sur le plan régional au sein du Comité d'expansion régionale et d'aménagement de la Champagne (C.E.R.A.C.) dont la constitution légale conforme au décret du 20 janvier 1961 vient d'intervenir. Neuf membres du comité directeur du C.E.I.P.A. font partie du conseil de direction de cet organisme, et onze membres participent aux travaux de ses commissions.

Le C.E.I.P.A. a largement contribué à la rédaction d'un rapport remis au Commissariat Général du Plan d'équipement par le C.E.R.A.C., constituant un avant-projet des deux premières parties du Plan régional « Champagne-Ardenne ». Il a été amené à se prononcer sur le premier projet de ce Plan rédigé par le Comité des Plans régionaux. Par l'intermédiaire de ses commissions, plus de

80 personnalités du département ont pu exprimer leur point de vue sur ce projet. Une synthèse de leurs observations a été remise à la fois au Préfet de l'Aube et au C.E.R.A.C.

b - RÔLE D'INFORMATION.

Le comité doit informer le public des problèmes économiques régionaux. Il remplit ce rôle en organisant des conférences sur des sujets économiques généraux ou plus particulièrement sur les problèmes des industries du département. Ainsi certaines conférences ont été consacrées à l'étude de la productivité, de l'habitat dans l'agglomération de Troyes, du développement économique de l'Aube en fonction de l'économie générale de la France et du Marché commun, des problèmes agricoles du département.

c - CONSULTATION AUX PARTICULIERS

Toute personne peut s'adresser au Centre et obtenir des renseignements d'ordre divers, notamment sur les possibilités de financement divers, sur les facilités accordées aux opérations de conversion, les prêts de productivité, les études de marché ou de main-d'œuvre. Ainsi, au cours de ces dernières années, le Centre est entré en contact, chaque année, avec une cinquantaine d'industriels du département ou de l'extérieur, désirant obtenir des renseignements sur les possibilités qu'offre la politique d'aménagement du territoire ou la productivité. A la suite de ces consultations, certaines industries du département ont obtenu des subventions pour reclassement de main-d'œuvre ou des prêts pour l'extension de leurs activités.

d - IMPLANTATION INDUSTRIELLE.

Au cours de notre étude démographique, nous avons constaté que, de 1946 à 1954, le département de l'Aube avait perdu 5,7 % de sa population de 1946. Environ 2 000 personnes quittaient annuellement notre département. Ce phénomène d'émigration vidait notre département d'une partie de sa population active.

Les pouvoirs publics et les personnalités industrielles de notre département établirent une politique d'implantation industrielle, ayant pour but d'arrêter cet exode. Les principaux arguments en faveur de la thèse de l'implantation sont les suivants : la cause principale du phénomène d'émigration est la pénurie d'emplois masculins dans le département. L'industrie de la bonneterie, à main-d'œuvre féminine, risquait, du fait de l'exode de familles complètes, de manquer de main-d'œuvre. Il fallait donc fixer, par l'implantation d'industries à main-d'œuvre masculine, les chefs de famille. D'autre part, la politique d'implantation n'a pas seu-

lement un but immédiat, mais aussi un but à long terme ; celui de procurer les emplois nécessaires aux 1 100 jeunes qui, depuis 1960, arrivent par an sur le marché du travail.

Certaines objections, non sans valeur, ont été soulevées contre une politique d'implantation, notamment que l'implantation industrielle risquait de venir concurrencer, sur le marché du travail, les industries déjà existantes, que, d'autre part, l'apport de main-d'œuvre venant d'autres départements ou de l'étranger se heurtait au problème insoluble dans l'immédiat, du logement et enfin qu'il était préférable d'encourager les industries déjà existantes à se développer ou à se reconvertir.

Il a donc été nécessaire de rechercher, principalement, toutes les possibilités d'emploi de la main-d'œuvre dans l'ensemble du département, en vue d'éviter un chômage qui pouvait résulter, d'une part de l'évolution progressive de la structure des entreprises de bonneterie, d'autre part de l'évolution des entreprises de construction de métiers à bonneterie, et enfin de l'augmentation constante de la population de l'Aube depuis 1946 et de la demande d'emploi, qui doit en résulter à partir de 1962 sur le marché du travail.

Le but à atteindre était de créer dans le département des industries à main-d'œuvre dominante masculine, ce qui permettrait d'augmenter indirectement le recrutement de main-d'œuvre féminine, qui manque toujours à l'industrie de la bonneterie. Pour ce faire, la création de zones industrielles fut envisagée. La Chambre de commerce de Troyes accepta, au début de 1956, de réaliser une zone industrielle sur le territoire de la commune de La Chapelle-Saint-Luc, près de Troyes. Cette zone, d'une superficie de 150 hectares, est située en bordure de la route nationale n° 19, tant à l'est qu'à l'ouest, à la sortie de Troyes en direction de Paris. Ce terrain possède tous les aménagements nécessaires, qui sont ou seront réalisés par la Chambre de commerce de Troyes et la Société pour l'équipement du département de l'Aube (raccordement à la S.N.C.F., branchement électrique à haute tension, raccordement à l'antenne du feeder de Lorraine assurant une abondante alimentation en gaz, adduction d'eau et évacuation des eaux usées). Dès novembre 1956, une implantation dans cette zone a été réalisée. Les établissements Michelin se sont portés acquéreurs d'une superficie de vingt hectares et ont construit une usine, qui couvre environ un hectare, destinée à l'emboutissage des roues d'automobiles. Cette affaire emploie exclusivement de la main-d'œuvre masculine très qualifiée. C'est la situation géographique de Troyes à proximité des producteurs d'acier de l'Est et des constructeurs d'automobiles du Bassin parisien et de Sochaux, qui a déterminé cette implantation. L'installation sur cette zone d'une usine de la société Kléber-Colombes et d'une

firme troyenne de construction de machines de teinture et d'apprêt pour la bonneterie est actuellement en cours.

Par ailleurs, un certain nombre d'implantations ont été réalisées dans les différentes localités du département, donnant lieu soit à des constructions nouvelles, soit à l'utilisation de locaux industriels vacants. La liste des établissements créés dans le département dans ces conditions depuis 1951 est donnée en annexe. Cette récapitulation nous indique qu'en dix ans près de 4 000 emplois nouveaux ont été créés dans l'Aube. Ces implantations industrielles ont contribué à modifier la physionomie économique du département et à atténuer le caractère mono-industriel, qui est depuis plus d'un siècle la caractéristique principale de cette physionomie.

Il semble qu'une politique d'implantation basée sur un choix judicieux des types d'industries et des lieux d'implantation dans les centres sous-développés du département soit rendue nécessaire en raison de la croissance démographique de la population du département. Des zones industrielles doivent être créées dans les localités suivantes, en dehors de l'agglomération de Troyes : Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Romilly-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Brienne-le-Château et Vendeuvre²⁰. D'autre part, la création de terrains industriels est envisagée dans les localités de Bouilly, Ervy-le-Châtel, Estissac, Mussy-sur-Seine, Marigny-le-Châtel, Plancy et Villenauxe. Parmi les projets qui ont été réalisés récemment, nous citerons l'installation d'une fabrique de cartons à Pont-sur-Seine, décentralisée de la région parisienne et d'une fabrique de moteurs électriques à Nogent-sur-Seine.

Chaque projet d'implantation nécessite une enquête préalable relative aux bâtiments ou terrains susceptibles de convenir, une étude de l'aide financière susceptible d'être apportée, la réception des industriels désirant s'implanter dans le département, la visite des immeubles et les contacts indispensables avec les administrations intéressées pour la mise au point des projets envisagés. Cette étude nous a permis de passer en revue les différents problèmes, que pose l'évolution économique du département de l'Aube.

20. Les zones industrielles actuellement en voie de création dans l'Aube occuperont respectivement une superficie de : 50 hectares à Romilly-sur-Seine, 15 hectares à Nogent-sur-Seine, 65 hectares à Bar-sur-Aube, 10 hectares à Bar-sur-Seine (d'après les renseignements fournis par le ministère de la Construction, Direction des services départementaux de l'Aube).

CONCLUSION

A PRÈS avoir considéré la situation géographique, la démographie, les productions et les échanges du département, sous la forme d'un inventaire économique, nous avons analysé l'activité économique de l'Aube de ces dernières années sous différents aspects, au mieux des possibilités statistiques actuelles. Nous proposons maintenant, les mesures économiques qu'il nous semble utile d'adopter dans les prochaines années, si l'on veut tirer le meilleur parti des possibilités offertes par le département. L'étude économique du département permet d'avancer un certain nombre de remarques.

L'Aube est un département à faible densité de population. Il faut souligner d'autre part le déséquilibre fondamental de la répartition de sa population et de la répartition de ses industries. Troyes est la seule zone forte du département. Les autres régions se sont depuis cent ans fortement anémiées. Les migrations journalières de travailleurs vers Troyes, nous ont montré l'importance du rôle de pôle attractif, que joue Troyes vis-à-vis du reste du département, qui est devenu une vaste « zone-dortoir ». L'Aube a subi et subit encore l'attraction des régions qui l'entourent, principalement du Bassin parisien et de la Lorraine. Sa situation de zone intermédiaire a été une faiblesse dans le passé, mais elle peut devenir une force dans le cadre d'une politique d'aménagement.

Ce département est une région privilégiée pour accueillir des industries de transformation, parce qu'il est à proximité des sources de matières premières de la région lorraine et à proximité des marchés dominants de la région parisienne, du Nord et de l'Est. C'est aussi le carrefour des grands axes de Paris-Bâle et des Pays-Bas au Midi. En effet, l'Aube se trouve dans le prolongement de l'axe du couloir rhodanien qui relie la Méditerranée à la mer du Nord, axe de communication européen, autour duquel pourraient se développer des centres industriels importants. Mais

cette situation privilégiée est dépendante de la réalisation d'une infrastructure routière qui permettrait le développement d'un trafic rapide et intense.

Au point de vue industriel, l'Aube est un département secondaire, il n'a pas de sources d'énergie, ni d'industries lourdes. Ceci, en l'état actuel des choses, car les forages effectués sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Bossenay, située entre Romilly-sur-Seine et Marcilly-le-Hayer, ont révélé des couches pétrolifères intéressantes, qui permettent depuis le mois de mars 1959 une exploitation de pétrole de bonne qualité, dont les perspectives d'accroissement paraissent importantes¹. Une des caractéristiques fondamentales de l'Aube est d'être un département mono-industriel. Son industrie leader, la bonneterie, a contribué depuis cent ans à sa prospérité économique. L'industrie de la bonneterie emploie principalement de la main-d'œuvre féminine. La place de Troyes est la ville de France où le pourcentage des femmes dans la population active totale est le plus élevé. Ceci a une conséquence heureuse dans bien des ménages, ce sont deux salaires qui « rentrent » chaque mois. Il arrive même souvent que le salaire féminin soit plus élevé que le salaire masculin dans un ménage. Il en résulte une fixation de la population, ce qui ralentit dans une certaine mesure l'émigration de la population active. Ainsi l'implantation d'industries nouvelles en procurant des emplois masculins demandant une qualification professionnelle élèverait considérablement le niveau de vie et permettrait de hausser le salaire familial à un niveau supérieur à celui de la moyenne française.

Dans le long terme, il n'est pas certain que la structure industrielle actuelle du département puisse répondre à la nécessité d'assurer une croissance équilibrée. Un des impératifs premiers d'une telle politique serait de maintenir dans le département les générations montantes. Actuellement l'Aube ne possède aucune faculté, ni aucune classe préparatoire aux grandes écoles, il serait peut-être utile d'insister sur cet état de choses dans le cadre de la décentralisation de la région parisienne.

Néanmoins, au terme de notre étude, le département de l'Aube nous apparaît prospère dans ses différents domaines économiques et il est possible d'assurer dans les prochaines années une croissance économique équilibrée. L'action à entreprendre devrait se porter principalement sur les points suivants ; la bonneterie doit continuer l'effort de productivité, de rationalisation et de spécialisation des entreprises poursuivi de façon satisfaisante ces dernières années afin de demeurer compétitive sur le marché international. La structure des petites et moyennes entreprises

1. Au début de l'année 1961, le débit moyen du gisement était de 500 mètres cubes par jour. Le pétrole est acheminé par pipe-line de Saint-Martin-de-Bossenay à Romilly-sur-Seine, pour être ensuite expédié par wagon-citerne vers une raffinerie de Seine-Maritime.

de cette industrie justifierait la création de sociétés conventionnées qui regrouperaient des entreprises dont les productions pourraient donner lieu à des actions commerciales communes sur certains marchés étrangers, notamment en vue de répondre aux impératifs du Marché commun. Les fabriques de matériel de bonneterie devraient continuer leur effort dans le perfectionnement du matériel poursuivi avec succès ces dernières années. Il serait en effet souhaitable que l'industrie de la bonneterie puisse, dans l'avenir, s'équiper de plus en plus en matériel français, ce qui réduirait d'autant les importations de matériel onéreuses en devises. Ces deux industries deviendraient très rentables sur le plan de l'économie nationale et sur le plan départemental, l'utilité sociale du développement de la branche « fabrique de matériel de bonneterie » est évidente, puisque cette industrie emploie principalement de la main-d'œuvre masculine.

La politique d'implantation industrielle ne doit pas être anarchique. Il convient si l'on veut aboutir à des résultats valables d'orienter les implantations en recherchant les localisations les plus favorables, compte tenu des conditions économiques analysées méthodiquement. En ce qui concerne l'Aube, nous devons rechercher l'implantation d'industries de transformation, principalement mécaniques, électriques et électroniques, l'Aube se trouvant à la source des matières premières et à proximité des débouchés. Cependant si la politique de décentralisation a pour but de décongestionner la région parisienne, il ne faut pas pour autant oublier que, sur le plan départemental, se pose le grave problème de la concentration urbaine, qui fait surgir le problème de la décentralisation sous l'angle local. Dans le cadre d'une politique de croissance équilibrée du département, la création en dehors de Troyes de pôles secondaires de développement, tels que Romilly-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Bar-sur-Aube et Arcis-sur-Aube doit être salutaire. Rappelons que, dans tous ces centres, des implantations d'industries ont été effectuées ou sont en cours de réalisation. Pour ces diverses communes, d'autre part, l'emplacement des zones industrielles est déterminé aux plans d'aménagement actuellement approuvés ou en cours d'étude.

Les résultats essentiels d'une telle politique seront d'assurer le plein emploi, cause déterminante de l'amélioration constante du niveau de vie, une augmentation de la densité de la population et une répartition équilibrée de celle-ci dans le département. La réussite d'une telle politique est conditionnée par la solution de deux problèmes préalables, celui de l'enseignement technique et celui du logement.

L'enseignement technique est un élément important pour le développement économique d'une région. Dans l'Aube, la capacité des établissements d'enseignement technique est insuffisante et doit être considérablement augmentée pour faire face aux néces-

sités de l'avenir. Les effectifs en âge d'apprentissage doivent augmenter de 55 % en dix ans. La création d'un lycée technique d'Etat à Troyes a été officiellement décidée en février 1959. La construction de cet établissement qui doit grouper 1 800 élèves, pourrait être terminée en 1962. Ainsi les jeunes générations pourront recevoir à Troyes même une formation professionnelle qui jusqu'à maintenant faisait défaut à notre département.

On ne retiendra la main-d'œuvre dans le département, que si on construit des logements confortables. D'autre part, on ne pourra éventuellement attirer des travailleurs, que si on peut les loger. L'effort d'équipement poursuivi par les entrepreneurs de l'Aube justifie qu'un programme complet de construction soit envisagé ; cet effort ne pourra se maintenir, qu'autant qu'un plan d'ensemble de construction sera adopté. En dépit des résultats obtenus, beaucoup reste à faire dans ce domaine. Le plus urgent serait l'adoption par les communes situées à proximité de Troyes d'un programme d'ensemble. Celui-ci pourrait consister soit en un plan d'aménagement du « district » de Troyes, tant au point de vue technique, qu'administratif, soit en un syndicat intercommunal à vocations multiples².

La création d'une Société d'équipement départementale, sous forme de société d'économie mixte, a été récemment décidée par le Conseil général du département. Cette société doit permettre la réalisation des différents travaux d'équipement nécessaires à la bonne marche de la croissance économique du département. Il faut enfin noter que les efforts déployés dans l'Aube doivent s'intégrer dans le cadre de la région Champagne. C'est dans ce sens que le Comité d'expansion régional de l'aménagement de la Champagne (C.E.R.A.C.), qui regroupe les Comités d'aménagement de la Marne, de l'Aube, des Ardennes et de la Haute-Marne joue un rôle important d'étude et de coordination³. D'autre part, l'Aube à proximité de Paris est devenu la « grande banlieue parisienne ». Il est essentiel que son action s'étende grâce à des contacts fréquents avec les départements de la ceinture parisienne. On peut même regretter que le programme d'action régionale et d'aménagement de la Champagne n'ait pas groupé les départements de la Marne, de l'Aube et de l'Yonne, qui se trouvaient à égale distance de Paris et dont les problèmes de structure sont assez semblables. Au centre de ces départements,

2. Il semble que l'organisation commune des collectivités territoriales, qui composent l'agglomération de Troyes doit s'orienter vers la constitution d'un syndicat intercommunal à vocation multiple. Au mois d'octobre 1962 plusieurs communes de l'agglomération de Troyes avaient donné leur adhésion au Syndicat intercommunal, à savoir : la ville de Troyes et les communes de Bréviandes, La Chapelle-Saint-Luc, Pont-Sainte-Marie, Saint-André-les-Vergers, Saint-Julien-les-Villas et Sainte-Savine.

3. Son agrément ministériel en date du 5 novembre 1961 a renforcé le rôle de ce Comité qui a effectivement participé à l'élaboration du Plan régional et qui sera régulièrement consulté par la Conférence interdépartementale des Préfets pour son application.

Troyes serait redevenue une capitale régionale. En effet, la Haute-Marne par sa situation géographique ne peut être comprise dans la ceinture parisienne, les Ardennes présentent en outre l'inconvénient d'avoir une économie profondément différente ; avec son industrie lourde, ce département a des problèmes différents de ceux qui se posent dans les départements de la Marne, de l'Aube et de l'Yonne.

En résumé, l'Aube contient un potentiel humain et économique qui peut faire espérer que ce département participera, dans les prochaines années, activement à la croissance économique française. Il faut souligner qu'une des chances de l'Aube est d'avoir été parcouru très tôt par un courant rénovateur économique et que les problèmes que nous venons d'évoquer sont compris par les responsables des destinées économiques du département.

ANNEXES

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS INSTALLÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AUBE, DE 1951 à 1961

(Source : C. E. I. P. A.)

Lieu d'implantation	Activité	Effectif au 1-1-1962	Année de création	Provenance
Troyes	Fabrique de vélomoteurs jusqu'en 1959, reconverte en fabrique de chaînes de transmission	A	Début 1951	Création nouvelle
Saint-Julien-les-Villas	Fabrique de Scooters	C	Fin 1951	Création nouvelle
Mailly-le-Camp	Paillasse sulfatées pour serres et châssis ; tresses de paille pour noyaux de fonderie ; torches pour pierres de taille ; bourrages pour fleuristes	A	Mai 1952	Arrêt des fabrications en 1960 Création nouvelle
La Chapelle-Saint-Luc	Emballages en bois	D	Sept. 1952	Création nouvelle
Nogent-sur-Seine	Fabrique objets en plastique	C	Fin 1953	Création nouvelle
Mussy	Mécanique générale	A	1954	Création nouvelle
Romilly-sur-Seine	Réfrigérateurs et appareils de chauffage	D	Début 1955	Paris
Aix-en-Othe	Ebénisterie	A	Début 1955	Création nouvelle
Plancy	Fabrique de brosses et pinceaux	A	Début 1955	Création nouvelle
Plaines-Saint-Lange	Matelas à ressort	A	Nov. 1955	Création nouvelle
Troyes	Fabrique de pots en carton paraffiné pour produits alimentaires	A	1956	Paris
Nogent-sur-Seine	Fabrique d'objets en matière plastique	C	Janv. 1956	Conversion partielle d'une bonneterie
Bar-sur-Seine	Chaudronnerie industrielle	A	Janv. 1956	Création nouvelle
Estissac	Confection de vêtements professionnels	A	1956	Création nouvelle
Saint-André-les-Vergers	Candélabres pour éclairage public ; Garde-boue pour vélos, vélomoteurs, motos, roues de voitures d'enfants	A	Oct. 1956	Création nouvelle
Les Noës-près-Troyes	Moules pour objets en matière plastique	C	Déc. 1956	Création nouvelle
Troyes	Bonneterie	A	Juil. 1956	Création nouvelle
Bernon	Fabrication d'objets en matière plastique ; carros- serie pour 2 CV Citroën	D	Janv. 1957	Création nouvelle
Méry-sur-Seine	Bracelets cuir pour montres	B	1957	Création nouvelle
Troyes	Moules pour objets en matière plastique	A	Mai 1957	Paris
Vallant-Saint-George	Lavage de laines - Matelas laine et crin - Oreillers et traversins en plumes	A	1958	Création nouvelle
Troyes	Bonneterie (Survêtements) hommes, femmes, enfants	D	Extension en 1960	Région parisienne
La Chapelle-Saint-Luc	Fabrique de roues d'automobiles et camions	D	Début 1958	Création nouvelle

Romilly	Confection de lingerie	A	1958	Création nouvelle
Arcis-sur-Aube	Fabrique de meubles	A	1959	Paris
Aix-en-Othe	Fabrique d'articles métalliques avec revêtement plastique	A	1959	Paris
Aix-en-Othe	Fabrique d'objets en matière plastique	B	Juin 1959	Création nouvelle
Arcis-sur-Aube	Confection de vêtements de cuir	A	1959	Paris
Troyes	Laboratoire de produits auxiliaires pour textiles et de cosmétologie	A	Juillet 1959	Création nouvelle
Romilly	Confection soutien-gorge et porte-jarretelles	A	Mars 1960	Paris
Vallières	Salaisons et conserves	A	Février 1960	Création nouvelle
Plancy	Fabrication d'équipements pour silos à grains, usines d'aliments du bétail, moulins, malteries, huileries, etc...	A	Juin 1960	Création nouvelle
Les Riceys	Chaudronnerie	A	Juin 1960	Paris
Pont-sur-Seine	Cartonnerie	B	Juin 1960	Aubervilliers
Romilly	Maroquinerie	A	Juillet 1960	Création nouvelle
Nogent-sur-Seine	Fabrique de moteurs électriques	D	Septembre 1960	Paris
Troyes	Fabrication d'aliments pour animaux	A	1960	Création nouvelle
Romilly-sur-Seine	Fabrication de tissus indémaillables	A	1960	Neuilly
Paisy-Cosdon	Fabrique de tamis et tôles métalliques	A	1960	Paris
Troyes	Confection	A	1960	Paris
Brévonnes	Menuiserie	A	1960	Paris
Troyes	Constructions de postes et sous-stations électriques	A	Février 1961	Bonneuil-sur-Seine
Beaulieu	Ameublement	A	Février 1961	Paris
Nogent-sur-Seine	Menuiserie métallique et fabrique de meubles	A	1962	Meaux

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN COURS D'INSTALLATION AU 1^{er} MAI 1961

Lieu d'implantation	Activité		Main-d'œuvre prévue	
La Chapelle-saint-Luc	Caoutchouc manufacturé		D	
Clairvaux	Fabrique de sièges, placages, panneaux contreplaqués		C	
Villenauxe	Emboutissage		A	
Bar-sur-Seine	Transformation des métaux		A	
Bar-sur-Seine	Bonneterie		B	
Ervy-le-Châtel	Tannerie		A	
Marigny-le-Châtel	Reliure		B	
Sainte-Savine	Construction électrique		C	

LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES CONSULTÉS

PARIS

Service d'étude de l'activité économique — 4, rue Michelet, Paris V°.
Direction générale de la S.N.C.F., Subdivision Statistique.
Institut national de la statistique et des études économiques.
Fédération des Syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française,
10, rue d'Anjou, Paris, VIII°.

REIMS

I.N.S.E.E., Direction régionale — 1, rue de l'Arbalète, Reims.

AUBE

ETAT

- Services de la Préfecture ;
- Conservation des Eaux et forêts ;
- Electricité et Gaz de France ;
- Inspection principale de la S.N.C.F. ;
- Direction des Contributions directes ;
- Direction des Contributions indirectes ;
- Direction de l'Enregistrement ;
- Direction des Services agricoles ;
- Direction du Génie rural ;
- Services de la Trésorerie générale ;
- Caisse primaire de Sécurité sociale ;
- Service départemental de la main-d'œuvre ;
- Services postaux, télégraphiques et téléphoniques ;
- Ministère de la Construction, Direction des services départementaux ;
- Service des Enquêtes économiques.

ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUTRES

- Ville de Troyes ;
- Chambre de Commerce de Troyes ;
- Centre d'expansion économique et d'intérêt public de l'Aube (C.E.I.P.A.) ;
- Chambre syndicale des fabricants de bonneterie et des industries s'y rattachant de Troyes et du département de l'Aube ;
- Union syndicale des industries de la maille et annexes (U.S.I.M.A.) ;
- Chambre syndicale de la Métallurgie ;
- Chambre syndicale des Transporteurs routiers ;
- Chambre syndicale de la Meunerie ;
- Chambre syndicale des fabricants de choucroute de France (Section Auboise) ;
- Syndicat des fabricants de produits céramiques ;
- Caisse d'Allocations familiales agricoles ;
- Chambre d'Agriculture de l'Aube ;
- Direction de la B.N.C.I. ;
- Fédération départementale des syndicats d'exploitants de l'Aube.

Nous tenons à dire que nous avons reçu un accueil extrêmement compréhensif de la part de tous les organismes que nous avons consultés. Nous les en remercions vivement.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- BAUCHET (P.) — *Les tableaux économiques, Analyse de la région lorraine*, Paris, M. Th. Genin, éditeur, librairie de Médecis, 1955, 182 p.
- BRUSLÉ — *Tableau statistique du département de l'Aube*, Paris, Imprimerie des sourds-muets, An X, 116 p.
- FROMONT (P.) — *Le Pays d'Othe. Sa vie économique*, Thèse pour le doctorat (sciences politiques et économiques), Nancy, Imprimerie nancéienne, 1923, 218 p.
- GRÉAU Aîné — *Statistique de la production de l'arrondissement industriel de la ville de Troyes pour l'année 1846*, Troyes, Bouquot, imprimeur-libraire, 1848, 28 p.
- LAGOGUEY (L.) — *Essai statistique sur la dépopulation des campagnes aubois*, 1918, 309 p.
- MILLET (E.) — *Le département de l'Aube*, Verdun, Editions Lorraines, 84 p.
- RENOUARD (D.) — *Les transports de marchandises par fer, route et eau, depuis 1850*, Collection « Recherches sur l'économie française » n° 2, Paris, A. Colin, 1960, 130 p.
- RICOMMARD (J.) — *La Bonneterie à Troyes et dans le département de l'Aube*, Paris, Librairie Hachette, 1934, 208 p.

II. PUBLICATIONS DIVERSES

- La distribution des produits du pétrole en France*, Année 1954, Comité professionnel du Pétrole, 51, boulevard de Courcelles, Paris.
- Maille Informations*, Bulletin mensuel de la Fédération des syndicats patronaux de l'industrie de la bonneterie française, 10, rue d'Anjou, Paris VIII^e.
- Publication trimestrielle des statistiques de la Chambre syndicale des fabricants de bonneterie de Troyes et du département de l'Aube, 1, rue Argence, Troyes.
- La situation économique dans le département de l'Aube*, Chambre de Commerce de Troyes, Publication annuelle, Années 1954, 1955, 1956, 1957, 1958.
- La Vie en Champagne*, Revue culturelle mensuelle, Imprimerie « Renaissance », 1, rue de la Trinité, Troyes.
- I.N.S.E.E. — *Annuaire Statistique de la France*.
- I.N.S.E.E. — *Bulletin mensuel de la Statistique*.
- I.N.S.E.E. — Direction régionale de Reims, *Bulletin régional de statistique*, Publication trimestrielle, Années 1952 à 1960.

INDEX ANALYTIQUE

Les chiffres renvoient aux pages de l'ouvrage

- AGE : 16, 45.
Cf. Structure.
- AGRICULTURE : 45, 46, 47, 53, 57, 77, 86, 92, 97, 99, 110, 153, 154, 196, 208.
- ALIMENTATION : 60, 101, 196.
Cf. Commerce.
- AUTOMOBILE : 82, 128, 144, 151, 161, 211, 220.
- BATIMENT : 47, 49, 57, 83, 116, 130, 131, 196.
- BLÉ : 93, 99, 103, 104, 107, 110, 111.
- BOIS : 47, 57, 60, 61, 65, 66, 68, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 91, 92.
- BONNETERIE : 18, 21, 28, 49, 50, 51, 55, 64, 67, 83, 116, 133, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 153, 154, 155, 157, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 197, 200, 206, 214.
Historique, 27, 167. Evolution, 21, 166, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 205, 220. Situation en 1954 : 51, 142, 185. Structure, 173, 210, 211, 212, 214, 215.
- BUDGET : 121, 124.
- CANTON : 109, 170, 172.
Carte des cantons, 35, 37, 39. Evolution démographique, 34, 35, 36, 37, 38, 42.
- CENTRE D'EXPANSION : 207, 208, 209, 216.
- CÉRAMIQUE : 47, 57, 72, 77, 128, 129.
- CHARBON : 46, 57, 64, 65, 79, 80, 81.
- CHARGES SOCIALES : 57, 93, 115, 116.
- CHOUCROUTE : 66, 100, 112.
- CHOMAGE : 184, 193, 194, 195.
- COMMERCE : 45, 47, 49, 59.
Alimentation, 47, 57, 60, 77, 128, 138, 150. — Non alimentaire, 47, 49, 57, 83, 138, 151, 152. Succursales multiples, 83, 150.
- COMPENSATION : 200.
- COMPTABILITÉ : 54, 55.
— économique, 53.
- COMPTAGES ROUTIERS : 157, 158, 162.
- CONJONCTURE : 28.
Cf. Indicateur.
- CONSTRUCTION : 50, 65, 130, 132, 133, 135, 136.
- CONTRIBUTIONS : directes, 121, 125. — indirectes, 121, 125, 126, 127.
- COTON : 50, 67, 141, 142, 147, 170, 180, 181, 190.
- DÉMOGRAPHIE : 15, 19, 40.
- DÉPARTEMENT : 9, 15, 16, 17, 19, 21, 23, 27, 28, 30, 34, 45, 47, 50, 51, 53, 55, 59, 63, 66, 68, 74, 83, 88, 92, 94, 95, 112, 129, 157, 213, 214, 215, 220.
- EAU : 46.
Cf. Transport.
- ECONOMIQUE : 19, 28, 45, 79.
Cf. Tableau.
- ELECTRICITÉ : 46, 72, 73, 74, 93, 196, 201.
- EMIGRATION : 18, 19, 21, 25, 27, 28, 29, 36, 210, 214.
Cf. Migration.

- EMPLOI : 23, 45, 46, 47, 191, 192, 193, 196, 210, 211, 214, 215.
- ENSEIGNEMENT : 183, 208, 215.
- ÉPARGNE : 200.
- ÉVOLUTION (démographique) : 17, 18, 21, 23, 25, 26, 31, 34.
Cf. démographie.
- EXPLOITANTS : 85. — forestiers, 53, 77, 87.
- EXPLOITATION : 72, 105, 106, 114, 129, 154, 214.
- EXPORTATION : 154.
Zone franc, 181, 182, 189. Marché commun, 184, 208, 210, 215.
- FARINE : 65, 110, 111, 112..
- FILATURE : 64, 67, 142, 147.
- FILS (synthétiques) : 179, 180, 181, 185, 190.
- FINANCES PUBLIQUES : 121.
- FORESTIER (exploitant) : 57, 85, 86, 170.
- FORÊT : 45, 46, 47, 63, 83, 84, 85, 86, 87, 196.
- FRANCE : 21, 202.
Cf. Bonneterie.
- FUEL : 75, 76, 78.
- GAZ : 46, 72, 73, 75.
- GÉNIE RURAL : 131, 132.
- GÉOGRAPHIE (du département) : 12, 13, 217.
- HISTORIQUE (du département) : 11.
- IMMIGRATION : 18, 19, 26, 27, 28.
Cf. Migration.
- IMPLANTATION : 139, 146, 200, 208, 210, 211, 212, 215.
Liste, 167, 220. — de la bonneterie, 167, 175, 176, 183, 197. Industries nouvelles, 21, 214.
- INDICATEUR (de conjoncture) : 157, 199.
- INDUSTRIE : 45, 51, 60, 215.
— métallurgique : 148, 152. — polygraphique : 47, 57, 77, 138, 140.
- INDUSTRIES NOUVELLES : 214.
Cf. implantation.
- LAINES : 50, 141, 142, 170, 180, 181, 185, 190.
- LAIT : 93, 95, 100, 113.
- MAIN-D'ŒUVRE : 23, 51, 131, 172, 183, 198, 210.
Cf. Emploi.
- MARCHANDISES : 64, 164.
Cf. Trafic ferroviaire.
- MÉTALLURGIE : 48, 57.
Cf. Industrie.
- MEUNERIE : 96, 110, 111.
- MIGRATION : migrations journalières, 157, 197, 213. Soldes migratoires, 25, 26, 27, 28, 29, 30.
- MORTALITÉ : 16, 21, 22, 25. — infantile, 23, 24, 33.
- NAISSANCES : 16, 17, 19, 25, 26, 27, 32.
- NATALITÉ : 16, 21, 22, 25, 32.
- NYLON : 50, 141, 142, 147, 179, 180, 181.
- ORGANISMES CONSULTÉS : 56, 184, 222.
- PAIN : 111, 112.
- PÉTROLE : 46, 53, 75, 78.
- PLAN D'AMÉNAGEMENT : 134, 163, 209, 216.
- POPULATION : 18, 19, 21, 27, 28, 31, 32, 34, 36, 40.
— de l'Aube, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 40, 41, 45, 46.
— de la France, 15, 16, 18, 22, 23, 31, 32, 33, 40.
Variation, 20, 21, 23, 24.
- PRODUCTION : 49, 50, 58, 86, 89, 90, 92, 99, 100, 104, 128, 199.
- PRODUCTIVITÉ : 183, 210.
- PRODUITS PÉTROLIERS : 75, 76, 214.
- PROFIL : 45, 46, 52.
- PYRAMIDE : 16, 32, 33. — des âges, 16, 32, 33. — des revenus, 120. — des salaires, 117.
- RAYONNE : 50, 185, 190.
- REVENU : 51, 52, 55, 92, 93, 118, 119, 120, 122, 123.
— brut agricole, 92, 93, 94, 95. — cadastral, 108, 109. — moyen, 109, 120. — des particuliers, 114, 119, 120. — net départemental, 119.
- ROUTE : 157, 158, 159, 160, 161, 163.
- SALAIRES : 49, 50, 51, 57, 93, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 140, 149, 150, 151, 181, 188, 206, 214.

S. N. C. F. : 54, 61, 63, 64, 69, 70, 71, 89, 166, 196.

Cf. transports.

STRUCTURE : 51, 173. — par âge, 22, 31. — économique, 157. — des exploitations agricoles, 99, 104.

SUCCURSALES MULTIPLES : 128, 150.

Cf. Commerce, Alimentation.

TABLEAU (économique) : 53, 63, 97, 128, 140, 152, 155, 231.

TÉLÉGRAPHIQUE (trafic) : 204.

TRAFIC : 63, 68, 158, 160, 161, 162, 163, 214. — routier, 60, 66, 157, 158, 214. — ferroviaire de marchandises, 164, 165, 202.

TRANSPORTS : 45, 47, 54, 57, 59, 60, 128, 144, 151, 152, 196. — S. N. C. F., 54, 61, 63, 64, 69, 70, 71, 89, 166, 196. — routiers, 54, 59, 83, 166. — par eau, 88, 89, 166.

TROYES : 17, 27, 28, 34, 36, 38, 40, 47, 61, 68, 74, 99, 125, 144, 163, 183, 197, 198, 204, 210, 211, 212, 215, 217, 220.

Budget, 125, 126. Logement, 132, 215. Population, 36, 41, 213.

VIANDE : 93, 95, 97, 98, 101, 110.

VIGNOBLE : 28, 102.

ZONE INDUSTRIELLE : 209, 211, 212, 215.

TABLE DES GRAPHIQUES

1. Variations de la population du département de l'Aube (1851-1954)	20
2. Variations du taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes (1900-1954).....	24
3. Pyramide des âges (1954).....	33
4. Répartition des personnes actives par branche d'activités (1954)	48
5. Répartition, en pourcentage, des salariés suivant les tranches de salaires nets perçus (1956).....	118
6. Répartition, en pourcentage, du nombre de contribuables inscrits dans les rôles par tranches de revenus net (1954)	122
7. Répartition, en pourcentage, du nombre de contribuables inscrits dans les rôles par tranches de revenus soumis aux B.I.C. (1954)	123
8. Evolution des demandes et offres d'emploi non satisfaites dans le département depuis 1951.....	192

Tableau économique du département de l'Aube en 1954.

(à la fin de l'ouvrage)

TABLE DES CARTES

1. Division par cantons et arrondissements.....	10
2. Emigrations des électeurs de l'Aube suivant le département d'arrivée (1954-1957).....	29
3. Variations de la population par canton de 1851 à 1901..	35
4. Variations de la population par canton de 1901 à 1954..	37
5. Densité de la population par canton (1954).....	39
6. Division de la France pour une comptabilité inter-régionale	62
7. Revenu cadastral moyen par hectare (1954).....	108
8. Charges indirectes par habitant et délimitation des recettes centrales des Contributions indirectes (1954).....	126
9. Tonnage ayant circulé sur chaque section de route (1856-1857)	159
10. Circulation journalière des véhicules à marchandises (1934)	159
11. Circulation journalière des véhicules à marchandises (1955)	160
12. Trafic de marchandises sur les voies ferrées. Débit journalier en tonnes (1955).....	165
13. Implantation de la bonneterie dans l'Aube (1957).....	175
14. Migrations journalières des personnes se rendant travailler à Troyes par le chemin de fer et l'autocar (<i>hors-texte</i>)	197
15. Migrations journalières des personnes se rendant travailler à Troyes par la route (<i>hors-texte</i>).....	197

LISTE DES PRINCIPAUX TABLEAUX

1. Variations de la population (1851-1954).....	21
2. Soldes migratoires entre deux recensements.....	26
3. Migrations interdépartementales	30
4. Evolution de la population urbaine et de la population rurale du département	40
5. Répartition des communes du département d'après l'importance de leur population en 1911 et en 1954.....	41
6. Evolution de la population des communes de l'agglomération de Troyes	41
7. Evolution de la population par canton.....	42
8. Trafic routier de marchandises du département. Année 1954.....	60
9. Tableau S.N.C.F. (Tonnage par groupe de marchandises expédiées et reçues par le département de l'Aube, année 1954)	69, 70, 71
10. Estimation de la répartition de la consommation d'essence auto, supercarburants et gas-oil par secteur en 1954.....	77
11. Achats en valeur des combustibles minéraux solides en 1954 par secteur (estimation)	80
12. Combustibles minéraux solides. Livraisons aux branches d'activités du département et par bassin d'origine. Année 1954.....	81
13. Expéditions de bois du département de l'Aube en 1954.....	88
14. Tableau des échanges de bois en 1954.....	91
15. Répartition de la production des scieries suivant les industries utilisatrices, en 1954	92
16. Evaluation du revenu brut agricole du département en 1954.....	94
17. Cultures fourragères et superficies toujours couvertes en herbe pour les années 1934-1938, 1955 et 1960.....	101
18. Productions et rendements moyens à l'hectare pour les années 1929, 1934-1938 et 1952-1955 de certains produits agricoles.....	103
19. Répartition du nombre d'exploitations agricoles dans l'Aube suivant leur surface totale.....	105
20. Montant des salaires par secteur en 1954.....	115
21. Estimation des dépenses du secteur « Bonneterie » en 1954.....	145
22. Circulation moyenne journalière des automobiles particulières et des transports en commun sur les principales routes nationales de l'Aube en 1934 et en 1955.....	162

23. Trafic de marchandises par section de lignes dans l'Aube en 1878, 1913, 1952 et 1955.....	166
24. Personnel employé dans la bonneterie de l'Aube en 1952, 1954, 1957 et 1959	185
25. Evolution de la réception de filés dans la bonneterie de l'Aube depuis 1955	185
26. Répartition du chiffre d'affaires de la bonneterie de l'Aube depuis 1955 suivant la destination.....	186
27. Tableau des chiffres d'affaires de la bonneterie de l'Aube et de la bonneterie de la France entière depuis 1955.....	187
28. Salaires distribués par la bonneterie de l'Aube depuis 1955.....	188
29. Principales productions de la bonneterie de l'Aube par genre d'articles en 1957, 1958 et 1959.....	188
30. Données statistiques sur l'activité de la bonneterie en 1960.....	189
31. Principales productions de la bonneterie de l'Aube et de la bonneterie française en 1960.....	190
32. Personnel occupé dans les établissements industriels et commerciaux du département en 1960.....	196

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE, par M. FLAMANT.....	5
AVANT-PROPOS	9
A. Historique	11
B. Aperçu géographique	12

CHAPITRE I

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

Section 1 : CARACTÈRES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT..	15
Section 2 : EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE 1801 A 1954.....	17
A. Evolution du département.....	17
a - <i>Variations de la population</i> (17) ; b - <i>Variations de la natalité et de la mortalité</i> (21) ; c - <i>Variations de la mortalité infantile depuis 1900</i> (23) ; d - <i>Evolution des excédents de naissances et de décès depuis 1831</i> (25) ; e - <i>Soldes migratoires entre deux recensements</i> (27) ; f - <i>Evolution de la structure par âge</i> (31).	
B. Evolution démographique des cantons.....	34
a - <i>Période 1851-1901</i> (34) ; b - <i>Période 1901-1954</i> (36).	
Documents annexes	40

CHAPITRE II

STRUCTURE ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT

Section 1 : PROFIL DÉPARTEMENTAL D'ACTIVITÉS.....	45
Section 2 : STRUCTURE SOCIALE ET REVENU.....	51

COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT

Section 1 : CONSTRUCTION DU TABLEAU ÉCONOMIQUE.....	53
Section 2 : ETUDE DE LA COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE DES DIFFÉRENTS SECTEURS DU TABLEAU POUR L'ANNÉE 1954	59
A. Transports	59
a - <i>Transports publics routiers</i> (59) ; b - <i>Trafic marchandises S.N.C.F.</i> (61) ; c - <i>Transports par voie d'eau</i> (68).	
B. Secteurs purement importateurs.....	72
a - <i>Gaz - Electricité (consommation en 1954)</i> (72) ;	
b - <i>Produits pétroliers</i> (75) ; c - <i>Charbons</i> (79) ;	
d - <i>Véhicules automobiles</i> (82).	
C. Forêts et industries du bois.....	83
a - <i>Caractéristiques générales</i> (83) ; b - <i>Activité des exploitants forestiers en 1954</i> (85) ; c - <i>Activité des industries du bois en 1954</i> (89).	
D. Agriculture et industries alimentaires.....	92
a - <i>Revenu brut agricole en 1954</i> (92) ; b - <i>Production de viande</i> (97) ; c - <i>Structure de l'agriculture</i> (99) ;	
d - <i>Industries alimentaires</i> (110).	
E. Revenus des particuliers.....	114
a - <i>Salaires</i> (114) ; b - <i>Autres revenus</i> (118).	
F. Finances publiques	121
G. Secteurs industriels et commerciaux.....	128
a - <i>Céramique et matériaux de construction</i> (128) ;	
b - <i>Bâtiment et travaux publics</i> (130) ; c - <i>Secteurs divers : Industrie des papiers-cartons</i> (137), <i>Industrie du verre</i> (139), <i>Industrie polygraphique</i> (140) ;	
d - <i>Bonneterie et industries annexes (Fabriques de métiers à bonneterie, teinture et filatures)</i> (140) ;	
e - <i>Industries métallurgiques</i> (148) ; f - <i>Commerces alimentaires</i> (150) ; g - <i>Commerces non alimentaires</i> (151).	
Section 3 : ENSEIGNEMENTS DU TABLEAU ÉCONOMIQUE.....	152

CHAPITRE IV

DYNAMIQUE DES BRANCHES

Section 1 : EVOLUTION DU TRAFIC ROUTIER.....	157
Section 2 : EVOLUTION DU TRAFIC FERROVIAIRE DE MARCHAN- DISES	164
Section 3 : EVOLUTION DE LA BONNETERIE.....	166
A. Origine de son implantation dans l'Aube.....	167
B. Evolution depuis 1830.....	169
C. Structure actuelle	173
D. La bonneterie dans l'Aube et dans la France entière	176
Documents annexes	184
Section 4 : L'EMPLOI	191
Section 5 : MIGRATIONS JOURNALIÈRES DES PERSONNES VENANT TRAVAILLER A TROYES	197
Section 6 : INDICATEURS DE CONJONCTURE	199
Section 7 : LES PROBLÈMES ACTUELS	207
CONCLUSION	213

ANNEXES :

Liste des établissements industriels installés dans le départe- ment de l'Aube, de 1951 à 1961.....	220
Liste des principaux organismes consultés.....	222
Bibliographie	223
Index analytique des matières.....	225
Table des graphiques.....	229
Table des cartes.....	230
Liste des principaux tableaux	231
Table des matières.....	233
Tableau économique du département de l'Aube en 1954.	

752

IMPRIMERIE CHIRAT
Saint-Just-la-Pendue (Loire)

Dépôt légal 1963 - N° 474

		1	2	3	4		5	6	7	8	9	10		11	12	13	14	15		16	17		18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33					
		Exploitations Forestières	Agriculture	Energie	METALLURGIE		Verre	Céramique-Extraction & Production de Matériaux de Construction	Batiment & Travaux Publics	Teinture	Industries Agricoles & Alimentaires	TEXTILES		Industries du Bois	Industrie du Papier-Carton	Industries Polygraphiques	Industries Diverses	TRANSPORTS		Commerces Agricoles & Alimentaires	Pétroles & Carburants	Commerce des Véhicules	Commerce des Charbons	Commerces non Alimentaires	Services	Ménages non Agricoles	Ménages Agricoles	Gouvernement	TOTAL AUBE	Région Parisienne	Région Est	Région Nord	Reste de la France	France Indéterminée (Aube Inclue)	Total France (Aube Inclue)	T.O.M.	Etranger	TOTAL GENERAL					
					Métiers à Bonneterie	Autres Industries						Bonneterie	Filatures					T.P.R.	S.N.C.F.																								
1	Exploitations Forestières																																										
1	Exploitations Forestières													817					36							130			983	156	176	48	441		1 804		91	1 895	Exploitations Forestières	1			
2	Agriculture										4 294 dont Blé 1950								4 307 viande 2 378								1 605	342	10 548	1 389	3 220 d ^t blé 2 174	207	20	d ^t blé 611 48	15 995		Blé 1 193	17 188	Agriculture	2			
3	Energie		51	34	20	49	5	13	39	23	179	73	7	57	72	1	6		23	77					40		317	219	76	1 381						1 381		1 381	Energie	3			
4	METALLURGIE Métiers à Bonnet. Autres Industries				25	200				30		500									50								530 275	904	2 637	1 055	2 938		715	1 245 7 809	495	735 521	2 000 8 825	Métiers à Bonnet. Autres Industries	METALLURGIE	4	
5	Verre																																	639	639	24	32	695	Verre	5			
6	Céramique Extraction Production Matériaux Const.								338																				338	96	192			270	896		104	1 000	Céramique Extraction & Prod Matériaux Construction	6			
7	Batiment & Travaux Publics		228		8					10		36								25		4				607		2 982	3 900						3 900			3 900	Batiment et Travaux Publics	7			
8	Teinture											1 120																	1 120						740	1 860			1 860	Teinture	8		
9	Industries Agricoles & Alimentaires		286	39															4 473 farine 1 394										4 798	573				7 308	12 679	20	391	13 090	Industries Agricoles et Alimentaires	9			
10	TEXTILES Bonneterie Filatures											826																	826		6 183	5 207	4 231	16 489	3 523	4 349	3 234	1 099	36 443 4 349	Bonneterie Filatures	TEXTILES	10	
11	Industries du Bois								239					59					106										404	889	55	358	69		1 775	328	386	2 489	Industrie du Bois	11			
12	Industries Papier-Carton									18	22	225				21				14					13				313	110	77	149	130	89	868	132		1 000	Industrie Papier-Carton	12			
13	Industries Polygraphiques				10	44				9		300								75					200	9			647	273					920			920	Industrie Polygraphiques	13			
14	Industries diverses		133																						97				230					250	480			480	Industries Diverses	14			
15	TRANSPORTS T.P.R. S.N.C.F.			26 22	4 12	33 62			156 323		31 7	5 177		95 16	80 25		38		24 256	8 15		11	244	8 300					478 1 529					1 142 180	1 620 1 709			1 620 1 709	T.P.R. S.N.C.F.	TRANSPORTS	15		
16	Commerces Agricoles & Aliment.		913																							8 970	3 266		13 149	1 500				1 301	15 950			15 950	Commerces Agricoles et Aliment.	16			
17	Pétroles & Carburants		9	439		13	19	62	36	89	16	48	215	10	81	3	1	30	289	228	11	10	10	171	75	1 170		111	3 146							3 146			3 146	Petroles et Carburants	17		
	Commerce des Véhicules			715		2	4			58	9	7	182			1		55	72	57	2	39		236	88	715	164	68	2 474							2 474			2 474	Commerce des Véhicules			
18	Commerce des Charbons				18	21	22	70		112	38	197	21		22	20	8		45					67		640		53	1 354							1 354			1 354	Commerce des Charbons	18		
19	Commerces non alimentaires		1 978		40	176				134	260	370	40		20	18		20	159			12				14 297	3 015	268	20 807						6 516	27 323			27 323	Commerces non alimentaires	19		
20	Services		81		20	80			50	7	32	74	8					65	15					136		700	500	52	1 820							1 820			1 820	Services	20		
21	MENAGES NON AGRICOLES Salaires Autres ressources			213	310	1 422	242	294	1 284	432	624	6 051 470	986	551	255	237	129	124	1 544	1 050 250	38	9	2	1 230 3 920	763 409	649		3 217 8 813	21 656 14 025				558	21 656 14 583			21 656 14 583	Salaires Autres Ressources	MENAGES NON AGRICOLES	21			
22	MENAGES AGRICOLES Salaires Autres		250 661	1 740 6 480																								1 037	1 990 8 178						1 990 8 178			1 990 8 178	Salaires Autres Ressources	MENAGES AGRICOLES	22		
23	G.V.T Charges Sociales Impôts		50 270	446 374	92 360	450 264	89 21	86 120	413 231	141 428	176 522	2 012 3 045	330 261	186 334	94 60	68 55	40 23	42 194	314 1 276	14	5 24	1	450 2 704	296 145	143 2 777		32	5 970 13 718						5 970 13 928			5 970 13 928	Charges Sociales Impôts	G.V.T	23			
24	Total Aube	1 240	14 075	395	934	2 824	448	619	3 220	1 385	6 240	15 878	1 679	2 180	602	421	329	806	1 709	12 645	88	164	257	9 572	1 785	31 115	8 926	17 051	136 587	12 073	11 564	6 048	20 645	23 494	210 411	4 253	4 552	219 216	TOTAL GENERAL	24			
25	Région Parisienne		110		220	128	247		67						86																												2 479
26	Est		748	51		980			308			1 134			155	153																											4 112
27	Nord		549	25		98						3 103			73																												4 21

Tableau Économique
du département de l'Aube
en 1954
(Millions de Francs)

